

de Saint-Jacques à Madrid; ce chevalier lui a même donné de l'argent pour continuer son voyage. Certes, l'expérience de ce jeune homme, version écossaise du *pícaro*, est exceptionnelle. Tous les étrangers catholiques ne connaissent sans doute pas de telles facilités de vie en Espagne. Outre son apparence catholique, Patritius a pour lui, son aisance à se mouvoir dans le monde, ses origines nobles et sa grande culture.

Son voyage montre néanmoins clairement l'importance des réseaux religieux qui couvrent géographiquement et socialement l'ensemble de l'Espagne. Ce sont généralement les ecclésiastiques, si nombreux, qui dispensent aide, hospitalité, et aumônes aux étrangers, figures du Pauvre dans la tradition évangélique. L'étranger protestant est donc sans cesse sollicité par le prosélytisme de ces religieux et c'est avec la frange la plus cléricale de la population espagnole qu'il a les contacts les plus nombreux. Dans nos sources, les récits de ces rencontres sont fréquents; «Il est venu à Bilbao où des religieux augustins ont commencé à l'éclairer»¹ ou : «Étant à Lisbonne, il a eu les yeux ouverts grâce à la conversation d'un frère dominicain»².

Pour ces ecclésiastiques, rencontrer un protestant étranger – «un hérétique par ignorance» donc à demi-pardonnable – est une aubaine puisque cette rencontre leur donne l'occasion de sauver une âme. Ce sont donc souvent ces prêtres séculiers ou ces religieux de tous ordres, rencontrés au hasard des différentes étapes qui sont à l'origine des conversions. C'est en effet l'ensemble de l'Église qui se donne pour mission le retour des brebis perdues, même si seule l'Inquisition peut définitivement absoudre un ancien hérétique. Certains ecclésiastiques se sont spécialisés dans la conversion des hérétiques; ils sont souvent eux-mêmes des étrangers, originaires du Nord de l'Europe et qui, fuyant les persécutions, ont trouvé refuge en Espagne.

L'isolement des étrangers, décrit plus haut, contraste fortement avec cette prise en main cléricale et la rend d'autant plus efficace; il est particulièrement difficile de résister aux assauts de persuasion de ces missionnaires. Même l'Inquisition cherche à surmonter les ultimes résistances de ces étrangers qui connaissent la terrible réputation du Saint-Office :

«Il est resté cinq ou six mois avec le désir de devenir catholique mais par crainte de l'Inquisition, il ne l'a pas fait. Puis des Carmes lui ont dit que les inquisiteurs ne traitent pas mal et ne châtiennent pas ceux qui veulent être catholiques et se repentent de leurs péchés»³.

Le pas à franchir pour devenir pleinement catholique est facile et les avantages liés à la conversion, nombreux. En venant abjurer au Tribunal, Nofre Vaga et Richart Ston, ont troqué leur condition de prisonniers (ils étaient enfermés depuis deux ans) pour celle d'hommes libres: «grâce au Saint-Office, ils sont maintenant libres et hors de danger»; ils demandent même au Tribunal une lettre de recommandation à l'intention de leurs futurs maîtres⁴.

1. AHN Inq. leg. 1149 fol. 23v-281.

2. AHN Inq. leg. 108/3.

3. AHN Inq. lib. 1149.

4. AHN Inq. leg. 112/17 & 17bis.

Duarte Huerart lui, ne savait rien ; ni lire, ni écrire, ni les prières dans aucune langue. Personne ne s'était jamais occupé de son éducation jusqu'à son arrivée en Espagne où un prêtre irlandais a décidé d'en faire un bon catholique. Le prêtre écrit au tribunal :

«Je fais ce que je peux pour l'instruire (...), il a aussi un maître d'école espagnol qui lui apprend à lire et à écrire»¹.

Conversion est donc ici synonyme d'éducation. Pour ce jeune vagabond «venu chercher fortune», c'est une chance.

Pour tous, quelque soit leur situation, le passage devant le tribunal inquisitorial signifie une plus grande sécurité ; désormais, les soupçons pèseront moins sur eux. Un acte authentifié leur assurera une plus grande liberté. Leur situation n'en est pas transformée pour autant, mais c'est la fin de l'isolement et de la précarité. La conversion est un premier pas vers une possible intégration. Il y a donc un intérêt matériel et social de la conversion, qui en est aussi l'aspect le plus visible, à la fois pour le converti, l'inquisiteur et l'historien.

Intérêt et «sincérité»

Curieusement les inquisiteurs ne semblent pas porter à la question de la sincérité une attention particulière. Les convertis sont pratiquement tous traités de la même façon qu'ils fassent un récit laconique ou circonstancié de leur conversion. Les juges se contentent de quelques remontrances quand le converti s'est exprimé trop librement. Bartolomé Oberan s'est décrit lui-même comme indifférent aux formes de la foi :

«il a été élevé dans une famille de gens neutres, il appelle comme ça les gens qui ne sont ni contre le pape, ni contre la loi des luthériens ; ce sont des gens qui adoptent les idées des maisons dans lesquelles ils sont : si leurs maîtres sont papistes alors pour leur faire plaisir et pour pouvoir vivre avec eux, ils se font papistes et quand ils s'en vont et entrent dans une maison de protestants, ils suivent la loi des luthériens».

Un tel témoignage prouve la grande spontanéité de ces discours ; cependant, pour des inquisiteurs, cet Anglais semble avoir dépassé les bornes de l'acceptable :

«on lui dit de réfléchir au caractère irrévérencieux à l'égard de Dieu, de sa proposition ; il avait dit qu'il voulait rentrer en Angleterre. Ainsi il ne devait être qu'un neutre, comme ceux qu'il avait décrits, et ne vouloir être catholique que le temps de son séjour en Espagne. Il répondit qu'il voulait être catholique partout, même là-bas, et même s'il était arrêté et martyrisé»².

Cette déclaration suffit aux inquisiteurs qui absolvent Bartolomé Oberan, sans lui faire de procès d'intention. Cette clémence est une manière de favoriser le plus grand nombre possible de réconciliations de protestants. Il serait, cependant, paradoxal que l'Inquisition, si exigeante d'ordinaire, se contentât cette fois-ci de

1. AHN Inq. leg. 108/4, leg. 99/8.

2. AHN Inq. leg. 108/7.

«mauvais convertis». Il nous semble plutôt qu'elle accorde un certain crédit à la bonne foi de ces nouveaux catholiques.

Tout d'abord, les inquisiteurs croient en leur propre efficacité. Même clémente, l'Inquisition inspire la peur. Une phrase de l'acte d'abjuration («la miséricorde de l'Inquisition n'est donnée qu'une fois») rappelle d'ailleurs aux convertis le vrai visage du Saint-Office. La «pédagogie de la peur»¹ fonctionne donc même pour ces réconciliations volontaires. Le nouveau converti, par son abjuration, a fait l'apprentissage du Tribunal; on peut donc penser, avec les inquisiteurs, qu'il ne souhaite pas renouveler l'expérience. Le nouveau catholique n'est d'ailleurs pas abandonné à lui-même une fois l'acte d'abjuration prononcé. Lorsque ses convictions ou plutôt ses connaissances semblent incertaines, il est confié à des ecclésiastiques, qui assurent un «suivi» religieux.

Les inquisiteurs croient sans doute surtout à la force d'attraction et d'assimilation du catholicisme espagnol. Ils ont d'autant plus tendance à croire ces anciens protestants venus leur dire, en utilisant leur propre discours, la supériorité du catholicisme, que là est leur raison de vivre, ou du moins leur raison sociale.

Analysons maintenant le point de vue des convertis. Déracinés, isolés en Espagne, ils cherchent à être assimilés le temps de leur séjour, dans la société espagnole. Or, le meilleur moyen de s'assimiler n'est-il pas d'adhérer au fondement même de cette société, le catholicisme ? Certes, on peut imaginer qu'ils n'adoptent qu'un catholicisme de façade et gardent secrètement leurs convictions protestantes. Cette hypothèse qui n'est pas à exclure est pourtant la moins vraisemblable. Ces hommes, qui n'appartiennent pas aux réseaux protestants d'Espagne, n'ont pas les moyens de pratiquer leur religion d'origine contrairement aux morisques ou aux *conversos*. Deux convertis ont bien tenté de jouer un double jeu²; ils ont fait semblant d'être catholiques mais à force de persuader les autres, ils se sont persuadés eux-mêmes. Ils viennent tout avouer au tribunal et on peut penser qu'ils deviennent des catholiques sincères.

Intérêt et sincérité ne sont pas contradictoires; plus encore, il y a un intérêt à être sincère, dans la mesure où c'est par une adhésion subjective aux valeurs de la société espagnole que peut le mieux se faire une intégration objective. Une analyse qui opposerait ferveur religieuse et intérêt temporel nous semble peu pertinente car les deux dimensions sont trop étroitement liées pour être exclusives l'une de l'autre. La notion d'*«intérêt religieux»* permet de dépasser la contradiction apparente entre intérêt et sincérité³.

On peut donc dire que l'adhésion au catholicisme de ces hommes est sincère mais cette sincérité s'explique autant par des considérations sociales que religieuses. Dans le contexte de l'Espagne du Siècle d'Or, l'acte de la conversion ne peut être

1. Voir B. Bennassar, *L'Inquisition Espagnole*, Paris, 1979.

2. AHN Inq. leg. 485/2 fol. 411v-414r et AHN Inq. lib. 1149 fol. 92v-96v.

3. Voir P. Bourdieu, *op. cit.*

assimilé dans cette société. Se convertir au catholicisme, ce n'est pas adopter simplement de nouveaux dogmes mais c'est s'intégrer à une communauté. C'est bien ce qu'exprime le leitmotiv continual dans ces récits, de l'identité entre Espagne et catholicisme.

Cette conception de la conversion est illustrée par la parabole du Fils prodigue, abondamment utilisée par les prédicateurs de l'époque¹; autant la conversion de Saint Paul était un modèle difficile à égaler, autant celle du Fils prodigue pouvait susciter des émules. Or, cette conversion est liée à des raisons matérielles : c'est la faim qui pousse le fils vers son père mais cela ne l'empêche pas de regretter sincèrement ses péchés et de se soumettre humblement. Lorsque les inquisiteurs accueillent les convertis, ils prennent modèle sur le père de la parabole : le fait principal est le retour du fils, ses motivations et ses intentions comptent moins. Paraphrasant la parabole, Hans van Copen dit aux inquisiteurs² :

«il pense garder la foi catholique et s'il trouve à manger ici, il ne rentrera pas dans son pays».

Ainsi, c'est par le biais de l'adhésion au catholicisme, que ces étrangers s'intègrent à la société espagnole; tout en ayant été un terrible instrument d'exclusion, le catholicisme espagnol a eu, aussi, une fonction assimilatrice, et pas seulement envers les vieux-chrétiens³.

Dans nos sources, on a de multiples exemples de cette acculturation par la religion : le plus frappant est donné dans le récit de Juan del Burgo lorsqu'il évoque le testament de son oncle, immigré hollandais en Espagne⁴ :

«son oncle l'a choisi pour héritier, ainsi que sa tante, doña Catalina Serrano de Yegros. Il a fait aussi beaucoup de dons à d'autres personnes, à deux hôpitaux et à certaines chapelles».

Le testament de ce riche homme d'affaires hollandais, est en tous points comparable, à ceux de la noblesse espagnole : les donations charitables sont le signe d'une mentalité somptuaire et d'un sentiment religieux que l'on a pu qualifier de typiquement espagnol. L'intégration de cet homme dans la société espagnole n'est, bien sûr, pas seulement religieuse (il possède femme et fortune en Espagne) mais elle ne peut pas ne pas être religieuse. Etant donné le caractère ponctuel de nos sources, il est difficile de savoir si cette adhésion au catholicisme a été définitive ou provisoire, si ces étrangers se sont intégrés pour toujours à la société espagnole ou s'ils sont repartis. Par une lettre postérieure de six ans à son abjuration, on apprend que Juan Sherwin a décidé de se marier sur place. Pour tous les autres, le silence des sources laisse ouvertes toutes les hypothèses. Ce qui est sûr, c'est que par leur conversion, ces étrangers ont franchi la première étape d'une possible assimilation.

1. Voir M. Bernos «Confession et Conversion» in *La Conversion op. cit.*.

2. AHN Inq. leg. 110/13.

3. AHN Inq. leg. 109/10.

4. AHN Inq. leg. 108/11.

Certes, ces cas ne sont pas nombreux et peuvent apparaître comme un phénomène marginal. Il est cependant significatif qu'une des *Nouvelles Exemplaires* de Cervantes, *L'Espagnole anglaise*, soit consacrée à la conversion d'un Anglais au catholicisme¹. Le dessein de Cervantes est d'éclairer et d'instruire ses contemporains par des contes édifiants. C'est donc là une façon de comprendre la signification de ces conversions pour les Espagnols de cette époque. L'histoire rocambolesque est celle de l'amour entre le riche et noble Anglais, Ricarède et la belle Espagnole, Isabelle, captive à Londres. Le jeune homme doit triompher de nombreux obstacles pour épouser Isabelle. Finalement, il se convertit, l'épouse, fait fortune et reste vivre à Séville. Ricarède est l'archétype du nordique converti : ne porte-t-il pas le nom du premier roi wisigoth catholique ? Quant à Isabelle, dont le prénom évoque l'unification politique et religieuse, elle incarne l'Espagne. En se convertissant pour épouser Isabelle, Ricarède reconnaît la supériorité du catholicisme et de l'Espagne, tandis qu'Isabelle, même courtisée par la reine Elisabeth en personne, est restée fidèle à ses origines. La conversion marque la fin des errances de Ricarède, enfin intégré dans une communauté. Telle est donc l'Espagne rêvée par Cervantes, celle dont «la vertu» et «la beauté» suffiraient «à énamourer jusqu'aux ennemis» puisque telle est la morale de la nouvelle.

Ce rêve donne une clé de lecture du comportement des inquisiteurs qui partagent cette vision idéalisée de l'Espagne. L'existence d'un courant de conversion, même faible, confirme à leurs yeux la puissance d'attraction et d'assimilation d'une Espagne, identifiée au catholicisme.

On a rappelé que le discours officiel de la monarchie espagnole se caractérisait par une adéquation totale entre objectifs politiques et objectifs religieux, entre défense de l'État et défense du catholicisme. Cette image que l'État s'efforce de donner de lui-même a été reprise par ses ennemis, qui ont fait de l'Espagne le symbole par excellence du fanatisme religieux. L'étude des protestants étrangers amène cependant à nuancer cette vision d'un État monolithique. Le discours officiel de la défense du catholicisme n'est certes pas une simple façade ; il n'est pas non plus aussi rigide qu'il n'y paraît. Il constitue en quelque sorte une base de négociations pour les différents acteurs de ce jeu de pouvoir ; il est par conséquent susceptible d'évoluer sous la pression des circonstances.

L'évolution de l'attitude vis-à-vis des protestants étrangers est également significative des transformations dans les rapports de force au sein de la structure étatique. Sous Philippe II, au moment où l'identification entre raison d'État et défense de l'orthodoxie est la plus forte, l'Inquisition est suffisamment puissante pour frapper jusque dans l'entourage royal. Quand au début du 17^e siècle, l'Espagne est contrainte de reconnaître (provisoirement) par des traités, les nouveaux équilibres internationaux, l'Inquisition doit se plier à la nouvelle «raison d'État».

Cependant, l'Inquisition ne fonctionne pas comme un simple relais, instrument bien huilé de l'appareil étatique ; pour accepter la politique de tolérance, le

1. Publiées en 1613.

Saint-Office a besoin de la reformuler en termes compatibles avec ses objectifs de défense du catholicisme. L'existence depuis 1580 d'un faible courant de conversions lui fournir une telle opportunité. Les nouvelles circonstances sont interprétées comme susceptibles de favoriser une accélération du mouvement des conversions, démontrant ainsi la supériorité du catholicisme. En réalité, cette politique du Saint Office n'a pas été couronnée de succès. Dès les années 1620, le nombre de conversions tend à se réduire. On peut attribuer cette diminution à deux phénomènes : d'une part, les étrangers se font moins nombreux du fait du déclin économique de l'Espagne et de la reprise des conflits ; d'autre part, le nouveau climat rend moins pénible la condition de protestant, diminuant d'autant l'incitation à se convertir. Même si elle s'achève par un échec, cette nouvelle stratégie inquisitoriale a permis de réconcilier pour un temps Raison d'Etat et Orthodoxie.

Charlotte de CASTELNAU

IV

**Les nouvelles donnes
de l'époque contemporaine**

Politique de Donoso Cortés

Né en 1808 et mort en 1853, Juan Donoso Cortés s'inscrit dans la première moitié du 19^e siècle qu'il faut comprendre comme l'accouchement heurté de la modernité politique issue de la philosophie des Lumières et historiquement marquée du millésime français de 1789. La remise en cause du principe de la Monarchie absolue, préparée par la constitution progressive d'une philosophie politique qui réinvente la notion de souveraineté du corps social, ébranle l'Europe. En profondeur, l'enjeu n'est pas de savoir qui – personne ou institution – doit revêtir les attributs de la puissance publique, mais bien d'identifier *qui* possède cette puissance, c'est-à-dire la souveraineté liée à la légitimité. C'est toute la vie politique, dans son sens le plus large, qu'il faut penser. Aussi, la première moitié du 19^e siècle, se présente comme un temps privilégié de production d'écrits où de l'action sort de la théorie et de celle-ci des prises de position politique.

Ce n'est pas simple exercice de style de notre part que de faire remarquer la coïncidence chronologique entre la nouvelle période de l'histoire de l'Espagne qui s'ouvre en 1808 et le début de la vie de Donoso Cortés. Le 17 mars 1808, au cours d'un soulèvement à Aranjuez, Charles IV abdique en faveur de son fils Ferdinand VII. En avril, Napoléon impose son frère Joseph aux Espagnols après avoir obtenu le double renoncement au trône de Charles IV et de Ferdinand VII. Le 2 mai, le peuple de Madrid s'insurge contre les Français. Au-delà de l'émeute, c'est la mise en place dans tout le pays de juntas – *el movimiento juntero* – qui marquent la décision populaire d'assumer la souveraineté nationale. Semblables aux trois coups qui, au théâtre, annoncent le lever du rideau, ces trois événements inaugurent la politique contemporaine et plantent le décor idéologique de cette modernité : contestation multiforme de la monarchie et revendication par le peuple de la souveraineté nationale.

Tôt récupérée par une pensée conservatrice ou autoritaire, l'œuvre de Donoso Cortés a été tronquée et réduite à ses dernières élaborations : le *Discours sur la dictature* de 1849 et l'*Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme* de 1851. Du *Discours*, Carl Schmitt a retenu une théorie de la dictature qui repose sur une analyse de la décision en politique. De l'*Essai*, on conserve l'image d'un Donoso qui met son talent au service de la cause catholique ultramontaine et sa rhétorique semble plus s'offrir comme support à un contenu déjà défini plus qu'à souligner la vigueur d'une pensée originale. Cette vision de Donoso Cortés est fausse parce qu'incomplète. Elle ignore le parcours intellectuel et politique de ce polémiste brillant. Elle fait l'impasse sur la cohérence qui se dégage d'une œuvre

importante. On se condamne alors à ne pas la comprendre, à la classer sans prendre le soin de l'examiner.

Les écrits de Donoso Cortés révèlent pourtant une trajectoire politique significative de cette première moitié du 19^e siècle. Ils indiquent par quels détours philosophiques et historiques une pensée politique s'élabore et se propose comme une approche de la vérité. En reprenant cet itinéraire de Donoso, nous en montrerons la cohérence en même temps que l'on aura soin d'en saisir l'évolution.

Dans un *Mémoire sur la situation actuelle de la monarchie* adressé à Ferdinand VII¹ et écrit en octobre 1832, Donoso Cortés livre son credo politique de l'époque (et, chose curieuse, on y voit déjà percer ce que l'on pourra par la suite identifier comme des constantes de la vie politique de Donoso Cortés). Rédigé à l'occasion du débat sur l'abolition ou le rétablissement de la pragmatique de 1789 sur la succession au trône et l'abolition de la loi salique², ce texte évoque l'attitude du roi depuis 1823 et propose une politique. L'argumentation de Donoso Cortés épargne le roi Ferdinand VII et attribue ses erreurs aux agissements d'une clique crispée sur un modèle ancien de monarchie³. Mais il exhorte le roi à accepter la collaboration avec les libéraux⁴. Sa démonstration vise à cette phrase capitale : «*Señor : en la voz de la nación reposa el porvenir de toda la monarquía*»⁵. A cette idée politique s'ajoute une considération sociologique : la monarchie doit s'appuyer sur les classes intermédiaires, essentiellement la magistrature⁶. Elle est en effet la mémoire juridique, historique et philosophique de la nation, seule habilitée à dire le droit. Sur le point précis de la succession royale, le droit affirme la nullité de la loi salique en Espagne⁷.

Ce texte est important à plusieurs titres. Il est un des tout premiers actes politiques de Donoso Cortés par lequel il affirme sa fidélité à la monarchie, qui procède d'un choix historique et philosophique⁸. Il rejette donc l'opinion «usurpatrice», ce

1. Valverde C., *Obras Completas de Donoso Cortés* (= O.C.), I, p. 213-223.

2. En 1713, conséquence de l'arrivée de la dynastie des Bourbons, l'ordre successoral avait été modifié au profit de la descendance masculine et la Couronne n'allait à une femme, fût-elle la fille unique du roi, que si on ne trouvait pas dans toutes les autres branches de la famille un prince. Que Ferdinand VII publie cette Pragmatique de 1789 et voilà les espérances des carlistes et de son frère Carlos María Isidro menacées. La Pragmatique est publiée le 29 mars 1830. En 1789, le roi Charles IV avait rétabli l'ordre traditionnel de la succession à la Couronne d'Espagne qui mettait hommes et femmes à égalité compte-tenu de la priorité accordée aux hommes mais aussi de l'importance attribuée à la descendance directe du roi.

3. O.C., I, p. 215-216 : «*Una facción que, si llega a aborrecer, nunca perdona, que ha dominado siempre por medio del terror, que, queriendo detener la corriente de los siglos, quisiera constituir las sociedades civilizadas con las instituciones teocráticas y feudales y establecer en Europa la estúpida inmovilidad de las naciones del Oriente*».

4. Ibid. p. 216 : «*La mayor parte que siguieron la bandera de la revolución en los tres años juraron en sus corazones defender al mejor de todos los monarcas*».

5. Ibid., p. 218.

6. *Id.*

7. C'est le sens de la démonstration finale de la lettre.

8. On reviendra sur cette constante de Donoso Cortés, mais il faut tout de suite la noter. Dans le texte en question, Donoso souligne l'importance de l'histoire et de la philosophie : «*La ley de sucesión pertenece a la Historia y a la Filosofía*», Ibid., p. 219.

sont ses termes, que représente le carlisme. En outre, ce choix correspond à une option politique : le jeune Donoso est libéral. Il confère à la nation un rôle actif dans la légitimation de la monarchie¹. Autrement dit, s'il ne prononce pas le terme, il n'est cependant pas loin du concept de souveraineté nationale². Tout aussi important est son refus de l'aventure carliste. Sa fidélité à la monarchie – et peut-être sa fidélité à ce premier choix politique – l'empêche à jamais de grossir les rangs des insurgés quand bien même son idéologie ultra-conservatrice le rendrait proche des carlistes.

Au seuil de 1833, Donoso Cortés est donc un militant libéral, conscient du carrefour où se trouve l'Espagne : une monarchie renouvelée par l'appel aux Cortes³ ou bien une monarchie sombrant dans le despotisme proche-oriental.

Sur le plan personnel, Donoso Cortés, marié depuis 1830 avec la fille de son ami Garcia Carrasco de Cáceres, est employé au ministère d'État (ministère de l'intérieur) comme secrétaire (administrateur) après avoir été un temps au secrétariat de grâce et de justice. Sa carrière n'a rien de spécialement brillant, elle correspond à un parcours honnête d'un jeune licencié en droit des universités. Cependant les postes qu'il occupe le placent, sinon au cœur de l'activité politique, au moins en un lieu privilégié d'observation de la vie gouvernementale et donc de la vie politique.

Dans ses *Consideraciones sobre la diplomacia* publiée en août 1834, Donoso Cortés propose une lecture des événements politiques européens depuis le Congrès de Vienne jusqu'au traité de la Quadruple Alliance du 22 avril 1834 qui scelle un accord entre Grande-Bretagne, France, Portugal et Espagne sur la pacification de la péninsule Ibérique⁴. L'analyse de Donoso Cortés est profondément libérale en ce sens qu'elle attaque les tentatives de restaurations absolutistes menées par les puissances du Congrès de Vienne et plus spécialement la Russie, et la sécession de Don Carlos «prince déloyal, chargé d'ignominie»⁵.

Pour lui tout part de l'événement révolutionnaire français qui force les États à se réunir en coalition contre le désordre. Le maintien d'un ordre politique commun à toute l'Europe devient la règle des gouvernants. La lutte des sociétés pour leur émancipation politique est contrecarrée par les projets de la Sainte Alliance dominée

1. *Ibid.*, p. 218 : «*La voz de la nación no es indiferente para el establecimiento de las leyes fundamentales de la Monarquía*». Ceci reprend une tradition historique espagnole : voir à ce propos J. M. Jover Zamora, «*Anverso y reverso de un legado político*» in *Historia de España Menéndez Pidal*, t. XXXV et aussi B. Bennassar, «La Théorie de la Monarchie dans l'Espagne du Siècle d'Or et son adaptation au système du valido» in *La Monarchie*, E. Leroy Ladurie dir., Paris, 1977.

2. Article 3 de la Constitution de Cadix : «La souveraineté réside dans la Nation».

3. O.C., I, p. 218 : «*Si Vuestra Majestad despues de haber salido del sepulcro para colocarse sobre el trono, pronuncia el nombre de las antiguas Cortes de este Reino, ellas sacudirán el polvo de los siglos, inclinarán su frente ante el más generoso de todos los monarcas y su voz será el acento de la fidelidad para su rey y la sentencia de muerte lanzada contra la usurpación*».

4. O.C., I, p. 223-281. A propos de ce Traité de 1834, Manuel Espada Burgos écrit : «*Para España, el Tratado significó el acta de ingreso en el bloque de las Potencias liberales y su abandono del sistema establecido en el Congreso de Viena*». Espadas Burgos M. et Urquijo Goitia J.R., *Historia de España, 11, Guerra de Independencia y época constitucional (1808-1898)*, Madrid, Editorial Gredos, 1990, p. 267.

5. *Consideraciones...*, O.C., I, p. 228.

par la Russie tsariste¹. C'est à travers cette analyse qu'il relit les événements espagnols de 1820-1823. L'expédition des *Cien mil hijos de san Luis* fut un «acte de fanatisme, un crime, un acte maudit»². Ce texte nous permet, en outre, d'avoir une idée de l'opinion de Donoso Cortés sur les Cortes de Cadix. Il rejette également partisans adulateurs ou contempteurs intransigeants du texte de 1812, auquel il reconnaît défauts et qualités. Pour lui, le texte de Cadix demeure un «monument de gloire»³. Cependant, il estime que la faute politique des gouvernements de 1820 fut de rétablir tel quel le texte de 1812 dans une société qui avait changé et dont l'unité nationale avait été brisée par les années 1813-1820 après le temps consensuel que semblait avoir été l'époque de la Guerre d'Indépendance. Cet échec des libéraux, accompagné de l'échec parallèle du roi après 1823, tient à l'intransigeance des deux partis⁴. Bref, Donoso Cortés revendique son libéralisme mais prêche un compromis politique susceptible de rendre à l'Espagne sa stabilité. Pour lui, ce compromis doit être un compromis libéral, c'est-à-dire une adaptation de la monarchie à la société nouvelle qui émerge. Aussi sent-on chez Donoso une confiance dans le mouvement de l'histoire qui condamne la Sainte Alliance et le principe incarné par la Russie à être balayé. Mais il faut à tout prix éviter la révolution.

En 1834, Donoso Cortés est bien un libéral, mais un libéral qui se tient à mi-chemin des excès révolutionnaires et des crispations absolutistes. Il représente une tendance politique pragmatique soucieuse de trouver la «loi d'harmonie» des peuples⁵.

De 1834 à 1836, la politique se fait dans le cadre de l'*Estatuto Real* d'avril 1834. Il s'agit moins d'une constitution que d'une charte accordée par la régente au nom de la reine, en qui réside la souveraineté, les Cortes jouant auprès d'elle un rôle d'assesseur. Les Cortes n'ont pas d'initiative législative mais, par le recours au droit de pétition, peuvent interpeller le gouvernement. La censure est allégée sauf pour les publications à caractère politique et historique.

En 1836, les élections aux Cortes donnent la majorité aux progressistes. Cette majorité progressiste va-t-elle pouvoir gouverner ? La question se pose en effet de savoir qui doit nommer le chef du gouvernement. Doit-il être choisi par la régente, c'est-à-dire par le pouvoir royal indépendamment des Cortes ? Doit-il sortir obligatoirement des rangs de la majorité parlementaire ?

Dans ce deuxième cas, la souveraineté se déplacerait de la Couronne vers les Cortes, ce qui n'est pas la configuration de l'*Estatuto Real* de 1834. Isturiz, le

1. «*Desde entonces la diplomacia empieza a pesar sistemáticamente sobre la Europa; su principal objeto fue ya sofocar en su cuna los principios y mantener las sociedades amarradas a su yugo, despójándoles de su espontaneidad y su energía*», *Ibid.*, p. 239.

2. *Ibid.*, p. 246-247.

3. *Ibid.*, p. 250.

4. «*La causa de todos los males que han pesado sobre nuestra patria ha sido que ni el pueblo ni el Trono han sabido transigir: que cada uno de ellos ha obrado como si el otro no existiera, fluctuando constantemente la nación entre la soberanía popular y el derecho divino; pero es preciso confesar que el Trono fue el primero en comenzar la lucha, dando el ejemplo de la proscripción que debía conducirle a su ruina*», *Ibid.*, p. 250.

5. *Ibid.*, p. 275.

candidat de la régente, est censuré par les Cortes. Ce vote hostile à la Monarchie est sanctionné par une dissolution des Cortes. Les nouvelles élections reconduisent une majorité progressiste. Ce rapport de force entre la Monarchie et l'aile progressiste du libéralisme ne s'achève pas avec les élections, d'autant que le pouvoir, Ithuriz en tête, caresse l'idée d'une nouvelle intervention militaire française¹. L'effervescence est à son comble : joutes provinciales et comités pour la Constitution de Cadix se constituent. L'agitation culmine dans la nuit du 12 août 1836 où un soulèvement des troupes militaires affectées au château royal de la Granja, accompagné par la *Milicia Nacional* force la régente à reconnaître la Constitution de Cadix, rétablie le lendemain par un décret royal.

La vie politique continue bien de tourner autour de la question fondamentale de la souveraineté que se disputent la Monarchie et la Nation, par le biais des Cortes. Le débat est à la fois théorique et pratique. En effet, le gouvernement issu de l'été 1836 et dirigé par Calatrava, entend réformer le texte de 1812. Il s'agit en fait de produire un nouveau texte constitutionnel. La Constitution de Cadix demeure comme une référence mais plus symbolique que pratique, surtout à l'heure où la guerre carliste continue de mobiliser partie de l'effort de tout gouvernement libéral.

Donoso Cortés comme acteur politique – il a été élu député de Badajoz, il écrit dans *El Correo Nacional* ou dans *El Porvenir*² – intervient dans le débat. Sur le plan théorique, Donoso Cortés expose ses conceptions dans les *Lecciones de Derecho Político* qu'il prononce à l'Ateneo de Madrid de novembre 1836 à février 1837³. Puis, au moment de la discussion du projet constitutionnel, il publie un fascicule au titre peu synthétique de *Principios constitucionales aplicados al proyecto de ley fundamental presentado a las Cortes por la comisión nombrada a este efecto* dans lequel il conteste les articles 28 et 54 du projet constitutionnel du gouvernement⁴.

Les *Leçons de Droit politique* constituent une étape importante de l'évolution de la pensée de Donoso Cortés. Ses élans de 1832 se sont largement estompés. L'homme a «vieilli» – il n'a certes que vingt-sept ans, mais il a, en 1834, perdu sa fille unique et un an plus tard sa femme. Il s'oppose aux projets du gouvernement Calatrava, si bien que l'on a cru que l'arrêt de ses conférences à l'Ateneo de Madrid était dû aux pressions du pouvoir⁵.

Ce texte est considéré comme l'un des premiers efforts de synthèse doctrinale réalisé par Donoso Cortés pour achever de donner à la politique modérée espagnole un instrument dialectique en concordance avec le contexte idéologico-politique

1. Espadas Burgos et Urquijo Goitia, *op. cit.*, p. 68.

2. Valverde, *O.C.*, Introducción general, p. 40.

3. *O.C.*, I, p. 327-445.

4. *O.C.*, I, p. 446-481.

5. C'est l'avis de Carlos Valverde qui écrit dans son *Introducción general* : «Sigue un ataque bastante claro y muy valiente al progresismo. Esto ha debido ser la causa de la interrupción del curso de lecciones del Ateneo». Voir aussi Garrorrena Morales A., *El Ateneo de Madrid y la teoría de la Monarquía liberal (1836-1847)*, Madrid 1974, chapitre III : «Las lecciones de Juan Donoso Cortés» ; selon cet auteur, pour Gabino Tejado, Donoso Cortés a été obligé de suspendre son cycle de conférences par le gouvernement tandis que pour Pastor Diaz, la décision fut personnelle et non politique.

européen¹. Les idées exposées doivent beaucoup à la lecture de Royer-Collard et de Guizot, deux représentants du «libéralisme doctrinaire» né en France mais vite importé en Espagne, notamment par Donoso².

Les thèmes centraux des conférences de Donoso Cortés sont ceux de la souveraineté, de l'identité et de la constitution du pouvoir³. Leçons orales, elles sont empreintes d'une rhétorique très construite où la personnalité de Donoso affleure à travers l'accumulation de fresques historiques et de généralisations philosophiques⁴. Ces *Leçons* représentent l'ébauche d'une pensée politique rejetant à la fois l'absolutisme – alors incarné par les carlistes – et l'idée de la souveraineté populaire – revendiquée, soutenue ou prêtée aux progressistes du gouvernement Calatrava.

Donoso Cortés part d'une définition de la société et du gouvernement : «*La Sociedad es una reunión de individuos unidos por medio de relaciones recíprocas y ordenadas*» et «*el Gobierno es la sociedad misma en acción*»⁵. Il récuse d'entrée de jeu l'idée de contrat social : «L'homme n'a pas créé la société, il est né dans la société»⁶. Le rejet de la théorie du contrat social repose sur le caractère non historique de cette hypothèse : la société préexiste à tout individu. Vient ensuite une définition de l'homme dans laquelle Donoso Cortés insiste sur la liberté constitutive de sa personnalité, de son moi⁷. Placer ainsi la liberté au cœur de l'homme, c'est, de la part de Donoso Cortés, vouloir démontrer que la revendication de liberté, dont l'époque est l'illustration la plus achevée aux regards même des contemporains, est le «moteur» de l'histoire des hommes. La raison et l'intelligence n'interviennent que comme principes de régulation qu'il faut pouvoir conjuguer avec la liberté. A partir de là, il convient d'élaborer une théorie politique qui maintienne la société et assure le pouvoir et qui prenne en compte l'identité de l'homme : sa liberté. En outre, Donoso Cortés assigne au gouvernement une tâche précise : il doit défendre la société des débordements de l'individu⁸. Cependant la liberté des individus et son exercice demeurent les limites de cette même action du

1. Garrrorrena Morales, *op. cit.*, p. 127.

2. Diez del Corral L., *El Liberalismo doctrinario*, Madrid, 1954; se reporter aussi au livre déjà cité d'Angel Garrrorrena Morales.

3. Voici les titres des dix leçons qui indiquent bien les thèmes abordés : I. *De la Sociedad y del Gobierno*; II. *De la soberanía del pueblo*; III. *Teoría del despotismo*; IV. *Del despotismo y de su realización en la Historia*; V. *Identidad de dos principios reaccionarios : la soberanía del pueblo y el derecho de los reyes*; VI. *De la soberanía absoluta y de la soberanía limitada*; VII. *De la soberanía de la inteligencia considerada en la Historia*; VIII. *Continuación del mismo asunto*; IX. *De la soberanía de la inteligencia confirmada por la autoridad de los filósofos*; X. *Importancia de las reformas políticas*.

4. Angel Garrrorrena Morales parle de «montaje wagneriano y rotundo que afecta tanto al fondo que a la propia forma de sus escritos» et de «un barroquismo tanto conceptual como estilístico».

5. *Lecciones de Derecho Político*, O.C., I, p. 329-330, *Lección primera*, p. 329.

6. On trouve là un thème de Louis de Bonald, mais Donoso ne dit pas s'il s'est inspiré de cet auteur pour ce passage. Une chose est sûre : il connaît Bonald puisqu'il le cite dans la neuvième leçon.

7. «*La libertad es la que constituye el yo, la personalidad del hombre. La inteligencia y la razón son cosas que están en él; pero no son lo mismo y no lo constituyen*», *Ibid.*, p. 332.

8. «*Siendo su objeto defender a la sociedad de las invasiones de la individualidad humana, su acción no debe extenderse más de lo que sea necesario para evitar semejantes invasiones*», *Ibid.*, p. 334.

pouvoir. C'est le «problème» du gouvernement posé dès la première leçon. La suite du propos consiste à examiner, à travers une réflexion historique et philosophique, quelle forme du gouvernement répond le mieux à sa tâche¹.

La réflexion de Donoso Cortés vise à montrer «l'identité des deux principes réactionnaires que sont la souveraineté populaire et l'absolutisme royal» – c'est le titre de sa cinquième leçon prononcée le 3 janvier 1837. Ces deux idées illustrent le dogme de l'«omnipotence sociale»². Donoso Cortés lie la théorie de l'omnipotence sociale à la volonté des hommes de s'arroger une souveraineté de droit qui autoriserait, si elle était concevable à échelle humaine, un pouvoir absolu. Donoso Cortés ne reconnaît pour l'homme que la souveraineté de fait dont l'exercice est le caractère de tout pouvoir. Est souverain tout pouvoir en place : cette affirmation n'est pas un dogme conservateur ; pour cela, il faudrait que soit liée à l'existence du pouvoir non seulement la souveraineté mais aussi la légitimité, ce que Donoso Cortés ne fait pas encore en 1837. La méthode – approximative ? – de Donoso Cortés, appréhendée à travers cet exemple, mêle à la fois une approche que l'on qualifiera de politologique – c'est-à-dire qu'il décrit le fonctionnement des institutions politiques à travers l'histoire – et une démarche de philosophie politique où il expose ses convictions.

Il plaide pour une «une souveraineté de l'intelligence», une formule que l'on a identifié comme venant de Guizot³. Guizot utilise plus précisément l'expression de «souveraineté de la raison»⁴. On peut rapidement concevoir les conséquences de cette idée. Reconnaître la souveraineté de l'intelligence, c'est accepter l'inégalité des droits civils ; l'une des expressions pratiques de ce refus est le suffrage censitaire⁵. Rappelons que les dispositions de l'*Estatuto Real* faisait que seulement

1. «Por eso analizaremos en las lecciones siguientes los varios principios en que los gobiernos se apoyan, no olvidándonos nunca de juzgar estos principios y estos gobiernos por su tendencia a retrasar o a acelerar la resolución de este problema», *Ibid.*, p. 335.

2. «La soberanía del pueblo y el derecho divino de los reyes, el despotismo y la democracia son una cosa misma (...) Estos dogmas, severamente analizados, se traducen en el dogma de la omnipotencia social (...) que es siempre el despotismo», *Ibid.*, p. 373-374.

3. Diez del Corral, *op. cit.*

4. Guizot, *Du gouvernement de la France depuis la Restauration...*, «Je crois à la souveraineté de la raison, de la justice et du droit, c'est là le souverain légitime que cherche le monde et qu'il cherchera toujours, car la raison, la vérité, la justice ne résident nulle part complètes et infaillibles». Ce texte est à rapprocher de ces phrases de Donoso Cortés : «Las verdades eternas consideradas en su estado de reposo son la razón absoluta; la razón absoluta poseída cambia su nombre por el de bien supremo, suprema felicidad; la razón absoluta explicada pierde su nombre en el de justicia; y la justicia, el bien supremo y la razón absoluta personificadas pierden su nombre en el nombre de Dios (...) Si la razón absoluta es la única que tiene un derecho omnímodo al dominio del mundo, la inteligencia del hombre que es un reflejo pálido de la razón absoluta, deberá ser un reflejo pálido de su poder omnipotente, y ese reflejo pálido es la soberanía social», in *Lecciones...*, p. 387-388. On trouve dans ces deux textes le même souci de relativiser le pouvoir : en repoussant vers l'inaccessible les qualités qui fonderaient définitivement le pouvoir, Guizot et Donoso Cortés participent du même scepticisme à l'égard du gouvernement qui se penserait comme définitif ou qui revendiquerait d'être l'expression de la justice absolue. On sait le rôle de la Révolution française, et plus particulièrement de la Terreur, comme illustration de cet échec et comme interrogation posée au 19^e siècle.

5. Donoso Cortés écrit : «Si el grado de poder debe ser proporcionado al grado de inteligencia, todos los individuos de la sociedad son hombres, y como hombres, inteligentes. Pero no todos deberán gozar de derechos iguales, porque no todos están dotados de un grado igual de inteligencia». Et que penser de Guizot qui «prétend que l'électeur à 200 francs représente aussi celui à 100 francs», sinon qu'il exprime l'idée que la visibilité sociale de l'intelligence est celle de la fortune et de la propriété.

0,15 % de la population votait. Mais les réformes progressistes porteront ce taux à 2,2 % en 1837 et 4,3 % en 1843. On reste loin cependant du suffrage universel.

Parcourant l'histoire de l'Occident depuis la Grèce jusqu'à la révolution française de 1830, Donoso Cortés entend montrer le rôle politique de l'intelligence. Cependant, sa conception de la souveraineté – est souverain tout pouvoir en place – l'amène à qualifier d'«intelligent» tous les pouvoirs durables dont les meilleurs exemples sont l'Empire romain et l'Empire carolingien, sans oublier la position exceptionnelle de l'Église catholique qui reprend à son compte l'idéal romain d'universalité politique¹.

A ce moment précis de ses *Leçons* et de sa pensée politique, Donoso Cortés présente une position ambiguë dont il n'est pas sûr qu'il ait lui-même conscience. D'une part, il demeure dans l'héritage idéologique des Lumières, de l'autre il entame une réévaluation du christianisme². Puis, dans la dernière leçon prononcée, il pose cette série de question : «*La idea del poder y la idea de la libertad eran hermanas. ¿Quién, señores, las convirtió en enemigas? ¿Quién manchó con el crimen y la sangre sus túnicas resplandecientes cuando bajaron immaculadas del cielo? ¿Quién ha convertido la tierra, ese magnífico edén, en un sangriento palenque? ¿Quién ha convertido el hombre en un informe fratricida? No seré yo, señores, el que resuelva estas cuestiones.*». En fait, la réponse de Donoso viendra en 1851 avec l'*Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme*.

Si l'on admet qu'en 1837, Donoso Cortés est sincère lorsqu'il affirme ne pouvoir répondre aux questions dramatiques qu'il découvre au terme d'une réflexion sur la liberté, le pouvoir et la souveraineté, l'hypothèse de Pastor Diaz selon laquelle la suspension des conférences à l'*Ateneo* relèverait d'une décision personnelle et non d'un ordre gouvernemental paraît tout à fait recevable. Sur le plan théorique, Donoso arrive, non pas à une impasse, mais à un carrefour. Il lui faudra choisir sa position : ce sera, à notre avis, le cheminement intellectuel de Donoso de 1837 à 1847.

En revanche, sur le plan politique, il mène le combat contre la révision constitutionnelle entamée par le gouvernement Calatrava. Le fascicule qu'il fait paraître courant 1837 vise à combattre les articles 28 et 54 du projet. L'article 28, relatif aux sessions des Cortes, leur confère la possibilité de se rassembler à leur initiative si le roi ne les a pas convoqué avant le 1^{er} décembre. Quant à l'article 54, il stipule que les Cortes peuvent exclure de la succession royale toute personne jugée incomptéte ou indigne de la Couronne. Ces deux articles mettent en place un dispositif constitutionnel où la souveraineté est partagée entre le roi et les Cortes. C'est ce partage que Donoso Cortés refuse.

1. On peut lire sous la plume de Donoso les phrases suivantes : «*La misión de Roma era de absorber al mundo en su unidad, revestirle con sus formas y sujetarle con su espada y sus leyes.*». O.C., I, p. 406; et à propos de l'Église : «*Cuando la inteligencia desaparece del horizonte del mundo, baja del cielo para rejuvenecer a las naciones bajo la forma de una religión divina (...) La inteligencia, representada por la cruz, salvo a la Europa de la barbarie, representada por los adoradores de Mahoma*», *Ibid.*, p. 409-410.

2. «*Cuando el materialismo se inoculó en la filosofía y el deísmo se inoculó en el pueblo, la religión y la inteligencia velaron sus frentes y dejaron pasar a la revolución, ese sangriento comentario de esas anárquicas doctrinas (...) Cuando el virus materialista discurrió por las venas de la Francia, el edificio social se estremeció en sus cimientos (...) Así la presencia del materialismo es siempre una síntoma de muerte*». *Ibid.*, p. 423.

Pour lui, seul le roi constitue le Pouvoir¹. Donner aux Cortes une marge de manœuvre indépendante de la volonté royale, leur permettre d'intervenir dans le processus successoral, normalement fixé par la tradition et non par la loi, revient à faire des Cortes un contre-pouvoir. Sa conclusion est sans appel : «Este artículo (el 54) divide el Poder, lo anula, condena la sociedad al caos y, haciendo al Trono justiciable del pueblo, suprime la Monarquía»². Toute son argumentation repose sur l'indivisibilité du pouvoir, image de l'unité de la société. Les mots de cohérence, de concorde, d'harmonie reviennent sous sa plume et ne peuvent manquer, en ces temps de guerre civile, de frapper ses lecteurs³. On est désormais bien loin du texte de 1832, *Memoria sobre la situación actual de la Monarquía* où il conjurait Ferdinand VII, incarnation de la Monarchie, de collaborer avec la Nation.

L'année suivante, en 1838, Donoso Cortés reprend l'examen de la situation de la Monarchie en Espagne dans deux articles rassemblés sous le titre de *De la Monarquía absoluta en España* et publiés dans la *Revista de Madrid*⁴. Partant de l'idée qu'à un stade de l'évolution des sociétés correspond une forme spécifique du pouvoir, il se propose d'analyser l'apparition et le développement historique de la Monarchie absolue⁵. Cet «examen philosophique»⁶ et historique se veut porteur d'une leçon pour l'actualité. La disparition de la Monarchie absolue est liée à un fait social et non à un fait idéologique. «La Monarquía absoluta, écrit-il, no ha debido desaparecer, y no ha desaparecido porque sea una forma de gobierno igualmente condenada por la razón en todos los periodos de la Historia, sino porque, adecuada a la sociedad de ayer no lo es a la sociedad de hoy, porque no puede ser adecuada a todas las sociedades. La Monarquía constitucional ha debido ser y ha sido su heredera, no porque sea el ultimo límite del entendimiento humano, sino porque es la forma mas adecuada y conveniente a la sociedad en que vivimos y al grado de civilización a que han llegado los pueblos»⁷. Ce texte permet de souligner les variations intellectuelles de Donoso Cortés. A l'optimisme philosophique

1. «Ahora voy a demostrar que la palabra Poder no tiene plural en las sociedades humanas, y, por consiguiente, que la teoría de la división de los poderes es una teoría absurda (...) El monarca es el único representante de la sociedad, y como único representante de la sociedad es también el único Poder del Estado», O.C., I, p. 452-454.

2. *Ibid.*, p. 456.

3. Significative de ce registre est cette phrase : «Solo la armonía es la fuerza; la divergencia es la debilidad, y la debilidad va a terminarse en la muerte», *Ibid.*, p. 453.

4. Donoso Cortés, *De la Monarquía absoluta en España*, O.C., I, p. 526-580; I. «De la Monarquía absoluta considerada en su origen», p. 526-547; 2. «De la Monarquía absoluta desde la irrupción de los Arabes hasta la conquista de Granada por los Reyes Católicos», p. 547-580.

5. «No es mi ánimo declarar contra la Monarquía absoluta, sino examinar, tan brevemente como me sea posible, los elementos que la constituyen, levantando los ojos hacia su origen, siguiéndola en su lento desarollo así en los días de su pujanza como en los de su decadencia y acompañándola en fin en sus regios funerales», *Ibid.*, p. 528.

6. Telle est l'expression de Donoso Cortés : *Este examen filosófico...*, *Id.*

7. *Ibid.*, p. 527; Donoso Cortés achève ce paragraphe par ces questions : «La Monarquía absoluta es imposible hoy pero ¿Quién se atreverá a decir qué fué ayer desastrosa? La Monarquía constitucional satisface hoy cumplidamente todas las necesidades sociales; pero ¿Quién se atreverá a decir que la hubiera satisfecho ayer del mismo modo y que será de hoy mas la forma invariable de las sociedades humanas?».

du discours de Cáceres (1829) où le mouvement des Lumières apparaissait comme la libération de la raison et annonçait une ère politique et culturelle nouvelle, succède ce que nous appellerions un « relativisme historique ». Politiquement, cela revient à modérer l'enthousiasme conquérant et naïf des libéraux qui, à l'instar des révolutionnaires français de 1789, conçoivent leur action en terme d'avènement. Le libéralisme n'épuise pas l'histoire et ne l'achève pas. Cette utilisation de l'histoire souligne un « virage à droite ». Cependant Donoso n'est pas encore conservateur : il ne fige pas la politique dans l'histoire et n'attribue pas à l'antériorité chronologique une quelconque autorité légitimante. Il admet le déroulement de l'histoire, ce qui le conduit à relativiser la portée de toute expérience politique en la restituant dans son contexte social et culturel. Cette réévaluation critique atteint aussi l'âge contemporain et donc la transition libérale vécue par l'Espagne des années 1830.

La disparition de la Monarchie absolue est un fait d'ordre social. Cette dévaluation du principe absolutiste, pour peu qu'on l'examine, offre deux conséquences possibles. D'un côté, elle est radicale et enterre la Monarchie absolue du fait de son inadéquation sociale définitive. De l'autre, elle laisse intacts les principes philosophiques qui constituent l'idéologie de l'absolutisme. Défaite sur le plan pratique, l'idée absolutiste demeure comme théorie politique et comme expérience historique. Cela rend possible tous les glissements intellectuels et donc une réévaluation de la Monarchie absolue.

Et c'est ce à quoi l'on assiste dans ces articles de Donoso Cortés. L'examen des origines de la Monarchie absolue commence par l'étude des structures de la Monarchie wisigothique et s'achève par l'évocation des Rois Catholiques. Est mise en valeur la collaboration de la Monarchie et de l'Église. Ensemble, avec le peuple, elles luttent contre l'aristocratie, usurpation du pouvoir au sein de la société espagnole. Les Cortes médiévales aux yeux de Donoso sont le lieu où le Trône, l'Église et les Municipalités s'allient contre l'aristocratie. Celle-ci est vaincue par les Rois Catholiques, d'où la rapide décadence de ces Cortes devenues obsolètes¹.

« La Monarchie absolue en Espagne a toujours été démocratique et religieuse ; pour cette raison, ni le peuple, ni l'Église n'ont vu avec hostilité croître le pouvoir des rois, ni les rois n'ont observé avec méfiance les libertés municipales et les immunités de l'Église »². Cette conclusion valorise le moment historique de la Monarchie médiévale au terme de son évolution, c'est-à-dire au 15^e siècle. L'origine de cette vision positive se trouve dans l'harmonie sociale de l'époque que Donoso Cortés croit déceler et qu'il attribue à l'action de la Monarchie. De plus en plus clairement le thème du consentement social autour du pouvoir se dégage de la pensée de notre auteur. Tout ce qui divise est mauvais. Cette passion de l'unité devient ainsi le fil directeur de la réflexion donosienne jusqu'à l'*Essai sur le catholicisme...*

1. Quelques phrases clefs permettent de reproduire les articulations de la pensée de Donoso Cortés : « *El principio aristocrático engendrado por una causa externa a la organización anterior de la sociedad española aspiró a dominar. Los principios monárquico, democrático y religioso nacidos de las entrañas de la sociedad española se aparejaron para resistir* », *Ibid.*, p. 566 ; « *La emancipación del pueblo, la emancipación de la Iglesia y el engrandecimiento del Trono fueron acontecimientos históricos coetanos* », *Ibid.*, p. 570 ; « *¿Porqué qué significan esas emancipaciones simultáneas sino que el principio monárquico, el principio democrático y el principio religioso viven de una vida común y mueren de una misma muerte en la sociedad española* », *Ibid.*, p. 571.

2. *Id.* p. 578.

qui en constitue le couronnement par l'affirmation de l'unité politique et sociale issue de l'unité de la foi.

En 1838, l'État – entendu au sens de détenteur du pouvoir – continue de chercher ses marques. La constitution libérale de 1837 ne peut assurer la réconciliation avec les carlistes. Du côté constitutionnel, les oppositions s'avivent. Les figures des généraux Narváez et Espartero émergent et s'imposent comme meneurs, le premier du camp modéré, le deuxième du camp progressiste¹.

De 1837 à 1840, Donoso Cortés est le directeur du Journal *El Porvenir* qu'il a fondé avec Bravo Murillo, l'une des figures de l'aile droite des modérés. Il publie des articles à la fois dans *El Porvenir*, *El Correo Nacional* et la *Revista de Madrid*².

On retrouve dans l'article sur l'état des relations entre la France et l'Espagne le même type d'analyse que dans les *Consideraciones sobre la diplomacia* de 1834³. Il déplore l'abandon du traité de la Quadruple Alliance et l'absence d'intérêt du gouvernement français pour les affaires espagnoles⁴. L'agitation politique et la guerre civile qui affaiblissent l'Espagne devraient être des motifs de préoccupation pour Paris car des affinités politiques et des intérêts matériels lient la France à l'Espagne⁵. En outre, le risque est grand d'un éclatement de l'Espagne qui affaiblirait la monarchie française⁶. Ces remarques, au-delà des relations franco-

1. Vicente Palacio Atard, *Manual de Historia de España, Edad contemporánea (1808-1898)*, Madrid, Espasa Calpe, 1988 ; « *El choque público que Espartero sostuvo con Narváez en 1838, contra quién dirigió a la Reina gobernadora una Exposición, a la que respondió aquél con un Manifiesto, determinó la ya implacable hostilidad de ambos generales y el futuro de su carrera política* », p. 228.

2. Tous les articles parus dans *El Porvenir* ne sont pas identifiés car Donoso Cortés ne les signait pas forcément.

3. Donoso Cortés, *Estado de las relaciones diplomáticas entre Francia y España explicado por el carácter de las alianzas europeas*, O.C., I, p. 581-618. Article publié en 1838 dans la *Revista de Madrid*.

4. « *Del tratado de la cuadruple alianza solo nos queda el nombre sin la cosa, la letra sin el espíritu* », *Ibid.*, p. 581.

5. « *Hé procurado demostrar que la nación francesa y la española están unidas no solamente por sus principios políticos, sino también por sus intereses materiales, y, por consiguiente, que la indiferencia de la primera con respecto a la segunda (...) no es justificada* », *Ibid.*, p. 607. Du côté français, notons cette remarque de Hugo, datée du 12 mai 1839 : « M. de Togores sort de chez moi. Nous avons parlé de l'Espagne. A mes yeux, géographiquement depuis la formation des continents, historiquement depuis la conquête des Gaules par les Romains, politiquement depuis le duc d'Anjou, l'Espagne fait partie intégrante de la France. José primero est le même fait que Felipe quinto; la pensée de Louis XIV a été continuée par Napoléon. Nous ne pouvons donc, sans grave imprudence, négliger l'Espagne. Malade, elle nous pèse; saine et forte, elle nous étaie. Nous la traînons ou nous nous appuyons sur elle. C'est un de nos membres, nous ne pouvons l'amputer. La guerre civile est une gangrène. Malheur à nous si nous la laissons empirer, elle nous gagnera. Le sang français se mêle largement au sang espagnol par le Roussillon, la Navarre et le Béarn. Les Pyrénées ne sont qu'une ligature, efficace seulement pour un temps. M. de Togores partageait mon avis. C'était également, me disait-il, l'opinion de son oncle le duc de Frias lorsqu'il était président du conseil de la reine Christine », *Choses vues*, éd. établie par H. Juin, Paris, 1972, p. 163-164.

6. « *Si la unidad de España es lo que más conviene al gabinete francés, su desmembración sería para la Francia una de sus más grandes calamidades y uno de sus más grandes infortunios (...) Las provincias de allende del Ebro, careciendo de todo punto de elementos monárquicos y del elemento aristocrático, adoptaron forzosamente, después de su desmembración, instituciones democráticas en su esencia y en su forma republicanas, viniéndose a poner así en pugna y en conflicto con el elemento monárquico y mesocrático que constituyen la índole de la Monarquía francesa (...) En tiempo de*

espagnoles, concernent l'équilibre européen. Depuis la Révolution française, estime Donoso Cortés, le mobile des relations internationales était politique – principe absolutiste contre principe libéral. Ce modèle est illustré par le traité de la Quadruple Alliance. Cependant, la stabilisation politique de l'Europe – essentiellement de la France d'après juillet 1830 – laisse revenir au premier rang des préoccupations de la politique étrangère les intérêts matériels¹.

Mais pour Donoso Cortés, l'enjeu n'est pas que strictement matériel². On trouve dans cet article une anticipation concrète de la célèbre phrase d'ouverture de *l'Essai sur le Catholicisme...* : «Toute grande question politique suppose et enveloppe une grande question théologique». Voici, en effet, sa vision de l'avenir de l'Europe : «*Dos mundos deben ser regenerados : el Occidente y el Oriente; esos dos mundos serán regenerados por dos pueblos : la Francia y la Russia; esos dos pueblos recibirán su fuerza de regeneración de dos diversos principios políticos : del principio político y del principio religioso. Russia regenerará al Oriente con su Iglesia griega y su absolutismo. El catolicismo y la libertad regenaran al Occidente siendo en el representados por la Francia*»³. Ce mélange d'analyse politique et d'annonces prophétiques, très sensible dans ce texte, deviendra le style de Donoso Cortés par la suite. Ce style accompagne un infléchissement de la pensée de Donoso. La mise en valeur d'une étroite solidarité entre le religieux et le politique devient son principal propos. Est nettement affirmé le lien entre catholicisme et liberté.

Déjà on avait vu, dans ses écrits sur la Monarchie espagnole, l'influence démocratique qu'il prêtait à l'Église⁴. Donoso Cortés rompt doucement avec le libéralisme dont la portée antireligieuse est évidente⁵. En octobre et novembre 1838, il

Suite de la note page précédente

guerra, la Francia monárquica, rodeada de la Bélgica por donde se dilata oculto el fuego republicano de la Suiza, en donde tiene el federalismo su trono, y de las provincias españolas, asiento de la igualdad, tendrás que hacer frente a las legiones del Norte, cenida de Repúblicas que, en vez de servirla de escudo, la carcomerian su seno porque el mismo trecho hay entre las Monarquías constitucionales y las Repúblicas que entre las Monarquías absolutas y las Monarquías constitucionales. Ibid., p. 606-607. Notons que la dernière remarque renvoie directement à l'analyse de la situation européenne proposée dans les *Consideraciones sobre la diplomacia*. Ce type de réflexion à l'échelle européenne sera repris dans le *Discours sur l'Europe* prononcé aux Cortes en 1849.

1. «*La alianza y las guerras generales de los pueblos son determinadas siempre por un principio dominante que no suprime a los demás, pero se los subordina. Desde la destrucción del Imperio Romano hasta la paz de Westfalia, el dominante es el principio religioso. Desde la paz de Westfalia hasta la Revolución francesa los intereses materiales son los que prevalecen, y la cuestión en Europa dominante es la del equilibrio europeo. Con la Revolución francesa comienza la preponderancia del principio político (...) En esta época se quebrantaron todas las alianzas fundadas en intereses materiales y se formaron otras nuevas fundadas en principios políticos. Los principios políticos debían prevalecer sobre los intereses materiales todo el tiempo que estuviesen amenazados los tronos por la revolución y la revolución por los tronos.*» Ibid., p. 613-614.

2. Et quand cela serait il conseille quand même à la France de ne pas se détourner de l'Espagne.

3. Ibid., p. 613.

4. Notamment en raison du frein qu'elle représentait, à son avis – suivant en cela l'ensemble des historiens de l'époque –, face à l'autoritarisme; et plus particulièrement par l'institution conciliaire du temps de la monarchie wisigothique.

5. Manent Pierre, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Paris, 1987; chapitre premier : «L'Europe et le problème théologico-politique», p. 17-30.

fait paraître dans *El Correo Nacional* trois articles sur le christianisme dans lesquels ils en vantent la vitalité et la force face aux errements de la philosophie¹. Il souligne aussi que la philosophie retourne vers le christianisme après l'échec de sa révolte représentée par la pensée des Lumières². Politiquement, seule la vérité peut fonder la société. Or, le «christianisme étant la vérité et toute la vérité», il convient à tous les hommes et à toutes les sociétés³. L'Histoire a fait de Rome la préparation à la Révélation du Christ: l'unité politique de l'Empire se complète dans l'unification morale qu'opère la christianisation⁴. Cette pensée historique sera aux fondements mêmes de l'argumentation de l'*Essai sur le catholicisme*...

Nous pouvons penser que Donoso Cortés se trouve désormais en possession des thèmes majeurs de ce qui deviendra son idéologie politique: le catholicisme. De trop nombreuses allusions à la religion, à la force du christianisme se font jour dans ses écrits pour ne pas trahir une profonde évolution de Donoso Cortés. En 1840, il est très loin de son héritage libéral incarné par Quintana. L'aile droite du parti modéré possède en lui un orateur et un publiciste de talent; la Monarchie, un défenseur fidèle.

La situation politique de l'Espagne début 1840 semble marquée du signe de l'apaisement. En août 1839, le pacte de Vergara met fin à la guerre civile au Pays Basque. Le 30 mai 1840, les armées libérales reprennent Morella aux carlistes. La sécession mord la poussière. L'un des vainqueurs de ce conflit est le général Baldomero Espartero qui, par sa victoire militaire, consolide une déjà forte popularité chez les libéraux.

Pourtant, dès juillet 1840, l'agitation politique reprend et aboutit à la victoire des progressistes. Le gouvernement Pérez de Castro, issu des élections de 1840 qui avaient donné la majorité à un groupe libéral moins progressiste que l'ancienne équipe, entend compenser les pertes de l'Église après la *desamortización* et mettre sur pied un contrôle gouvernemental des municipalités de plus de 2000 habitants. Une remise en cause des acquis de 1837 s'amorce donc, à laquelle la régente Marie-Christine donne son aval. Face à cette menace, des mouvements insurrectionnels à Barcelone et Madrid donnent naissance à des juntas. La reine-mère Marie-Christine, après avoir appelé Espartero à la tête du gouvernement et s'être immédiatement opposée à lui, renonce à la régence le 12 octobre 1840. Elle prend alors le chemin de l'exil, vers la France.

1. Donoso Cortés, *Consideraciones sobre el Cristianismo*, O.C., I, p. 653-662.

2. «La religión cristiana, vencedora de las revoluciones políticas, religiosas y sociales, ha concluido por vencer también a la filosofía, que se rebeló contra ella en el siglo 18, y que en el 19 reconoce ya su imperio. La filosofía (...) comienza ya a ser cristiana de todo punto», *Ibid.*, p. 653.

3. «Siendo el cristianismo la verdad y toda la verdad, es por su esencia católico, es decir universal y apropiado a todos y a cada uno de los hombres, a todas y a cada una de las sociedades humanas», *Ibid.*, p. 654.

4. «El destino de Roma había sido unir materialmente a los pueblos entre sí, para disponerlos de este modo a recibir la idea de la unidad moral del género humano que con el nacimiento del Salvador había de ser revelado a todas las gentes y naciones. La Historia viene a confirmar de todo punto esta teoría, puesto que Jesús no apareció entre los hombres sino en tiempo de Augusto, cuando la unión material de los pueblos pertenecientes a diversas razas y a distintas zonas estaba ya consumada», *Ibid.*, p. 656.

Donoso Cortés s'y trouvait depuis le mois de juillet. L'hypothèse communément admise veut que Donoso soit allé préparer un éventuel exil de la reine Marie-Christine¹. A l'appui de cette explication, sa présence à Marseille le 18 octobre quand arrive l'ancienne régente. Il la suit à Paris. Là, il est nommé membre du conseil de tutelle des infantes Isabelle et María-Fernanda. Proche de Marie-Christine, homme de confiance, il s'agrége à cette cour en exil soucieuse de veiller à la défense de ses intérêts outre-Pyrénées et à préparer, éventuellement, son retour.

Les intérêts de la Monarchie : une fois encore l'infante Isabelle les incarne. Au printemps 1841 devient publique la question de la tutelle des infantes. En renonçant à la régence, Marie-Christine de Bourbon avait conservé cependant le droit de tutelle sur l'héritière du trône. Le 8 mai 1841, Espartero devenait régent. Le 10 juillet, les Cortes désignèrent Agustín Argüelles, un vétéran de la Constituante de Cadix qui devait à cette qualité la considération morale qui l'entourait. Cette nomination constituait une défaite pour la reine-mère et pour Donoso Cortés. Au mois de mars, il avait été chargé par celle-là d'aller négocier à Madrid avec le gouvernement cette épineuse question de la tutelle, et l'on conserve de cette démarche une importante correspondance avec Marie-Christine².

A Madrid, Donoso ne se contente pas d'être un négociateur. Le débat sur la tutelle est public. Les journaux, expression des mouvements politiques, s'en font mieux que l'écho, les relais. C'est dans *El Correo Nacional* que Donoso Cortés donne à lire sa position³.

L'argumentation de Donoso repose sur ses positions antérieures, définies dans les *Lecciones de Derecho Político* et dans sa critique de la Constitution de 1837. Il conteste à l'assemblée élue le droit de trancher cette question de la tutelle royale et dont la règle est fixée par les *Partidas*, recueil des lois de Castille, et non par la constitution. La reine tient ce droit du roi Ferdinand VII qui, dans son testament, l'avait désignée comme régente et tutrice⁴. Oter à la reine Marie-Christine l'exercice

1. C'est ce que propose Carlos Valverde dans son introduction aux *Oeuvres complètes* de Donoso, voir *O.C.*, I, Introducción general, p. 45.

2. Cette correspondance est publiée dans *O.C.*, I, p. 743-794.

3. Donoso Cortés, *Sobre la incompetencia del gobierno y de las Cortes para examinar y juzgar la conducta de Su Majestad la Reina Madre Doña María Cristina de Borbón en su calidad de curadora y tutora de sus augustas hijas*, *O.C.*, I, p. 785-821. Cet écrit pose problème pour l'éditeur Carlos Valverde. Il ne s'agit pas d'un article publié dans *El Correo Nacional*, mais plutôt soit d'une compilation synthétique des articles qu'il aurait publié pendant le débat public, soit de l'ébauche d'un livre sur la question. Il rédige aussi une *Relación histórica del origen, progreso y definitivo resultado de la tutela de Su Majestad Doña Isabel II y de la Sereníssima Señora Infanta Doña María Fernanda*, *O.C.*, I, p. 822-869. En 1843, Donoso commence à rédiger une *Historia de la Regencia de María Cristina*, *O.C.*, I, p. 933-1031; cette histoire demeure inachevée et s'arrête aux portes de 1833. Pourquoi ne pas penser que ce projet de récit historique, qui s'apparenterait à une défense et illustration de la régence, existe dès 1841 et que le long texte de Donoso sur les droits de la reine-mère constituerait une ébauche de ce travail ? On peut aussi estimer que son travail de réflexion sur ces droits de Marie Christine l'ont amené, par fidélité à la Monarchie et par attachement personnel à l'ancienne souveraine, à vouloir écrire cette Histoire. Les textes dont nous disposons permettent de mieux cerner encore le profil politique de Donoso et de constater une nouvelle fois la vigueur de certaines affirmations.

4. Voir le *Manifeste de Marie-Christine à la Nation espagnole*, rédigé par Donoso Cortés et publié dans *O.C.*, I, p. 778.

de ce droit revient à la juger indigne de sa fonction¹. Pourtant, cela entre en contradiction avec le libéralisme. «L'une des maximes favorites du libéralisme moderne, écrit Donoso Cortés, est que tout homme qui pense est sujet à l'erreur, que tout homme qui agit est sujet à la faute et par conséquent, aucun homme, comme être actif et rationnel n'est infaillible»². Or poursuit Donoso, une Monarchie constitutionnelle ne peut se concevoir qu'avec un monarque infaillible. N'est infaillible que celui qui n'agit pas et ne pense pas. Donc un monarque constitutionnel est privé de tout pouvoir. L'infiaillibilité du roi suppose son inexistence politique et législative. Le raisonnement de Donoso Cortés vise à mettre les libéraux devant ce qu'il considère comme une contradiction. Premier temps : la reine Marie-Christine a agi selon les lois du royaume, c'est-à-dire selon la constitution. Elle est donc inviolable. Le procès qu'on lui intente est illégitime. C'est ce que nous appellerons le «stade défensif» de cette argumentation. Contre-offensive ensuite : tout pouvoir agit donc peut se tromper, le gouvernement constitutionnel comme le souverain absolu. La constitution transfère du roi au gouvernement le pouvoir, c'est-à-dire l'action. Le gouvernement, de ce fait, n'est pas infaillible. Il peut commettre des fautes. Deux conséquences découlent de cette position : pour éviter l'erreur, il faut rendre le pouvoir infaillible, c'est-à-dire inactif, donc inexistant. Donoso Cortés pense avoir découvert là l'aporie politique et juridique du libéralisme. Deuxième conséquence plus concrète : en ce qui concerne la question de la tutelle, le gouvernement se trompe. On peut donc le contester.

Ayant détruit les fondements de la politique libérale à partir de la démonstration de l'absurdité des principes posés³, Donoso Cortés énonce ce qu'il croit juste en matière de gouvernement. «*Es una máxima conforme a los principios y conforme a los hechos, enseñada por la razón y confirmada por la Historia, la de que en todo gobierno, en toda asociación humana es necesario reputar a alguno o algunos, aunque yeren y pequen, como infalibles y como impecables, y que ese uno, que no debe responder de sus acciones y de sus pensamientos, es, en las Monarquías, el rey*»⁴. Un pouvoir est nécessaire. Est pouvoir celui à qui l'on obéit ; le pouvoir définit un gouvernement et des sujets⁵. Cette exigence de clarté au sein de la Nation fonde les pensées conservatrices et contre-révolutionnaires dont Donoso Cortés va alors participer. Le libéralisme, brouillant les pouvoirs, étendant partout la liberté, sème l'anarchie et paralyse le gouvernement. Tel est, aux yeux de Donoso, l'état de la société espagnole en 1841.

1. On se souvient du contenu de l'article 54 de la Constitution de 1837 qui stipule que les Cortes peuvent exclure de la succession royale toute personne jugée incompétente ou indigne de la Couronne. Le lien qu'opère Donoso entre cet article, qu'il condamna en son temps, et la situation présente lui permet de déployer l'argumentation déjà utilisée en 1837 et de porter le débat au-delà de l'événement pour poser l'enjeu de la Monarchie.

2. *Sobre la incompetencia..., O.C., I, p. 812.*

3. «*Siendo esto así, toda la argumentación fundada en que, declarando exenta de responsabilidad a Su Majestad Doña María Cristina de Borbón por todos sus actos como tutora y curadora de sus augustas hijas, vengo a declararla impecable et infalible, queda de todo punto destruida*», *Ibid.*, p. 814.

4. *Ibid.*, p. 814-815.

5. On retrouve cela de façon rigoureuse dans *l'Essai sur le Catholicisme...* Cette définition stricte d'un pouvoir et de sujets est le fondement de toute la pensée politique de Donoso.

Les solutions défendues par Donoso sont rejetées. Le 10 juillet 1841, les Cortes votent par 203 voix contre 36 la déclaration de vacance de la tutelle des infantes. Le même jour a lieu l'élection du nouveau tuteur : Agustín Argüelles est choisi¹. Le jugement que porte Donoso sur Argüelles constitue la conclusion politique qu'il donne à cette affaire : «*A los ojos del señor Argüelles, todo medio de gobierno es un medio de opresión, su libertad ideal es el desgobierno absoluto*»². L'anarchie est maîtresse de l'Espagne. L'exil devient pour Donoso un choix dicté par la défaite politique et l'amertume, mais aussi par la fidélité qu'il porte à la famille royale et à travers elle à la philosophie politique qu'il croit juste, dont la Monarchie constitue la clef de voûte et la garante.

De l'été 1841 à octobre 1843, Donoso vit à Paris. Dans ses *Cartas de París*, publiées par *El Heraldo*³, il se fait un observateur fidèle de la vie politique française. Lié par l'amitié, sinon par la doctrine, à Guizot et à Royer-Collard, l'essentiel de ses lettres consiste à présenter et à discuter leur doctrine éclectique⁴. Guizot, comme homme politique est resitué dans son parcours, de l'opposition libérale au gouvernement de Louis Philippe. Contrairement à ses écrits théoriques ou à ses interventions dans la vie politique, ces lettres sont écrites avec un style objectif et neutre où les quelques jugements personnels ne viennent qu'en extrême conclusion⁵.

Quelques documents indiquent que Donoso Cortés poursuivait à Paris un rôle de négociateur pour la famille royale⁶. Avec le chef de cabinet de Guizot, Louis Gabriel de Lavergne, il élabore un plan en neuf points sur la «question espagnole». Mariage de la reine – la jeune Isabelle, dite Isabelle II –, déclaration de la majorité de la reine et fin de la régence d'Espartero, établissement d'une Monarchie constitutionnelle avec une charte octroyée, reconnaissance de la reine par les gouvernements européens sont les quatre étapes du règlement de la question royale en Espagne. La sécession carliste doit être résorbée par la réconciliation : amnistie générale pour tous les émigrés politiques et versement d'une pension à l'infant Don Carlos à condition qu'il vive en exil. Les deux hommes prévoient la signature d'un concordat avec l'Église pour mettre fin à un contentieux d'ordre idéologique et matériel entre Rome et Madrid. Enfin, des traités de commerce avec l'Angleterre et la France complèteraient cet édifice en réintroduisant l'Espagne dans le concert européen et en renforçant la solidarité entre la péninsule Ibérique et les deux grandes puissances de l'Europe.

1. *Relación histórica del origen, progreso y definitivo resultado de la cuestión de la tutela...*, O.C., I, p. 863-864.

2. *Ibid.*, p. 865.

3. Voir O.C., I, p. 870-929.

4. «*M. Guizot debe su gloria de historiador a la filosofía ecléctica que ha sabido aplicar con un arte maravilloso a la Historia*», O.C., I, p. 916.

5. Voici un exemple à propos de Guizot : «*El historiador vale en él más que le político; el orador, más que el hombre de Estado; sus talentos, mucho más que sus sistemas. Sus sistemas pasará, como pasan los errores; pero cuando hayan pasado resplandecerá todavía como un hermoso luminar la luz de su clarísimo ingenio*», O.C., I, p. 929.

6. Ces documents sont publiés dans O.C., I, p. 930-932.

Toutes les difficultés de l'Espagne sont abordées dans ce protocole. Elles datent pour la plupart de 1833, ouverture d'une première transition espagnole : agonie de l'Ancien Régime, enfantement douloureux d'un nouvel équilibre. Donoso Cortés rêve de voir l'Espagne s'engager dans un processus de stabilisation politique comparable à celui de la France de Louis-Philippe ; c'est ainsi qu'il faut comprendre le sens de son action à Paris auprès de ceux qui peuvent effectivement agir pour l'Espagne.

La définition de l'équilibre européen échappe en majeure partie aux Espagnols de Paris ; pourtant ils peuvent agir à leur mesure en évoquant le problème du mariage de la reine Isabelle II, mariage qu'ils lient à sa déclaration, de majorité et à sa reconnaissance par toute l'Europe. Depuis Paris, l'ex-régente Marie-Christine travaille à son retour à Madrid. En 1842, les mécontents et les déçus du régime libéral, regroupés autour des généraux Narváez et O'Donnell, deviennent l'appui de ses menées subversives.

Face à la contestation généralisée des provinces, Espartero abandonne, en juillet 1843, la régence et l'Espagne. Les partisans de la reine, dont Donoso Cortés, s'efforcent d'occuper le vide politique créé¹. Premier acte de cette contre-offensive royale : faire déclarer majeure la reine Isabelle II. Cependant, elle n'a que treize ans et la constitution prévoit l'âge de quatorze ans. Aux Cortes où les députés débattent de la question, Donoso intervient le 6 novembre 1843². Arguments historiques, c'est-à-dire mentions de précédents, attaque en règle de la régence Espartero³ et défense de l'idée essentielle qu'on ne peut laisser le trône affaibli par une incertitude qui durerait encore constitue la trame de ce discours. Le succès obtenu par le vote favorable des Cortes à cette proposition renforce aussi la position de Donoso que Marie-Christine emploie à son compte. Le 10 novembre 1843, Isabelle II prête serment. Elle est totalement reine. Cependant, son jeune âge, son inexpérience politique la rendent solidaire de sa mère qui l'utilise politiquement.

Le 20 décembre 1843, Donoso Cortés est reçu par Louis-Philippe et Guizot pour évoquer ensemble la «question espagnole»⁴. Le roi des Français explique son attentisme en invoquant l'équilibre européen. Guizot pose trois conditions à l'aide française : le mariage d'Isabelle II et du comte de Trapani – le frère de Marie-Christine et candidat de la France –, la neutralité de l'Espagne en Europe et le maintien d'un gouvernement constitutionnel en Espagne⁵. Cette sujexion de l'Espagne à la France ne comble pas les souhaits de Donoso Cortés.

-
1. Donoso Cortés entreprend une *Histoire de la Régence de Marie-Christine* qu'il conçoit comme une défense de l'attitude politique de la reine. Il participe ainsi de la création d'un climat favorable à l'ex-régente.
 2. Donoso Cortés, *Discurso sobre la declaración de la mayoría de Edad de Doña Isabel II*, O.C., II, p. 9-14.
 3. «Durante la gobernación del general Espartero, no se sabe qué gobierno ha habido en España. Se llamaba Monarquía constitucional, y no hubo rastro ni de una Constitución ni de una Monarquía. Se llamaba una Monarquía católica, y la potestad gubernativa era atea. Se llamaba Monarquía representativa, y el símbolo de la potestad no era un cetro, que era un sable. Se llamaba gobierno de discusión y no discutió sino un partido. Este fue el gobierno del general Espartero; no quiero decir más aunque mucho pudiera añadir; esto basta», *Ibid.*, p. 13.
 4. *Conferencia de Mr. Bulwer con Su Majestad la Reina Doña María Cristina y de Donoso con el rey de los Franceses y Mr. Guizot*, O.C., II, p. 33-39.
 5. «A las cuatro de aquella misma tarde tuvo Donoso su conferencia con el ministro de Negocios Extranjeros, Mr. Guizot comenzó diciendo : «Yo siento mucho lo acaecido en España; pero, sucedido lo sucedido, el gobierno francés es todo de Usted y de su Reina, siempre que Ustedes acepten estas tres condiciones; el casamiento con el conde de Trapani, que no nos embrolleßen Ustedes con la Europa, que conserven Ustedes el gobierno representativo en España». *Ibid.*, p. 37-38.

Dans le rapport qu'il donne de cet entretien avec Louis-Philippe et Guizot – rapport qu'il rédige à la troisième personne du singulier comme pour mieux s'effacer devant sa fonction d'émissaire au service des intérêts de l'État –, il inscrit les objections qu'il a formulées aux dirigeants français. Cela marque un tournant radical de la pensée de Donoso. «*Después se habló de la última condición – un gobierno representativo –, y dijo Mr. Guizot que, si se destruían las instituciones, se opondría la Inglaterra y que el mismo no sabría lo que haría en ese caso. Donoso le contestó que no tuviese miedo; que el era absolutista por estar persuadido que el gobierno representativo era una calamidad para España, y que, a pesar de esto, ni había trabajado, ni trabajaría por destruir las instituciones*»¹. Pour la première fois, Donoso Cortés revendique l'étiquette d'absolutiste. Comprendons bien : il ne s'agit nullement d'un ralliement au carlisme, mais bien de l'achèvement d'une réflexion qui le conduit à choisir la doctrine politique qui maintient intacte la notion de pouvoir. Plus qu'un contenu, son absolutisme répond à un projet de philosophie politique dont l'axe majeur est la défense du pouvoir et des conditions d'exercice de ce pouvoir – ou, autrement dit, de l'autorité.

La réforme de la Constitution de 1837 par la nouvelle équipe offre à Donoso une occasion de proposer ses projets. Député de Cáceres en 1844, il est nommé secrétaire de la Commission des Cortes chargée de rédiger la nouvelle constitution, à laquelle est adjoint un texte de présentation publié dans les *Œuvres complètes* de Donoso². Véritable exposé des motifs, ce texte justifie la démarche réformatrice adoptée et désigne les adversaires politiques du nouveau pouvoir : les carlistes et les progressistes³. Il pose les principes politiques adoptés : «*Las Cortes con el rey son la fuente de las cosas legítimas*»⁴. De cela découle le refus de convoquer des Cortes constituantes puisque «la puissance constituante ne peut résider que dans la puissance constituée qui, en Espagne, n'est autre que les Cortes avec le roi»⁵. La critique de la Constitution de 1837 porte moins sur les principes que sur son inadaptation à l'état d'anarchie de la société espagnole, liée aux troubles de la Régence et de la Dictature d'Espartero⁶. La réforme s'impose donc comme le moyen

1. *Ibid.*, p. 38.

2. *Dictamen sobre el proyecto de reforma de la Constitución de 1837*, O.C., II, p. 74-87. Ce texte est considéré comme principalement rédigé par Donoso d'où son inclusion dans l'édition de ses œuvres.

3. «*La reforma cuenta por adversarios a los que no reconocen en las Cortes, con el rey, la potestad de hacer en las constituciones políticas aquellas mudanzas y correcciones que aconsejan a veces la variedad de los tiempos y el bien del Estado, y a los que reconociendo aquella suprema potestad, entienden que no son ahora de sazón estas correcciones y mudanzas. Los adversarios de la reforma por el primero de estos capítulos son de dos especies : la de aquellos que hacen venir del cielo la soberanía y la asientan en el Trono y la de los que la hacen venir del pueblo y la asientan en una congregación de sus representantes*», *Ibid.*, p. 74. On remarquera combien la position de la Commission relève du libéralisme doctrinaire : participation conjointe du Roi et des Cortes à la souveraineté. On est loin de l'absolutisme confessé par Donoso à Guizot. Peut-être fallait-il voir dans cet aveu une formule rhétorique, absolutisme signifiant partisan d'un pouvoir fort. Peut-être faut-il voir aussi dans les formules du texte de la Commission quelques concessions faites au libéralisme.

4. *Ibid.*, p. 75.

5. *Id.*

6. «*¿Como, pues, habían de resplandecer en la Constitución de 1837 los principios de libertad y del orden con toda su limpieza cuando la sociedad estaba entregada a la anarquía?*», *Ibid.*, p. 77.

d'offrir au rétablissement de l'ordre l'armature juridique nécessaire et comme le signe de l'avènement d'un temps politique nouveau coïncidant avec le règne d'Isabelle II, déclarée majeure par ces mêmes Cortes¹.

Concrètement, les suppressions et ajouts sur le texte de 1837 en transforment la nature libérale. Le pouvoir du gouvernement est renforcé²; le gouvernement, c'est-à-dire le pouvoir; le pouvoir, donc le roi. Est supprimé l'article 27 de la Constitution contre lequel Donoso avait, en 1837, lutté – à l'époque il s'agissait d'un projet et l'article en question portait le numéro 28. L'article 54 sur la succession royale est amendé : à l'ancienne formule qui ne confiait qu'aux Cortes le droit d'exclure de la succession un membre de la famille royale, la Commission préfère un partage de ce pouvoir d'exclusion entre le roi et les Cortes³. On se souvient du combat de Donoso contre ces deux dispositions libérales. Perdu en 1837, il est cette fois gagné et exprime la défaite du principe de la souveraineté populaire : «*La Comisión no reconoce otra soberanía sino la que reside en las Cortes con el rey*»⁴. Autre aspect de ce renforcement de la Monarchie : la Régence ne peut plus être le fait d'une désignation testamentaire ou élective. Elle incombera au père ou à la mère du roi mineur, ou, à défaut, au parent le plus proche. Se trouve ainsi affirmée l'essence de la Monarchie, selon Donoso Cortés, à savoir la perennité du principe dynastique. Cette disposition vise à rendre impossible de nouveaux troubles autour d'un roi mineur, comme ce fut le cas de 1833 à 1845 avec la jeune Isabelle II.

Les articles 70 et 77 sont supprimés. Le premier donnait le pouvoir local aux municipalités; avec le retour de balancier s'opère une recentralisation toute politique⁵. Le second prévoyait l'existence de la *Milicia Nacional*, véritable force armée des classes moyennes et des municipalités, gisement de citoyens susceptibles de basculer du côté des rébellions, qu'elles soient progressistes comme en 1836 et 1840,

1. «*En vista de estas razones, la Comisión entiende : lo primero, que solo reformando la Constitución en aquellos puntos que ofrecen un obstáculo invencible al afianzamiento del orden y a la completa organización de la Administración pública, sera cosa hacedera plantear de una vez todas las leyes orgánicas, que son el complemento de nuestras instituciones, y afianzar, para lo futuro, la tranquilidad del Estado; lo segundo, que ninguna ocasión es más favorable para corregir las faltas de una constitución hecha en tiempos turbados y de minorías que aquella en que los tiempos comienzan a despejarse y en que el rey, llegado a su mayor edad, toma en sus manos el cetro de sus mayores*», *Ibid.*, p. 78.

2. «*En las enmiendas que propone a los artículos, por el gobierno reformados, no se ha llevado generalmente otro fin sino el de poner más de bullo la propia idea del gobierno*», *Ibid.*, p. 79.

3. «*La nueva redacción dada al artículo 54, en virtud de la cual la facultad concedida a las Cortes de excluir de la sucesión a la Corona al legítimo sucesor en ciertos casos, se traslada a las Cortes juntamente con el rey*», *Ibid.*, p. 79.

4. *Ibid.*, p. 81.

5. Le gouvernement Pérez de Castro, en 1840, était tombé sur un projet similaire soumettant au contrôle gouvernemental les municipalités des communes de plus de 2000 habitants. Dans les années 60 du 19^e siècle, «temps fort» des modérés, trois lois centralisatrices – 1863, 1864 et 1866 – tentent de mener à bien cet encadrement de la vie politique locale. Peut-être un lointain souvenir de l'*alcalde* de Móstoles qui, en 1808, décida de déclarer nationale la souveraineté, est-il à l'origine de cet aspect essentiel de la politique conservatrice. Il y a d'autres raisons à ce contrôle gouvernemental : les juntas, par exemple, qui, à chaque crise politique, se constituent, deviennent ainsi des obstacles au pouvoir du gouvernement et mettent généralement en branle un soulèvement national.

ou modérées comme en 1842-43 et 1856. L'article étant annulé, la *Milicia Nacional* se trouve dissoute – elle est remplacée par une création du général Narváez, la *Guardia Civil*.

En plus, la réforme permet à la Couronne de désigner autant de membres qu'elle veut pour le Sénat¹. Siégeant aux côtés de sénateurs élus, ces sénateurs royaux constituent pour la Monarchie son parti parlementaire, ce qui est un moyen discret de lui donner une sorte de droit de veto dans le processus législatif, répondant en cela aux vœux du libéralisme modéré.

Enfin, le deuxième paragraphe de l'article 2 de la Constitution de 1837 est supprimé : il confiait le jugement des délits de presse à un jury. Cette suppression – sur laquelle aucun commentaire n'est fait² –, ajoutée aux autres amendements, donne au texte sa coloration politique. Les auteurs se réclament du parti modéré. Pourquoi ne pas les qualifier de conservateur ? Au delà des étiquettes, remarquons que ce nouveau texte constitutionnel de 1845 procède d'un libéralisme restrictif dont ses partisans – Narváez, Martínez de la Rosa, Bravo Murillo et Donoso Cortés – pensent qu'il peut devenir le compromis historique, politique et philosophique capable de susciter la réconciliation de la société espagnole, sa remise en ordre. Pour eux, seule cette version du libéralisme offre à la diversité et à la tradition espagnoles le cadre susceptible de permettre une vie politique normale, entendons par là ordonnée.

Ce nouveau compromis doit bien être compris comme une entreprise de réconciliation. Le gouvernement du général Narváez – reprenant en cela les plans élaborés par Lavergne et Donoso Cortés, sous l'égide de Guizot – entreprend des démarches de rapprochement avec l'Église. Aux Cortes, où il siège comme député, Donoso intervient à deux reprises, le 15 janvier et le 14 mars 1845, sur le noeud de la crise des relations entre Madrid et Rome : les effets de la *desamortización* libérale de Mendizábal et leur possible compensation par une restitution des biens à l'Église³. Son premier discours défend le projet gouvernemental de subvention au clergé pour l'année en cours. Cependant, Donoso veut aller plus loin et il réclame une loi fixant les relations entre l'État et le clergé. Sur les restitutions, Donoso, à l'image du gouvernement, adopte une position médiane. La défense de la propriété ecclésiastique s'accompagne d'une prudence extrême quant à la solution définitive. «*Los reaccionarios sacan esta consecuencia : «Luego es menester devolverle al clero todo» (...) Los revolucionarios dicen : «Luego no se debe devolver nada al clero» (...) Los imparciales dicen : «Luego es necesario devolver lo que se pueda»*»⁴.

1. A ce propos, se reporter au *Discurso pronunciado en el Congreso a propósito de una enmienda al proyecto de Constitución*, O.C., II, p. 88-93. Donoso y défend le principe de «l'élection» du sénateur par le roi plutôt que par l'hérédité. Cette disposition renforce la position du roi qui est seul arbitre des critères de nomination des sénateurs royaux et ne se trouve pas lié par la contrainte des grandes familles, toujours susceptibles de le contester. On retrouve là la crainte de Donoso à l'égard de la féodalité, époque qu'il assimile à l'anarchie puisqu'aucun pouvoir ne parvenait à s'imposer face aux puissances sociales constituées.

2. «*La supresión del párrafo segundo del artículo 2º de la Constitución, que dice : «la calificación de los delitos de imprenta corresponde exclusivamente a los jurados»*, *Ibid.*, p. 79.

3. Donoso Cortés, *Discurso sobre dotación del culto y clero*, O.C., II, p. 94-105; *Discurso sobre la restitución de los bienes de la Iglesia*, O.C., II, p. 106-120.

4. *Discurso sobre la restitución..., O.C.*, II, p. 110-111.

Ce n'est pas le «*tan sencilla es la cuestión*» par lequel Donoso conclut ce paragraphe qui satisfera l'esprit ! Dans un débat piégé comme celui-ci¹, l'intérêt du discours de Donoso ne réside pas, on s'en doute, dans une quelconque proposition technique d'indemnisation, mais bien dans l'énoncé d'un projet à long terme dont on trouve l'expression en conclusion : «*Señores, yo no encuentro más medio de salir de todos estos escollos que defender también la independencia de la potestad civil contra los ultramontanos y defender también la independencia de la potestad eclesiástica contra los regalistas; no encuentro otro remedio sino de defender la unión del Imperio y del sacerdocio, la unión de las dos potencias contra los regalistas y los ultramontanos*»². Plusieurs ministres, députés et ambassadeurs ont dans l'esprit un Concordat avec Rome – il n'est signé qu'en 1851. Donoso Cortés participe de cette tendance. Toutefois, on notera dans son propos une emphase généralisatrice – «*la unión del Imperio y del sacerdocio*» – qui témoigne d'une vision philosophico-historique dont nous trouvons les fondements dans ses écrits sur l'histoire de l'Espagne, notamment dans son *De la Monarquía absoluta en España*. Au delà du Concordat, Donoso prêche pour une alliance des pouvoirs politique et spirituel, le second appuyant le premier en lui donnant validité et légitimité. La fin logique d'un tel discours aboutit à l'*Essai sur le catholicisme...*

Revenue au pouvoir, la Monarchie cherche à se consolider, bien sûr par un mariage. Donoso Cortés est associé aux négociations en vue du mariage de la reine Isabelle II. La résolution de la «question espagnole» telle qu'elle se posait pour les deux grandes puissances européennes, la France et l'Angleterre, passait par un mariage ne remettant pas en cause l'équilibre du continent. Chacun avait son candidat : la reine-mère avec son frère le comte de Trapani, la France avec les fils de Louis-Philippe, les Carlistes avec le comte de Montemolin, le fils de Don Carlos María Isidro, les progressistes et le gouvernement anglais avec l'infant Don Enrique, duc de Séville et cousin de la reine Isabelle II. On trouve dans les écrits de Donoso Cortés traces de ces négociations laborieuses où ne comptent véritablement que les transactions franco-anglaises sur l'Espagne³. Un à un tombent les candidats : les Saxe-Cobourg sont rejettés au profit d'un descendant de Philippe V

1. On sait que la *desamortización* constitue un important transfert de propriétés et de richesses de l'Église à la haute bourgeoisie. Celle-ci par son accession importante à la propriété foncière se trouvait en mesure d'être intégrée par l'aristocratie ancienne, non affectée par la *desamortización*. Les classes qui soutiennent le gouvernement de Narváez peuvent politiquement souhaiter une réconciliation entre l'Église et l'État à condition qu'elle n'entame pas leur nouvelle position socio-économique. D'où la marge de manœuvre si limitée du gouvernement et le discours embarrassé de Donoso. Sur cette importante question d'histoire politique, sociale et économique, voir Tuñón de Lara M., «*¿Que fue la década moderada ? (1844-1854)*» in *Estudios sobre el siglo 19 español*, Madrid, 1985, p. 33-59.

2. *Discurso sobre restitución...*, O.C., II, p. 120.

3. Voici la référence des écrits – textes publiés ou prononcés et notes personnelles – de Donoso qui se rapportent à ce sujet : *Diario de 1845-1846*, O.C., II, p. 121-129, ensemble de notes issues de conversations avec les protagonistes de l'époque : Louis-Philippe, Guizot, Narváez et Bulwer, ambassadeur d'Angleterre en Espagne; *Carta a Mr. Lavergne*, O.C., II, p. 130-133, rappelons que Lavergne est le principal collaborateur de Guizot; *Sobre la candidatura de Trapani*, O.C., II, p. 134-139, texte jamais publié du vivant de l'auteur; *Discurso sobre los regios enlaces*, O.C., II, p. 145-159. Tous ces textes n'ont pas été portés à la connaissance du public à l'époque de leur rédaction. Ils nous permettent d'éclairer la position de Donoso Cortés, mais ne peuvent servir de références dans le débat contemporain.

d'Espagne, à condition qu'il ne s'agisse pas d'un fils du roi des Français qui pourrait faire rentrer la couronne d'Espagne dans l'héritage français; le comte de Montemolin était trop marqué politiquement pour rassembler une majorité sur son nom – la Constitution prévoit en effet un vote des Cortes pour autoriser le mariage des enfants –; le duc de Séville, instable psychologiquement, participe en avril 1846, à un soulèvement anti-gouvernement en Galice, le voilà «sorti» de la course... et d'Espagne, car il est contraint à l'exil ! Le comte de Trapani, représentant de la Cour de Naples, voit se dresser contre lui la majorité des députés espagnols. Donoso Cortés qui avait, en 1842, suggéré ce nom à la reine Marie-Christine, abandonne aussi cette candidature¹. Reste le frère de Don Enrique, Don Francisco de Asis, duc de Cadix. Par défaut, le duc épouse Isabelle qui n'a jamais caché l'aversion qu'elle lui portait. La mésentente du couple royal est aux origines des attitudes d'Isabelle II tant sur le plan politique – son mari soutient discrètement les progressistes – que personnels, attitudes qui la rendront très vite impopulaire².

Cette affaire politique écarte Donoso du service de la famille royale. Dans sa correspondance avec Lavergne, il explique que son abstention dans le vote sur la candidature Trapani lui a fait «couper» toutes relations avec le Palais³. Ne prenons pas le verbe couper au sens exact et ne voyons dans cette phrase l'aveu d'une rupture totale avec la famille royale. Le 25 octobre 1846, donc après le vote des Cortes sur le mariage d'Isabelle. Donoso reçoit la noblesse de Castille et la grandesse d'Espagne avec les titres de vicomte del Valle et marquis de Valdegamais⁴. Anoblissement ne dit pas disgrâce ! En outre, il reste en relation avec la reine-mère comme l'atteste sa correspondance de l'été 1847⁵. Donoso Cortés, comme «membre de la direction du parti monarchique constitutionnel»⁶, informe la reine de la situation politique en Espagne et l'exhorte à tout mettre en œuvre pour réunir les époux royaux qui vivent séparés, quelques mois à peine après leur mariage.

Homme politique actif, Donoso Cortés demeure un éventuel négociateur auprès de la famille royale; député, il représente, avec Bravo Murillo, l'aile droite du parti modéré. En 1847, parvenu à un âge mûr, il est au cœur de la vie politique espagnole. Un nouveau drame personnel l'affecte alors : la mort de son frère Pedro.

1. *«Su impopularidad (la de Trapani) debida a la calumnia es un hecho consumado, irremisible, evidente. Entre las causas que han hecho impopular al conde de Trapani es, sin duda ninguna, la primera el estar favorecido, o el suponerse que lo esta, por esta augusta y desgraciada señora (la reina María-Christina) (...) Al punto que la llegado la injusta impopularidad de la reina Cristina, todo matrimonio protegido por ella, sea el que quiera, llevara consigo grandes catástrofes (...) Yo no puedo votar contra Trapani porque tiene las simpatías de la reina Cristina; ni puedo votar a favor de él porque mi conciencia me dice que votar a su favor es votar contra el trono de mi reina y señora Doña Isabel II», Carta a Lavergne, O.C., II, p. 132-133.*

2. On trouve une très claire présentation des problèmes du mariage royal dans Vicente Palacio Atard, *op. cit.*, p. 259-262.

3. *«Me abstengo de toda acción y me retiro a mis tiendas. Esta conducta, que es la que he observado en el Congreso con motivo de la proposición firmada por la mitad de la mayoría, no ha tenido aceptación en la Corte, y, en su consecuencia, he cortado todas mis relaciones con Palacio», Carta a Lavergne, O.C., II, p. 133.*

4. C. Valverde, O.C., I, Introducción general, p. 51; et M. Tuñón de Lara, *op. cit.*

5. Voir *Cartas a la reina María-Christina*, O.C., II, p. 183-191.

6. *Ibid.*, p. 183.

Dans une lettre à Albert Blanche, marquis de Raffin, Donoso Cortés expose l'importance de cet événement pour son existence¹. Il y présente cette mort comme un «instrument de la conversion que Dieu lui avait préparée». Il poursuit de façon émouvante : «*Tuve un hermano a quien vi vivir y morir, y que vivió una vida de angel y murió como los angeles morirían si murieran. Desde entonces jure amar y adorar, y amo y adoro (...) al Dios de mi hermano*». Il conclut : «*Es la historia intima y secreta de mi conversión*».

Comme lecteur de Donoso Cortés prenons acte de cette déclaration. Il est vrai, qu'à partir de cette date, il se range du côté du catholicisme, il s'en fait l'apôtre et explique l'histoire contemporaine en recourant à une théologie catholique de l'histoire. Pourtant, contrairement à la tradition de ses éditeurs, n'exagérons pas le tournant de 1847². La liste de ses activités – il est de 1847 à 1853 successivement député, ambassadeur à Berlin puis à Paris – ne plaide pas en faveur de la thèse d'un retrait du monde. En revanche, rien n'empêche d'accepter tous les témoignages sur la vie privée de Donoso Cortés largement tournée vers l'exercice de la charité. Mais sur le plan politique, il faut atténuer la portée de la conversion en insistant sur les traces anciennes de son adhésion au catholicisme. La nouveauté réside dans la force et la cohérence internes qu'acquiert la pensée de Donoso Cortés. Il n'y a plus trace de libéralisme ni d'éclectisme, mais bien la parole forte et intransigeante d'un militant catholique du milieu du 19^e siècle. L'examen attentif de ses écrits – articles dans les journaux sur l'actualité ou sur l'histoire, grands discours parlementaires, *Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme* – indique que l'on se trouve désormais en présence d'un auteur maître de son système de pensée. Si l'image posthume de Donoso reflète autant ces six dernières années de son existence, c'est bien que nous avons à faire à une pensée devenue cohérente, sinon originale.

Les circonstances personnelles ont leur part dans cette évolution. Mais les événements européens – les mouvements révolutionnaires de 1848 – pèsent plus encore : ils achèvent de convaincre Donoso Cortés de la justesse de ses choix. Plus que jamais s'impose donc cette nécessité d'une biographie politique – et non d'une simple biographie quand il ne s'agit pas tout simplement d'une hagiographie – et dont nous ne faisons qu'esquisser les grandes lignes.

Si les occasions des grands discours prononcés au Parlement évoluent – en 1847 retiennent l'attention les questions de politique étrangère; en 1849 et 1850, ce sont des préoccupations de politique intérieure qui prennent le relais³ –, l'essentiel émerge avec une force grandissante. Le message final de Donoso Cortés est le suivant : seul le catholicisme peut libérer l'Europe du péril révolutionnaire et lui

1. *Carta a Blanche Raffin*, 21 de julio de 1849, *O.C.*, II, p. 342-345.

2. Voir à propos l'introduction générale aux œuvres complètes de Donoso par Carlos Valverde qui illustre tout à fait cette tendance que l'on doit essentiellement à Louis Veuillot – dans l'avant-propos de l'édition française de Donoso – et à Gabino Tejado.

3. Les quatre grands discours parlementaires sont : «*Discurso acerca de las relaciones de España con otras potencias*», 4 mars 1847, *O.C.*, II, p. 162-182; «*Discurso sobre la dictadura*», 4 janvier 1849, *O.C.*, II, p. 305-323; «*Discurso sobre la situación general de Europa*», 30 janvier 1850, *O.C.*, II, p. 450-466; «*Discurso sobre la situación de España*», 30 décembre 1850, *O.C.*, II, p. 479-497. Tous les titres sont donnés par l'éditeur Carlos Valverde qui reprend la tradition des éditions de Donoso Cortés. Seul le «*Discours sur la dictature*» est connu sous ce nom immédiatement et obtient un retentissement européen.

apporter la liberté en même temps que l'ordre. Donoso Cortés se fait militant du catholicisme comme idéologie politique et philosophique : un catholicisme intégral¹.

Révolution : le mot revient souvent sous la plume de Donoso Cortés. Pensée au départ comme la période qui court de 1833 à 1844², la révolution réoccupe une place centrale à partir de 1848. Elle submerge l'Europe et frappe aux portes de l'Espagne : c'est le sens de son célèbre «*Discours sur la dictature*» prononcé le 4 janvier 1849.

La nature de la révolution est de mettre à mal le pouvoir, de le détruire, de laisser les individus envahir la société³. Fondamentalement destructrice, la révolution est aux yeux de Donoso, le cancer négatif de la civilisation : «*Señores, la civilización tiene dos fases : una que yo llamaré afirmativa (...) Al contrario, hay otra faz de la civilización que yo llamaré negativa, porque reposa exclusivamente en negaciones ; que yo llamaré decadencia, porque esas negaciones son errores y que yo llamaré revolucionaria, porque esos errores se convierten al fin en revoluciones que transforman los Estados*»⁴. Au-delà de l'événement, Donoso cherche à comprendre l'enjeu de son siècle qu'il finira par exprimer dans *l'Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme...* sous la forme d'un enjeu théologico-politique. A la révolution négative s'oppose la civilisation positive : «*Señores, la civilización tiene dos fases : una que yo llamaré afirmativa porque en ella la civilización descansa en afirmaciones ; que yo llamaré también de progreso, porque esas afirmaciones en que descansa son verdades, y finalmente que yo llamaré católica, porque el catolicismo es el que abarca en toda su plenitud todas esas verdades y todas esas afirmaciones*»⁵.

1. Il convient de justifier notre expression. Donoso Cortés rejette le catholicisme libéral qui se développe au 19^e, dont certaines déviations conduisent au cas Lamennais – sur ce sujet, la lecture du livre de Paul Bénichou, *Le temps des prophètes*, Paris, 1977 est indispensable. Le terme intégriste que l'on pourrait être tenté d'opposer à libéral recouvre une réalité trop actuelle pour n'être pas ambiguë et suppose au-delà des débats politico-théologiques, des questions d'ordre liturgique qui ne correspondent pas à la réalité religieuse du 19^e siècle. Il nous semble que l'adjectif intégral rend mieux compte du catholicisme de Donoso en tant que théorie politique, économique et sociale : le catholicisme, tout le catholicisme, c'est-à-dire la Bible, le Christ, la Tradition et l'Église. Le catholicisme se présente comme un tout, comme une civilisation : «*La historia de Europa es la historia de la civilización ; la historia de la civilización es la historia del cristianismo ; la historia del cristianismo es la historia de la Iglesia católica*», Pio IX, O.C., p. 198.

2. Dans le «*Discurso acerca de las relaciones de España con otras potencias*», Donoso décrit les trois époques de la vie des peuples : l'époque révolutionnaire, l'époque de transition et l'époque normale. «*La primera época, écrit-il, duró entre nosotros desde el principio de nuestra revolución hasta la mayoría de Su Majestad la Reina Isabel II. La segunda época, la época de transición, empezó entonces y dura todavía*», O.C., II, p. 163.

3. Toujours dans le même discours, on trouve une description de l'époque révolutionnaire : «*Hay la época revolucionaria ; esta época es aquella en que el Poder está derribado por el suelo al impulso y empuje de las facciones (...) es siempre la época de los Ministerios nulos, nulos por fuerza, por fuerza juguete de las facciones*», Ibid., p. 163. Ce passage est à rapprocher de la définition du gouvernement que Donoso propose dans ses *Lecciones de Derecho Político* : «*Siendo su objeto defender a la sociedad de las invasiones de la individualidad humana, su acción no debe extenderse más de lo que sea necesario para evitar semejantes invasiones*», O.C., I, p. 334 – voir note 40. On remarquera la cohérence de la pensée politique de Donoso et le lien qu'il fait entre la révolution et l'individualisme qui sont les ennemis radicaux de la vie en société et donc du pouvoir chargé de l'encadrer. La révolution nie la société.

4. «*Discurso sobre la situación general de Europa*», 30 janvier 1850, O.C., II, p. 458.

5. *Id.*

Cette conviction de Donoso Cortés repose aussi sur une vision théologique de l'histoire qu'il présente à la reine Isabelle II¹. Si l'histoire est la révélation des lois immuables qui régissent le monde moral, son étude enseigne les desseins de Dieu pour les hommes². L'homme fut créé par Dieu noble et libre : telle est l'unique origine de la liberté politique. Le souverain ne peut nier la liberté de l'homme ; l'homme ne peut nier le pouvoir du souverain qui est à l'image du pouvoir de Dieu sur les hommes. «*Entonces, por último, fueron condenadas por primera vez, con una misma condenación y con un mismo anatema, las insurrecciones de los pueblos contra la autoridad de los principes y las de los principes contra la libertad de los hombres, por ser, una y otra, insurrecciones contra Dios que ha santificado la autoridad limitada por la justicia y la libertad hermanada con la obediencia»*³. Le déroulement de l'Histoire montre que les souverains furent oublious de la liberté des hommes, tandis qu'eux-mêmes finirent par se rebeller. La révolution devenait donc historiquement possible : «*Los principes se apartaron de Dios y de los pueblos; los pueblos se apartaron de Dios y de los principes, y la Iglesia católica, depositaria de las verdades que habian puesto en olvido las naciones, lloró, como el Salvador del mundo sobre las matronas de Jerusalén, sobre los principes y sobre los pueblos. Este es el tiempo de las grandes defecções y de las públicas apostasias al cual debía seguir como el efecto a su causa el tiempo de las revoluciones»*⁴.

Chronologiquement, Donoso Cortés, après avoir présenté les principaux événements de l'histoire des temps primitifs – de la création au déluge – et des temps post-diluviens – de Babel à Béthléem –, expose les trois époques de l'histoire moderne : l'Empire Romain et les premiers siècles de l'Église, le Moyen Âge et enfin la décomposition et le fractionnement de la République chrétienne⁵. Il part, pour cette dernière période, de la rupture de l'unité chrétienne de l'Europe qu'entraîne la Réforme et termine sa chronologie par la Révolution française.

Déjà ses écrits annoncent l'*Essai sur le catholicisme*... Ses arguments, comme son style, ont évolué : à l'emphase rhétorique répond la gravité d'un discours sur l'histoire qui oppose le bien et le mal, Dieu et l'homme pécheur. «*La Historia no hace mención de ninguna sociedad que no haya sido penada siendo culpable y en la que la pena no se proporcione convenientemente a la culpa, así como no hace mención de ninguna en quién la virtud no haya sido la medida de la grandeza»* finit-il par écrire⁶. Et Donoso explique cette variété des destins historiques : «*Si*

1. *Estudios sobre la Historia*, O.C., II, p. 226-277.

2. «*La Historia, considerada bajo cierto aspecto no es otra cosa, si bien se mira, sino la revelación de esas leyes inmutables e inflexibles con que Dios gobierna el mundo moral después de haberle creado; por esta razón el estudio constante de la Historia es el único digno de la grave majestad de los reyes*», *Ibid.*, p. 227.

3. *Ibid.*, p. 229.

4. *Ibid.*, p. 229. On remarque que Donoso Cortés place en premier sur un plan chronologique la dégénérescence de l'institution monarchique. Souvenons-nous de ses écrits de jeunesse – *Memoria sobre la situación actual de la Monarquía*, 1832 – où il imputait à l'attitude de Ferdinand VII après son retour au pouvoir en 1814 l'origine des excès libéraux : n'est-il pas frappant de retrouver vingt ans plus tard le même schéma explicatif ? Ne vaut-il donc pas la peine de souligner cette permanence de la pensée de Donoso ?

5. *Ibid.*, p. 232-238.

6. *Ibid.*, p. 277.

Dios premia y castiga a la sociedad infaliblemente, al mismo tiempo que permite alguna vez la prosperidad del pecador y la tribulación del justo, consiste esto en que Dios visita con su justicia a cada cual en su morada, siendo la morada del hombre, la eternidad, y la de la sociedad, el tiempo»¹.

Cette progressive avancée dans l'explication théologique de la politique et de l'histoire conduit Donoso Cortés à rendre graves tous les événements qu'il lui est donné de vivre. La poussée révolutionnaire de 1848 est ainsi vécue de manière angoissée et rendue, dans les discours, de façon angoissante. Dans un bref article publié en novembre 1848, Donoso Cortés présente la situation en Italie comme le début d'une guerre civile, comme le retour aux temps barbares². «*La demagogia que va caminando por la Europa, como las furias antiguas, coronada de serpientes; que va dejando en todas partes en pos de si manchas rojizas y sangrientas; que ha hallado en París todos los tesoros de la civilización, en Viena toda la majestad del Imperio, en Berlin la cumbre de la filosofía, (...) ha levantado su trono y ha asentado su yugo en Roma la santa, la imperial, la pontificia, la eterna»³.* Cette phrase magistrale évoque assez la tonalité d'ensemble de l'article !

Face à cet effondrement de la civilisation en Europe, l'Espagne ne peut résister sans se doter d'un pouvoir fort, d'un pouvoir qui décide de s'opposer à la démagogie et à l'anarchie. En 1837-38, dans ses *Leçons de droit politique*, Donoso avait souligné la fragilité des constitutions et il avait alors indiqué sa solution théorique : «*Cuando las revoluciones aparecen, las constituciones pasan, los pueblos pasan, los reyes pasan, y en lugar de las constituciones, de los reyes y de los pueblos que se retiran de la escena, invade la escena el caos. ¿En quien pues residirá la omnipotencia ? En el hombre fuerte, señores; en el hombre fuerte e inteligente que las constituciones no adivinan y que el destino reserva ignorado de si propio e ignorado de los pueblos»⁴.* En 1849, cet homme annoncé a pris un visage et un nom : le général Narváez. Le *Discours sur la dictature* que Donoso prononce aux Cortes le 4 janvier 1849 est l'illustration des propos théoriques tenus douze ans auparavant. L'agitation sociale et politique en Espagne a été peu à peu réprimée par le gouvernement de Narváez. Lorsque les Cortes débattent sur les pleins pouvoirs confiés au général Narváez, le chef de l'opposition parlementaire, le député Cortina, avait dénoncé cette dérive autoritaire et césariste. Donoso, en revanche, vient à la tribune soutenir ce pouvoir fort qui entend s'imposer.

La lecture du discours nous révèle une fois encore le tour que prend la pensée de l'orateur. Son discours parle peu des circonstances précises qui sont à l'origine du débat et de la crise. Il vise à démontrer qu'à l'heure de la révolution athée il faut s'en remettre à l'homme providentiel qui émerge. Aussi toute son argumentation se fonde-t-elle sur la révolution et ses dangers. Châtiment providentiel, la révolution sème l'erreur⁵. Elle propose l'illusion mortelle du bouleversement social : «*Y sereis*

1. *Id.*

2. «Los sucesos de Roma», *El Heraldo*, 30 novembre 1848, O.C., II, p. 301-304.

3. *Ibid.*, p. 301.

4. *Lecciones de Derecho político*, O.C., I, *Lección VI*, p. 390.

5. «*Señores, la revolución de febrero vino como viene la muerte: de improviso (...) Cuando las revoluciones presentan esos síntomas, estad seguros que vienen del cielo por culpa y para castigo de todos*», *Discurso sobre la dictadura*, O.C., p. 309-310.

como los ricos : ved ahí la fórmula de las revoluciones socialistas contra las clases medias. Y sereis como los nobles : ved ahí la fórmula de las revoluciones de las clases medias contra las clases nobiliarias. Y sereis como reyes : ved ahí la fórmula de las revoluciones de las clases nobiliarias contra los reyes. Por último, señores, y sereis a manera de dioses : ved ahí la fórmula de la primera rebelión del hombre contra Dios. Desde Adán, el primer rebelde, hasta Proudhon, el ultimo impio, esta es la formula de todas las revoluciones»¹.

Quelle peut-être l'issue d'une telle situation ? «Se trata de escoger entre la dictadura que viene de abajo y la dictadura que viene de arriba»². Concrètement, Donoso conclut ce qui est un discours parlementaire par l'affirmation brutale de son soutien au général Narváez : «Yo escogo la que viene de arriba porque viene de regiones mas limpias y serenas; se trata de escoger, por ultimo, entre la dictadura del puñal y la dictadura del sable : yo escogo la dictadura del sable porque es más noble»³.

Il a auparavant adjoint à son argumentation théorique une série de faits politiques contemporains : la révolution de 1848 en France, la fuite de Pie IX à Gaète, la chute de Metternich, les agissements de l'Angleterre en Europe et plus particulièrement ceux de l'ambassadeur Bulwer à Madrid. Tous indiquent une même évolution : l'Europe vit en ces années une époque de transition. Seuls subsisteront les États véritablement gouvernés. C'est pourquoi Donoso Cortés n'hésite pas à soutenir l'instauration en Espagne d'un pouvoir fort qui la sauverait de l'anarchie.

Les bouleversements politiques intérieurs modifient, en outre, l'équilibre européen. En effet, aux traditionnels intérêts des États qui commandaient leur politique extérieure, s'ajoutent désormais des motivations idéologiques⁴. Telle est le centre de l'argumentation de Donoso Cortés proposée dans le *Discours sur la situation générale de l'Europe*⁵. Depuis 1848, estime-t-il, «l'Espagne est en Europe ce qu'un oasis est au Sahara»⁶. Le socialisme se répand en Europe : il a en France ses disciples; en Italie, ses séides; en Allemagne, ses maîtres⁷. Lutter contre lui supposerait l'émergence d'un homme providentiel. Mais cet homme n'existe pas⁸.

1. *Ibid.*, p. 311-312.

2. *Ibid.*, p. 322.

3. *Ibid.*, p. 323.

4. Donoso Cortés avait donné un aperçu des intérêts profonds des États dans son *Discours sur les relations de l'Espagne avec les puissances européennes*, O.C., II, p. 162-182, et prononcé aux Cortes en mars 1847. L'Angleterre cherche avant tout à conserver ses marchés et à en gagner d'autres; la Russie à préserver ses conquêtes et en faire d'autres; les États-Unis veillent sur la liberté des mers et la non-intervention européenne en Amérique.

5. O.C., II, p. 450-466. Le prétexte du discours de Donoso est un débat du parlement pour autoriser le gouvernement à lever de nouveaux impôts et à faire voter le budget de façon globale et non plus après une discussion titre après titre. Si Donoso intervient, c'est pour montrer que s'opposer au gouvernement serait lui ôter tout moyen de gouvernement au moment où la situation européenne exige un pouvoir fort.

6. *Ibid.*, p. 455.

7. *Ibid.*, p. 456.

8. «Señores, donde un solo hombre bastaría para salvar a la sociedad, este hombre no existe; y si existe, Dios disuelve para el un poco de veneno en los aires», *Ibid.*, p. 456. On remarquera que cela entre en contradiction avec le *Discours sur la dictature* où par l'éloge qu'il faisait de l'homme providentiel, il avait accordé son soutien à la politique de Narváez. Donoso s'écarte ici de ce premier soutien et finit par s'opposer totalement au gouvernement en 1851 dans un *Discours sur la situation de l'Espagne*.

Aussi les germes révolutionnaires ne trouvent en face d'eux que peu de résistance. Ces germes sont des négations : négation du pouvoir de Dieu, négation de l'existence de la personne de Dieu, négation de l'idée, même de Dieu¹. L'Espagne entre, selon lui, dans le temps de la seconde négation et chemine vers la troisième qui est l'athéisme². Cette vision théologique de la politique européenne annonce clairement l'Essai. Aux textes argumentés sur des faits précis, ceux de la première période, succèdent des écrits où la théorie historique et la généralisation philosophique l'emportent. Donoso Cortés est devenu idéologue, ou disons mieux dogmatique puisque son propos entend toujours être d'une totale fidélité à Dieu par le truchement de la tradition ecclésiale. Il est totalement devenu le défenseur et le porte-parole d'un système idéologique achevé : le catholicisme. On ne s'étonne donc pas de lire en conclusion de son analyse de la situation en Europe que le seul et unique remède radical contre la révolution et le socialisme n'est rien d'autre que le catholicisme, parce que «le catholicisme est l'unique doctrine qui est la contradiction absolue du socialisme» et le voir dresser un parallèle entre le prêtre et le soldat rend bien son style³.

Ce discours, suivi quelques mois plus tard d'une autre intervention parlementaire sur la situation en Espagne⁴, marque l'évolution de Donoso. Sa déception à l'égard du gouvernement Narváez est réelle : ce discours est un discours d'opposition – le soir même Narváez, attaqué de tous côtés et lâché par la famille royale remit à Isabelle II sa démission. Mais Donoso rejette tout autant une pratique gouvernementale que la dérive générale, celle du «système» en qui il voit une décadence matérialiste⁵. Son propos se présente, enfin, comme l'expression de toute la tradition. Député, il ne se conçoit pas comme un représentant de la nation à travers le mandat que lui ont confié quelques centaines d'électeurs – en cela, il est dans la ligne de son refus de la souveraineté nationale. Il est le porte-parole d'une tradition multiséculaire. «*Yo no represento solo a 200 o 300 electores (...) Yo no*

1. «Ahora entramos, Señores, en el segundo periodo que yo hé llamado negativo, que yo he llamado revolucionario. En ese periodo hay tres negaciones. Primera negación, o como yo la llamaré, negación de primer grado en el orden religioso : Dios existe, Dios reina; pero Dios es tan alto que no puede gobernar las cosas humanas. (...) y a esta negación de la providencia de Dios ¿qué corresponde en el orden político ? (...) La monarquía constitucional progresiva pertenece a la civilización negativa en primer grado. (...) Segunda negación (...) viene en el orden religioso el panteísta y dice : «Dios existe pero no tiene existencia personal; Dios no es persona, ni gobierna, ni reina (...) Dios es la humanidad». El panteísta niega el reinado y la providencia. (...) El panteísmo en el orden religioso corresponde al republicanismo en el orden político. Despues del deista, viene el ateo y dice : «Dios ni reina, ni gobierna, ni es persona, ni es muchedumbre». Y sale Proudhon, Señores, y dice : «No hay gobierno», *Ibid.*, p. 459-460.

2. *Id.*

3. *Ibid.*, p. 463.

4. *Discurso sobre la situación de España*, 30 décembre 1850, O.C., II, p. 479-497.

5. «Si yo me hé levantado hoy, ha sido menos por hacer una oposición de muerte al Ministerio que para satisfacer mi conciencia; para decir que yo no apruebo el sistema que sigue. Si me hé levantado, señores ministros, ha sido para conteneros en el camino de la perdición, por el que vais empujado a todos y a la nación española.» *Ibid.*, p. 496. Dans ses notes, on a retrouvé un passage supprimé de ce discours dans lequel il rendait hommage au général Narváez : «En suma, señores ; del Ministerio presidido por el duque de Valencia dirá la posteridad que es un Ministerio funesto presidido por un hombre eminentemente», cité note 12, édition de C. Valverde, p. 496.

represento solamente a la nación (...) Yo represento algo mas que eso; represento mucho más que esto; yo represento la tradición por la cual son lo que son las naciones en toda la dilatación de los siglos. Si mi voz tiene autoridad, no es, señores, porque es mía; la tiene porque es la voz de vuestros padres»¹.

L'intimité de Donoso avec la famille royale forçait le gouvernement à lui proposer des responsabilités politiques importantes. D'un autre côté, son originalité politique n'en faisait pas un «ministrable», ni même un pivot parlementaire possible. Aussi fut-il commode de le nommer ambassadeur, d'abord à Berlin – alors qu'il ne savait pas l'allemand et n'avait pas eu de contact avec le monde germanique. Dans certaines de ses lettres, il prétend avoir accepté ce poste parce que cela l'éloignait de l'Espagne où il pensait qu'une révolution ne tarderait pas à éclater. Peut-on voir là l'aveu subtil d'un «exil» proposé et accepté ? Honnête serviteur de l'État, il accomplit avec soin sa charge diplomatique. On conserve de ces étapes allemande et française – il est en poste à Berlin en 1849, puis à Paris de 1851 à sa mort en mai 1853 – des rapports sur la situation politique de ces États². Cette expérience lui donne une vision concrète de certaines évolutions majeures : la croissance de la Prusse et la progressive marche vers l'unité des pays allemands³. De même, il observe la vie politique française de 1851 à 1853 en un moment crucial : celui du conflit entre le Président de la République élu au suffrage universel, Louis Napoléon Bonaparte, et l'Assemblée nationale, conflit qui débouche sur le coup d'État du 2 décembre 1851.

Mais ces dépêches relèvent trop du style diplomatique pour apporter un éclairage profond sur la personnalité de notre auteur. Ce qui compte finalement pour Donoso, c'est que cette expérience étrangère lui donne de l'assurance dans ses propos. Il a ainsi l'occasion de se déplacer en Europe et d'étendre sa pensée au-delà du simple cas espagnol. Sa vision s'enrichit d'une indiscutable dimension européenne.

Plus important encore, ces déplacements – rappelons cependant les longs séjours à Paris entre 1840 et 1843, puis entre 1844 et 1847 – lui donnent l'occasion de fréquenter les milieux catholiques européens et surtout français. Autour de Louis Veuillot et des ultramontains, stimulés par une conjoncture politique défavorable au pape ce qui leur donne un surcroît d'audience, Donoso Cortés trouve des interlocuteurs convaincus de la force politique de la religion catholique. Les milieux contre-révolutionnaires d'après 1789 sont désormais relayés par tous ceux qu'a effrayé la répétition de 1848. Si on ne peut parler de contre-révolution, il faut imaginer que nous sommes à la naissance du conservatisme politique. Ici, il sera catholique : son principe conservatoire est le catholicisme dont la force historique suffit amplement à sa justification politique.

C'est dans cette atmosphère que Donoso Cortés entreprend la rédaction de *l'Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme*, publié simultanément à Madrid et à Paris en 1851⁴. Considérée assez tôt comme la pièce maîtresse de

1. *Ibid.*, p. 496.

2. *Despachos desde Berlin*, 1849, O.C., II, p. 347-449; *Despachos desde París*, 1851-1853, O.C., II, p. 782-914.

3. Donoso envoie, en juillet 1849, à son ministre, un important rapport sur l'union douanière allemande : *Origen de la liga aduanera alemana*, O.C., p. 421-435.

4. *Ensayo sobre el catolicismo, el liberalismo y el socialismo*, O.C., II, p. 499-702.

l'œuvre de Donoso, elle a bénéficié de traductions nombreuses et a trouvé dans le public catholique du milieu du 19^e siècle, un accueil favorable et important. La qualité essentielle de cet écrit est d'offrir une présentation achevée et systématique de la pensée théologico-politique de Donoso. A l'inverse apparaît un travers : son goût pour la théologie pure; son texte contient quelques développements théologiques tout à fait banals, éléments d'un discours catholique déjà élaboré. Ce texte a aussi une portée strictement catholique. Dans le débat qui oppose ultramontains et libéraux, Donoso prend le parti de Rome. Nul ne s'étonne donc de le voir lié à Louis Veuillot et à *L'Univers*, puis d'être contacté par le cardinal Fornari pour répondre à une enquête du Vatican auprès de personnalités catholiques et portant sur les erreurs du temps présent¹.

Par son titre, *l'Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme* indique l'intention de son auteur : il s'agit de retrouver la valeur politique du catholicisme en le comparant aux doctrines libérale et socialiste. Cette validité du catholicisme peut être mise en lumière par la démonstration de sa vérité religieuse, morale et philosophique. Aussi est-on dans un propos très abstrait. Les titres des trois livres de l'*Essai* le prouvent : si le livre premier porte le simple titre de «Du catholicisme», les deux autres livres s'intitulent : «Problèmes et solutions relatives à l'ordre général» et «Problèmes et solutions relatives à l'ordre de l'humanité». Parfois, des chapitres entiers sont d'une abstraction théologique totale². Mais c'est la démarche de Donoso qu'il faut comprendre. Apologie du catholicisme en tant que vérité absolue – et donc comme vérité politique et sociale –, son *Essai* part des fondements du dogme et d'une anthropologie catholique. D'ailleurs, il remarque très justement que l'opposition du catholicisme et du libéralisme ou du socialisme porte sur une appréciation divergente de ces dogmes et de cette anthropologie.

L'architecture de son livre s'éclaire alors. Au livre premier, il présente le dogme catholique en rappelant d'entrée de jeu que «la théologie est la lumière de l'histoire»³. Pour lui, toute société est fondée sur la religion et l'histoire est l'histoire politique des systèmes théologiques qui régissent les sociétés. L'Incarnation du Christ suppose une nouveauté historique radicale. Saisie dans la scène centrale du procès du Christ devant Pilate, l'Incarnation, selon Donoso, ouvre une nouvelle ère de l'histoire humaine où l'homme se voit proposer le Salut⁴. Politiquement et socialement, l'Incarnation marque le début de l'empire de la théologie catholique sur la société⁵. Tout pouvoir vient de Dieu : «*El Dios católico, criador y sustentador de todas las cosas, las sujetó al gobierno de su providencia, y las gobernó por sus vicarios. San Pablo dice en su Epístola a los Romanos* : «Non est

1. *Carta al cardenal Fornari, O.C.*, II, p. 744-762.

2. Par exemple, le sixième chapitre du Livre II sur le péché ou encore les chapitres 1 et 2 du Livre III sur la faute, sa transmission et la douleur purificatrice.

3. *Ensayo sobre el catolicismo, el liberalismo y el socialismo*, O.C., II, p. 504.

4. «*Pilato no podía comprender que tenía que ver el Estado con la religión, César con Jupiter, la política con la teología; Caifas, por el contrario, pensaba que una nueva religión trastornaría el Estado, que un nuevo Dios destronaría al César, y que la cuestión política iba envuelta en la cuestión teológica*», *Ibid.*, p. 507.

5. C'est le titre du chapitre 2 du premier livre. Il faut noter que Donoso utilise le seul terme de catholique de préférence à celui de chrétien ou christianisme.

potestas nisi a Deo»¹. Cette nouvelle vision du pouvoir a une conséquence politique essentielle : «*El catolicismo, divinizando la autoridad, sanctificó la obediencia (...) Dos cosa son de todo punto imposibles en una sociedad verdaderamente católica : el despotismo y las revoluciones*»².

Ainsi campée, la nouvelle théologie politique qui correspond à la réalité de l'Incarnation, Donoso décrit les instances d'autorité qui structurent la société. Au fondement de celle-ci, la famille qui, avec le père, la mère et les enfants, répète la trinité de Dieu. L'identité catholique de la famille – révélée par le modèle de la famille terrestre du Christ – est indissoluble. Ensuite, on trouve le pouvoir voulu par Dieu. Enfin, comme autorité suprême et infaillible, l'Église devient la garantie des sciences, des mœurs et des lois³. Détentrice de la parole de Dieu, l'Église, par son intolérance doctrinale, sauve le monde du chaos⁴. Elle est dans son rôle de présence visible du dogme catholique au sein de la société. Cette place privilégiée qu'occupe l'Église, au point d'être présentée comme la force civilisatrice de l'Europe⁵, elle la doit au Christ, vainqueur du monde à l'aide de la grâce divine⁶. La grâce a permis le succès de la prédication du Christ sur un plan surnaturel, pour reprendre les termes de Donoso Cortés. Car sur le plan humain, ce ministère du Christ termina sur un échec – la mise à mort. En effet, le péché rendait les hommes incapables de recevoir la vérité de Dieu.

C'est de là que part le livre deuxième de l'*Essai*, et plus particulièrement d'une longue dissertation théologique sur le libre arbitre de l'homme. L'affirmation de la liberté de l'homme face à la providence divine constitue la trame de l'histoire⁷. Mais d'Adam au Christ crucifié, l'Histoire de l'homme se lit comme celle d'une rébellion contre Dieu : «*La libertad y la providencia, Dios y el hombre vuelven a reñir aquel gigantesco combate cuyas grandes vicisitudes son el asunto perpetuo de la Historia*»⁸. Le péché s'inscrit au cœur du déroulement historique. Et c'est bien autour de cette affirmation que se joue le débat du catholicisme, du libéralisme et du socialisme.

Pour Donoso Cortés, et donc pour «l'école catholique», l'harmonie de la Création prouve qu'il n'existe pas de concurrence entre l'homme et Dieu. Ce fut le

1. *Ibid.*, p. 510.

2. *Ibid.*, p. 511.

3. «*Esa autoridad altísima, infalible, fundada para la eternidad, y en quien se agrada Dios eternamente es la santa Iglesia católica, apostólica, romana, cuerpo místico del Señor, esposa dichosa del Verbo*», *Ibid.*, p. 515.

4. «*La intolerancia doctrinal de la Iglesia ha salvado el mundo del caos. Su intolerancia doctrinal ha puesto fuera de cuestión la verdad política, la verdad doméstica, la verdad social y la verdad religiosa : verdades primitivas y santas que no están sujetas a discusión*», *Ibid.*, p. 519.

5. «*La civilización europea no se llama germánica, ni romana, ni absolutista, ni feudal; se llamó y se llama la civilización católica*», *Ibid.*, p. 547.

6. C'est le sens du chapitre 6 du livre premier : «*Que Nuestro Señor Jesucristo ha triunfado del mundo exclusivamente por medios sobrenaturales*».

7. «*Fuera de la acción de Dios no hay más que la acción del hombre, fuera de la providencia divina no hay más que la libertad humana. La combinación de esta libertad con aquella providencia constituye la trama variada y rica de la Historia*», *Ibid.*, p. 548.

8. *Ibid.*, p. 561.

péché qui provoqua la rupture et déclencha le désordre¹. Par le Salut, Dieu offre aux hommes la possibilité de ce retour à l'harmonie première. C'est à cela qu'il invite, implicitement d'abord, puis très clairement, Donoso Cortés. Revenir à Dieu, c'est-à-dire se placer sous la tutelle morale et religieuse de l'Église et faire de la société une société chrétienne².

Le vice profond du libéralisme tient à la fausse conception de l'homme qu'il a. Selon notre auteur, «l'école libérale» ignore la théologie, d'où sa faiblesse et ses erreurs. La question politique de libéralisme se résumerait à une interrogation sur la légitimité du pouvoir – plus qu'à la seule question valable selon Donoso : la définition de ce pouvoir en tant qu'acteur du bien. Il écrit ainsi : «*La cuestión del bien y del mal se reduce, pues, a averiguar, por una parte, cuales son los gobiernos legítimos, y por otra parte, cuales son los usurpadores*»³. Faiblesse radicale que cette interrogation sans valeur ! Le libéralisme se distingue, en outre, par cette hésitation doctrinale : «*La sociedad entonces se deja gobernar de buen grado por una escuela que nunca dice «afirmo» ni «niego», y que dice a todo «distingo»*»⁴. Bref, le libéralisme rate l'enjeu théologique des questions politiques⁵.

En revanche, le socialisme est une théologie satanique, mais c'est une théologie et il possède donc une réelle force⁶. Il est l'absolu contraire du catholicisme, il s'y oppose point par point. C'est pour cela, que face à la situation historique des années 1850, seul le catholicisme apparaît à Donoso comme étant en mesure de terrasser la menace révolutionnaire. Et son *Essai* tente bien de lancer un appel aux ralliements des libéraux, qui ne peuvent être qu'effrayés par le socialisme. Rationalistes et athées⁷, les socialistes n'acceptent ni l'idée du mal, ni celle du péché. Si le mal existe, il réside dans les structures sociales, politiques ou économiques, mais pas dans le cœur même de l'homme comme le soutiennent les catholiques. S'affranchissant ainsi du péché, ils se libèrent de toute sujexion à Dieu, de toute obéissance et donc de tout gouvernement : c'est l'anarchisme de Proudhon⁸. Cette contre-théologie débouche sur le nihilisme : «*La negación fundamental del socialismo es la negación del pecado, esa gran afirmación que es como el centro de las afirmaciones católicas (...) Negado el hecho y la posibilidad del hecho, procede la negación de la libertad humana, queda negada la responsabilidad del hombre (...)*

1. «*El pecado fue la desunión del hombre y de Dios*», *Ibid.*, p. 573.

2. On aura reconnu là un projet nettement ultramontain.

3. *Ibid.*, p. 595.

4. *Ibid.*, p. 597.

5. «*El error fundamental del liberalismo consiste en no dar importancia sino a las cuestiones de gobierno que, comparadas con las del orden religioso y social, no tienen importancia ninguna*», *Ibid.*, p. 600.

6. «*El socialismo no es fuerte sino porque es una teología satánica*», *Ibid.*, p. 597.

7. «*Todas las escuelas socialistas son, desde el punto de vista filosófico, racionalistas; desde el punto de vista político, republicanas; desde el punto de vista religioso, ateas*», *Ibid.*, p. 600.

8. Donoso Cortés cite souvent Proudhon comme symbole du socialisme poussé à ses plus extrêmes conséquences logiques, théologiques pourraient-on écrire pour respecter la problématique de Donoso Cortés. Proudhon c'est l'anarchisme et l'auteur du célèbre «la propriété c'est le vol», slogan révélateur, selon Donoso de l'anéantissement social qu'entraînerait le socialisme.

*Luego, por lo que hace a la cuestión del gobierno, la negación del pecado va a parar al nihilismo*¹.

Cette place du péché dans les théories politiques, Donoso la retrouve sur un plan social. Le péché s'est transmis de génération en génération, impliquant tous les hommes dans cette faute première d'Adam et d'Eve. De là découle le «dogme de la solidarité». Socialement, cela justifie la notion d'hérédité². Voilà la justification théologique du conservatisme social qu'implique ce catholicisme intégral de Donoso Cortés. L'école libérale nie l'hérédité et la famille en affirmant l'égalité de tous les hommes³. Quant aux écoles socialistes, elles nient en bloc la famille et la propriété, c'est-à-dire le principe de l'hérédité et son expression sociale⁴.

Parti d'une théologie, Donoso parvient à démontrer les incohérences politiques et sociales des doctrines qu'il combat. Sans juger politiquement de la pertinence de ses analyses – là n'est pas notre propos –, reconnaissons la performance idéologique. *L'Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme* constitue bien une présentation achevée et systématique de la pensée de Donoso parvenue au stade ultime. Il conclut presque son propos par une récapitulation de sa démarche intellectuelle : «*El dogma de la transmisión de la culpa y de la pena y de la acción purificante de la última, siendo libremente aceptada, nos llevó como por la mano al examen de las leyes orgánicas de la humanidad, por los cuales se explican cumplidamente todas sus evoluciones históricas y todos sus movimientos. El conjunto de esas leyes constituye el orden humano, y de tal manera le constituye que no puede ser imaginado de otra manera*5. Sa conclusion se réfère elle au seul moment de perfection qu'ait connu l'histoire de l'humanité : «*Cuando aquella palabra memorable – Todo se ha consumado, Consummatum est – fue pronunciada por el Hijo de Dios al expirar en la cruz, todas las cosas quedaron maravillosamente ordenadas y ordenadamente perfectas*6.

Nous voilà parvenus au terme de ce parcours intellectuel et politique de Donoso Cortés. *L'Essai*, dernier écrit d'importance, place son auteur dans la mouvance ultramontaine, animée en France par Louis Veuillot et le journal *L'Univers*. Mais, en reconstituant l'évolution de la pensée de Juan Donoso Cortés, nous croyons avoir mis en lumière une cohérence certaine. Du libéralisme doctrinaire au traditionalisme catholique, la ligne directrice est la défense de l'autorité,

1. *Ibid.*, p. 663.

2. «*La idea de transmisión misteriosa por la sangre, no solo de las cualidades sino también de aquellas otras que están en el alma...*», *Ibid.*, p. 640.

3. «*La escuela liberal y racionalista niega la solidaridad familiar, por cuanto proclama el principio de la aptitud legal de todos los hombres para obtener todos los destinos políticos y todas las dignidades del Estado, lo cual es negar la acción de los ascendientes sobre sus descendientes y la comunicación de las cualidades de los primeros a los segundos por transmisión hereditaria*», *Ibid.*, p. 642.

4. A ce propos, Donoso stigmatise, la desamortización opérée par les libéraux : «*La desamortización eclesiástica y civil, proclamada por el liberalismo en tumulto, traerá consigo en un tiempo más o menos próximo, pero no muy lejano si atendemos al paso que llevan las cosas, la expropiación universal*», *Ibid.*, p. 645.

5. *Ibid.*, p. 678.

6. *Ibid.*, p. 700.

du pouvoir et de l'harmonie sociale. Cette continuité, son ami Pacheco, dans un discours à l'Académie espagnole, l'avait déjà signalée : «*Es liberal ardiente primero, porque el liberalismo es el refugio contra los excesos de la monarquía pura; es enseguida doctrinario, porque la soberanía de la razón le protege contra los saturnales de la demagogia; se lanza finalmente a la reacción monárquica porque juzga vilipendiada y abatida la autoridad, y porque entiende que solo siendo fuerte y legítima es como salva a las sociedades de vaivenes y trastornos*»¹.

L'œuvre de Donoso Cortés, dans ses fluctuations comme dans ses constantes, révèle la problématique intellectuelle et spirituelle de la première moitié du 19^e siècle. Les thèmes de sa pensée – organisation du pouvoir politique, philosophie de l'histoire et, de là, réflexion catholique – sont trois axes majeurs autour desquels s'articule le débat contemporain. L'originalité de sa démarche tient moins au rôle central qu'y occupe l'histoire – une histoire philosophique, en vérité – qu'à l'interprétation qu'il en fait. Contrairement à ses contemporains qui, à la faveur de la Révolution française, affirment que le peuple est maître de son histoire – et donc la Nation souveraine –, Donoso Cortés débouche sur une théologie catholique de l'histoire qui ne laisse à l'homme que la possibilité de se perdre et magnifie Dieu, Alpha et Oméga de l'évolution de l'humanité. Cette option l'a amené à privilégier le rôle de l'Église dans le destin de l'Espagne et à souligner la valeur positive de la monarchie catholique. Il s'agit moins d'une crispation conservatrice que d'une réponse au processus de sécularisation qui affecte la pensée politique européenne. Réponse offensive qui plaide pour le maintien de l'ordre divin comme norme et garantie de l'ordre politique².

Benoît PELLISTRANDI

1. Cité dans Fernández Carvajal R., «Las constantes de Donoso Cortés», *Revista de Estudios Políticos*, n° 95, 1957, p. 77.

2. Carl Schmitt, dans sa *Théologie Politique*, publiée en 1922 – édition française due à Jean-Louis Schlegel, Paris, 1988 – étudie cet aspect original de la pensée contre-révolutionnaire. Travaillant sur le contenu politique, juridique et philosophique de la notion d'État, il trace un parallèle entre la structure des concepts juridiques et celles des concepts théologiques. Cette similitude est revendiquée par Joseph de Maistre, Louis de Bonald et Juan Donoso Cortés. Ils jugent 1789 et ses implications théologico-politiques à partir d'une perception théologique de l'ordre du monde. Cette critique contre-révolutionnaire est, selon Carl Schmitt, pertinente sur le plan logique et conceptuel – c'est-à-dire épistémologique – puisque théologie et droit ont partie liée. En même temps, elle est révélatrice de ce lien. Le professeur espagnol Luis Diez del Corral, dans son *El liberalismo doctrinario*, Madrid, 1954, opère le même rapprochement : «*La clave fundamental para entender nuestro siglo XIX es el proceso de secularización. Mientras que a lo largo de los siglos XVII y XVIII los conceptos de orden teológico van mundanizándose en el resto de Europa, traduciéndose lentamente a mero lenguaje jurídico-político, el fenómeno tiene lugar en nuestro país de manera subita. Y ocurre que, arracando de un sentido tan intensamente religioso, los conceptos políticos laicizados encuentranse cargados de tal fuerza, tienen tal pretensión de validez absoluta, que resultan inviables en el marco de una realidad puramente mundana*», p. 19.

Discours pour un état corporatiste

Économie, société et politique chez J. Calvo Sotelo, J. Pemartín et V. Pradera (1935-1938)

En Espagne, les «corporations» d'Ancien Régime furent supprimées par les *Cortes de Cádiz*, puis rétablies par Ferdinand VII pour disparaître définitivement en 1835, tandis que le Code Pénal prévoyait en 1822 et 1848 la répression contre les associations d'ouvriers ou de patrons. La loi sur les Associations (fin des années 1880), autorisant aussi les syndicats, puis la loi d'avril 1909 autorisant coalition, grève et lock-out, permirent l'expression des forces ouvrières et accrurent les perspectives de conflits de classe. Le «corporatisme» devint un élément de la réaction à cette menace. Une apologie du corporatisme associatif chrétien-social vit le jour à l'Université de Droit de Valence dès 1872 dans les propos du professeur E. Pérez Pujol, au moment et dans la région où les organisations ouvrières s'affirmaient. Ce fut pourtant d'abord par des actions de terrain que s'exprima dans les années 20 l'adhésion à *Rerum Novarum* et à ses inspirateurs viennois (le baron Carl Vogelsang) et parisien (le marquis de La Tour du Pin).

Par ailleurs, le corporatisme convergeait avec un autre courant répandu dans les milieux économiques, celui de l'interventionnisme protectionniste et du nationalisme économique. Ce courant devint largement dominant en Espagne au début du 20^e siècle dans les milieux intellectuels et patronaux, où il satisfaisait, comme «l'alliance du seigle et de l'acier» de W. von Kardoff, des intérêts aussi disparates économiquement et régionalement que ceux des céréaliers castillans représentés par S. Alba et des industriels catalans représentés par F.A. Cambó (voire des métallurgistes basques). Après la crise de 1929 il trouva de nouveaux arguments, d'autant plus que l'Angleterre elle-même rompit en 1931 avec près d'un siècle de libre-échange.

Le dictateur M. Primo de Rivera, homme de son temps, songeait au corporatisme comme à une panacée socio-économique. Son voyage en Italie de 1923 en compagnie de la famille royale, la prise de connaissance de la Constitution de Fiume, la réception de la pensée catholique sociale par le Code Social de Malinas, R. de Maeztu et la pensée du père Gafo lui en fournirent les premiers instruments. A. Maura lui recommanda la création d'une Assemblée consultative d'élection corporative, après l'avoir proposée au roi comme remède d'exception. Le marquis d'Estella trouva en E. Aunós un fidèle serviteur de cette aspiration. Avec lui, les Corporations devinrent une réalité institutionnelle, sans rompre avec les influences extérieures. Nommé ministre du Travail, du Commerce et de l'Industrie

en décembre 1925, il se voyait confier une triple mission : 1 – réorganiser la législation sociale, 2 – créer une organisation cohérente de la société et 3 – fonder un enseignement professionnel. Pour résoudre le second point, le projet corporatiste semblait faire l'unanimité : l'UGT depuis janvier 1919 demandait la création d'un Code du Travail, de tribunaux, d'instances de conciliation et de Bourses du travail, tandis que les principales branches patronales étaient gagnées à l'interventionnisme étatique en matière de prix, par la protection face à la concurrence extérieure, quitte à le payer d'une certaine rigidité salariale. En 1926, E. Aunós fut envoyé par M. Primo de Rivera en Italie où B. Mussolini et G. Bottai le reçurent. Il participa à la promulgation de la Charte du Travail en avril et revint avec de nombreux livres et de nombreuses observations pour forger sa propre doctrine. Peu satisfait de ce qu'en Italie le gouvernement fixait ou confirmait les nominations aux Comités, alors qu'en Espagne l'UGT envisageait d'y participer, il prit ses distances par rapport au modèle. Le résultat de ses consultations fut le principe suivant : des Syndicats libres dans une Corporation d'État obligatoire, c'est-à-dire que les différentes associations non corporatives de travailleurs de l'industrie nommaient librement aux Comités paritaires, sur lesquels s'élevait ensuite la hiérarchie des syndicats verticaux corporatifs avec à chaque niveau une représentation égale d'ouvriers et de patrons. Le système fut ensuite étendu aux travailleurs agricoles, mais avec des fonctions amputées, traduisant un parti pris très net en faveur des propriétaires terriens¹. La participation de l'UGT se retourna vite contre le système, tandis que les classes dirigeantes perdirent confiance dans son caractère encore un tant soit peu libéral.

Dans les années 30, les hommes de la dictature de Primo de Rivera eux-mêmes, déçus de leur échec final et prêts à prendre une revanche, furent les premiers à alimenter le courant d'extrême-droite opposé à l'avènement de la République. C'est dans leurs rangs – J. Calvo Sotelo, E. Aunós, J. Pemartín, J.M. Pemán, V. Pradera – que l'on trouve en outre les principaux théoriciens d'un nouveau corporatisme de type étatique et autoritaire, inspiré cette fois des expériences ou des théories du moment, indissociable d'un projet de transformation constitutionnelle. Le Mouvement de la revue *Acción Española* leur fournit un important moyen de diffusion parmi les milieux anti-républicains. E. Aunós ne rêva plus que d'un véritable corporatisme intégrateur débarrassé des notables caciques et de l'UGT², tandis que d'autres publiaient d'ardents articles sur ce système

1. Le système organisé par le décret du 26.11.1926, comptait 4 niveaux : Comités paritaires (2×5 membres), Commissions Mixtes (2×3), Conseils de Corporations (2×8) et Commission déléguée des Conseils (2×7). Un décret complémentaire du 12/05/1928 organisait le travail agricole. Les niveaux portaient des noms différents et avaient des attributions différentes. Ainsi le premier niveau, celui des Comités Paritaires locaux ou intellectuels du travail rural et de la propriété terrienne, ne possédait pas d'instance juridique et son action sociale se limitait à des Bourses de Travail. Enfin un décret du 20/10/1928 régla le cas des travailleurs à domicile, et un autre du 17/10/1927 organisa une hiérarchie équivalente pour régler les rapports entre propriétaires et locataires de logements. Pour ce paragraphe, voir E. Aunós, *La política social de la dictadura*, Madrid, 1944, p. 64-77.

2. E. Aunós, *La organización Corporativa del Trajado*, Madrid 1928, *Las corporaciones del Trabajo en el Estado moderno*, Madrid, 1928, *Estudios de Derecho Corporativo*, Madrid, 1930, *Hacia una España Corporativa*, *Acción Española*, n° 31, 1933, *La Reforma Corporativa del Estado*, Madrid, 1935. E. Aunós fit un article sur La Tour du Pin, *Acción Española*, n° 80, 1935, p. 29, et le traduisit : La Tour du Pin, *Hacia un orden social cristiano*, Madrid, 1936.

d'organisation sociale, dans la revue *Acción Española*. Les échos des autres expériences européennes se multiplièrent soit à travers les articles, car *Acción Española* ouvrait ses colonnes aux étrangers ou à leurs commentateurs, soit par des traductions¹. Le corporatisme scolastique radicalisé réussit dès lors à jouer de ses affinités sémantiques avec un autre courant, celui de l'organicisme non scolastique hérité de l'idéalisme allemand, véhiculé aussi par la gauche et repris par le fascisme – introduit en Espagne par certains penseurs athées, libéraux, régénérationnistes, krausistes, et socialistes, mais généralement dans une version compatible avec la liberté syndicale et l'association volontaire –.

Conçu par de nouveaux clercs juristes à l'âge quasi pré-statistique, puis prolongé par des économistes «scientifiques», certains formés à Harvard, entre l'homme sans raison et la raison sans hommes, mêlant idées reçues et axes programmatiques contradictoires, le corporatisme fut une nébuleuse d'arguments et de réalisations. Restait à disséquer les points nodaux joignant ses différentes composantes – théologiques, politiques, économiques – à la marche sociale.

Nous ne présenterons ici que quelques articulations de trois des principaux discours corporatistes pendant la gestation du Nouvel État, d'*Acción Española* à la Charte du Travail, sans approfondir vraiment la difficile et pourtant tellement importante question des liens entre pensée et changement social. Les trois ouvrages retenus fournissent un point d'orgue aux spéculations économico-sociales des mouvements qui étaient favorables à l'option corporatiste. Ils furent réédités pendant la guerre civile, au moment où se mit en place l'appareil du futur État franquiste – donnant à lire au public nationaliste la quintessence d'une littérature énorme². Ils sont représentatifs des trois grands courants doctrinaux de l'extrême droite la plus favorable à un changement constitutionnel comme l'avait déjà noté R. Morodo dans une approche politique³, et ont connu une importante diffusion dès leur première édition.

Ce sont *El Estado Nuevo* du traditionnaliste Victor Pradera⁴ (1935, 2^e édition en 1937), *El capitalismo contemporáneo y su evolución*, du conservateur radicalisé José Calvo Sotelo (1936, réédité en 1938), et *¿Qué es lo nuevo ? Consideraciones*

1. Toutes les références sont lisibles dans R. Morodo, *Los orígenes ideológicos del franquismo : Acción Española*, Madrid, 1985, p. 92-135.

2. Pour être complet il eût fallu utiliser la synthèse d'E. Aunós, *Esquema de una Organización Social*, Madrid, 1938, reprenant plus en détail que le discours de 1944 ses travaux antérieurs : cela ne nous a pas été possible pour cet article.

On trouvera une bibliographie plus exhaustive sur la question corporatiste dans M. Sancho Izquierdo, L. Prieto Castro y Muñoz Carays, *Corporativismo. Los movimientos nacionales contemporáneos*, Saragosse/Grenade, 1937, et dans l'ouvrage de P. Pemartin (p. 355/357 et 477-482).

3. R. Morodo, op. cit., *Los orígenes...*, Madrid, 1985, p. 204.

4. V. Pradera, ingénieur des Ponts et Chaussées et avocat navarrais, né en 1873, appelé par M. Primo de Rivera quelques jours après le pronunciamiento pour l'assister dans ses projets constitutionnels, justifie le coup d'État par le droit naturel, malgré son illégalité apparente. Son livre reprend des articles qu'il signa dans *Acción Española* à partir de 1932. Ses *Obras Completas* parues en 1945, ont été prologuées par Franco lui-même.

5. J. Calvo Sotelo, né en 1893, avocat d'État, d'abord proche de A. Maura, entré au gouvernement de M. Primo de Rivera comme Directeur Général de l'Administration Locale puis comme Ministre des Finances, bien qu'élue député il se réfugie au Portugal en 1931, puis en France où il prend contact avec l'Action Française, voire avec I. Balbo en Italie, réélu en 1933 dans les rangs de *Renovación Española*, il rentre en Espagne en 1934, définitivement acquis à la résistance anti-républicaine.

sobre el momento español presente du fascinant José Pemartín¹ (1937, 2^e édition en 1938), le seul à avoir écrit son livre pendant la phase de conquête du pouvoir par les armes, les deux autres auteurs ayant été tués en 1936. Le livre de J. Calvo Sotelo, à l'origine discours public², ne porte pas sur l'ordre corporatiste. Mais en évoquant les perspectives d'avenir du capitalisme il complète utilement la vision des intellectuels politiciens qui analysent la forme que doivent adopter les Corporations. Ceux-là ont d'ailleurs non seulement lu son livre, mais lui empruntent certains passages³. Son auteur était plus représentatif des milieux économiques que d'autres économistes professionnels peu écoutés en dehors du milieu des spécialistes.

Trois thèmes éclairent particulièrement la trame inavouée des discours corporatistes espagnols de 1935 à 1938 : 1 – les rapports du corporatisme avec le capitalisme à travers les conceptions de la «plus-value», de la répartition du produit entre capital et travail, des fonctions de la propriété, 2 – les liens avec le changement social en examinant les définitions des «classes» et les moyens de résoudre les conflits sociaux, 3 – les perspectives d'action étatiques à travers la définition de la mission du pouvoir, la genèse du cadre corporatif et les projets de politique économique.

1. LES VALEURS

Bien que peu élaborée et systématique, la «mentalité socio-économique» de J. Calvo Sotelo témoigne de la façon dont s'esquisse la dérive de certains défenseurs du capitalisme vers l'adhésion à des remèdes miracles de troisième voie. Leur apparente faculté de tout résoudre sans compromettre l'ordre moral et social finit par pousser leurs défenseurs à accepter tous les compromis sur les moyens d'y parvenir.

V. Pradera et J. Pemartín, et c'est tout aussi significatif, n'accordent aux questions économiques et sociales qu'une place de second plan : «en effet», dit celui-ci, «si l'on réussissait à orienter l'Espagne définitivement dans la direction que nous indiquons – réintégration dans son être Catholique traditionnel –, les problèmes subsistant – question sociale, ouvrière, capitalisme et travail, organisation politique, etc... – se résoudraient avec une extrême facilité. L'Espagne sincèrement catholique n'aurait plus qu'à suivre les admirables doctrines sociales de l'Église, [...] «Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice; tout le reste vous sera donné» (Saint Luc, XII, 31)». Malgré tout, il trouve deux bonnes raisons de traiter ces thèmes : «1^o parce que par une curieuse inversion de valeurs – due à la matérialisation générale ambiante – ce reste est devenu pour beaucoup [...] la partie principale, 2^o parce qu'en traitant des problèmes sociaux, on emploie généralement, malgré la mode de l'exactitude et de la géométrie, des termes si mal définis, des concepts si propices à l'équivoque, qu'il faut, avant de se pencher sur la question, une explication précise, une véritable herméneutique»⁴.

-
1. Provenant aussi de l'administration de la dictature de M. Primo de Rivera, il s'identifie très vite au fascisme. Outre son ouvrage clef *¿Qué es lo nuevo ?...* il dirige une *Anthologie de Acción Española* publiée à Burgos en 1937, et un ouvrage métaphysique *Introducción a la Filosofía de lo Temporal* Séville, 1937.
 2. Discours du 30/11/1935 inaugurant les cours 1935-36 de la *Academia Nacional de Jurisprudencia y Legislación*.
 3. J. Pemartín, op. cit., *¿Qué es lo nuevo...*, p. 268-270.
 4. J. Pemartín, op. cit., *¿Qué es «lo nuevo» ?...*, p. 201.

En matière économique et sociale l’Église romaine prolongeait ainsi certaines ambiguïtés de saint Thomas, qui restait hésitant quant au moment où le souci du juste prix exige de forcer le marché, qui était favorable à la concurrence mais ne s’opposait pas à la fixation de prix plafonds publics, qui avait de la valeur une définition à la fois relative dans sa fixation commune (utilité subjective, rareté relative) et essentialiste dans son objectif (sa composante irréductible est sociale), qui n’était pas opposé à l’accroissement des fortunes de certains individus, mais leur faisait un devoir moral d’utiliser cette richesse à des fins charitables ou socialement profitables et de privilégier le service de Dieu par rapport à la recherche de l’accumulation¹.

Bien que certains thomistes accompagnèrent l’évolution de l’idée corporative sous ses différents aspects, ils durent écarter la portée économique et sociale de la pensée de saint Thomas au profit de la théologie et de la politique. En effet, dans les milieux scolastiques médiévaux auxquels appartenait saint Thomas, on ne défendait pas les associations de producteurs qui pouvaient servir à imposer un prix injuste (n’insistons pas sur la complexe définition du juste prix des scolastiques², et à cette époque les «corporations» (métiers) étaient des associations professionnelles volontaires urbaines non généralisées, nées très loin des spéculations théologiques, et sans aucune prétention de se dresser en structure supra-classiste, le mot n’ayant aucun sens dans ce contexte précis).

Par ailleurs, la civilisation chrétienne superposait plusieurs degrés de moralisation des activités en fonction des catégories socio-économiques qui les exprimèrent :

A. La tradition vétéro-testamentaire adoptait une distinction entre revenu juste et injuste qui fut celle de nombreuses sociétés agraires sédentaires : 1 – le juste revenu (par définition) est celui que la Providence fournit aux membres de la communauté qui vivent directement de la terre ou de l’artisanat et peuvent en rendre grâce à Dieu; 2 – le juste revenu (par extension) est celui de ceux qui reçoivent des précédents (en contrepartie de divers droits éminents sur les capitaux considérés comme des dons de la Providence) ce qui leur est nécessaire au service de Dieu par la prière ou les armes; 3 – les revenus injustes sont ceux que peuvent obtenir les accapareurs et les prêteurs à intérêts (et dans une moindre mesure les commerçants) : ils perturbent l’ordre politique de la communauté. Il est à noter que la distinction du 1 et du 2 est liée à la valeur du travail – dont le caractère pénible naît avec la Chute –, à la fois de plus en plus valorisé comme contre-partie du vice, et par là même dévalorisé, en tant qu’obstacle à la sagesse et au service divin.

B. Cette typologie suivit une évolution et se diversifia : d’un côté entre le Moyen Âge et le 18^e siècle, le commerce et le prêt à intérêt (que l’on distingua de l’usure) passèrent au rang de juste revenu grâce à la multiplication des échanges aux mains des chrétiens; de l’autre les prélèvements «non productifs», dont la sagesse religieuse et la protection avaient de plus en plus de mal à rester la caution, devinrent

1. Sur cette question, voir en premier lieu J. Kirschner, *La pensée économique des scolastiques*, *Annales E.S.C.*, mai-juin 1975, p. 333, qui fait une analyse critique de R. de Roover, *La pensée économique des scolastiques*, 1971.

2. Voir A. Lapidus, *Le détourn de valeur*, Paris, 1986, I, *Le rôle des théories scolastiques du juste prix dans la formation des théories classiques de la valeur*, p. 13-65.

un sujet de mécontentement croissant – la soif de revanche du travailleur manuel est visible d'un côté chez tous les révolutionnaires, mais sans la caution de l'Église, et de l'autre chez les productivistes, qui valorisaient cependant la propriété des moyens de production comme garantie d'un travail plus noble, ce qui permit à d'autres de réhabiliter les revenus du capital –. Resta unanimement vilipendé l'accapareur, mais son rôle tomba en désuétude avec la diminution des raretés agricoles au 19^e siècle. Au 17^e siècle dans le Nord, puis à partir de la crise de Law, et de façon continue aux 19^e et 20^e siècle, le terme de spéculation désigna alors les banquiers et les financiers qui jouaient sur des valeurs immatérielles ou fictives, selon une définition variable. Au 20^e siècle, l'épithète «spéculatif», en raison de son inertie dénigrante depuis le 18^e siècle, finit par désigner l'ennemi dans chacun des différents discours de régulation des formes d'accumulation, nourris à la fois des traditions précédentes et des relations qu'elle a suscitées.

Les auteurs de la droite «radicale» (au sens de J. Tusell) reprirent le bouc émissaire de la «spéculation» pour créer l'unanimité autour d'eux : ils désignèrent le plus souvent par là les banques pratiquant un crédit excessif et mal assuré et les investisseurs dénués d'*«affectio societatis»*, bref, tous ceux qui menaçaient la stabilité de l'ordre social (et la «tradition» des agents sociaux concernés) par l'utilisation des pouvoirs de concentration des capitaux dans les sociétés anonymes. La crise bancaire espagnole de 1924-1925 avait déjà fortement marqué les hommes de la dictature (en particulier J. Calvo Sotelo¹), mais lors de la crise plus générale des années 30, les mesures de restructuration bancaire n'étaient plus qu'un élément dans un vaste programme de restauration des hiérarchies et des patrimoines. Au-delà, il n'y a rien de comparable entre l'anti-ploutocratie des corporatistes espagnols et la critique du système bancaire italien par P. Sraffa dans les années 20². Quoi qu'il en soit, privilégiant les fins au détriment des moyens, ils firent tout de même une distinction entre «bons» et «mauvais» financiers en fonction de leur position politique et religieuse. Dans les rangs pré-franquistes on trouva ainsi, dans une proportion et selon des modalités dont nous ignorons les détails, des représentants de la bourgeoisie financière (le plus connu étant Juan March). Depuis 1925, avec la première publication du *Sentido reverencial del dinero* par R. de Maeztu, la recherche du profit avait un défenseur; celui-ci, revenu tout juste d'un voyage aux Etats-Unis, s'était piqué de faire mentir Max Weber dont la lecture l'avait fasciné et convaincu : mais le livre gênait un peu, surtout à partir de 1929, et il fallut attendre sa réédition à l'été 1957 pour qu'il retrouve une certaine publicité (en particulier auprès de A. Ullastres)³.

1.1. Valeur et plus-value

J. Pemartín est influencé par le concept de «force productive» de F. List : il voit dans la productivité la source de la valeur : «Un bien ou une richesse peut se considérer comme un bien économique quand il est élaboré de manière à produire

1. J. Velarde Fuertes, *Política económica de la dictadura*, Madrid, 1973, p. 208-210.

2. P. Sraffa, *The bank crisis in Italy*, *Economic Journal*, n° 32, juin 1922, p. 178-97, cité par J. Halévi, *corporatism*, in *The New Palgrave, A dictionary of Economics*, 1988 (1987), tome I, p. 678. Sraffa montrait que la défaillance structurelle du système italien était de prêter à court terme en empruntant à long terme.

3. Voir J. Velarde Fuertes, *Sobre la decadencia económica de España*, Madrid, 1967, p. 131-134.

une augmentation de biens dans le temps». La plus-value est alors très large puisqu'elle est constituée par tout produit nouveau, et donc toute source de ce produit, naturelle ou anthropique. En particulier en ce qui concerne le travail, elle tient pour une part du travail manuel déterminé et nécessaire, mais aussi et surtout du «travail capitaliste, duratif ou civilisé» qui est un travail médiatisé par le capital¹.

J. Calvo Sotelo, qui entend réfléchir au capitalisme productif d'entreprise, ne fait qu'à contrecœur le détour par le théorie de la valeur². Après avoir passé rapidement en revue les différentes définitions du capital, il en retient la commune recherche d'un profit (définition individuelle), d'une plus-value (définition agrégée), résultat de la différence entre le prix de vente et le prix de revient, et surtout, vise d'emblée l'ennemi principal : la valeur travail de K. Marx. Donnant le ton de son ouvrage, il se plaint à alléguer de nombreux arguments non développés empruntés d'abord à C. Gide et C. Rist, puis à d'autres auteurs moins connus, tous s'opposant à la valeur travail en raison de l'existence d'une production de biens d'origine non-anthropique. Au bout d'une cinquantaine de lignes la conclusion est péremptoire (à défaut d'être bien amenée) : «Il nous semble évident que *la valeur d'un produit ne dépend pas exclusivement du travail qu'il incorpore*³.

Revenant ensuite à la genèse de la plus-value, faisant sienne la déception de H. de Man, J. Calvo Sotelo résume la position de K. Marx, et emprunte à A. Labriola l'idée que la plus-value n'est pas supprimée par la collectivisation des moyens de production mais qu'elle est simplement gérée par des responsables non propriétaires, au service des dépenses de l'administration communiste, hypocrite garante du respect des intérêts des travailleurs. Et il est vrai que tout système économique doit générer des réserves pour sa survie en vue de la contribution aux dépenses collectives d'infrastructure, ou de la réserve d'amortissement du capital fixe, donc utilise de la plus-value à autre chose qu'à rétribuer le travail. Mais sans même aller jusque là J. Calvo Sotelo revient à son obsession, le socialisme. Pour lui, et c'est un argument définitif, «le capitalisme russe est un capitalisme d'État». Cette idée est aujourd'hui très largement admise (J. Sapir ne la désavouerait pas). Pourtant les deux particularités du système 1 – fixation non libre de l'échelle des salaires et 2 – non-patrimonialisation des augmentations de valeurs de l'outil de production en raison de la propriété collective des moyens de production, J. Calvo Sotelo ne retient que la première, montrant que le prolétaire ne reçoit jamais que son salaire et non son quota exact des bénéfices bruts comme le socialisme théorique pouvait le promettre. Par ailleurs aucune retombée sociale au bénéfice des travailleurs n'est envisagée à travers l'utilisation des dépenses de l'État Communiste⁴.

Tous les auteurs ne prennent cependant pas K. Marx sous cet angle. Certes V. Pradera propose une valeur utilité qui attribue une participation nécessaire à chaque facteur, mais son objection est d'abord philosophique, en particulier en rejettant la «négation du lit re-arbitre» qui se cache derrière le rôle conféré par

1. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es «lo nuevo»?*..., p. 233.

2. J. Calvo Sotelo, *op. cit.*, Chapitre I de *El Capitalismo Contemporáneo*..., p. 9-19.

3. En majuscules dans l'original, *ibid.*, p. 9-19. Pour plus de précisions sur la valeur travail, G. Faccarello, *Travail, valeur et prix. Une critique de la théorie de la valeur*, Paris, 1983.

4. *Ibid.*, Chap. I. Tous ces développements sont en outre répétés presque dans les mêmes termes et étendus au chapitre XII, «Bénéfices et Communisme», qui n'apporte rien de nouveau.

K. Marx à l'infrastructure économique, laquelle serait alors contradictoire avec l'exercice de la lutte politique.

Dernier argument de J. Calvo Sotelo en défense de la plus-value : une réponse au socialiste cégeïste L. Jouhaux, représentant de la France lors de la Conférence du Travail à Genève en janvier 1933 où étaient débattues les 40 heures. Selon L. Jouhaux, si les salaires avaient crû en même proportion que les profits aux Etats-Unis, ce seraient 20 000 millions de dollars qui auraient alimenté les circuits de la consommation au détriment des spéculations effrénées du capital. Sans contester le chiffre, ni la supposition que le problème du transfert se poserait dans ces termes en régime de propriété collective des moyens de production, J. Calvo Sotelo explique que les problèmes de la spéculation ne sont pas inhérents au système. Sans en discuter, il sous-entend que l'on pourrait bien se passer de Bourse et de concentration volatile et anonyme de capitaux. On voit s'esquisser ici un de ses thèmes favoris de J. Calvo Sotelo, à savoir la méfiance envers les banques, les sociétés anonymes, la finance et la spéculation boursière, étendant ainsi la notion d'usure à cette sphère d'activité, ce qui est parfaitement significatif du glissement vers le concept moral de revenu injuste spéculatif¹.

Peu à peu apparaissent les prémisses d'un ordre non concurrentiel dont les principes de politique économique ne sont jamais exprimés de façon analytique et qui peut passer, sous son habillage juridique, pour une réaction fondée, mais dont la version espagnole sera une autarcie irréaliste et contradictoire.

Chez J. Pemartín la conception de la valeur précède l'énoncé des règles du jeu économique. Les classiques, dit-il, basaient le «concept de biens économiques» sur «la valeur d'échange résultant de la rareté relative du produit. Nous pensons qu'il faut remonter à une notion plus large, antérieure à la valeur d'échange chronologiquement et logiquement, qui est «la valeur d'usage intrinsèque» résultant de l'utilité plus ou moins générale du produit élaboré, c'est-à-dire de sa «productivité ou de sa consomptibilité». [...] Cette valeur d'usage, dans sa généralité comme résultat de la productivité a un fondement absolu, et la valeur d'échange n'a qu'un fondement relatif». J. Pemartín se contente de cette définition de la valeur sans en tirer les conséquences : faut-il fixer une évaluation de la notion absolue en dehors du marché, ou doit-on entendre que le marché, qu'il faut laisser agir, varie autour d'une tendance qui est la valeur fondamentale ? En fait un marché protégé lui paraît nécessaire, et il fait allusion pour ce faire à F. List, W. Sombart, J. Schumpeter, A. Wagner en s'opposant à B. Hildebrand et C. Menger (tout porte à croire qu'il n'a lu que F. List), et argue aussi du fait que le libre-échange n'a jamais vraiment existé².

J. Calvo Sotelo ne présente pas de théorie de la valeur mais il aborde la question de la fixation des prix au chapitre VIII sur le capitalisme financier et le consommateur. D'après lui il y a deux façons de forcer le prix de vente : la première sur pression de l'État, la seconde sous l'influence des trusts et cartels. En ce qui concerne les seconds, leurs mobiles ne sont pas anti-sociaux, comme le prétend la législation américaine. «En tant qu'ils incarnent un but d'organisation de la production, afin de l'accommoder aux demandes de la consommation, ils comblient un vide évident de la société libérale. Les problèmes commencent lorsque

1. *Ibid.*, p. 153.

2. J. Pemartín, *op. cit.*, ¿Qué es «*lo nuevo*» ?..., p. 230-232.

leur but se confond avec celui, délétère, de pressurer la consommation au profit du capital. Dans une telle conjoncture l'intervention de l'État est imprescriptible. Seul un État, et même un État fort par dessus le marché, peut tenir en respect certaines concentrations industrielles». La légitimation théorique de la concentration est la «rationalisation» : «rationaliser une industrie signifie la structurer en vue du plus grand rendement possible et du minimum d'efforts», explique l'auteur. Or «on ne rationalise pas sans concentrer. Et la concentration atténue, voire parfois supprime la libre concurrence». Le libéralisme fondé sur «l'intérêt personnel, libre concurrence, liberté et responsabilité individuelle», devait aboutir à une régulation automatique de l'économie. Or, dit-il, il n'en fut rien. On a seulement aboutit à une anarchie économique maximale. Et les trusts et cartels sont une garantie contre cette anarchie. Avec quelques correctifs, ils peuvent conduire à une relative régulation automatique de la vie économique. «L'ordre ne naît que là où règne la hiérarchie et la discipline» conclue fièrement J. Calvo Sotelo. Sans débattre de ces arguments peu analytiques – ni évoquer leur diffusion, nous manquons trop d'études sur ce sujet pour faire des rapprochements pertinents – on voit là s'esquisser un point de contact entre un certain capitalisme et le corporatisme : le cartel admet le principe de fixation des prix par un accord mutuel entre les entreprises du même secteur, favorisant, comme la Corporation, une situation monopolistique.

1.2. Capital et travail

«En réalité la question sociale contemporaine tourne autour de la plus-value», dit J. Calvo Sotelo¹. Le capitalisme a renoncé au libéralisme, qui interdisait à l'État toute intrission dans les affaires privées, à la grande satisfaction de tous. La question de la rémunération du travailleur est alors une aune pertinente pour mesurer l'action de l'État, nécessaire médiateur, car «il n'y a pas de raison», dit-il, «de laisser au libre jugement des parties les accords collectifs»². Cette intervention doit assurer l'hygiène, l'assiduité et le rendement, dans des conditions «uniformes de justice pour le patron comme pour l'ouvrier». En se gardant bien de vouloir séparer la rétribution des résultats de l'entreprise, il affirme pourtant : «par contre il [...] semble tout aussi évident que, quels que soient ses résultats, la main-d'œuvre doit compter sur une rétribution vitale, minimum et équitable»³. Tout dépend alors du niveau et de la façon dont est fixé ce minimum. L'essentiel est cependant que cette garantie ne remette pas en cause la plus-value, indissociable du fonctionnement économique.

Pour V. Pradera la valeur dérive de trois facteurs fondamentaux. Au travail et au capital, il faut ajouter la société, qui seule rend possible leur productivité. Le travail produit de l'utilité par sa relation avec les hommes. Les deux facteurs initiaux doivent participer dans la répartition du produit du travail utile. Comme pour J. Vázquez de Mella⁴, qu'il cite, la conséquence est que le travailleur n'a pas

1. J. Calvo Sotelo, *op. cit.*, *El Capitalismo Contemporáneo...*, Chapitre I, p. 9-19.

2. *Ibid.*, p. 14.

3. *Ibid.*, p. 15.

4. J. Vázquez de Mella (1861-1928), sénateur carliste, orateur fougueux dont les œuvres complètes font plus de dix volumes, auteur entre autres de *Judíos y masones*, Madrid, 1939.

droit au produit intégral de son travail. Pas plus qu'ailleurs, la façon d'évaluer la participation de chacun au produit n'est discutée plus avant. Par contre, on justifie toutes les activités non productrices. De sorte qu'il ne faut pas interpréter la phrase de saint Paul («Si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas», *Thessaloniciens*, II-III, 10) comme restreinte au seul travail manuel. Reprenant la théorie du travail intégral de J. Vázquez de Mella, V. Pradera propose une hiérarchie des types de travail : manuel, mécanique, technique, scientifique, enseignant, inventeur, qui a pour lui un sens moral, mais légitime implicitement une hiérarchie de rémunération.

J. Pemartín, opposant très nettement le travail manuel au travail de l'entrepreneur, insiste sur le fait que «le travail humain, en tant qu'effort matériel, n'est pas distinct d'une transformation matérielle quelconque, comme la production d'énergie par une chute d'eau ou la combustion d'une tonne de houille», tandis que le travail du capitaliste «élève le travail naturel instinctif ou sauvage au niveau de travail artificiel, intelligent, civilisé». J. Pemartín veut dénoncer le «fordisme», qu'il confond avec le taylorisme (tout en citant plus loin M. Menéndez y Pelayo qui affirme que le taylorisme n'existe pas en Espagne), en plaçant l'entrepreneur au sommet d'une hiérarchie intangible où le technicien se trouve lui-même tout à fait subordonné par le fait qu'il faut une Unité de commandement, une Unité de responsabilité, tant économique que morale. Le technicien n'a qu'une «responsabilité partielle, mécanique, extensive». Les exemples se trouvent chez W. Sombart et J. Calvo Sotelo, mais aussi dans l'article VII de la Charte du Travail italienne, pour ce qui est de la séparation de la direction des services techniques, dans le loi allemande du 30/01/1937. Tout cela n'est pas contradictoire avec la démagogie salariale : la disparition du libre marché du travail, qui faisait de ce dernier une marchandise, entraîne la fixation des salaires, et les contrats de travail garantis (mais toute expression indépendante du Parti Unique et des corporations est exclue, cela va de soi). Au lieu de fixer les salaires en fonction des prix, on fera l'inverse, ce qui est, dit J. Pemartín : «une amélioration radicale et définitive». Le salaire sera indiciaire, aura une limite inférieure et une marge de variation libre sur accord entre ouvriers et patrons (et de reproduire les articles XII, XIII, XIV de la Charte du Travail italienne en guise d'exemple; elle est d'ailleurs donnée intégralement en annexe avec d'autres textes européens comparables)¹. En outre il comprendra une part familiale destinée à permettre aux femmes mariées de rester à la maison pour élever les enfants dont le pays a besoin.

L'ouvrier, selon J. Pemartín, doit être intéressé par des moyens indirects à travers les œuvres sociales de l'entreprise. Il recevra ainsi les fruits d'une production dans laquelle il doit rester un simple rouage : l'ouvrier moderne mène alors «une vie de commodités et d'avantages au sein du système capitaliste très supérieure à celle de nombreux petits propriétaires des pays pauvres ou primitifs; et supérieure aussi en confort, hygiène et moyens de culture à celle de nombreux nobles, princes et seigneurs féodaux des époques lointaines». Quand bien même ce serait vrai, la contrepartie resterait sévère, «étant donné que le patron ou l'entrepreneur capitaliste, déchargé, par sa volonté ou par la loi, des obligations fondamentales pour le

1. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es «lo nuevo»?*..., Charte du Travail italienne, Annexe B, p. 443, loi allemande du 20/01/1934, Annexe C, p. 451, loi et Charte espagnole du 09/03/1938, Annexe D, p. 469.

soutien correct et humain de la vie de ses ouvriers, se verra investi d'une autorité supérieure, à la fois directrice et protectrice : un peu comme un féodalisme au sens le plus noble et le plus haut du terme [...]»¹. Dans ce contexte on comprend que l'intéressement aux bénéfices (location, actionnariat ouvrier) proposé par le pape dans *Quadragesimo Anno*, ne semble pas un principe utilisable.

Le problème de la répartition de la plus-value a, d'après J. Calvo Sotelo, une solution en deux temps : le premier est la détermination des conditions de travail de manière à peser de façon homogène la participation des facteurs, le deuxième est celui de la distribution. Sans s'attarder sur le premier point, J. Calvo Sotelo trouve vaines les hésitations de W. Sombart quant au second : les bénéfices des entreprises sont alors au plus bas, et «s'il est bien funeste et délétère d'annihiler le salaire, il l'est plus encore [...] d'anéantir la rentabilité des entreprises». Ce faisant il ne se pose pas la question de savoir comment garantir qu'une diminution de pression salariale sera utilisée à des restructurations, à une redéfinition des objectifs et des stratégies, ou à des adaptations organisationnelles. Il est clair que pour J. Calvo Sotelo le patron est le «chef» de l'entreprise quels que soient ses agissements, et qu'il est prioritaire dans la rémunération : le capitaliste remplit une «mission historique», il constitue (et il cite W. Sombart) «la seule force motrice de l'économie capitaliste moderne. Sans lui rien ne se ferait. En outre il est la seule force productive, c'est-à-dire créatrice. Toutes les autres, capital et travail, dépendent de lui et sont animées par son activité; même les inventions lui doivent leur vitalité». Sa «vision du futur» est déterminante. Et ils ne sont pas nombreux les «hommes surdoués ayant l'instinct presque merveilleux de distinguer dans les ténèbres de l'avenir les possibilités de création immédiate»².

Pour J. Calvo Sotelo l'exploitation de la main-d'œuvre était caractéristique des tout premiers temps du capitalisme. Mais «tout cela est déjà de la très vieille Histoire». Ce qui ne veut pas dire que la situation occidentale soit satisfaisante : dans les chapitres X, XI, XII, il discute longuement des réponses que la civilisation contemporaine occidentale peut apporter à ce délicat problème. Voulant poser clairement les jalons de son raisonnement, il justifie d'abord l'inégalité des conditions, les hiérarchies, et la présence de la richesse (en empruntant à O. Spengler : «Seul le pouvoir d'achat de la haute société rend possible une industrie de qualité» ou «une culture évoluée est indissociable du luxe et de la richesse»)³. Néanmoins cela n'a pas empêché, contrairement à ce qu'avait prévu K. Marx, une amélioration notable du niveau de vie. Et le bourgeois libéral anglais n'y fut pour rien. Il a fallu l'intervention conjointe de l'État, de l'Église catholique et du christianisme social – qui a «spiritualisé» et «stylisé» l'énergie patronale – ainsi que la mobilisation des ouvriers pour donner tort au «mauvais prophète de l'anti-capitalisme», et pourtant «bon théoricien du capitalisme», que fut K. Marx. Grâce à la loi, à la création des Inspecteurs du Travail, les entrepreneurs sont devenus «des rois constitutionnels plutôt que des autocrates». Et J. Calvo Sotelo d'ironiser sur les excès anti-ouvriéristes que sont pour lui les positions de O. Spengler et J. Rueff. Le premier s'en était pris aux «salaires politiques», à ces «salaires non gagnés» et à leur bolchevisme, le second,

1. *Ibid.*, p. 306.

2. J. Calvo Sotelo, *op. cit.*, *El Capitalismo Contemporáneo...*, *ibid.*, p. 26.

3. *Ibid.*, p. 117-118.

qui avait étudié pendant 10 ans le chômage en Angleterre, arrivait à la conclusion qu'il augmente toujours lorsque les salaires se maintiennent alors que les prix baissent, et donc qu'il faut toujours en temps de crise réviser les salaires à la baisse. Ce qui, précise notre exégète, accentue là encore la sous-consommation, même si le contraire aboutit à la diminution des montants prélevés au titre de l'impôt, ou des dividendes du capital obligations. Or le problème est précisément le trop grand développement du capital obligations, peu souple. La critique de J. Calvo Sotelo avait cependant des limites. Si les propos de O. Spengler et J. Rueff étaient pour lui excessifs, ils contenaient «une part de salubre correction d'excès lamentables, en grande partie d'origine politique. Ce que nous désignons par excès politique en la matière, c'est la soumission idolâtre dont certains partis et certaines écoles font preuve à l'égard de sa majesté le Syndicat, ou, plus exactement, à la Masse. En elle-même, la Masse ne mérite ni génuflexion ni hommage. Rendons-les plutôt de grâce à la Beauté, à la Vertu, à l'Ancienneté, à la Douleur, au Mérite, et enfin à la Sélection, sous quelque forme qu'elle se fasse»¹. Les tergiversations sur le statut de la rémunération des ouvriers se devaient pour une bonne part à la surenchère populiste de la Phalange : J. Calvo Sotelo y était critiqué.

1.3. La propriété comme objectif

C'est la propriété des moyens de production qui selon J. Pemartín rend à l'artisan la dignité de son travail manuel, en autorisant une capitalisation. Bien sûr, il ne faudrait pas en déduire qu'il faut partager partout les moyens de production. Par contre il faut tout faire pour répandre une industrialisation délocalisée dans les campagnes grâce à l'électrification². Toutes les autorités du panthéon de J. Pemartín défendent la propriété, voilà pour lui un argument suffisant (A. Hitler – qui n'en exclut que les détenteurs illégaux, en particulier juifs, précise tout de même J. Pemartín –, B. Mussolini, Léon XIII et Pie XI, ce dernier se contentant de rappeler le principe de la nécessité morale – et non de droit – d'user de son bien dans l'intérêt commun).

Mais la propriété n'est pas envisagée seulement comme support productif. J. Pemartín défend la rente en la confondant avec la location, en employant le vocabulaire métaphysique de ses réflexions philosophiques. Il affirme rejeter les définitions de la rente foncière ou urbaine proposées par R. Owen, de P.J. Proudhon et de D. Ricardo. Mais la sienne n'est pas bien développée : la rente est «la valeur du temps étalé correspondant à la valeur du temps concentré que l'on a mis à construire le bien capital de la rente, ou à l'acheter». Il défend aussi l'intégrité de la transmission patrimoniale et plaint les français d'avoir à subir la loi de succession napoléonniene qui oblige à la division des patrimoines : le résultat, dit-il, est écrit tout au long des seize volumes de la *Recherche du Temps Perdu*. L'héritage est bien le ciment de tout l'édifice social, comme le principe de continuité du pouvoir. D'ailleurs la trop petite propriété n'a pas d'intérêt économique.

Le lien entre capitalisme et propriété est l'idée fixe de J. Calvo Sotelo : sa défense nourrit toutes les dénonciations de la Ploutocratie. Il y consacre les

1. *Ibid.*, p. 128-134.

2. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es «lo nuevo»?*..., p. 326.

chapitres III, IV, V, VI, IX ainsi qu'une partie du chapitre II et du chapitre VII, reprenant ses préoccupations juridiques de jeunesse¹. K. Marx croyait, dit J. Calvo Sotelo, que la concentration était inhérente au système, il s'était trompé, elle est parfaitement identifiable comme une excroissance maligne, dont le vecteur est la Société Anonyme et le principe actif le Conseil d'Administration, où se concentrent les pouvoirs économiques. Au-delà des mesures rationnelles qu'il propose pour améliorer la structure bancaire et l'organisation des affaires il est clair que sa vision de l'économie est ici dominée par des *a priori* d'ordre social (essentiellement par une défense des propriétaires).

Résumons J. Calvo Sotelo. Si les premiers temps du capitalisme furent bien marqués pour lui par une extorsion de plus-value au détriment du facteur travail, les temps actuels sont ceux d'un détournement au détriment du facteur capital lui-même. C'est tout le problème du capitalisme Financier, c'est-à-dire du crédit, qui s'oppose à l'épargne des premiers temps. Le capitalisme européen se distingue ainsi du capitalisme d'Amérique, pays neuf sans épargne ni richesse consolidée, et dont le problème est la surcapitalisation sans frein et la production de masse. L'Europe, elle, est le berceau du capitalisme, et elle le fut grâce aux petits capitaux, à l'artisanat et à la médioquerie. Son secret : la réunion aux mains de mêmes personnes du capital et de l'autorité, de la propriété et de la gestion. C'est bien la dissociation de ces deux éléments par l'énorme diffusion des sociétés anonymes, par l'invasion des actions et des obligations, qui est à l'origine de la désarticulation du capital et de la concentration conjointe des pouvoirs financiers. Pourtant tout avait bien commencé avec les premières sociétés anonymes contractuelles dans lesquelles le droit de regard sur le conseil d'administration était reconnu à toutes les parties prenantes, comme dans le Code de Commerce espagnol de 1869. La multiplication des titres aboutit à la création des Bourses de valeurs. On en arriva vite au pernicieux résultat de dépersonnaliser la propriété mobilière. « Le capitalisme spéculatif érige la Bourse en temple votif de son dérèglement. Mais la Bourse, à son tour, comme une boussole qui ne trouve plus le Nord, plonge le capitalisme au fond du gouffre »². La spéculation repose sur l'absolue mobilité des actions. Le principe n'est pas nouveau, puisque J. Calvo Sotelo cite, en empruntant à une étude monographique sur le droit des Sociétés anonymes, un livre de J. de la Vega paru à Amsterdam en 1688 où sont opposés un prince rentier, un marchand discret et un spéculateur fou. Le résultat le plus marquant de cette confrontation était la perte de l'*affectio societatis* chez le troisième larron.

Face à cette situation il faut aux entreprises une double continuité, de capital et surtout de gestion. Seuls les propriétaires peuvent incarner leur intérêt économique. Et en cela il n'y a qu'à suivre les conseils de *Quadragesimo Anno*, amplement développés par B. de Jouvenel. Pour ce faire il faut tenir la balance égale entre les deux extrêmes que sont d'un côté le mandat impératif des actionnaires avec révocabilité *ad nutum* du gestionnaire, et de l'autre le mandat irrévocabile viager. Le droit espagnol a adopté la première solution. Il faut que l'État se porte garant d'un

1. Cf. note biographique supra, sa thèse de 1917, *La doctrina del abuso del Derecho como limitación del derecho subjetivo*, dont il reprend quelques éléments dans *op. cit.*, *El Capitalismo Contemporáneo...*, p. 107-111.

2. J. Calvo Sotelo, *op. cit.*, *El Capitalismo Contemporáneo...*, p. 37.

moyen terme. On voit le chemin parcouru depuis les origines mauristes de J. Calvo Sotelo. En 1926, lors du débat ouvert sur l'intervention de l'État dans la création des Sociétés Anonymes, A. Maura, alors mentor de notre auteur, avait adopté, comme N. Alcalá Zamora (et une large majorité), des positions libérales anti-interventionnistes.

Ces réflexions vont de pair avec celles qui concernent les banques. L'apogée des sociétés anonymes est aussi celui des banques de dépôt, lesquelles sont rapidement passées du prêt à court terme à leurs clients aux prêts à long terme aux entreprises. Le banquier-médiateur céda alors la place au banquier-entrepreneur, implanté dans les conseils d'administration. «La banque s'incruste dans les affaires, les finance, les dirige, les stimule voire les hypertrophie, et même parfois les anéantit. Car la banque n'apporte ni technique, ni spécialisation. Elle apporte des capitaux¹. Plus que jamais les maux du temps trouvent leur bouc émissaire. La banque, voilà l'ennemi, pensait J. Calvo Sotelo. A cause d'elle, puisque «la voracité du spéculateur a besoin d'un cycle productif toujours plus intense», «on entre alors dans la phase éléphantiasique de la production. La production à très grande échelle, l'inflation des capitaux, de l'outillage et des marchandises. Antichambre de la crise, car le pouvoir d'achat ne croît pas parallèlement»². En outre «le remplacement de l'industriel à la tête de l'entreprise par le financier permet l'arrivée à la tête de l'entreprise non pas de bons administrateurs uniquement préoccupés des objectifs sociaux, mais de bureaucrates attachés à leur profit personnel et surtout à celui des entités financières au nom desquelles ils agissent»³. Ailleurs J. Calvo Sotelo explique que les banques de dépôt ne doivent pas participer à des affaires commerciales et industrielles. Défendant ainsi un système de banque à l'anglaise, il est assez proche de l'administration rooseveltienne ou du gouvernement belge face aux faillites bancaires en chaîne d'après 1929. Cependant ce qui ne fut là qu'un élément parmi d'autres de la réorganisation bancaire devient pour J. Calvo Sotelo l'élément clef d'un programme de personnalisation du capitalisme dont les objectifs ne sont que partiellement économiques.

En ce qui concerne la propriété agraire, sa défense est aussi un objectif prioritaire. Et les arguments de plus grande productivité des domaines de grande taille dans certaines régions n'est pas toujours contre-balancée par des projets de mesure contre les domaines extensifs sous-exploités.

La défense de la grande propriété agraire et du grand domaine n'est pas présente chez tous les auteurs, mais l'ensemble de la droite «radicale» s'oppose à la réforme agraire⁴, empruntant d'ailleurs quelques arguments au Portugais J. Pequito Rebelo, qui démontre la meilleure rentabilité potentielle du grand domaine. J. Salvo Sotelo ne consacre à la question qu'une seule allusion vague en fin d'ouvrage selon laquelle parfois le «climat et les sols» justifient la «très grande culture intensive» avec des unités industrielles, à travers quoi il faut voir une claire défense des propriétaires latifundiaires du vignoble andalou dans le bassin du Guadalquivir.

1. *Ibid.*, p. 49.

2. *Ibid.*, p. 50.

3. *Ibid.*, p. 60.

4. Voir J.L. García Delgado, *La cuestión agraria en la España contemporánea*, Madrid, 1976.

En outre, il n'est pas question pour J. Calvo Sotelo de suivre W. Sombart ou P. Gaxotte sur le terrain du «retour à une économie foncière ou immobilière», même si la société européenne tend à se «réagrariser»¹. Il n'y aura pas d'*Erbhof* méditerranéen. Ne suivant qu'à moitié le point 18 de la *Falange*, J. Pemartín propose de lutter contre les *minifundia*, mais refuse de porter atteinte aux *latifundia*, et préfère développer les affermages et les travaux d'irrigation², ce qui n'est que très traditionnel.

2. LES HIÉRARCHIES

J. Calvo Sotelo semble se démarquer, à propos de l'organisation sociale, des positions défendues par les autres courants. Pour lui, les classes sociales sont *stricto sensu* la pérennisation des hiérarchies, et non la traduction obligatoire des différences sociales. Le système capitaliste tend à leur suppression en tant que catégorie structurelle, rendant caduque et illusoire toute redéfinition du système juridique et politique par une révolution communiste. Néanmoins, il laisse entendre qu'il se contente d'une capillarité limitée : en fait son propos est élitiste, et tend à accroître, quoi qu'il en dise parfois, les distances et les barrières sociales, ce en quoi il rejoint finalement traditionalistes et fascismes qui défendent un peu plus la pérennisation des hiérarchies et un peu moins l'ascension sociale, et qui surtout fondent ouvertement la hiérarchie sur des critères théologiques ou politiques aux antipodes des régimes libéraux ou démocratiques, qu'ils soient républiques ou monarchiques constitutionnels. Dans ce contexte, une constitution organique totalitariste imposée par l'État semble la seule solution.

2.1. Hiérarchie contre Classes

«Le capitalisme ne crée aucune hiérarchie absolue. Et encore moins rigide. Comme le fut autrefois la hiérarchie de l'aristocratie de sang, indissolublement unie par delà les siècles à différents noms. Le capitalisme est comme une «idée-force» en tension permanente; sa raison d'être est la reproduction par le mouvement»³. La conséquence logique est que la rente, prélevement privé sur une production à laquelle on n'a pas participé, s'entretenant par un rapport juridique de propriété parasite, est une trahison du capitalisme. «Quand le capitaliste abandonne la zone de dynamisme pour un repli paisible comme rentier, il cesse d'être un vrai capitaliste, bien qu'il en conserve le capital. Le capital condamné à végéter sous cette forme passive n'est déjà plus un vrai capital, ce qui ne veut pas dire qu'il est débarrassé de tout risque... [...] Bien sûr, si le capital conserve intacte sa vitalité dans l'initiative et l'action, à ces risques lointains et indirects s'en ajoutent d'autres, plus proches, plus tangibles, plus menaçants»⁴. Et puisque l'ascension de la Ploutocratie semble devoir être toujours fauchée par la Providence, il est clair que

1. *Ibid.*, p. 154.

2. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es «lo nuevo»?*..., p. 325.

3. J. Calvo Sotelo, *op. cit.*, *El Capitalismo Contemporáneo*..., p. 22.

4. *Idem*.

« Nous sommes tous les enfants de nos propres œuvres [...] dans l'orbite capitaliste on entre et on sort sous l'impulsion conjointe du Mérite, de la chance et de la liberté ». Le capitalisme, ajoute-t-il, est donc « un noyau social ouvert aux quatre vents. *Ce n'est donc pas une classe*¹ ». Il n'y a pas de classe capitaliste ; il y a des capitalistes ». Néanmoins, s'il n'existe pas, en droit ou par des servitudes économiques perpétuelles, de limites théoriques à l'ascension sociale, dans la pratique, les obstacles individuels ou sociaux sont nombreux. Qu'à cela ne tienne, dit J. Calvo Sotelo, l'objectif est de les abattre, c'est là « l'auguste finalité du progrès ». Le moins que l'on puisse dire est que cette noble tâche n'est pas poussée ici jusque dans ses ultimes retranchements : il ne remet pas en cause le principe des hiérarchies, et ne pousse pas à en analyser les fondements, en particulier pour savoir si l'État peut intervenir dans les transmissions patrimoniales et l'éducation. Le régime communiste lui sert d'épouvantail et d'alibi pour ne pas pousser plus loin l'analyse du capitalisme, comme si la vie sociale n'avait de choix qu'entre deux types idéaux : « Triste destin », dit-il, « que celui des peuples qui ne peuvent se tourner vers les hautes sphères, faute de leur présence au firmament social ! »³ Au sommet du ciel social, il y a entre autres l'entrepreneur, investi d'une mission historique (voir p. 13).

Et lorsqu'il s'agit de débattre de la répartition de la plus-value, J. Calvo Sotelo passe très rapidement des nécessités de la division du travail à O. Spengler, de l'inégalité des dotations économiques et intellectuelles à l'excuse de leur perpétuation ou de leur aggravation inavouée, donnant à cette dérive l'aspect d'une déduction évidente, partie de constats simples. « D'emblée il faut l'affirmer clairement : l'existence de hiérarchies économiques aussi utile aux peuples que les hiérarchies politiques et sociales lui sont indispensables. L'égalité doit faire office de mythe pour des esprits primitifs. Elle ne donnera jamais lieu, de fait, à de grandes entreprises, ni spirituelles ni matérielles ». Pour que l'on puisse donner raison aux détracteurs d'O. Spengler, « il faudrait que la Nature elle-même donne l'exemple en égalant tous les êtres humains dans leurs qualités et leurs défauts »³. Ce principe n'admet que des compensations limitées.

Loin de dévaloriser les classes traditionnelles, J. Calvo Sotelo défend bien l'émergence des classes moyennes, mais seulement lorsqu'elles sont nettement différenciées du prolétariat. Lorsqu'il désigne du doigt le bourgeois libéral anglais comme le fauteur de tous les troubles du premier capitalisme, c'est pour manifester sa compréhension envers « la droite vanité avec laquelle les aristocrates de sang et de souche leur marquent leur mépris »⁴. « Une autre classe – la classe moyenne – déborde son premier cours, pour recueillir en son sein, tant les craquements des classes supérieures atteintes par l'infortune économique que le triomphe ascensionnel des gens qui sortent du prolétariat à force d'efforts et d'études. De sorte que la Masse ne grossit pas. [...] L'Humanité doit cesser de suivre ces aventurieux chemins de l'adulation pour renvoyer la masse à sa seule vraie mission : obéir pour se grandir. Obéir, bien sûr, à cette voix qui saura interpréter sa soif de progrès et d'amélioration

1. En majuscules dans l'original.

2. *Ibid.*, p. 24-25.

3. *Ibid.*, p. 118.

4. *Ibid.*, p. 128.

de la collectivité historique»¹. Le régime Franquiste a d'ailleurs tout autant renforcé ou favorisé dans les premiers temps la pénétration de l'aristocratie dans les activités bancaires et la fusion entre les arrivistes d'appareil et les dynasties industrielles ou financières, qu'il a soutenu et préparé l'émergence massive d'une petite et moyenne bourgeoisie².

V. Pradera revient quant à lui aux origines des inégalités à travers la division du travail. Les classes en sont alors la traduction une fois l'homme passé du stade de la vie en communauté simple à celui de la vie en société. Elles sont donc une extension de l'économie familiale où règne aussi une division des tâches liée à la diversité des aptitudes humaines. Naturelles, on ne peut imaginer leur disparition. Parlant des classes, il fait observer qu'elles n'ont rien à voir avec le niveau de fortune, ni avec la naissance. Pourtant, un peu plus loin, il fait une place à l'Aristocratie, isole une classe des Propriétaires. De sorte que finalement, la division du travail de V. Pradera n'est pas simplement la séparation des métiers en secteurs d'activités, mais aussi la séparation entre degrés de qualification dans un même métier ou entre rangs de richesse patrimoniale. Le montage théorique et juridique qui s'ensuit distingue d'abord trois Corps puis un quatrième, et enfin six Corps d'Etat – le Clergé, l'Aristocratie, la Magistrature, la Diplomatie, l'Armée et les Régions – et six Classes sociales – l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce, la Propriété, les Professions libérales et les Travailleurs manuels –, intégrés ensuite dans des Corps nationaux et Corporations de la propriété et/ou du travail dans les différents secteurs d'activité. Quant à la finalité de ces totalités, elle ne peut résider que dans celle qui leur est supérieure, ici l'intérêt national, de la même façon que l'homme ne peut avoir pour fin que Dieu, son créateur (voir p. 26). Trouvant sans doute sa définition des classes insuffisantes V. Pradera emprunte alors à Aristote sa justification (*Politique*, Livre IV), en mauvais scolastique toutefois, car il ne se donne pas la peine de la commenter³.

Selon J. Pemartín, «les sociétés sont toujours dirigées par des élites. Le but de la société est de sélectionner, de produire la hiérarchie qui doit la diriger. Il y a deux modes de sélection : le naturel et le rationnel. Selon le premier les plus forts, les plus capables, les plus audacieux, ou les plus habiles, se frayent un chemin à travers la dure et forte compétition sociale, jusqu'aux hautes classes dirigeantes ; c'est un sage qui émerge et s'élève d'entre ses compagnons de travail, c'est un financier qui développe de grandes entreprises économiques, un artiste dont le nom remplit son secteur et son époque, un industriel qui organise le travail productif et bénéfique de milliers d'ouvriers, un agriculteur, qui, uni patiemment à la terre mère, enracine dans sa famille, à travers des générations, la noblesse saine et profonde de la richesse foncière»⁴. Le second mode est celui des partis et des organisations politiques. Les deux sont imparfaits et peuvent dégénérer dans la tyrannie des particularismes, la démagogie et le favoritisme. Seul un pouvoir unique et parfait – i.e. la monarchie – parvient à tirer le meilleur des deux.

1. *Ibid.*, p. 135.

2. Voir R. Tamames, *La oligarquía financiera en España*, Barcelone, 1977, et par exemple J.M. Lorenzo Espinosa, *Dictadura y dividendo. El discreto negocio de la burguesía vasca (1937-1950)*, Deusto, 1989.

3. V. Pradera, *op. cit.*, *El Estado Nuevo*, p. 157-158.

4. J. Pemartín, *op. cit.*, «Qué es «lo nuevo»?..., p. 91.

En dépit de leurs digressions sur la mobilité sociale, J. Pemartín, V. Pradera, les traditionalistes, et de nombreux autres, subissaient une fascination non dissimulée pour la noblesse, dont on sait qu'elle correspond à une hiérarchie juridique et statutaire fixée. On sait comment Franco usa du pouvoir de création des titres pour récompenser ses fidèles serviteurs¹. Même le père J.M. Escrivá de Balaguer, fondateur de l'Opus Dei, voulut être noble, sans que l'on sache si c'était par jalouse envers saint Ignace de Loyola ou par réflexe élitaire. Le meilleur morceau de J. Pemartín sur ce sujet concerne la couronne impériale britannique, avec un relent d'antisémitisme : «Il est curieux de noter que tant que l'élite dirigeante d'Angleterre fut la Noblesse terrienne, c'est-à-dire jusqu'au dernier quart du 20^e siècle, le pouvoir impérial n'a cessé d'augmenter. Et qu'à partir de la fin du 19^e siècle, quand commence à décliner visiblement l'influence de cette Noblesse de pure race Saxon ou Normande, c'est-à-dire Aryenne, et que commence à prédominer à la City de Londres l'influence décisive des grands financiers Juifs, qui jusque là étaient restés l'exception, alors commence visiblement la décadence du Grand Empire»².

2.2. Le consensus fiction

La répression de conflits imaginaires afin de restaurer l'ordre harmonieux du réel est la solution toute trouvée à un problème qui n'existe, d'après nos auteurs, que pour ceux qui se l'imaginent. Le consensus social n'est pas matière à débat propositionnel. Résoudre les conflits sociaux par l'Économie Politique est un dérapage. L'Économie Politique doit rester en dehors des problèmes politiques ; utilisant C. Rist, J. Pemartín fait cette remarque que l'on ne peut comprendre qu'en se souvenant de la revendication d'apolitisme des droites conservatrices ou réactionnaires : «de même que la Philosophie était autrefois *ancilla theologiae*, trop souvent l'Économie Politique est encore esclave de la Politique»³.

La fin des priviléges de classes signifie pour J. Pemartín la fin des priviléges juridiques d'une catégorie sur l'autre. Mais la fusion des classes ne peut avoir de fondement réel, elle doit nécessairement s'effectuer dans un idéal religieux et patriotique national.

Quoi qu'il en soit J. Pemartín propose quand même un vaste programme de «démassification» et de «déprolétarisation», censé permettre à tous ceux qui ne détiennent pas les moyens de production de disposer des biens de consommation générés par la production. Les moyens pour y parvenir sont au nombre de trois : 1 – par le salaire (voir p. 13); 2 – par la participation indirecte à travers les dépenses d'infrastructures du budget de l'État; 3 – par une action législative de désintoxication anti-subversive. En ce qui concerne le second point, l'État devra gérer une assistance publique, des services d'assurances (vieillesse, accident, maladie, chômage

1. Les titres nobiliaires, abolis par la II^e République, furent rétablis par la loi du 04/03/1948. Franco obtenait le droit de les concéder. V. Pradera Larrumbe fut fait comte de Pradera, et tous les proches du soulèvement reçurent des titres.

2. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es lo nuevo ?...* p. 91, sur l'antisémitisme espagnol, voit R. Morodo, *op. cit.*, *Los orígenes ...*, p. 117 et sq.

3. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es lo nuevo ?...*, p. 226.

général et temporaire, retraite, éducation), et des services d'Épargne (caisses d'Épargne, avec divers stimulants et une bonne rémunération, sous forme d'entreprises mixtes). Il dit avoir emprunté sa classification des assurances à l'économiste allemand L. Brentano, ce qui est cohérent avec la principale source d'inspiration de la législation sociale espagnole¹, indépendamment du fait que ce dernier appartenait au groupe des «socialistes de chaire».

Pour V. Pradera, qui tire de sa conception de la valeur la participation conjointe du capital et du travail à sa genèse, comme pour J. Vázquez de Mella qu'il cite, il résulte que les classes ont des intérêts naturellement harmonieux dans l'activité économique. Il lui suffit de le dire. Et d'ajouter que cela concerne toutes les activités, puisque tous les travaux sont partie prenante dans la création de la valeur. A. Smith considérait que les soldats étaient des improductifs; il y ajoutait les ecclésiastiques, les jurisconsultes, les médecins, les intellectuels de toute sorte, les bouffons, les musiciens, les chanteurs, les danseurs. Comment alors s'étonner, dit V. Pradera, de ce que les socialistes aient pu condamner les bourgeois avec leurs propres textes ? J. Pemartín n'en dit pas moins. Le danger serait ensuite, continue V. Pradera, de considérer comme J.P. Proudhon que puisque tout le monde participe au travail de tout le monde, tout doit être à tout le monde. Or, si dans le produit il y a bien collaboration, coparticipation, solidarité, il n'y a pas identification dans le principe opératoire ni absorption par la société. «L'intégralisme» de J. Pemartín aboutit aux mêmes conclusions².

Les quelques lignes finales du volume de J. Calvo Sotelo ne sont qu'une maigre consolation : «il y aura toujours une inégalité des rangs économiques, mais le progrès consiste en deux choses : d'abord raccourcir la distance entre les rangs; ensuite, faciliter le passage ascensionnel des rangs inférieurs aux rangs supérieurs³. Il faut en effet les replacer dans le contexte des autres propositions véhiculées par l'engagement de J. Calvo Sotelo : il ne s'agit ici que de la distance entre les rangs économiques, pas du cloisonnement politique et les voies de promotion qu'il envisage sont conditionnées par l'adhésion partisane.

Parmi les remèdes à l'inégalité des conditions, il choisit d'en dénoncer quelques-uns qui lui tiennent à cœur. D'abord le mythe de la «répartition sociale». «Qu'arriverait-il si, au nom d'une l'égalisation absolue, on procérait à la division en parties identiques de la fortune existant dans un pays donné ? Ce mirage de la "répartition sociale" s'est incrusté dans des millions d'esprits simples, et leur fournit un puissant moteur. Mais personne que nous connaissions ne s'est préoccupé de faire les comptes...» de fait après plusieurs pages de comptes la conclusion est claire : «il en résultera un total d'une exiguité déconcertante pour tous les amateurs "d'arithmétique sociale" de peu d'envergure». De même il faut exclure la limitation des revenus (sauf pour les dividendes d'actions) autre que morale : «Un multimillionnaire qui se consacre au mécénat remplit une haute tâche culturelle, rendant féconde la richesse que Dieu a mise dans ses mains. Un multimillionnaire rongé par l'avarice mérite d'être stigmatisé par tout homme de bien»⁴. Pour J. Pemartín la

1. Voir F. Montero García (dir.), *op. cit.*, *Orígenes...*, J. Cuesta Bustillo (dir.), *op. cit.*, *Hacia...*, M. Samaniego Boneu (dir.), *op. cit.*, *La unificación...*, Madrid, 1988.

2. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es «lo nuevo» ?...*, p. 213.

3. J. Calvo Sotelo, *op. cit.*, *El Capitalismo Contemporáneo ...*, p. 173.

4. *Ibid.*, p. 117-118.

justice sociale trouve sa limite dans le ressentiment, alors que son domaine propre est simplement la limitation des abus¹.

Pour J. Calvo Sotelo il est inutile «que l'ouvrier participe à la gestion de l'entreprise, bien au contraire, cela ne serait presque jamais compatible avec l'exigence de discipline et d'autorité unique qui doit régner de la même façon dans les entreprises et dans les affaires de l'État». Par contre il importe beaucoup «que l'ouvrier s'identifie avec son entreprise au point de se sentir partie prenante d'elle matériellement et moralement». Pour pouvoir y parvenir il faut «extirper le germe du marxisme, qui divinise le mot suprême de la lutte des classes». Il faut aussi «que l'ouvrier ait acquis la conviction de ce qu'une entreprise florissante améliorera son niveau de vie à travers des améliorations salariales, des bénéfices sociaux, des préférences familiales, etc... Cette collaboration de classes n'est pas possible avec un État qui s'abstient d'intervenir dans les luttes économiques, les abandonnant à la violence du plus fort, qu'il soit patron ou ouvrier». On voit très bien alors à quel moment se fait ici le deuxième transfert du capitalisme, auquel on ne renonce pas, à l'État organiciste dont les Corporations sont le fer de lance. «Cela exige un État intégrateur, supra-classiste, qui administre la justice sociale comme il administre la justice civile ou pénale, et qui exile de son territoire tout appel à la force dans les conflits économiques; [...] Le capitalisme du futur sera celui d'un ouvriérisme sans ressentiment. La classe patronale supportera des devoirs plus coûteux au profit de la classe ouvrière. Mais elle les compensera outre mesure par la jouissance d'un statut de propriétaire et de paix»².

Les formes capitalistes ne sont de toute façon pas dominantes d'après J. Calvo Sotelo. Une grande partie du prolétariat vit à l'écart du capitalisme *stricto sensu*, dans des structures artisanales et dans des organismes coopératifs. Reprenant le discours des *laudes Hispanice*, J. Calvo Sotelo imagine une vaste dynamisation des campagnes fondée sur la moyenne propriété. Ses projets de moyenne bourgeoisie rurale trouvaient même des arguments chez les socialistes comme H. de Man (ou J. Guesde), et satisfaisaient les catholiques-sociaux. Quant aux coopératives, elles pourraient, si l'on en croit W. Sombart, devenir une modalité d'organisation supra-classiste, à la condition de passer de l'organisation de consommation à celle de production. Mais elles sont trop hésitantes, dit J. Calvo Sotelo³. Pour J. Pemartín, au contraire elles ne peuvent donner que de mauvais résultats. En contrepartie il prévoit le maintien des Syndicats Agraires Catholiques⁴.

3. L'ÉTAT

Nos auteurs n'ont pas fait le Nouvel État, ils ont partagé les idées et les actes de ceux qui l'ont fait. Un peu de ce qui fut mis en place leur est dû, et ils ont beaucoup contribué à ce qui fut fait pour y parvenir. On peut retirer de leur lecture une idée des liens qui existaient entre les différents mobiles du soulèvement, ainsi qu'un aperçu des suites que leur donnèrent les premières législations-cadres corporatistes national-syndicalistes.

1. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es lo nuevo?*..., p. 215.

2. *Ibid.*, p. 133.

3. *Ibid.*, p. 167-168.

4. *Ibid.*, p. 323-324.

3.1. Les missions attendues

Donnant un sens transcendant à toutes les activités des citoyens, citant à ce propos saint Jean¹ et Goethe², V. Pradera dénonce «ceux qui s’auto-proclament intellectuels... [et qui] balbutient maladroitement quand ils se mettent à parler de politique» Plus encore que chez J. Pemartín, qui écrit après le début des hostilités, le substrat thomiste propre aux traditionalistes monarchistes confortait chez V. Pradera³, outre une défense de l’Ancien Régime absolutiste prévoyant un régime organique, la subordination de l’esprit de déduction et de la culture intellectuelle à un fidéisme intuitif⁴, et justifiait par anticipation la violence préventive de la Croisade anti-tyrannique⁵. A tel point que l’assimilation des principes facistes de militarisation sociale sembla à J. Pemartín⁶ naturelle, de même que l’adoption du caudillisme comme succédané de monarchie, grâce à un distinguo subtil entre principe de souveraineté et incarnation du pouvoir aux mains d’un homme providentiel et charismatique, nouveau «faiseur de roi». On connaît aussi le passage de V. Pradera sur la représentation organique dans les *Cortes*, inspiration des *Cortes* franquistes et traduction politique du Corporatisme : il propose une représentation naturelle fondée sur la proportion qualitative des types d’intérêt et non quantitative, le suffrage universel est alors supprimé au profit de ce nouveau suffrage organique⁷, la représentation n’a pas pouvoir législatif, car le bien commun ne peut être défini que par celui qui incarne la communauté⁸.

Dans ce contexte les missions de l’État sont, pour V. Pradera, les suivantes : 1 – tout d’abord assurer une éducation militaire obligatoire et un service militaire volontaire en temps de paix, à l’inverse des régimes révolutionnaires qui ont obligation du service militaire en temps de paix et liberté de l’éducation militaire; 2 – l’État opère des prélèvements et en utilise le fruit à développer l’exploitation des richesses naturelles; 3 – il tient ses comptes et garantit un régime juridique. L’enseignement doit retourner en priorité à la famille et à l’Église, être décentralisé, l’État en la matière ne fait que garantir les droits et coordonner les activités⁹.

J. Pemartín fait bien de l’enseignement une priorité du Nouvel État, mais une priorité de reconquête catholique. Cette reconquête ne doit pas admettre la tolérance : «quelques-uns disent, y compris des catholiques bien intentionnés, qu’il faut tolérer et respecter les opinions d’autrui. Nous rejetons emphatiquement cette

1. «Au commencement était le Verbe» *op. cit.*, *El Estado Nuevo*, p. 27.

2. «Dans le principe était l’action», V. Pradera, *idem*.

3. L’avant-propos de son livre *El Estado Nuevo* est un compendium de la *Somme Théologique*.

4. «Le fait de la certitude est antérieur à tout système philosophique», *ibid.*, p. 74.

5. Comme l’explique V. Pradera la phrase de saint Paul (*Romains*, XIII-I) ne signifie pas que tout Prince a la bénédiction de Dieu, mais qu’il doit l’avoir pour être Prince, sinon ...

6. Commençant *«Qué es lo nuevo?»*..., par un chapitre superficiellement heideggerien opposant le temps banal du passé au temps primordial ou rationnel réflexif du futur, transcené dans l’activisme de la guerre civile, il voit dans son chapitre II le militaire comme «l’essence surhumaine de l’idéalisme» et ceci depuis saint Ignace de Loyola.

7. V. Pradera, *op. cit.*, *El Estado Nuevo*, p. 280-281.

8. V. Pradera, *ibid.*, p. 300, aussi d’après Saint Thomas.

9. V. Pradera, *ibid.*, p. 336-340.

assertion, non pas en tant qu'hommes de religion, mais en raison de notre mentalité scientifique». Comment en effet être tolérant envers l'opinion qui dit que «deux et deux font cinq»? «Nous n'aurons jamais aucun respect ni aucune tolérance pour ces opinions erronées, qui ne se peuvent ni respecter ni tolérer; ce que nous aurons sera de la compassion et de la charité pour ceux qui les défendent, que nous tiendrons pour des faibles d'esprit et des débiles mentaux»¹. La formation professionnelle doit être entièrement laissée aux ordres religieux, le primaire, comme le secondaire doit être partagé entre secteur public et secteur privé, ce qui permettra d'augmenter le salaire des enseignants de 50 %. Dans le secondaire, s'il faut bien mener une réforme instaurant l'examen unique de fin de scolarité, l'accent doit être mis sur les enseignements classiques, religion et histoire, puis grammaire, latin, arithmétique, algèbre et géométrie. Dans les Universités, il faut mener une recatholicisation massive, instaurer des chaires de Hautes Études Religieuses. De ce programme le premier jalon appliqué fut l'engagement de l'enseignement à défendre le catholicisme des vainqueurs, proclamé religion d'État unique et obligatoire². Son application à l'Université, bastion de l'opposition en fuite, se fit par une épuration discrète au bénéfice de l'Opus Dei, qui s'empare de nombreuses chaires dans les années 1943 à 1951³. Les effets de cette politique pesèrent indirectement sur l'économie à travers la formation des agents d'une façon qui reste à analyser précisément. Plus directement cela se traduit par un projet d'augmentation du budget du Clergé, de l'Éducation et de l'Armée.

Enfin on trouve chez J. Pemartín une justification de la violence comme principe fonctionnel de l'État : si certains disent que l'Église ne peut imposer ses doctrines par la force, mais doit persuader et convertir, c'est parce qu'il ne veulent pas que la force leur soit reprochée. En fait le problème ne se pose pas, car si l'Église a bien vocation apostolique, l'État lui, a bien vocation défensive et possède le droit d'user de la force (comme lorsqu'il se chargeait des exécutions décidées par l'Inquisition en tant que «bras séculier») : «l'emploi de la force pour la défense et le maintien de l'ordre, orienté vers le bien commun, est une attribution légitime de l'État, reconnue universellement, et qui se fonde en outre sur un dogme de l'Église, reconnu de tous sauf des révolutionnaires utopiques, l'inclination de l'homme au mal»⁴. Rien de plus cohérent, chez J. Pemartín, avec la volonté de «militarisation globale de la société» et la justification de la productivité des dépenses militaires.

En économie comme en politique les principes transcendants de la religion et de la morale (ou leur interprétation *ad hoc*) sont au cœur d'un volontarisme réactionnaire. Pour V. Pradera, l'Économique est subordonné au Politique, à la Morale, à la Religion, bien qu'il conserve son autonomie comme discipline. Son objet n'est pas de juger de la vie des hommes, mais de se cantonner aux nécessités

1. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es lo nuevo?*..., p. 189.

2. Voir M. de Puelles Benítez, *Educación e ideología en la España contemporánea*, Barcelone, 2^e éd. mise à jour, 1986 (1980). A. Alted Vigil, *Notas para la configuración y el análisis de la política cultural del franquismo en sus comienzos : la labor del ministerio de educación nacional durante la guerra*, et R. Valls, *Ideología franquista y enseñanza de la Historia en España, 1938-1953*, in J. Fontana (dir.), *España bajo el franquismo*, Barcelone, 1986, p. 215-229 et 230-245.

3. Voir D. Artigues, *El Opus Dei en España, 1928-1962*, Paris, 2^e éd. 1971 (1968), p. 35-63 et p. 147-184.

4. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es lo nuevo?*..., p. 189 et sq.

d'ordre matériel. Pour le reste l'État, guidé par d'autres soucis, lui garantit une constitution politique cohérente et stable fondant les relations de travail sur la morale, et assure la paix et la justice. Les lois naturelles économiques ne sont pas des lois physiques. En particulier celle du laissez-faire qui a conduit le monde dans l'abîme où il se trouve¹. De même pour J. Pemartín : «l'ordre économique est un ordre autonome qui a ses propres règles. La subordination de l'Économique au Politique, avec pour ambition de réaliser le bien social, doit se faire de manière extrinsèque; en fonction de finalités et non en fonction de causes. Sinon le Politique désordonne et stérilise l'économie; et réciproquement l'Économie empoisonne la Politique». Comme disait A. Hitler : «Il ne faut pas destituer un bon économiste parce qu'il n'est pas encore national-socialiste : pas plus que nous ne devons le remplacer par un national-socialiste qui ne connaît rien à l'Économie Politique. En économie ce qui compte ce sont les connaissances, le savoir...»².

A quelles propositions ont conduit les connaissances des uns et des autres ?

J. Calvo Sotelo proposait que l'État soit le fer de lance d'une politique de contrôle bancaire, mais au fil de son argumentation on s'aperçoit qu'il n'établissait pas de véritables liens entre la banque, le crédit, la monnaie autre que le vieux précepte moral anti-spéculatif (voir p. 17), transposé dans un contrôle juridique. Il fallait d'après lui aller plus loin que les mesures prises depuis 1921 et instaurer un contrôle comptable. Sans toutefois s'aligner sur les propositions de politique dirigée du crédit faites par les socialistes anglais et belges : «Cela ne convient pas à une Économie de type bourgeois; fondée sur l'initiative individuelle. Le crédit, administré par l'État, ouvrirait un gouffre épouvantable. Ce serait probablement le gaspillage, la licence et le chaos. Et quand bien même ce ne serait pas le cas, cela signifierait la subordination du crédit aux intérêts politiques et partisans»³. Derrière le renforcement limité des pouvoirs de l'État, il n'y avait que l'ambition d'une politique économique primitive. On sait que déjà sous la Dictature, pendant laquelle J. Calvo Sotelo fut ministre des Finances, les avis d'économistes plus compétents – comme ceux de F. Bernís touchant à la fameuse affaire de la peseta⁴ – n'avaient pas eu l'écho attendu. Quant aux priorités du budget de l'État, elles mériteraient une analyse plus approfondie. On sait seulement que J. Calvo Sotelo adoptait la vision majoritaire en prônant un strict équilibre du budget, point sur lequel Franco n'hésitait pas à le reprendre sur un ton entendu⁵.

Le grand débat final du livre de J. Calvo Sotelo concerne la portée et les limites de l'économie mixte et dirigée. D'après lui les entreprises dites mixtes ont trois caractéristiques : 1. elles appartiennent en partie variable à l'État ou aux Corporations

1. V. Pradera, *op. cit.*, *El Estado Nuevo*, p. 384-385.

2. Discours du 07/07/1933 à la Chancellerie devant les Gouverneurs Régionaux du Reich, cité par J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es lo nuevo ?...*, p. 281.

3. J. Calvo Sotelo, *op. cit.*, *El Capitalismo Contemporáneo ...*, p. 99.

4. Voir J. Velarde Fuertes, *op. cit.*, *Política ...*, Madrid, 1973, p. 226-227. Le change de la peseta évolua «défavorablement» entre 1927 et 1930 (de 5,86 \$ à 8,75 \$). Une commission dirigée par F. Bernís fut nommée par le roi le 09/01/1929. Elle rendit un rapport que peu réussirent à lire. Les querelles intestines à ce propos, sur lesquelles J.M. Keynes a ironisé, aboutirent au départ de J. Calvo Sotelo du gouvernement.

5. Anecdote racontée par J. Tusell, *op. cit.*, *La dictadura...*, p. 133.

publiques ; 2. elles poursuivent des buts sociaux dégagés de la recherche d'un «Bénéfice» ; 3. elles sont gérées par l'État ou la Corporation correspondante. Le problème est de savoir «si elles constituent, comme beaucoup le pensent, une étape transitoire entre le capitalisme et la socialisation collectiviste» ? En fait il n'en est rien puisqu'elle ne suppriment pas la participation privée et qu'elles conservent une part, même non obligatoire, de recherche du profit. Malgré les risques que fait courir leur généralisation à l'Allemagne et à l'Italie, elles ne sont pas intégralement sous tutelle, elles se font concurrence entre elles, leur gestion n'est pas soumise à la planification centralisée.

Pourtant, les méfiances envers le service public sont aussi nombreuses que partisanes. Pour J. Pernatín, l'invasion extensive de l'État a pour forme «la plus courante et la plus pernicieuse, l'extension de la "Bureaucratie fonctionnaire"». Mais, souligne-t-il c'est un mal nécessaire si elle est mobilisée au service d'une mission transcendante. Tel est le cas par exemple en Italie et en Allemagne, où les fonctionnaires servent depuis plus de 40 ans la Monarchie Impériale. Quoi qu'il en soit, dans les pays où l'étaatisation des grandes entreprises s'est engagée de façon radicale, «ces entreprises ont toujours moins bien fonctionné que leur équivalent privé. C'est un fait constant». Suivent quelques rares exemples pour étayer l'affirmation. L'État ne devait pas devenir un repli pour des «cadets peu soucieux de prendre des risques»¹.

Enfin en ce qui concerne le caractère nationaliste de l'économie, il s'alimente de l'exemple des démocraties occidentales repris par une bonne partie du patronat espagnol à partir du grand «virage protectionniste». Comme l'explique J. Calvo Sotelo «le capitalisme se nationalise reniant ainsi son naturel instinct expansif. Et en se nationalisant il pousse les États à une politique d'hermétisme douanier [...] destructeur de la concurrence»². Mais la particularité espagnole de ce nationalisme sera cette politique «d'autarcie» dont J. Calvo Sotelo pressent le danger : «la tendance à l'autarcie nationalise [...] mais le capitalisme cloîtré, en resserrant son horizon, entame son élan et affaiblit l'instinct d'initiative. [...] Ce capitalisme, faute de l'impulsion fébrile de l'expansion qui le régissait avant, sombre, plus que dans la mollesse, dans l'aboulie. Il prend ses aises, devient tranquille, presque paisible. Il paralyse l'initiative, éternelle source de processus de dépassement, ou la soumet au concours préalablement conquis du Pouvoir d'État». Pourtant la crise ne laisse pas d'autre voie que l'Économie dirigée. C'est d'elle que l'autarcie tient son sens. «Parce que l'on ne peut s'organiser sans un pouvoir unique, des normes nettes, des voies tracées et un objectif bien défini»³. Contradictoirement il vante aussi les vertus de la crise : elle permet d'épurer la haute finance et montre l'ennemi du doigt : la surcapitalisation. La polémique partisane finit toujours par l'emporter sur une réflexion d'ailleurs embryonnaire.

V. Pradera défend catégoriquement le protectionnisme, mais comme un moyen transitoire dont la durée engendrera l'inutilité. Le moyen naturel, dit-il, pour accroître les richesses nationales est la protection douanière, que l'on ne doit

1. J. Pernatín, *op. cit.*, *¿Qué es lo nuevo ?...*, p. 158.

2. J. Calvo Sotelo, *op. cit.*, *El Capitalismo Contemporáneo ...*, p. 154.

3. *Ibid.*, p. 169.

appliquer qu'aux produits nationaux, faute de quoi ce serait tout perdre. «Le bien commun, qui dans cette affaire reste la nationalisation des productions protégées, exige que la marge douanière n'ait pas comme finalité [...] l'inflation des capitaux appliqués à la production protégée, mais le renforcement de celle-ci, une fois atteint le bénéfice légitime des investissements réalisés, de sorte qu'avec le temps le pays puisse se maintenir sans privilège douanier. Si la possibilité de renforcement n'est pas possible, et la protection permanente en est le signe, la protection deviendra une pure perte»¹. Cette réflexion ne correspondait pas au sentiment majoritaire croissant et n'eut aucune conséquence, bien qu'on la retrouve chez A. Robert en 1943 (voir p. 35), ce qui montre que certains milieux économiques espéraient manifestement toujours que le processus autarcique serait transitoire.

J. Pemartín exprime lui une position nettement autarcique qui traduit la volonté la plus clairement affirmée du clan nationaliste, celle que l'on retrouve après la guerre dans les propos économiques de Franco² et qui sera effectivement mise en place³. Les termes de cette autarcie sont simples : 1^o Se passer des importations. A la différence des modèles de substitution aux importations, le principe est ici poussé à l'extrême, à la limite de l'économie de guerre. Et la confiance dans sa pertinence dérive évidemment de cette vieille foi dans la dotation providentielle de la terre espagnole. Certes l'Espagne ne possède pas toutes les ressources. Par exemple, elle manque de pétrole. Eh bien il faut, dit notre auteur, en constituer dès aujourd'hui de grands stocks ! Tout cela n'est qu'une question d'économie bien dirigée ! 2^o Une politique adéquate de contingentement et de traités commerciaux qui doit ouvrir le plus de débouchés possibles aux produits d'exportation. Il faudra nationaliser les entreprises étrangères et supprimer les revendications régionalistes de douanes intérieures, ce qui cache aussi d'autres mesures contradictoires ou discrétionnaires : «on évitera par exemple que des poutrelles basques, grâce aux douanes, empêchent l'entrée de poutrelles belges trois fois moins chères (sic). [...] On évitera que la Catalogne gêne la culture du coton en Andalousie». 3^o Récupération de l'or de la Banque d'Espagne et des œuvres culturelles dérobées⁴.

Pour V. Pradera la lutte contre l'inflation est un des buts économiques prioritaires de l'État. Mais il en fait une analyse trop primaire pour ne pas parler dans le vide. Pour lui celle-ci «ne naît ni du budget ordinaire, ni du budget extraordinaire en eux-mêmes, mais de ce que l'on dépasse les limites que la nature assigne aux revenus de n'importe lequel des deux budgets étant donnés les rendements annuels de la richesse et de l'épargne nationales»⁵.

1. V. Pradera, *op. cit.*, *El Estado Nuevo*, p. 340-341.

2. Voir J. Tusell, *La autarquía cuartelera, Las ideas económicas de Franco a partir de un documento inédito*, *Historia 16*, n° 119, p. 41-49, nov. 1985, le document est un programme d'action économique signé par Franco le 09/10/1939, fixant le cadre de l'action future des ministres. Aussi J. Velarde Fuertes, *La ideología económica de Franco*, *Epoca* n° 38, 2-8 décembre 1985.

3. Voir M.J. González, *op. cit.*, *La Economía Política*..., p. 36-133.

4. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es lo nuevo ?...*, p. 142-143.

5. V. Pradera, *op. cit.*, *El Estado Nuevo*, p. 340-341.

3.2. La «verticalisation rectangulaire»

Dans les pays de la Méditerranée occidentale, l'initiative patronale était au cœur des débats sur la forme de l'institution corporatiste. Tous les auteurs insistèrent sur la nécessité d'éviter l'étatisme : «Le corporatisme est une discipline, pas une étatisation de l'économie»¹. En général le fait d'avoir conforté les droits de la propriété, d'avoir rendu ou confirmé à l'Église son emprise sur l'enseignement de base, d'avoir, sous couvert de démagogie salariale, permis la satisfaction pour le patron d'être le maître incontesté de ses employés, d'avoir garanti le resserrement pyramidal des fonctions administratives, suffit à l'en dédouaner. Mais les corporatistes voulaient aller plus loin.

Un bilan complet des institutions corporatistes européennes avec force schémas nous est présenté par J. Pemartín dans son interminable chapitre XII², dont R. Morodo a déjà rendu compte³. Dans tous les cas de figure, on avait d'un côté un code du travail sous forme de Charte, fournissant les principes juridiques sur lesquels fonder l'harmonisation des intérêts conflictuels dans les entreprises et en dehors d'elles, et de l'autre des Corporations, communautés de droit public avec vocation exclusive à exprimer les besoins des parties prenantes. Généralement, des Magistratures du Travail spécifiques étaient créées à un niveau intermédiaire pour appliquer la législation de la Charte. En outre l'ensemble était sous tutelle du gouvernement par le Secrétaire Général de l'Organisation, qui pouvait être ministre, le Conseil le plus élevé de la hiérarchie étant promu succédané de Parlement à vocation consultative.

Les différences entre les divers pays européens portent : sur la forme hiérarchique du système corporatif et ses unités de bases, obligatoires ou facultatives; sur l'inspiration idéologique de ses dirigeants, traduite par la rédaction de la Charte et par ses modalités d'application; sur la place institutionnelle accordée aux Corporations.

Dans la construction italienne, puis dans la portugaise, apparaissait ce que J. Pemartín appelle la «verticalisation rectangulaire et progressive» ou corporatisme «coudé»⁴. Ce concept assez inépte désignait une manière de respecter un cloisonnement horizontal à la base de l'organisation corporative en séparant patrons et ouvriers pour les réunir ensuite aux échelons intermédiaires. Son propos était de s'opposer aux faiblesses du système social-chrétien (d'association ou d'État) qui conservait la liberté syndicale, le droit de grève, de lock-out, et la présence des représentations ouvrières dans les premiers niveaux de la hiérarchie (par exemple le système de E. Aunós), sans tomber dans un excès étatique nuisible aux initiatives patronales. En Espagne, à la différence du Portugal, on ne prévoit pas que le système puisse se transformer en un corporatisme d'association. Quoi qu'il en soit, on a donc, dans les pays de la Méditerranée occidentale, un Paternalisme d'État autoritaire plus ou moins transitoire.

1. E. Rossini, conférence du 29/04/1936, Berlin, *Aspectos morales y políticos de la Nueva Economía Corporativa*, citée par J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es lo nuevo?*..., p. 59.

2. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es lo nuevo?*..., chapitre XII, p. 283-395.

3. R. Morodo, *op. cit.*, *Los orígenes...*, 3,4 *La disolución del estado tradicional en el Nuevo Estado Corporativo*, p. 204-221.

4. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es lo nuevo?*..., p. 335.

Les phalangistes espagnols voulaient un système syndical de verticalité absolue et non des Corporations, car ils étaient conscients que cela revenait à utiliser des structures de classes que l'on voulait fuir. Or explique J. Pemartín, il n'y a qu'en Allemagne que la verticalité est absolue. Dans les secteurs industriels, depuis la base, patrons et employés ne sont pas séparés, car le patron est statutairement un seigneur «féodal» dans son entreprise, «dans l'excellent sens du terme» dit J. Pemartín. Le propriétaire de l'entreprise s'appelle «*der Führer des Betriebes*», et les employés «*die Gefolgschaft des Führers*».

Mais ce système n'est pas applicable en Espagne, dit J. Pemartín, car il repose sur toute une éducation et reste fondamentalement germanique : il a détruit toute forme d'association antérieure entre patrons et ouvriers, or «les Pays Latins, peu sociables, ont besoin de formes d'encadrement» ; en outre, il repose sur un appareil d'État puissant ; il faudrait «une réforme radicale de l'esprit et de l'organisation de tout le fonctionnariat espagnol» pour que le résultat soit identique en Espagne ; enfin menacé par des Nations hostiles, il doit faire face à une situation de mobilisation guerrière qui lui est propre¹.

De tous ces exemples, le montage espagnol s'est nourri. En fait après l'Unification politique de 1937 la volonté d'organiser la production fut à l'ordre du jour, mais devint l'enjeu de dissensions internes qui en retardèrent la mise en place. Les intérêts conservateurs prirent assez nettement l'ascendant sur les secteurs ouvriéristes de la Phalange. Le traditionaliste Arauz de Robles proposa un plan de représentation corporative² qui maintenait les syndicats séparés à la base et débouchait au sommet sur des *Cortes* ayant tout d'une Assemblée Corporative et qui devaient être la représentation organique propre au nouveau pouvoir. J. Pemartín proposa bien sûr de remplacer à la base les «Syndicats» par des «Pré-Corporations», mais jugea le projet fonctionnel une fois corrigé, et plutôt compatible avec le point 9 de la Phalange. Quoi qu'il en soit les choses mirent bien longtemps à se décanter et l'on se contenta de rédiger une Charte du Travail (09/03/1938) : elle fut adoptée après une vigoureuse bataille tranchée *in extremis* par Serrano Suñer, entre l'équipe du technocrate conservateur P. González Bueno et celle de J. Garrigues et F. Javier Conde, emmenée par F. Cuesta³. Le chapitre XIII de la Charte renvoyait à une loi ultérieure le détail de l'organisation corporative, mais prévoyait qu'elle serait tenue en main par la Phalange, comme les tout nouveaux articles 29 et 30 du Statut de *FET y de las JONS*⁴ – le 30 affirmant en outre qu'il y aurait un chef unique des Syndicats et que l'ordre interne serait de type militaire –. Lorsque P. González Bueno, ministre d'Organisation et d'Action Syndicale du premier gouvernement, fut renvoyé en 1939, l'Organisation restait

1. *Ibid.*, p. 347-351.

2. Arauz de Robles, *Plan-Obra Nacional Corporativa*, Madrid, 1937.

3. J. Tusell, G. García Queipo de Llano, *Fuero del Trabajo : origen y contenido*, in *La Guerra Civil, Historia 16*, n° 20, 1986, p. 80-88. Texte original de la Charte de 1938 dans J. Pemartín, *op. cit.*, «*Qué es lo nuevo ?*..., p. 469-475.

4. La *Falange Española* créée le 29/10/1933 fusionne en février 1934 avec les *Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista* de R. Ledesma Ramos et O. Redondo, formant la *FE de las JONS* (i.e. *Falange Española de las JONS*), puis le décret d'unification du 17/04/1937 fusionne la *Falange* avec la *Comunión Tradicionalista*, créant le Parti Unique de la *FET y de las JONS* (i.e. *Falange Española Tradicionalista y de las JONS*).

encore rudimentaire. Après le renvoi en juillet 1941 de G. Salvador Merino l'ouvriérisme phalangiste s'effaça devant le courant majoritaire ultra-conservateur¹. J. Pemartín avait eu l'habileté en 1938 de présenter plusieurs schémas possibles pour la future Organisation : après un passage par une structure de type fasciste, l'Espagne devrait, selon lui, trouver son équilibre dans une institution para-monarchique.

3.3. Servitudes du développement

Il ne faut évidemment pas oublier le jeu des forces politiques pour comprendre les formes qu'ont prises l'interventionnisme étatique dans la politique économique des années 40. La vision des résultats économiques des expériences étrangères qu'avaient les auteurs fascisants de la Guerre Civile relève de la propagande, même si ponctuellement elle peut n'être pas totalement dénuée de fondement (du moins dans une approche au premier degré). Les résultats positifs constatés n'étaient pas nécessairement durables et ne devaient sans doute au corporatisme que l'ordre dans les usines par l'intermédiaire du contrôle répressif et des magistratures du travail². Néanmoins la propagande était alors banalisée, et le volontarisme faisait rage, donnant à la crédulité force de loi. J. Pemartín, qui connaît manifestement peu les résultats économiques de l'Allemagne, ne cache pas une admiration sincère pour le système italien et une confiance dans ses résultats : le «réalisme économique» de «quinze ans d'expérience historique» lui semblait l'explication de l'amélioration du rendement, des hausses de production et de l'amélioration du salaire réel moyen des ouvriers. Il avait aussi l'honnêteté de montrer que la militarisation conjointe débouchait sur la conquête en Ethiopie et était aussi le support des succès économiques temporaires³.

Si les projets de l'Espagne nouvelle lui doivent peu de chose, ils partagent ses illusions. Les sévères réalités économiques de la période ont dû attendre que d'autres yeux se portent sur elles, avant de susciter de plus saines réactions. Une fois la ligne tracée par Franco aux différents ministres (octobre 1939, voir p. 30), tournant vers l'économie de guerre les aspirations protectionnistes majoritaires, les premières propositions législatives apparaissent. Très vite elles constituèrent dans tous les domaines un carcan sévère laissant peu de place aux initiatives en macroéconomie. Les projets se moulèrent dans l'esprit du temps, très sensible à l'influence allemande. M.J. González a étudié deux projets significatifs des premières années : *El Nuevo Orden económico* de H. Paris (Madrid, 1942) et *La industrialización necesaria* de A. Robert (Madrid, 1943)⁴. Le même «isolement

1. Pour plus de détails sur les turbulences de la nébuleuse franquiste, voir M.A. Aparicio, *El sindicalismo vertical y la formación del Estado franquista*, Barcelone, 1980 et à son article, *Sobre los comienzos del sindicalismo franquista, 1939-1945*, in J. Fontana (dir.), *op. cit.*, *España...*, p. 78-99.

2. Voir J. Halévi, *corporatism*, in *op. cit.*, *The New Palgrave...*, p. 678.

3. J. Pemartín, *op. cit.*, *¿Qué es lo nuevo?*..., p. 337-339.

4. M.J. González, *Neomercantilismo en Madrid. Dos economistas de la posguerra*, *Información Comercial Española*, n° 157, sept. 1976, p. 125-142.

tribal» et la même «hostilité de clan» (M.J. González) les animaient, leurs connaissances en économie étaient légères, mais ils formaient une nouvelle élite dirigeante de fonctionnaires techniciens nourris des *a priori* du régime, un peu l'équivalent tardif et asservi des «*engenheiros*» portugais. Le premier est apparemment de ligne phalangiste, fonctionnaire du *Consejo de Economía Nacional*, il évoque certaines idées mises en place par J.A. Suances à l'INI (créé les 25 et 30/09/1941), le second est sans doute plus proche des propositions conservatrices traditionnelles et de l'esprit du pouvoir en politique économique et travaillait au Ministère de l'Industrie et du Commerce.

H. Paris affirme avoir commencé par travailler sur K.G. Cassel, I. Fischer, L. von Mises, F.A. Hayek et J.M. Keynes, mais après s'être rendu compte qu'il ne pouvait les lire tous, il renonça («on aurait pu penser que mon propre examen des ouvrages originaux n'était qu'une exposition tendancieuse»), et préféra plagier ouvertement *Prospérité et dépression* G. Haberler¹, apparemment en le résumant chapitre par chapitre (il n'a pas dû bien comprendre ce qu'il lisait, l'œuvre est plus importante que ne le laisse entendre M.J. González, qui ne rend pas compte de la façon dont H. Paris déforme son original).

Le livre de A. Robert, prologué par J.M. Areilza, est d'un niveau un peu plus soutenu, plus ouvert et sans doute plus représentatif des milieux économiques industriels catholiques traditionnels. Il a une forte connotation ingénieriste : il privilégie le critère d'efficience technique au détriment de l'efficacité économique et du respect des avantages comparatifs. Il propose l'obtention d'un équilibre d'*optimum paréien* soit par une simple protection de l'industrie, pour induire un transfert de main-d'œuvre qui égaliserait les productivités marginales des secteurs, soit par un mécanisme plus subtil, la subvention à l'industrie (fonctionnant au prix de marché mondial pour le consommateur) en protégeant les produits agricoles. Dans les deux cas, on ne tenait pas compte des conditions du commerce international en temps de guerre, et pourtant on transforma les hypothèses du moment en politique générale pour de nombreuses années, quel qu'en fût le coût, et sans tenir compte de l'objectif final de compétitivité des entreprises. M.J. González propose une dernière hypothèse du modèle, qui ne fut pas même évoquée : prime à la migration intérieure ou subvention à l'emploi industriel en attendant une réouverture du commerce mondial, éventuellement avec une légère subvention aux prix à la consommation et une politique éducative avancée. On comprend pourquoi elle n'est venue à l'esprit de personne.

Tandis que la pensée politique sous Franco renaissait à de nouveaux débats², dès 1943 les professionnels de l'économie entrèrent en nombre dans le champ de

1. G. Haberler, *Prospérité et dépression, Analyse théorique des mouvements cycliques*, Genève, 1936, traduite en espagnol en 1941, synthèse des théories des cycles rédigée pour la Société des Nations, très fouillée et distinguant un ensemble d'explications conséquent et pertinent, voir par exemple un résumé accessible dans K. Pribram, *Les fondements de la pensée économique*, trad. 1986 (1983), p. 491.

2. E. Díaz, *Pensamiento español en la era de Franco (1939-1975)*, Madrid, 1983, ainsi que J. Abellán, *Historia del pensamiento español*.

l'activité publique¹. Beaucoup étaient favorables à une libération des prix et à une diminution des protections, bien que J. Velarde Fuertes exagère probablement un peu l'influence de ce mouvement² qui prolongeait en fait la diffusion de la pensée économique développée avant la guerre civile³. Les foyers de diffusion des idées «libérales» furent, d'après J. Velarde Fuertes, l'œuvre d'une génération formée par T. de Zumalacárregui, qui étudia à Paris l'équilibre général walrasien (sur élèves les plus connus furent M. de Torres, J. Castañeda), ou par A. Flores de Lemus et F. Bernis, qui étudièrent en Allemagne aux côtés de A. Wagner, G. Schmoller, F.Y. Edgeworth, W. Sombart, et s'intéressèrent aux questions de fiscalité (leur descendant tardif fut E. Fuentes Quintana). Cette génération anima en premier lieu des centres d'enseignement et de recherche : 1. la Faculté de Sciences Politiques et Économiques de Madrid ouverte en 1943-44, où se retrouvent V. Andrés Alvarez⁴, A. Ullastres comme professeurs, le premier lecteur de Pareto et commentateur de F.A. Hayek, le second membre de l'Opus Dei, futur technocrate du tournant de 1958/59; 2. l'*Instituto de Estudios Políticos*, où travaille H. von Stackelberg (d'ailleurs aussi professeur à la faculté), disciple de E. von Beckerath, et auteur du best-seller universitaire de la formation économique de l'après-guerre : *Grundzüge der theoristischen Volkswirtschaftslehre* (1943), traduit (complètement en 1946) et commenté par les collègues et dont les références sont très ciblées : C. Menger, W.S. Jevons, L. Walras, A.A. Cournot, puis E. Böhm-Bawerk, V. Pareto, K. Wicksell et A. Marshall et enfin W. Eucken, J.R. Hicks, K.G. Cassel et R. Strigl.

L'ensemble fut relayé par de nombreuses revues, *Información Comercial Española*, *Revista de Estudios Políticos*, *De Economía*, ainsi que par le Mouvement, tandis qu'émergeaient les nombreux outils d'appréhension des réalités économiques et sociales⁵.

Mais toutes ces transformations ne doivent pas masquer l'inertie du système corporatif. Les économistes en outre participaient à son entretien en y adhérant pour des raisons politiques, et l'ouverture de 1959 tient sur bien des points d'un miroir aux alouettes.

1. Voir sur les économistes : M.F. Guillén, *La profesión de economista. El auge de economistas, ejecutivos y empresarios en España*, Barcelone, 1989.

2. J. Velarde Fuertes, *La base ideológica de la realidad económica española*, in J.L. García Delgado (dir.), *op. cit.*, España, Économía, p. 990-993. Voir du même le très récent *Economistas españoles contemporáneos, Primeros maestros*, Madrid, 1990. Aussi pour élargir F. Estapé, *Introducción al pensamiento económico. Una perspectiva española*, Madrid, 1990 et pour information L. Beltrán, *El estudio de la economía en España, Moneda y crédito*, n° 157, 1981, *La creación de cátedras de economía en España, Moneda y crédito*, n° 173, 1985.

3. Voir J. Velarde Fuertes, *Las escuelas económicas de economía y el estropicio de la Guerra Civil, Economistas*, Août-sept. 1986, n° 21.

4. J.L. García Delgado, *Acerca de las aportaciones económicas de Valentín Andrés Alvarez*, Oviedo, 1980 et A. Sánchez Hormigo, *Valentín Andrés Alvarez y su aportación a la economía aplicada en España*, Saragosse, 1987.

5. Sur ce sujet voir aussi une rétrospective dans J. Sánchez-Lafuente Fernández, *Historia de la estadística como ciencia en España*, Madrid, 1975.

CONCLUSION

La typologie des caractères du corporatisme proposée par le Portugais F. Rosas¹. 1 – nouveau régénérationnisme, union des classes, refus des modèles libre-échangistes fondés sur les financements extérieurs qui dominaient au début du siècle; 2 – productivisme anti-parasitaire et anti-ploutocratique; 3 – nationalisme économique; 4 – autoritarisme politique, convient aussi bien au Portugal qu'à l'Espagne.

Les particularités espagnoles tiennent essentiellement : α. à la forme historique et institutionnelle de son autoritarisme; β. aux modalités qui en résultent dans les projets et les divers comportements économiques; γ. aux enjeux sociaux masqués par le discours sur l'union des classes, recouvrant des réalités légèrement divergentes dans les rapports sociaux.

Au-delà de cet article, il faudrait essayer de rendre compte de la façon dont les alternatives institutionnelles possibles du changement économique et social espagnol sont nées, ne seront développées, ou se sont événées dans le jeu politique. Pour ce faire, il est indispensable de mêler les approches d'histoire des mentalités et de la pensée (dans toutes les disciplines utilisées par les décideurs) et celles de l'analyse économique et sociale. Le noeud entre les deux devrait faire l'objet d'une réflexion théorique pluridisciplinaire sur la «macrodynamique sociale». On réfléchirait ainsi sur les modalités générales de genèse et de disposition des conditions d'anticipation et d'action des agents sociaux – même si leur quantification et leur modélisation posent problème –. De la sorte, jeter un regard sur la genèse des choix du passé pourrait bien être plus utile aux choix du présent que la lecture d'un bulletin météorologique vieux de 500 ans (cette métaphore, empruntée à P. Samuelson et M. Friedman, illustrait chez eux l'utilité de l'histoire de la pensée économique).

Abel SEPTSAULX

1. F. Rosas, *As ideias sobre desenvolvimento económico nos anos 30*, in *Contribuições para a História do pensamento económico em Portugal*, Lisbonne, 1988, p. 207.

Le Brésil de Dom Pedro II à 1930 : à la recherche d'une histoire politique

Le 15 novembre 1889, le chef d'État major de l'armée brésilienne profite de l'absence de l'empereur Dom Pedro II pour interrompre brutalement le conseil des ministres et contraindre le cabinet libéral du vicomte d'Ouro Preto à la démission. Quelques heures plus tard, le même maréchal Deodoro da Fonseca proclame la naissance de la «République des États-Unis du Brésil» du haut du balcon du conseil municipal de Rio de Janeiro. Un gouvernement provisoire, où se côtoient de grandes figures du parti républicain et de bons et loyaux serviteurs de l'Empire, est rapidement formé et prend ses premiers décrets sans rencontrer de résistance. L'Empereur et sa famille, descendus en hâte de leur résidence estivale, sont confinés au palais impérial avant d'être embarqués vers l'Europe deux jours plus tard.

Le chargé d'affaires français, un des rares membres du corps diplomatique à n'avoir pas suivi Dom Pedro II à Petrópolis et à avoir été présent dans la capitale lors des événements, déclare avoir été «frappé du calme avec lequel la majorité du peuple a accepté le mouvement»¹. Le républicain Aristides Lobo, qui vient d'être nommé ministre de l'Intérieur, fait la même constatation dans une lettre restée célèbre où il laisse libre cours à son dépit : loin de sortir du peuple ou du moins de susciter un élan populaire, la dernière née des républiques du continent américain s'est installée sous le regard bovin d'une population *bestializada*, venue voir renverser le trône des Bragance comme elle aurait assisté à une parade militaire².

Dès ses débuts, on le voit, la République déçoit ses militants les plus radicaux, ceux qui rêvaient de Bastilles prises et d'arbres de la Liberté, et qui viennent de collaborer à un coup d'État fomenté par des monarchistes patentés. Elle n'a pas su transformer en citoyens les sujets de Dom Pedro II et s'est taillée une réputation fâcheuse. On l'accuse d'avoir fait la part belle aux «colonels», à ces familles qui exerçaient dans l'intérieur un patronat local extrêmement contraignant et qui monnayaient

1. Ministère des Affaires étrangères (M.A.E.), C.P., vol. 53, 18/11/1889, p. 268.

2. Lobo, Aristides, lettre adressée le 18/11/1889 au *Diário popular* : «le peuple assistait à cela *bestializado*, sans voix, surpris, sans savoir ce que cela signifiait. Beaucoup croyaient sincèrement voire une parade». L'historien brésilien José Murilo de Carvalho a repris cette expression difficile à traduire comme titre de son beau livre sur les rapports du peuple de Rio de Janeiro et de la République : *Os Bestializados : O Rio de Janeiro e a República que não foi*, São Paulo, 1987.

contre divers avantages les voix de «leur» électorat aux élites politiques. On lui trouve aussi une forte odeur de «café-au-lait»: on a reproché en effet au gouvernement fédéral de servir au mieux les intérêts des caféiculteurs de l'État de São Paulo et ceux des fermiers du Minas Gerais, les deux États dominants de la fédération. De nombreux travaux ont alimenté le débat sur ces questions et apporté de sérieuses retouches au tableau, mais force est de constater que la «Vieille République» n'a pas fondé au Brésil de glorieuses traditions politiques, qu'elle est plutôt devenue un modèle à ne pas suivre, une république oligarchique, une sorte de république pour rien.

Balayée en 1930 par le mouvement révolutionnaire qui porte Getúlio Vargas au pouvoir, la «Vieille République» est plus ou moins vouée ensuite aux oubliettes de l'histoire nationale. En 1889, les dépêches qui parviennent en Europe, les articles de journaux, les pamphlets de l'opposition, évoquent la «révolution brésilienne». En 1989, le Brésil a fêté discrètement le centenaire de la «Proclamation de la République». Les esprits étaient, ce jour-là, davantage tournés vers la première élection du président de la République au suffrage universel depuis trente ans, cent ans exactement après les grandes manœuvres de Deodoro de Fonseca, coïncidence voulue dont le président José Sarney, avec un sens consommé des symboles, expliqua longuement la signification à ses concitoyens dans une allocution télévisée.

Cette commémoration un peu forcée a eu cependant le mérite d'accélérer la parution d'un certain nombre d'ouvrages ayant trait à la «Vieille République»¹ et de susciter un bilan scientifique de la période. Un article récent, dense et aussi complet que possible, offre une excellente visite guidée à travers les grands monuments de l'historiographie républicaine².

Les travaux les plus célèbres et les plus anciens ont concerné la répartition des pouvoirs sous la Première République, les rapports de force entre les maîtres de la terre et les autres secteurs de la société. Les thèses classiques défendues par Raimundo Faoro dans *Os donos do poder* (les maîtres du pouvoir) ou par Vitor Nunes Leal dans *Coronelismo, enxada e votos* (pouvoir des «colonels», bâches et votes)³ sont bien connues des brésilianistes français ainsi que les monographies régionales réalisées dans les années 1970 par des chercheurs américains⁴. L'histoire politique se réveille doucement au Brésil et sort timidement du discrédit qui la

1. Ces livres ont bénéficié parfois du label optimiste du Centenaire : «1889 : la Liberté ouvre ses ailes sur nous», citation empruntée à l'«Hymne de la Proclamation de la République» (1890).

2. Gomes, Angela de Castro et Ferreira, Marieta de Moraes, «Primeira República : um balanço historiográfico», dans *Estudos históricos*, n° 4, 1989, p. 244-280. On s'y reportera pour toute précision bibliographique supplémentaire.

3. Faoro, Raimundo, *Os donos do poder*, Rio de Janeiro, éd. Globo, 1958; Leal, Vitor Nunes, *Coronelismo, enxada e votos*, São Paulo, Alfa-Omega, 1975.

4. Levine, Robert, *A velha usina : Pernambuco na federação brasileira* (La vieille usine à sucre : le Pernambouc dans la fédération brésilienne), Rio de Janeiro, Paz e terra, 1975; Love, Joseph, *O regionalismo gaúcho*, São Paulo, Perspectiva, 1975; *A locomotiva : São Paulo na federação*, Rio de Janeiro, Paz e terra, 1982, Wirth, John, *O fiel na balança : Minas Gerais na federação brasileira* (le fléau de la balance : le Minas Gerais dans la fédération brésilienne), Rio de Janeiro, Paz e terra, 1975. On ajoutera, sur le cas bahainais, le livre du Coréen Pang, Eul Soo, *Coronelismo oligárquico* («coronelisme» et oligarchie), Rio de Janeiro, Civilização brasileira, 1979. Il existe une édition en langue anglaise de ces différents ouvrages.

frappe encore. Le renouveau est venu de l'histoire économique dont les apports ont ébranlé quelques lieux communs, des sciences politiques qui ont abordé les rivages délaissés par les historiens, d'institutions comme la Fondation Getúlio Vargas¹ qui ont lancé d'importants programmes de recherches. On s'est attaché ces dernières années à apprécier en effet le soutien accordé par l'État fédéral aux producteurs de café, à discuter la validité du « pacte » qui unissaient d'après Vitor Nunes Leal les « colonels » et les pouvoirs publics, à évaluer aussi les conséquences de la mise en place du fédéralisme sur les élites provinciales. José Murilo de Carvalho, enfin, s'interroge sur les choix idéologiques possibles de l'État républicain et vient d'emboîter le pas de Maurice Agulhon et des autres historiens de l'imagerie politique pour honorer à son tour les « lieux de mémoire » édifiés au Brésil par la « Vieille République »².

On abandonnera momentanément, dans le propos qui suit³, les « colonels » à leurs bêches, à leurs électeurs et aux flots d'encre qu'ils continuent à faire couler pour simplement brosser un rapide tableau politique du Brésil au tournant des 19^e et 20^e siècles, en présentant les débats et les travaux qui tentent d'éclairer l'implantation difficile d'un ordre républicain et fédéral sur les décombres laissés par la monarchie centralisée des Bragance.

LA MONARCHIE, LA MODERNITÉ ET L'IDÉE RÉPUBLICAINE

Si l'installation d'une république au Brésil était considérée dans l'ordre des choses possibles par les observateurs étrangers, la composition du gouvernement provisoire ne manquent pas d'étonner, tant y figurent une bonne place, couverts de leurs titres et de leurs décorations, d'éminents dignitaires de l'ancien régime, à commencer par le chef de l'État, le maréchal Deodoro. Voici comment Camille Blondel, le chargé d'affaires français à Rio, décrit un des neuf membres du gouvernement provisoire, l'amiral Wandenolk :

«Ainsi que M. le maréchal Deodoro, il était impérialiste, et le 15 novembre, il a été porté en triomphe malgré ses protestations; il a déclaré au chef du gouvernement provisoire qu'il acceptait presque contraint le ministère de la Marine, mais que l'on devait éviter de le mettre en présence de l'Empereur à la prière de qui il ne pouvait résister»⁴.

Reçu au Palais Itamaraty deux mois après la journée révolutionnaire par le Maréchal Deodoro, chef du gouvernement provisoire, Camille Blondel témoigne du peu de ferveur républicaine du Dictateur :

-
1. Citons par exemple le monumental et très précieux *Dicionário histórico e biográfico brasileiro 1930-1983*, coordonné par Abreu, Alzira de, et Beloch, Israel, Rio de Janeiro, Forense, 1983 (de nombreuses entrées concernent également la période antérieure à 1930).
 2. Carvalho, José Murilo de, *A formação das almas : o imaginário da república no Brasil* (la formation des âmes : l'imaginaire de la république au Brésil), São Paulo, Companhia das letras, 1990.
 3. Ce travail emprunte des éléments à un mémoire de DEA d'études politiques soutenu en 1989 à l'IEP de Paris devant Yves Mény et Bertrand Badie, et à une thèse de doctorat en cours, sous la direction de Kátia de Queirós Mattoso, à Paris IV.
 4. Brésil, C.P., vol. 53, p. 270, Blondel à Spuller, 18 novembre 1889.

«Détail caractéristique : en traversant la salle où se tient le Conseil des ministres, il (le Maréchal Deodoro) m'a fait observer deux grands portraits en pied de l'Empereur et de l'Impératrice, qui ornent les murs !»¹.

On peut partager la surprise du chargé d'affaires français devant ce curieux gouvernement républicain. On comprend encore moins la chute de l'Empire qui avait jeté les bases de l'État national et qui avait, somme toute, résisté à des tempêtes d'une toute autre envergure. Ce paradoxe invite à remonter un peu en amont, à éclairer les rapports de Dom Pedro II et de la société qu'il est chargé de conduire, à examiner le cadre politique construit par le régime impérial et la rupture progressive de ses équilibres.

Dom Pedro II, républicain ... des lettres

Tout le monde déplorait ou se félicitait de la faiblesse du jeune Parti Républicain Brésilien, dont la naissance avait été signalée par un Manifeste daté du 3 décembre 1870. L'idée républicaine avait gagné à sa cause les milieux journalistiques de Rio de Janeiro mais recrutait le gros de ses troupes dans les États de São Paulo et du Rio Grande do Sul, dont l'économie en pleine expansion contrastait fortement avec les difficultés des vieux États planteurs. En octobre 1887, le Comte Amelot de Chaillou, bon connaisseur des affaires brésiliennes, est en mesure de rassurer le Quai d'Orsay sur la solidité à court terme du régime impérial et sur la faiblesse structurelle de son unique contestataire radical.

Le parti républicain, écrit-il :

«ne peut compter (...) ni sur le commerce qui remplace ici la bourgeoisie, ni sur les ruraux, ni sur les planteurs, où il est à peine représenté; en un mot sur aucunes forces vives du pays pour le moment. Il est encore sans homogénéité, manque d'hommes d'action, d'hommes d'affaires, de capitaux et d'une presse influente. Je considère qu'il ne constitue ni un péril actuel, ni une menace sérieuse et prochaine pour la Couronne»².

La population de Rio n'a pas prêté non plus un concours très ardent aux chantres de la souveraineté populaire dans leur entreprise. Tout au contraire, l'Empire continuera à recruter ses partisans les plus remuants et les plus décidés dans les couches les plus démunies des villes, parmi les *capoeiristas*, les anciens esclaves et les délinquants qui formaient la «Garde noire» que la police impériale avait l'habitude de lancer dans les réunions républicaines pour y jeter le trouble et la confusion. Les élites provinciales, elles, n'entrent pas dans une dissidence bien farouche vis-à-vis du nouveau régime. Seule Bahia, soutien traditionnel de la monarchie, traîne les pieds deux jours pour reconnaître les nouvelles autorités. L'Empire des Bragance est décidément tombé comme un fruit mûr et la République inattendue s'est installée dans un calme relatif.

L'avènement de la République est d'autant moins compréhensible que s'impose très vite une image très positive du règne éclairé, paisible et modéré de

1. Brésil, C.P., vol. 54, p. 63, Blondel à Spuller, 15 février 1890.

2. Brésil, C.P., vol. 52, p. 138, Amelot à Flourens, 18 octobre 1887.

Dom Pedro II. Les monarchistes, condamnés rapidement à la nostalgie¹, s'en font les premiers propagateurs mais ils ne tardent pas à trouver pour leurs thèses un accueil complaisant au fur et à mesure où la République provoque déceptions et désillusions. Dom Pedro II lui-même n'avait pas peu contribué à forger auprès des milieux diplomatiques sa réputation d'empereur-philosophe, curieux de la modernité et au fait des dernières découvertes de la science. En 1887, alors que l'empereur semble à l'agonie, le chargé d'affaires français se presse d'envoyer au Quai d'Orsay un bilan du règne élogieux, en forme de nécrologie anticipée :

«Le long règne de l'Empereur Dom Pedro II occupera une très grande place dans l'histoire du Brésil. A son avènement au trône le pays ne formait qu'une masse hétérogène profondément imbue des principes coloniaux, divisée par des haines violentes, et dont le niveau intellectuel était peu élevé. La prospérité de la nation était exclusivement basée sur l'esclavage. La transformation qui s'est opérée depuis cette époque est immense sous tous les points de vue. Les mœurs sont singulièrement adoucies, l'instruction est généralisée, des voies ferrées sillonnent les provinces les plus importantes, l'industrie fait des progrès rapides. Enfin le problème si grave du remplacement de l'esclavage par le travail libre est en train de se résoudre sans troubles sérieux et sans secousses»².

Dom Pedro II survivra cinq ans à cette épitaphe et se charge en personne de rédiger une conclusion à son règne, dans une lettre publique que le souverain déchu adresse en français à Louis Pasteur, du vapeur qui l'emmène en Europe. Ce texte étonnant, où l'empereur évoque les événements qui l'ont renversé, mérite d'être longuement cité :

«Enfin, mon cher confrère et ami je vais donc pouvoir, comme a dit un de vos hommes d'État, reprendre mes chères études ! Probablement, quand vous recevrez cette lettre, vous serez déjà au courant de ce qui s'est passé chez nous. Vos journaux vous auront raconté comment, pendant que j'étais occupé à certaines observations astronomiques du plus haut intérêt, quelques esprits peu philosophiques se sont emparés du gouvernement et ont jeté à bas le fauteuil qu'on appelait mon trône. Voilà bien du bruit pour une misère. Mais ils n'avaient qu'à me le demander, ce fauteuil, s'ils y tenaient tant ! Je le leur aurais donné en gros, avec d'autant plus de plaisir que, depuis longtemps, je m'amusais à leur octroyer en détail. (...) Ce que je regrette, c'est de n'avoir pas été consulté pour la petite opération finale, je l'aurai présidée avec plaisir». Les Républicains, poursuit-il, doivent avoir le triomphe modeste : «Qu'ils ne se vantent pas d'avoir fondé la République au Brésil. Le véritable fondateur des nouveaux États-Unis, c'est moi. C'est moi qui ai peu à peu habitué le peuple aux idées de liberté. C'est à moi qu'il doit de connaître les grands principes de votre pays et d'avoir reçu quelques rayons de la lumière répandue par vos hommes illustres. (...) Entre nous, je ne suis point mécontent de voir la république proclamée au Brésil... Mais je n'aurais point aimé y vivre dorénavant.

Elles ne sont point amusantes nos républiques de l'Amérique du sud. On s'y préoccupe plus d'élevage et de tannerie que de belles-lettres, et la culture du tabac est plus en honneur que la culture scientifique. Aux yeux de mes sujets, quelque chose

1. Sur les monarchistes après le 15 novembre 1889, voir Janotti, Maria de Lourdes Mônaco, *Os subversivos da Republica, São Paulo, Brasiliense, 1986.*

2. M.A.E., C.P., Brésil, 1887-1889, vol. 52, 26 juin 1887, p. 75. Dom Pedro mourra dans son exil parisien en 1891.

me dit que je passais pour un maniaque. Evidemment ces pauvres gens ne pouvaient pas encore comprendre... Dieu veuille que peu à peu la nouvelle république se police et s'affine ! Si elle a la bonne inspiration de se modeler sur la vôtre, je ne désespère pas que plus tard on commence à me rendre un peu justice. (...) La flamme régénératrice gagne et dévore de proche en proche les gouvernants et les gouvernés. Le vieux droit divin, les absolues monarchies, antihumaines, antilogiques, s'écroulent et s'effacent devant l'avènement de la seule raison»¹.

Dom Pedro défend et illustre ici une idéologie qui hésite entre le despotisme éclairé du 18^e siècle et la foi scientiste qui caractérise mieux son époque. Il dit aussi, mieux que tout autre, le décalage qu'il y avait entre la nation et ceux qui la gouvernaient, entre un empereur qui se piquait d'encyclopedisme et une crise financière aiguë. Le récit du centenaire de 1789 au Brésil traduit assez bien l'ambiguité du modèle français sous l'Empire. Pendant que le petit-fils de l'empereur, le prince Augusto de Saxe-Cobourg, visite à Paris l'Exposition universelle, le gouvernement brésilien veille chez lui à éviter tout débordement à l'approche du mois de juillet. La police impériale et ses affidés ont une attitude plutôt musclée envers les républicains, contrairement à la profession de foi libérale affichée par le pouvoir. En janvier 1889, une réunion républicaine, qui avait lieu dans une salle louée à cet effet par la communauté française de Petrópolis, se solde par 8 morts, une trentaine de blessés et d'importants dégâts après l'intervention de provocateurs. La légation française est en butte à la fois aux pressions des opposants qui entendent faire du 14 juillet une grande manifestation politique et aux recommandations impérieuses du gouvernement qui tient à ce que la fête soit strictement franco-française. La discréption de la communauté française n'empêche pas quelques centaines d'étudiants de venir crier, devant un consulat de France aux volets soigneusement clos, leur hostilité à la monarchie et leur sympathie pour le régime républicain. La France, figure assagie du Progrès à la fin du 19^e siècle, demeure la patrie de la Révolution, la référence sulfureuse de tous les républicains du monde.

Ces ambiguïtés nuancent le projet modernisateur que l'on discerne parfois dans la monarchie brésilienne et qu'il est temps d'apprécier.

L'invention d'un État national

A l'actif du régime impérial, les monarchies avancent en premier lieu le maintien de l'unité nationale qui a évité à l'empire portugais d'éclater en une multitude de républiques indépendantes et de subir le sort de l'Amérique espagnole. Dans la thèse² qu'il a consacré aux structures politiques de l'Empire, José Murilo de Carvalho souligne le rôle de la bureaucratie dans la construction d'un État national unitaire. Par bureaucratie impériale, José Murilo de Carvalho entend la fonction publique – l'administration impériale compte en 1877 environ 80 000 fonctionnaires pour

1. Dom Pedro d'Alcantara à Louis Pasteur, publié dans le journal *Le Paris* le 20 novembre 1889, archives C.P. Doc/F.G.V., Rio de Janeiro, Q.B. 889.11.16.P.1.

2. José Murilo de Carvalho a tiré deux livres de sa thèse soutenue à Stanford en 1974 : *A construção da ordem : a élite política imperial*, Rio de Janeiro, Campus, 1980; et : *Teatro de sombras : a política imperial*, São Paulo, Vértice, 1988. Ce dernier ouvrage est paru en français sous le titre : *Un théâtre d'ombres : la politique impériale au Brésil, 1822-1889*, Paris, M.S.H., 1990.

une population estimée à quelques 14 millions d'habitants – et le personnel politique, ministres, députés et sénateurs impériaux, membres du prestigieux conseil d'État. Le règne de Dom Pedro II coïncide avec un renforcement de l'encaissement administratif et politique de l'Empire, même si, dans un espace national grand comme quinze fois la France, le quadrillage reste lâche, et même si l'État ne fait qu'effleurer le niveau local. José Murilo de Carvalho a écrit que le Léviathan brésilien avait une grosse tête mais de petits bras¹. Le tour de vis administratif que Dom Pedro II fait subir au Brésil s'explique en grande partie par les conditions difficiles dans lesquelles il a pris le pouvoir, après dix années de régence tumultueuse. Les conseils de Régence, qui se succèdent entre l'abdication de Dom Pedro I et la majorité de son fils Dom Pedro II (1831-1845), échouent dans leur volonté de décentralisation du pouvoir, volonté que formule l'Acte additionnel (1835) à la Charte octroyée par l'empereur en 1824. Les dissensions qui opposent localement les grandes familles dégénèrent en révoltes populaires et en véritables guerres civiles à l'échelle des provinces. La révolte connue sous le nom de Cabanagem (1835-1840) aboutit à la proclamation de l'indépendance du Pará et à un carnage unique dans l'histoire du Brésil : on estime à 30 000 le nombre des victimes, ce qui représente à peu près 20 % de la population du Pará. La reprise en mains commence par la révocation de l'Acte additionnel (1840) et à un renforcement de la centralisation. Cette centralisation s'exprime tant dans la concentration des revenus nationaux au niveau du gouvernement impérial que dans le pouvoir de nomination du ministre de l'Intérieur qui touche jusqu'aux gardiens de prison. L'empereur réaffirme la primauté de son «pouvoir modérateur», dont l'idée avait été empruntée aux *Principes de politique* de Benjamin Constant² et qui, dans la pratique, semblait désamorcer toute vie parlementaire. A l'inverse des règles qui définissent le régime parlementaire, le gouvernement n'émanait pas en effet du verdict des urnes mais de la seule volonté impériale. L'empereur commençait par désigner parmi les chefs du parti libéral (*Luzia*) ou du parti conservateur (*Saquarema*) le chef du gouvernement, qui utilisait ensuite la machine administrative pour se fabriquer une majorité, voire une unanimité, à la Chambre. José Murilo de Carvalho estime que, contrairement aux apparences, le pouvoir modérateur ne constitue pas seulement un artifice destiné à mettre le parlement sous coupe réglée, mais pallie les déficiences d'une vie politique embryonnaire. Le pouvoir modérateur s'est substitué en fait à un système partisan trop inachevé pour fonctionner. Selon l'historien, l'intervention de l'empereur introduisait la compétition entre les élites, les obligeait à formuler des éléments de programme et empêchait ainsi qu'une seule faction ne monopolise les positions de pouvoir. C'est la fragilité des partis, leur tendance à l'émettement qui rendait nécessaire l'obtention de majorités écrasantes. Les différences qui séparaient les Libéraux des Conservateurs, tous issus de la mince couche de la population appelée à participer à la vie politique, paraissaient fort ténues au point que le refrain selon lequel «rien ne ressemblait plus à un *Luzia* qu'un *Saquarema*» a été entonné par toute la tradition historiographique jusqu'à la parution récente d'un livre qui corrige cette perspective. Il n'en va pas

1. Carvalho, José Murilo de, *A construção da ordem*, op. cit.

2. L'article 98 de la Charte de 1824 précise que «le pouvoir modérateur est la clef de toute l'organisation politique».

tout à fait ainsi, d'après Ilmar Rohloff de Mattos¹, pour qui la construction d'un empire centralisé, relativement autoritaire mais placé sous la figure débonnaire d'un souverain lettré, résulte largement des conceptions formulées par la direction du parti Saquarema et par son œuvre ministérielle, alors que les Libéraux défendaient plus volontiers l'idée d'une monarchie décentralisée. Ilmar Rohloff de Mattos nuance en outre l'homogénéité sociologique des Libéraux et des Conservateurs qui ont, selon lui, un profil légèrement différent, du moins au milieu du 19^e siècle. La grande réussite du parti conservateur a été d'être le parti de la couronne et d'imposer sa lecture du régime à l'ensemble de la société impériale. L'Empire du Brésil, tel qu'il est décrit dans ces quelques pages, serait en grande partie conforme au projet politique Saquarema des années 1840.

La majorité écrasante des sujets de l'empereur était d'ailleurs exclue de ces jeux subtils. L'électorat, défini par de sévères conditions de cens, était en effet réduit aux dimensions d'un vaste club de notables. Alors qu'on évaluait le nombre d'électeurs à un million de personnes en 1874, la loi Saraiva de 1881 (ou loi du Cens), encore plus drastique, ramène le chiffre à 150 000 citoyens actifs qui représentent à peu près 1,5 % de la population brésilienne.

Dom Pedro II cherche aussi à faire accepter la monarchie centralisée et à lui attacher ce qui compte dans le pays, tout en conservant à l'État son rôle arbitral entre les différents acteurs sociaux. Il multiplie ainsi les anoblissements. Le titre de baron, qui orne à lui seul les trois quart de la nouvelle noblesse, semble réservé aux propriétaires terriens qui se distinguent par leur richesse et leur pouvoir local, et plus particulièrement aux caféiculteurs de la province de Rio de Janeiro qui viennent de se lancer avec succès dans cette nouvelle production. L'élite politique, celle qui exerce des charges publiques, bénéficie en revanche de titres plus élevés : 14 % seulement des ministres de Dom Pedro sont barons. La noblesse brésilienne, qui arbore de rutilantes décorations et qui appartient à des ordres de chevalerie importés du Portugal par les Bragance², n'est cependant pas héréditaire. Elle témoigne, selon José Murilo de Carvalho, de la volonté d'affirmation de la monarchie qui assigne ainsi à ses «barons» leur place à la périphérie de l'État et qui tente d'imposer son arbitrage par l'intermédiaire de sa bureaucratie. L'État recrute en effet ses propres élites à la périphérie du système esclavagiste et tempère par cet écran la domination des classes dominantes sur l'ensemble de la société.

José Murilo de Carvalho insiste sur l'homogénéité de l'élite impériale formée au Droit, à Coimbra jusque dans les années 1850, puis dans les facultés ouvertes en 1827 à São Paulo et à Olinda (province de Pernambouc, la faculté est transférée à Recife en 1854). Ces facultés, où défilent la grande majorité des jeunes gens de bonne famille, jouent un rôle capital dans la socialisation des élites et dans leur cooptation. Sous l'Empire, les trois quart des ministres ont reçu une formation juridique et sont à l'origine fonctionnaires, magistrats ou avocats. La bureaucratie impériale, composée de lettrés dans un pays où le taux d'analphabétisme dépasse à

1. Mattos, Ilmar Rohloff de, *O tempo Saquarema : a formação do Estado imperial*, São Paulo, Hucitec, 1987.

2. Dom Pedro I introduit au Brésil, un an après l'Indépendance, l'Ordre d'Avis et l'Ordre du Christ fondés respectivement aux 12^e et au 14^e siècles. En 1843, D. Pedro II fait traverser l'Atlantique à l'Ordre de Saint Jacques créé en 1174.

l'époque les 80 %, constitue un groupe spécifique dont les intérêts ne coïncident pas toujours avec ceux de la grande propriété. Selon José Murilo de Carvalho. La bureaucratie impériale défend et illustre les principes d'un consensus de base : le maintien de la centralisation, la méfiance à l'égard de l'armée, des prétentions sociales et politiques de celle-ci, la défense de la monarchie constitutionnelle. Or, à la fin du 19^e siècle, l'équilibre politique auquel était parvenu la monarchie est menacé par ce que l'historiographie a coutume d'appeler les trois «questions».

La fin du consensus

Ce sont d'abord les relations entre l'État et l'Église qui deviennent orageuses sous le règne de Dom Pedro II. L'Empire s'aliène progressivement l'épiscopat en intervenant sans ménagement dans la lutte qui oppose celui-ci à la franc-maçonnerie. En proie à la réforme, les autorités ecclésiastiques du Brésil condamnent avec une fermeté nouvelle la fréquentation conjointe des loges et des églises. Traditionnellement, l'appartenance à la franc-maçonnerie était très répandue parmi les élites brésiliennes et avait bénéficié de la complaisance d'une Église peu sourcilleuse des questions de morale et de doctrine. Dom Pedro I lui-même avait été grand maître du Grand Orient au moment de l'Indépendance. Dans les années 1880, le climat change et les confréries qui tolèrent parmi elles des maçons sont purement et simplement suspendues. Elles font appel de la sentence auprès du conseil d'État qui s'empresse de leur donner raison tandis que deux évêques sont envoyés en prison. Si elle ne suffit certes pas à renverser la monarchie, la «question religieuse» ébranle cependant l'alliance du trône et de l'autel. Le règne de Dom Pedro II conservera longtemps dans l'historiographie catholique une appréciation peu favorable au regard de l'épopée des Missions jésuites pendant la période coloniale et de la brillante renaissance intellectuelle du catholicisme brésilien qui caractérise les années 1920¹. Les deux autres «questions» jouent un rôle beaucoup plus direct dans les événements du 15 novembre 1889.

Les origines de la «question militaire» sont à rechercher dans les années qui suivent la guerre contre le Paraguay (1864-1870)², épisode moins glorieux semble-t-il que ne le laisse supposer l'histoire officielle. Après avoir acquis chèrement la victoire, l'armée brésilienne ne se satisfait plus de la position marginale qu'elle occupe dans la société. L'État impérial réserve ses honneurs aux *Bacharéis*, à ces jeunes gens de bonne famille qui ont fait leur Droit à Coimbra, à Recife ou à São Paulo. L'armée semble le parent pauvre de la société de cour que les Bragance ont importé au Brésil. Parmi les nombreux portraits que l'ont a de Dom Pedro II, il y en a d'ailleurs très peu où il apparaisse en uniforme. La guerre contre le Paraguay n'a pas fait gagner à l'armée plus d'espace politique ni plus de gratifications matérielles. A partir de la décennie 1870 qui plus est, les officiers sont largement acquis au positivisme par l'intermédiaire d'un professeur de mathématiques de

1. Cf. Oliveira, Lucia Lippi, *A questão nacional na primeira República*, Brasiliense, São Paulo, 1990.

2. Le Paraguay du dictateur Solano Lopez, puissance militaire de la région, se sert de litiges frontaliers avec ses voisins pour concrétiser ses ambitions expansionnistes. Le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay, unis le 1^{er} mars 1865 en une Triple Alliance, mettent six ans à obtenir une victoire décisive malgré leur supériorité numérique et anéantissent une grande partie de la population paraguayenne.

l'École militaire de Rio de Janeiro, Benjamin Constant Botelho de Magalhães, «Benjamin Constant», qui fera partie du gouvernement provisoire en 1889. L'armée devient progressivement une pépinière d'ardents républicains qui condamnent en bons positivistes l'archaïsme du régime monarchique, sans s'arrêter cependant au fait que l'œuvre d'Auguste Comte contient des pages virulentes contre l'institution militaire. Mécontentés en 1883 par une réforme qui les lèse, officiers et surtout sous-officiers entrent ouvertement en politique et fondent en 1887 une association promise à un bel avenir, le Club militaire, d'où ils défendent les intérêts de leur corporation et d'où ils comptent influer sur la vie politique du pays. Marginalisés par l'ordre impérial, les militaires se réfugient dans une idéologie importée, dans une opposition radicale, et pèsent de tout leur poids dans la question de l'esclavage, dont la solution précède de peu la chute de la monarchie.

Tout au long du 19^e siècle, le gouvernement brésilien subit la pression contraire de l'Angleterre, qui a déclaré la guerre à l'esclavage, et celle des planteurs dont la quasi totalité de la main d'œuvre est servile. Le Brésil met une quarantaine d'années et quelques lois pour sortir de cette situation de plus en plus intenable. L'essor du café dans la province de Rio de Janeiro, puis de São Paulo, a provoqué un afflux d'esclaves dans le sud-est du Brésil qui concentre environ 60 % de la population servile. En 1850, une loi prévoit de lourdes peines contre les trafiquants et tente de mettre fin à la contrebande. Après 1870, la pression vient moins de l'opinion internationale que du gouvernement impérial lui-même. En 1871, la loi dite «loi du ventre libre» affranchit les enfants à naître et condamne à terme l'esclavage à l'extinction. Par cette loi, l'État s'immisce pour la première fois entre le maître et l'esclave, entre la maison de maître et la *senzala* où habitent ses esclaves¹. Face aux propriétaires d'esclaves qui s'aracharnent à gagner du temps, les mouvements abolitionnistes croissent en force et en détermination. Certains propriétaires d'esclaves affranchissent spontanément leur main d'œuvre. Les pétitions et les campagnes de presse se multiplient, l'armée se refuse désormais à poursuivre les partis politiques, divisés et prudents sur le sujet, finissent par se rallier dans leur grande majorité à l'Abolition. Soutenue ainsi par un vaste mouvement d'opinion et par la fermeté de ses convictions, la princesse Isabelle qui exerce la régence en l'absence de l'empereur, signe le parchemin qui décrète l'extinction perpétuelle de l'esclavage au Brésil le 13 mai 1888. Elle signait du même coup l'entrée dans l'opposition, ou du moins dans une abstention hostile, d'une bonne partie des barons qui étaient livrés sans indemnisation à de graves difficultés financières par un régime dont ils étaient les principaux piliers. L'Abolition rompait le pacte qui unissait l'empereur et les grands propriétaires et qui faisait de ces derniers les maîtres absous de leurs plantations. L'intervention de l'État au cœur des *lavouras* de café et des *engenhos* à sucre lui avait fait perdre à partir de la loi de 1871 la légitimité patiemment construite depuis l'Indépendance². Certains propriétaires n'hésitèrent pas à rejoindre les républicains par ressentiment envers un régime qui

1. Le titre original de l'ouvrage classique du sociologue Gilberto Freyre sur la formation de la société brésilienne est précisément *Casa grande e senzala*, 1933, traduit en français par *Maître et esclave*, Paris, 1952.

2. C'est l'analyse que développe José Murilo de Carvalho dans «A politica da abolição : o rei contra os barões», dans *Teatro de sombras*, São Paulo, 1988.

paraissait n'avoir plus rien à leur offrir. C'est d'ailleurs dans le nord du pays, où le problème de l'esclavage était moins aigu que dans les plantations *fluminenses*¹ en proie à de vives difficultés, que l'on a manifesté le plus de réserves envers la République.

Le régime impérial ne survécut que quelques mois à l'esclavage. Après l'Abolition, l'opinion publique appelait déjà à de nouveaux débats : règlement de la longue et difficile crise financière dans laquelle se débattait le Brésil², passage d'un Empire centralisé à une administration fédérale, problèmes qu'il appartenait à la République de résoudre. Dom Pedro II connaît cependant une revanche posthume en recevant tous les honneurs républicains, le 2 décembre 1925, pour la commémoration de son centenaire et en devenant le paragon des vertus publiques dans un régime atteint par une profonde crise politique et morale³.

LA RÉPUBLIQUE OLIGARCHIQUE

Le seul souvenir qu'aït laissé en France l'avènement de la République au Brésil est l'exécution de *la Marseillaise* dans les rues de Rio et des capitales provinciales. De là à faire de la « Vieille République » un épigone tropical de notre tradition révolutionnaire, il n'y a qu'un pas qui conduit à bien des approximations et à bien des erreurs de perspective. En coiffant si rapidement la République brésilienne du bonnet phrygien, on s'expose à ignorer les formes spécifiques que prend au Brésil le nouvel ordre politique et à négliger les modèles qui ont pu concurrencer l'influence française. Le décret du 15 novembre 1889 proclame la naissance de la « République fédérative des États-Unis du Brésil », plus proche dans l'inspiration, on le voit, du modèle nord-américain que de la République jacobine, une et indivisible. Le juriste bahianais Rui Barbosa, qui est à l'origine de ce décret, a inspiré directement 74 des 90 articles de la constitution adoptée par le Congrès national le 24 février 1891. Bon connaisseur du droit anglo-saxon, Rui Barbosa a repris bien des dispositions contenues dans la constitution américaine de 1787.

Si le Brésil recourt ainsi à l'importation massive d'une technologie et d'une symbolique politiques, la nouvelle république met cependant une dizaine d'années à trouver son rythme de croisière, à définir sa pratique institutionnelle et à remplir les blancs laissés dans sa constitution. On date généralement de la présidence du pauliste Manuel Campos Sales (1898-1902) la sortie véritable de l'indécision politique et la mise en place de la « politique des États » ou « politique des gouverneurs » qui clarifient enfin les rapports du gouvernement fédéral et des États de l'Union et ceux qu'entretiennent l'exécutif et le Congrès fédéral. La victoire de la

1. *Fluminense* de la province ou de l'État de Rio de Janeiro. *Mineiro*, de la province ou de l'État de Minas Gerais, *gaúcho*, de la province ou de l'État du Rio Grande do Sul, *carioca* de la ville de Rio de Janeiro.

2. Voir Lévy, Maria Bárbara, «República S.A. : a economia que derrubou o Império», dans *Ciência hoje*, n° 59, novembre 1989, p. 34-42.

3. Cf. Silva, Eduardo, «A República comemora o Império : um aspecto político-ideológico da crise dos anos 20», dans *Revista do Rio de Janeiro*, n° 2, avril 1986, p. 59-71.

solution Campos Sales mettait fin à l'instabilité et à la situation anarchique qui avaient caractérisé la première décennie de gouvernement républicain. En modifiant les règles du jeu, la «politique des États» théorisée et pratiquée par le président, bouleversait la répartition des pouvoirs tant au sein de la fédération qu'à l'intérieur des élites provinciales.

Les États-Unis du Brésil ou la fédération inégale

Retenant par le menu les événements du 15 novembre 1889 et leur ambiguïté, José Murilo de Carvalho¹ en vient à discerner presque autant de formules républicaines possibles que de membres du gouvernement provisoire. Il y a la république selon Deodoro da Fonseca qui n'est que la conclusion logique de la question militaire. Il y a la république «sociocratique» défendue par Benjamin Constant. Cette dernière doit rompre radicalement avec l'ordre ancien sans sombrer pour autant dans les faux-semblants de la démocratie parlementaire. Les positivistes honnissent en effet ce type de régime ainsi que les élites frottées de droit et bardées de diplômes qui s'y distinguent. Selon Benjamin Constant, la démocratie sociale doit s'imposer par l'intermédiaire d'une dictature, du développement des cultes civiques et des progrès de l'instruction.

Les partisans civils du gouvernement provisoire se partagent quant à eux entre diverses tendances. Ils s'accordent en général sur le principe de base de confier l'État à des mains civiles et de tenir en respect les forces armées, mais divergent sur le reste. Le modèle américain, qui séduit le puissant parti républicain de São Paulo, a pour avocat Rui Barbosa. D'autres, comme Aristides Lobo, penchent plutôt vers une interprétation de la République qui doit plus à 1789, voire à 1793, qu'à 1776. Ces derniers ne tarderont pas à s'écartier d'une république qui n'était pas celle de leurs rêves et à se laisser tenter pour certains par l'agitation «jacobine» qui perturbent les rues de Rio dans les années 1890.

Le gouvernement provisoire pouvait difficilement trouver des solutions toutes prêtes dans le programme du parti républicain qui s'en tenait pour l'essentiel aux grandes orientations énoncées dans le manifeste publié en 1870 pour annoncer la naissance du parti. Ce texte consistait en une série de vagues déclarations de principes, mêlant la rhétorique républicaine universelle de l'époque à une affirmation haute et claire de l'identité américaine du Brésil. Les hommes politiques brésiliens sont, à l'exception des minorités positivistes et jacobines, peu portés à l'abstraction idéologique et témoignent d'un goût modéré pour les thèmes de la souveraineté populaire et de la participation civique. Dans un livre² qui retrace les tentatives faites pour établir un ordre républicain sur les décombres de l'ancien régime, le politiste Renato Lessa décrit et analyse le fonctionnement et les dysfonctionnements de la République des États-Unis du Brésil.

L'idée républicaine ne faisant pas bon ménage avec le suffrage censitaire, la République apporte dans ses bagages le suffrage universel masculin, mais un suffrage

1. Cf. «As proclamações da República» dans *A formação das almas*, São Paulo, 1990, ou dans *Ciênciahoje*, nº 59 (novembre 1989), p. 26-33.

2. Lessa, Renato, *A invenção republicana : Campos Sales, as bases e a decadência da primeira república brasileira*, Rio de Janeiro, Vértice-I.U.P.E.R.J., 1988.

universel discriminatoire. Les Brésiliens de plus de 21 ans sont effectivement appelés à prendre part aux élections à condition qu'ils ne soient pas sous les drapeaux, qu'ils n'appartiennent pas à des ordres religieux et surtout qu'ils sachent lire et écrire. Avec une population analphabète à 80 %, le droit de vote ne concerne que 20 % du pays réel. Pendant la Première République, 5 % de la population tout au plus s'exprimera lors des différentes consultations. Le vote public, la violence, les fraudes, la perte de confiance dans les institutions, les difficultés de communication, encouragent l'électorat à s'abstenir massivement. Le cas est particulièrement criant dans le District fédéral (qui correspond à la ville de Rio de Janeiro) où les scrutins se font généralement à la force des poings et à coups de couteaux. Lors de la première élection du président de la République au suffrage universel direct en 1894, seulement 7 % des inscrits se présentent dans les bureaux de vote, soit 1,3 % de la population¹. En ce qui concerne la représentation nationale, la pratique républicaine était donc loin de constituer un progrès par rapport au temps de Dom Pedro II.

Le personnel politique républicain présente en outre un profil peu renouvelé. L'écrasante majorité des congressistes fédéraux exerce une profession libérale, et, celui qui n'est pas passé par les facultés de droit ou de médecine dont s'honorent les grandes villes du Brésil fait figure d'exception parmi l'élite. Ce sont les grandes familles de Bahia et du Minas Gerais qui, profitant des nouvelles possibilités offertes par le fédéralisme, fondent respectivement la faculté de Salvador en 1891 et celle d'Ouro Preto un an plus tard, et évitent ainsi à leur rejetons de s'exiler quelques années à São Paulo ou à Recife². La faculté de droit devient un véritable vivier d'hommes politiques et un endroit privilégié pour la cooptation. Avec la République, l'aspect de «club», qui caractérisait la vie politique impériale, est encore accusé par la décentralisation qui multiplie les possibilités de carrières publiques.

Outre le suffrage universel, le fédéralisme était une ancienne revendication des républicains et des libéraux. L'aspiration au fédéralisme est difficile à détacher du rêve américain qui traversait l'imaginaire politique brésilien depuis longtemps. L'image des États-Unis hante en fait le Brésil depuis ses premières luttes en faveur de l'Indépendance. En 1789, les révoltés de l'*Inconfidência mineira*³ avaient déjà envoyé (en vain) des émissaires auprès de Jefferson pour solliciter l'appui des Américains contre la Couronne portugaise. Après l'Indépendance (1822), l'Empereur Dom Pedro I octroie au Brésil une Charte centralisatrice que viennent contester plusieurs révoltes de grande ampleur. Une «Confédération de l'Équateur» qui devait rassembler les provinces de Pernambouc, Rio Grande do Norte, Paraíba et Piauí, est même proclamée dans le Nordeste et a quelques semaines d'existence. La Confédération s'inspire dans l'urgence de la constitution colombienne, elle-même calquée

1. Chiffres donnés par José Murilo de Carvalho dans *Os bestializados*, São Paulo, 1987, p. 85.

2. Faculdade de direito da Bahia, *Anais do cinquentário 1891-1941*, Bahia, 1945.

3. Mouvement parti du Minas Gerais, la principale région minière du Brésil, contre la tyrannie fiscale de Lisbonne. La conspiration fut dénoncée aux autorités et son meneur, Tiradentes («Arracheur de dents»), exécuté le 21 avril 1789. L'Inconfidence, dont on exalte le contenu indépendantiste, abolitionniste et républicain, devient un véritable mythe national au 19^e siècle au Brésil. Officier de son état, Tiradentes est devenu ensuite le héros tutélaire des forces armées.

sur le modèle américain. Le chef du mouvement, Manuel de Carvalho, rentrait d'un exil de plusieurs années aux États-Unis. Pour la petite histoire, il avait donné à ses filles les prénoms hautement symboliques de Carolina, Pensilvânia et Filadélfia¹ ... Les troupes impériales mirent fin à l'aventure à la fin de 1824. Elle témoignait cependant de la vigueur de l'idée républicaine dans certaines régions du pays et de l'écho qu'y pouvaient rencontrer les expériences politiques menées par les républiques voisines de l'Amérique espagnole. Le sentiment panaméricain s'alliait au refus de la centralisation et à une vive aspiration au fédéralisme.

Le thème de la décentralisation administrative surgit de nouveau à l'extrême fin de l'Empire et paraît succéder à la question de l'esclavage à l'ordre du jour des problèmes à résoudre. Rui Barbosa avait proposé d'organiser l'Empire à la façon de l'Union américaine lors du dernier congrès du parti libéral. Il avouait d'ailleurs s'être rallié à la République pour réaliser cette grande réforme, persuadé que le Brésil impérial ne la permettrait pas : «*J'étais fédéraliste avant d'être républicain*²», rappelle-t-il au Congrès fédéral. Le ministre des finances du gouvernement provisoire bataille contre un courant ultra-fédéraliste qu'illustrent en particulier les députés positivistes venus du Rio Grande do Sul. Les *gaúchos* penchent en effet pour une conception extrêmement lâche de la fédération. L'homme fort du Rio Grande do Sul, Júlio de Castilhos, promulgue à la date hautement symbolique du 14 juillet 1891 la seule constitution positiviste qui ait régi un État à ce jour. Le gouverneur y est une sorte de dictateur qui dépouille le Congrès de tout rôle politique et fait des municipalités des rouages essentiels. Au projet positiviste, Rui Barbosa oppose le modèle des Américains qui en 1787, à l'inverse du Brésil, avait choisi d'aliéner une partie de la liberté de chacune des Treize colonies pour renforcer le gouvernement central. Le Brésil, en revanche, venait de «*secouer une constitution unitaire dans laquelle les Provinces se traînaient opprimées, étouffées, inertes sous l'hypertrophie monarchique. (...) Hier, de fédération, nous n'avions pas l'ombre. Aujourd'hui, il n'y a pas de fédération qui nous suffise. (...) Nous avons la modestie de dédaigner le modèle des États-Unis en matière de fédération. Et pour justifier ce dédain, nous n'hésitons pas à alléguer que la constitution américaine compte déjà un siècle d'ancienneté ! (...) La Constitution américaine est, aujourd'hui comme en 1879, un modèle d'actualité, un trésor d'expérience, un tableau complet des revendications politiques du 19^e siècle. Et on ne peut cesser de la considérer, pour les nations de ce continent, comme la grande source de la démocratie fédérative*»³. Cette longue tirade polémique est suivie d'une ardente leçon d'histoire constitutionnelle américaine. N'en déplaise aux positivistes et aux congressistes qui désirent, selon Rui Barbosa, «*une fédération sans plagiat, une fédération absolument originale, jamais expérimentée, vierge comme un rêve de poète, impeccable comme une solution mathématique*»⁴.

La formule retenue en définitive allie fédéralisme et présidentialisme. Le revenu des impôts est désormais concentré au niveau des États qui tirent l'essentiel

1. Rapporté par Amaro Quintas, «*A agitação republicana no Nordeste*», dans *História geral da civilização brasileira*, t. II, vol. 1, p. 232.

2. 16 avril 1890, *Comentários à constituição do Brasil*, vol. 1, p. 60.

3. *Ibidem*, p. 62-63.

4. *Ibidem*, p. 62.

de leurs recettes des taxes qui frappent l'entrée et la sortie des marchandises. Ce système favorise les économies tournées vers l'exportation comme celle de São Paulo que la centralisation impériale spoliait de ses richesses. Nettement sous-représentée à la Chambre des députés, la province de São Paulo fournissait par ses contributions jusqu'à 1/6 des revenus de l'État sans en être payée de retour. Avec la République fédérative, l'État de São Paulo conserve le bénéfice de ses exportations de café (il produit la moitié du café mondial), peut souscrire à l'étranger les emprunts nécessaires à son développement et gérer ses problèmes de main d'œuvre. Le collège électoral pauliste était enfin reconnu par un nombre décent de députés, dépassé seulement par les 37 représentants *mineiros*. La République confiait les premiers rôles aux États les plus riches et les plus peuplés, à São Paulo et au Minas Gerais, d'où sont originaires 9 des 11 présidents de la Vieille République, et consacrait ainsi une fédération à plusieurs vitesses. La vice-présidence, quant à elle, est revenue à six reprises à un Mineiro et fut concédée, le reste du temps, à un homme du nord, originaire du Pernambouc ou du Maranhão. La mainmise sur les principales charges fédérales permet en effet de profiter au mieux des faveurs de l'Union. En 1905, le gouverneur¹ de Bahia José Marcelino, las de solliciter en vain auprès du gouvernement fédéral le financement des travaux du port de Salvador², dénonce la préférence éhontée dont jouissent certains États. Qu'on ne vienne pas refuser à Bahia l'aide légitime qu'elle demande sous prétexte que les caisses de l'Union sont vides, écrit José Marcelino³, quand le gouvernement fédéral fait cadeau à l'État de São Paulo de l'élargissement de la voie ferrée entre Taubaté (dans la région caféière) et la capitale de l'État. Selon le gouverneur de Bahia qui dresse la liste des bienfaits accordés aux uns et aux autres par l'État fédéral, les barons du café pouvaient attendre ce luxe lorsque de nombreuses régions du Brésil ont des infrastructures de base encore inexistantes. Contrairement au régime impérial, la Vieille République paraît ne prêter qu'aux riches. A l'extrême fin de l'Empire, un auteur pauliste⁴ décrivait de la manière suivante les rapports de force entre les différentes provinces de l'Empire en en faisant les personnages d'une comédie publiée en 1887. São Paulo y est le «*payeur général de l'Empire*» tandis que le Minas est une «*femme sérieuse et dévote*». Viennent ensuite les provinces qui ont connu la gloire sous Dom Pedro I et au début du règne de Dom Pedro II mais qui vont de crise en crise en cette fin du 19^e siècle. On trouve parmi celles-ci Rio de Janeiro, «*vieux fouetteur d'esclaves*», Bahia, «*mère paralytique*» et Pernambouc, «*lion sans crinière*». Sont brocardées enfin les provinces à la remorque de l'Empire :

-
1. Les États de la fédération sont dirigés par des présidents ou des gouverneurs, élus en général au suffrage universel, conformément aux dispositions prévues par leurs constitution respective. Par souci de clarté, on préférera ici le mot de «gouverneur», bien que celui de «président» ait été plus employé à l'époque. De même, la traduction du mot *estadual* pose un problème dans une langue aussi jacobine que le français. On utilisera par commodité les mots «régional», «provincial» et même «local», pour rendre compte au moins mal de la réalité brésilienne. Rappelons toutefois que la Province est la division administrative de l'Empire, et non celle de la République fédérative des États-Unis du Brésil.
 2. D'après la constitution les ports brésiliens sont du ressort de l'État fédéral, ce qui occasionne de nombreuses frictions avec les gouvernements provinciaux.
 3. José Marcelino à Rui Barbosa et à la représentation de Bahia au Congrès national, 20 août 1904.
 4. Cité par Renato Lessa, *op. cit.*, p. 40-41.

l'Alagoas, qualifié de «*petite amie du Trésor public*», et le Goias, décrit de façon lapidaire comme une «*inutilité modeste*»... La Vieille République ne fait que respecter, en somme, cette distribution des rôles. Elle choisit ses présidents parmi les vedettes confirmées, dédaigne les vieilles gloires défraîchies, les jeunes encore inexpérimentés et ignore les figurants, contraints à suivre le mouvement.

La richesse bien réelle de São Paulo et du Minas Gerais ne doit pas cependant conduire à interpréter la politique de la Vieille République comme la défense inconditionnelle des intérêts du café et de ceux des éleveurs. Si l'État brésilien cherche à plusieurs reprises à peser sur les marchés internationaux, Steven Topik¹ insiste sur le fait que le gouvernement fédéral a toujours montré beaucoup de réticences à intervenir pour soutenir le café. Certains présidents qui étaient personnellement des producteurs de café n'ont pas accepté de se départir de leur philosophie libérale et ont refusé l'aide de l'État aux caféculteurs. Steven Topik souligne que, par une ironie du sort, c'est sous les présidents paulistes Prudente de Moraes, Campos Sales ou Rodrigues Alves, que les demandes des planteurs reçoivent le moins d'attention. Ni l'État fédéral, ni les États de São Paulo et du Minas Gerais, n'ont été le jouet exclusif de groupes d'intérêts dominants. La représentation politique du Minas Gerais, par exemple, n'obéit nullement aux intérêts de l'agriculture exportatrice. Au contraire, c'est parce que tous les intérêts de l'État participent aux décisions politiques que les élites *mineiras* peuvent s'unir, présenter un front unanime au Congrès fédéral et tenir une place éminente au sein de la fédération². Les conclusions de ces différents travaux invitent à réévaluer l'alliance «café-au-lait» et ses fondements. Le poids politique de São Paulo et du Minas Gerais sur les décisions nationales tient peut-être autant à l'unité de leurs élites et à leur stabilité politique dans le cadre de la «politique des gouverneurs» qu'à leur puissance économique.

La vie politique confisquée

Le nouveau régime, dont les premières années sont ponctuées de soulèvements, parvient seulement à régler rapidement et définitivement la seule question religieuse en séparant l'Église de l'État en 1890, épisode dans lequel Rui Barbosa déploie encore une fois une grande activité. La constitution du 24 février 1891 ne résout pas, bien au contraire, les conséquences de la nouvelle donne fédérale. Il appartient au gouvernement du Président Campos Sales, en 1898, de trouver un arrangement viable en s'appuyant sur les gouverneurs des États et de verrouiller en quelque sorte le système politique. La place de l'armée dans la société et les rapports de celle-ci avec l'État constituaient l'autre problème urgent auquel la république devait se presser de répondre.

1. Topik, Stephen, *A presença do Estado na economia política do Brasil de 1889 a 1930*, Rio de Janeiro, Record, 1989; (traduction portugaise de : *The political economy of the Brazilian state, 1889-1930*, University of Texas, 1987).

2. Viana, Amilcar Martins, «*The white collar» republic : patronage and interest representation in Minas Gerais (1889-1930)*», doctorat de l'Université de l'Illinois, 1988.

L'irruption des militaires sur la scène politique, scène qu'ils n'allait pas quitter de sitôt, a été abondamment commentée, car elle constituait autant la suite logique de la «question militaire» que les prémisses du «mouvement des lieutenants», ou ténéntisme, qui caractérise les années 1920. Après la proclamation de la République, le club militaire n'entend pas retourner à la stricte défense d'intérêts corporatistes mais continue à se faire le porte-parole de la mission nationale et politique de l'armée. Dans le sillage de Benjamin Constant et de Floriano Peixoto, second président de la République, une partie de l'armée estime incarner la nation, avoir un rôle civilisateur et devoir s'opposer aux ambitions personnelles des civils. Les noms qui viennent d'être cités, et qui sont ceux de généraux et de maréchaux, ne doivent pas cacher que cette fièvre politique saisit essentiellement des sous-officiers. Les soulèvements militaires qui affectent le Brésil entre le 15 novembre 1889 et octobre 1930, comme la révolte du fort de Copacabana en juillet 1922, émane toujours d'une partie de l'armée qui place à sa tête un soldat prestigieux mais qui compte très peu d'officiers supérieurs dans ses rangs.

Les premières années de la République sont caractérisées par de vives tensions entre civils et militaires. Sous la pression amicale de l'armée, le Congrès élit Deodoro da Fonseca comme premier président de la République. En désaccord avec son gouvernement et en butte à l'hostilité du Congrès devant un ministère composé de revenants de l'ancien régime, le généralissime tente un coup d'État dans la meilleure tradition des *pronunciamentos* sud-américains et finit par démissionner en novembre 1891, en laissant l'Itamaraty¹ à Floriano Peixoto. Figure ambiguë, Floriano Peixoto obtient à la faveur d'une crise dramatique le soutien des oligarchies paulistes et *mineiras* pour rétablir l'ordre et parvient en même temps à devenir le héros des «radicaux» de la République, de ces mouvements jacobins qui prônent la dictature militaire. Le «maréchal de fer», qui meurt en 1895, transmet sa charge au terme normal de son mandat, dans la plus parfaite légalité républicaine, à un civil, le pauliste Prudente de Moraes, tout en faisant l'objet d'un véritable culte parmi les agitateurs et les marginaux exclus du jeu oligarchique². Entre temps, Floriano Peixoto avait dû affronter une guerre civile dans le sud du pays, la «révolution fédéraliste», et une révolte de la Marine dans la baie de Guanabará qui avait abouti au bombardement de Rio de Janeiro par les troupes rebelles. L'organisation d'une élection présidentielle régulière en 1894 avait été le prix à payer pour s'assurer l'appui du Congrès et des États les plus puissants de la fédération contre les dissidences. Cette transition démocratique et la restitution du pouvoir aux civils ne suffisaient cependant pas à mettre fin à l'instabilité et à résoudre les inconnues que contenait la constitution et les institutions. Renato Lessa montre en effet comment les dangers qui menacent la présidence de Prudente de Moraes (1894-1898) tiennent autant à l'absence de règles institutionnelles précises qu'à des causes exogènes, comme l'illustre la lutte que mène sur plusieurs fronts Prudente de Moraes contre les héritiers de Floriano Peixoto.

1. La résidence des présidents de la République à Rio de Janeiro est le palais Itamaraty de 1889 à 1897 où elle est transférée au palais du Catete, ancienne demeure du comte de Nova Friburgo, jusqu'en 1960 quand Brasilia devient capitale. L'Itamaraty désigne ensuite le ministère des Affaires étrangères.

2. Queiroz, Suely Robles, *Osradicais da república*, São Paulo, São Paulo, Brasiliense, 1987.

Au Congrès tout d'abord, le président doit négocier âprement le soutien au gouvernement du Parti Républicain fédéral, créé en 1893, seule formation politique d'envergure, qui compte dans ses rangs une forte minorité de florianistes. Le fondateur du P.R.F., Francisco Glicério, avait l'idée de faire de son parti, non une simple machine électorale mais la véritable charnière de la vie politique brésilienne, l'arbitre des différends de l'exécutif et du législatif. Prudente de Morais, tout au contraire, n'eut de cesse de se dégager de la tutelle du P.R.F., avec lequel il finit par rompre bruyamment, et finit par se tourner vers les gouvernements des États. Prudente de Morais les somme d'ailleurs de choisir entre les termes de l'alternative suivante : ou les États s'allient avec l'exécutif fédéral pour maintenir l'ordre, ou ils prennent fait et cause pour le P.R.F. et ouvrent ainsi les portes à l'anarchie militaire. Ce scénario est d'autant plus vraisemblable que les rues de la capitale sont le théâtre des manifestations de plus en plus violentes de ceux qui se déclarent eux-mêmes des «Jacobins».

Aux réunions tapageuses, où les «Jacobins» dénoncent pêle-mêle le parlementarisme, la trahison des hommes politiques et la mainmise des Portugais sur le commerce, succèdent bientôt les exactions et la chasse aux monarchistes au moment où l'armée républicaine subit de sérieux revers contre les paysans révoltés du *sertão* bahianais, retranchés dans le village de Canudos¹ sous l'autorité d'un ancien prêtre illuminé, Antônio dit le Conseiller. Les Jacobins n'expliquent que par la thèse du complot monarchiste, relayé par la faiblesse complaisante de Prudente de Morais, les déroutes cuisantes qu'inflige aux troupes fédérales la population démunie et *a priori* désarmée, ralliée au Conseiller. La tension culmine en novembre 1897 avec un attentat dirigé contre le président de la République, attentat où le ministre de la guerre trouve la mort. Prudente de Morais peut se donner alors les moyens de décapiter l'opposition en exilant avec l'aval du Congrès ses adversaires les plus en vue. Canudos et ses conséquences affaiblissent les positions de l'armée qui ne s'est pas couverte de gloire au cours de la campagne avant de massacer soigneusement les survivants. Les activités du Club militaire sont suspendues dans les mois qui suivent l'attentat contre Prudente de Morais. Elle doit accepter en 1904 la fermeture de l'École militaire de Praia Vermelha, si importante dans l'éducation politique des officiers. L'agitation dans les casernes ne reprend que dans les années 1920, âge d'or du ténentisme, à tel point que l'on évoque une nouvelle «question militaire». La nomination de deux civils, chose inédite, aux portefeuilles de la Guerre et à celui de la Marine met le feu aux poudres et aboutit en juillet 1922 aux soulèvements du fort de Copacabana et de plusieurs garnisons. Maîtrisé, ce mouvement annonce cependant l'entrée en dissidence d'une fraction de l'armée qui prendra sa revanche en 1930 et jouera un rôle déterminant dans le succès de la coalition qui porte Getúlio Vargas au pouvoir. Du ténentisme sortiront aussi de nombreux hommes politiques de la décennie suivante comme le

1. Cet épisode traumatisant a inspiré une abondante bibliographie. Citons le livre fascinant d'un des témoins de Canudos, le journaliste Euclides da Cunha, *Os Sertões*, 1^{re} éd. 1905. Traduit en français par Sereth Neu : *Les terres de Canudos*, Rio de Janeiro, Caravella, 1947. Euclides da Cunha est la principale source utilisée par Mario Vargas Llosa dans le roman qu'il consacre à Canudos, *La guerre de la fin du monde*, Paris, Gallimard, «Folio», 1987. Parmi les travaux récents : Roberto Ventura, «Cabeças cortadas em Canudos», dans *Ciênciashoje*, novembre 1989, n° 59, p. 48-56.

«cavalier de l'espérance», le communiste Luiz Carlos Prestes, qui accomplit à la tête de la «colonne Prestes» une longue marche de 25 000 km à travers le Brésil entre 1925 et 1927 en échappant à l'armée fédérale¹.

Facteur évident de déstabilisation de la République², l'armée fédérale voit son périmètre d'action patiemment circonscrit par le pouvoir civil tandis que les forces armées, dont se sont dotés certains États de la fédération (São Paulo, le Rio Grande do Sul), la concurrencent peu à peu par leur importance numérique croissante. Elle continue à véhiculer l'idéologie qui confère un rôle social et politique à l'officier, idéologie dont le ténentisme constitue une des expressions les plus vigoureuses. D'après Renato Lessa, l'armée était loin d'être la seule responsable des difficultés qu'affrontent la République au cours de ses dix premières années d'existence, difficultés dont il faut plutôt rechercher les raisons dans la confusion institutionnelle à laquelle le président Campos Sales répond par une solution originale.

Au cours de sa campagne électorale, dans son discours d'investiture, Manuel Campos Sales répète les mêmes thèmes : il faut lire autrement la Constitution, réduire l'importance des partis politiques où règne l'esprit de faction et de division, renforcer l'autorité du président sur les ministres, neutraliser les corps représentatifs naturellement enclins à une inefficacité brouillonne. Une des premières mesures prises par le nouveau gouvernement touche le règlement intérieur de la Chambre des députés. Désormais, c'est une commission proche du gouvernement qui vérifiera la légitimité de l'élection de chaque député. C'est là une garantie supplémentaire pour éliminer en ultime recours les ennemis politiques qui auraient pu, malgré toutes les précautions prises pour qu'ils n'en soit rien, obtenir une victoire électorale³. Cette réforme, au sujet de laquelle Campos Sales s'accorde avec les gouverneurs, n'est que l'un des dispositifs d'un projet politique plus vaste. L'arrangement est le suivant : le gouvernement fédéral soutient d'office les «situations», c'est-à-dire les factions au pouvoir dans les États, contre leurs oppositions, s'engage à invalider les candidats de celles-ci et à les débouter dans leurs plaintes auprès des instances fédérales. Campos Sales assure ainsi à la présidence de la République la collaboration des États, au Congrès et en dehors du Congrès. Ce pacte introduit une nouvelle dichotomie parmi les États de la Fédération, entre ceux qui vivront désormais sous l'autorité d'un parti en position de monopole et ceux qui, en butte à l'instabilité permanente, iront de scissions en interventions fédérales. Le Minas Gerais qui, au cours de la première année de gouvernement républicain, était passé dans les mains de 13 administrations différentes, vit à partir de 1906⁴ au rythme des décisions prises par la direction du

1. La propre fille de Luiz Carlos Prestes, Anita Leocadia Prestes, vient de publier un livre sur l'épopée de la Colonne Prestes, livre tiré de sa thèse de doctorat.

2. Voir aussi Carvalho, José Murilo de, «Forças armadas na primeira República : o poder desestabilizador» dans Boris Fausto éd., *História geral da civilização brasileira*, t. III, vol. 2, São Paulo, Difel, 1^{re} éd. 1975.

3. Voir sur le sujet un petit livre au titre révélateur, Telarolli, Rodolpho, *Eleições e fraudes na República Velha*, São Paulo, Brasiliense, 1982.

4. Voir Resende, Maria Efigênia Lage de, *Formação da estrutura de dominação em Minas Gerais : o novo P.R.M. (1889-1906)*, Belo Horizonte, U.F.M.G.-Proed. 1982.

Parti républicain *mineiro*. Le parti républicain pauliste reste aux commandes de l'État de São Paulo pendant toute la durée de la Première République et attend le milieu des années 1920 pour voir surgir un compétiteur. Au Rio Grande do Sul, le successeur de Júlio de Castilhos, Borges de Medeiros, conserve la présidence de son État pendant 25 ans, malgré une forte opposition. Dans le nord du Brésil, les situations, qui sont généralement dominées par quelques grandes familles, jouissent de la même tranquillité¹.

Il n'en va pas de même dans d'autres États où le contrôle du gouvernement local est l'enjeu d'âpres disputes et sur lesquels plane le spectre d'une intervention fédérale². Les vieilles provinces qui ont connu leur heure de gloire au temps du Brésil impérial, comme Bahia, le Pernambouc, Rio de Janeiro, ne se résignent pas si facilement à abandonner aux Paulistes et aux *Mineiros* le monopole du pouvoir, et ce, d'autant moins qu'elles ont besoin des subsides de l'Union. Certes, leurs prétentions sont contenues par la grisaille de leurs performances économiques et par leurs sempiternelles difficultés de trésorerie, mais Bahia ne saurait oublier qu'elle dispose au Congrès national d'un contingent de députés égal à celui de São Paulo (soit 22 députés), qu'elle a fourni au Brésil une pléiade d'hommes d'État illustres et que, berceau des traditions nationales, elle entend cependant participer à la modernisation du pays. Les caficulteurs fluminenses attendent pour leur part un regain de prospérité qui restaurerait l'âge d'or des années 1840, où la vallée du Paraíba se couvrait de somptueuses *fazendas* et où le café faisait pleuvoir l'opulence et le prestige sur les planteurs, avant que la fortune ne les quitte à la fin du 19^e siècle pour enrichir les propriétés de l'ouest pauliste.

Bahia et Rio de Janeiro ne manquent pas non plus d'hommes politiques d'envergure pour les imposer au niveau fédéral. Les Bahianais s'enorgueillissent des lauriers de Rui Barbosa que la classe politique brésilienne s'accorde à vénérer et à parer des épithètes les plus ronflantes, sans pour autant laisser «le plus grand des Brésiliens», «l'aigle de La Haye»³, «l'illustre bahianais», exercer son son «génie» à la magistrature suprême. José Joaquim Seabra, gouverneur à poigne de Bahia, dirige pendant un temps la majorité à la Chambre des députés et est deux fois ministre. Bahia possède aussi, en la personne de Miguel Calmon, «le plus jeune ministre de la République» qui reçoit en 1906 son premier portefeuille et qui récidivera. L'État de Rio compte avec Nilo Perçanha un représentant de premier plan. La réputation d'administrateur et l'habileté politique de celui-ci le conduisent à la tête de son État, puis à la vice-présidence de la République en 1906 et à la présidence après la mort du titulaire de la charge, Afonso Pena. La réussite au niveau fédéral de ces ténors de la vie politique provinciale (le cas de Rui Barbosa est un peu différent) bute cependant sur les divisions locales et sur la fragilité des partis qui les soutiennent. Aucun parti dominant ne parvient à l'hégémonie dans

1. Ces éléments sont empruntés à Renato Lessa, *op. cit.*, p. 56 et p. 109.

2. Sur Bahia et Rio de Janeiro pendant la Vieille République, on lira : Sampaio, Consuelo Novais, *Os partidos políticos da Bahia na primeira República : uma política de acomodação*, Estudos baianos n° 10, Salvador, U.F.Ba, 1978; Ferreira, Marieta de Moraes (coord.), *A República na velha província*, Rio de Janeiro, Rio Fundo éd., 1989.

3. Rui Barbosa avait reçu ce surnom à la suite de la Conférence de La Haye où il avait représenté le Brésil en 1907.

ces deux États qui changent fréquemment de mains au cours de la Première République. La vie politique régionale est fragmentée, voire atomisée, et polarisée autour de *caciques* aux trajectoires politiques sinuueuses. On désigne plus volontiers les partis par le nom de la personnalité qu'ils soutiennent. Il est plus facile de se retrouver parmi les «nilistes» et les «backeristes», partisans de Nilo Peçanha ou d'Alfredo Backer à Rio de Janeiro, les «seabristes» et les «severinistes», amis politiques de José Joaquim Seabra ou de Severino Vieira à Bahia, que de suivre les vicissitudes des Partis républicains tour à tour «démocrate», «conservateur», voire «autonomiste». Les travaux consacrés à l'histoire politique de ces seconds rôles de la Fédération brésilienne ont encore peu dépassé le stade du constat et de l'étonnement devant des développements chaotiques, des ruptures à répétition, des renversements d'alliance inattendus.

Pour sortir de ce casse-tête et dépasser l'explication douteuse par revirement psychologique, Marieta de Morais Ferreira avance plusieurs hypothèses en ce qui concerne l'État de Rio de Janeiro. L'une d'entre elle voit dans la proximité du District fédéral et de la capitale de l'État de Rio, Niteroi, qui se situe de l'autre côté de la baie de Guanabará, à quelques encâblures de la capitale de la République, une des causes de l'instabilité *fluminense*. Le gouvernement fédéral garde en permanence un œil vigilant sur les affaires de l'État de Rio, multiplie les ingérences, profite des divisions locales en faisant le jeu de tel ou tel candidat contre tel autre. Pour leur part, les hommes politiques fluminenses sont tentés de traverser la baie pour y gagner un surcroît de pouvoir et finissent par aborder les grands problèmes nationaux plutôt qu'à aborder les questions d'intérêt régional. D'un côté, les Fluminenses se servent de leur assise fédérale pour consolider leur influence sur leur fief, de l'autre, ils ouvrent contre leur opposition d'autres fronts qui fragilisent en définitive leurs positions locales.

Eloignée géographiquement du centre du pouvoir, Bahia ne souffre pas moins de la nationalisation de sa vie politique. Dans le cadre de la «politique des gouverneurs», l'appui du Catete est un enjeu fondamental pour se maintenir à la tête de l'exécutif ou pour s'en emparer. Après son élection controversée en 1910, le président Hermes da Fonseca permet aux Nilistes, qui l'ont soutenu, de reprendre le pouvoir à Rio de Janeiro. Il récompense aussi le Bahianais José Joaquim Seabra en lui offrant d'abord une place dans son gouvernement, puis en l'imposant comme gouverneur de Bahia en 1912. A cette occasion, le gouvernement fédéral n'hésite pas à faire bombarder Salvador pour couper court à la résistance de l'opposition locale et installer son champion au Palais des Acclamations. José Joaquim Seabra, qui a largement contribué à la défaite de son compatriote Rui Barbosa dans sa campagne présidentielle contre Hermes da Fonseca, entame ainsi un règne de douze années sur le grand État du nordeste. En 1919, José Joaquim Seabra s'oppose à nouveau personnellement à ce que Rui Barbosa, chef spirituel de ses adversaires politiques à Bahia et son grand rival au niveau fédéral, reçoive l'investiture officielle qui ferait de lui à coup sûr le prochain occupant du Catete. La solidarité entre Bahianais pour la conquête de la présidence de la République est impossible devant l'ampleur des disputes locales. L'alliance ou l'opposition avec la présidence de la République traverse la vie politique des États et condamne à l'impuissance des oligarchies divisées. Les successions présidentielles représente un nouvel aspect du verrouillage qui caractérise la «Vieille République» et qui lui permet de marginaliser toute contestation.

Il revient implicitement au président de la république, qui ne peut pas solliciter un second mandat consécutif, de choisir son successeur. L'établissement de la *chapa*, c'est-à-dire de la liste des candidats à la présidence et à la vice-présidence, commence généralement au cours de la troisième année du mandat présidentiel. Le président procède, par l'intermédiaire de ses amis politiques à de nombreuses consultations informelles, lance des ballons d'essai et finit par indiquer les deux noms, en accord avec la plupart des gouverneurs et des «situations» locales. Le Parti Républicain fédéral investit ensuite officiellement les candidats lors d'une convention de pure forme. Sûr de disposer de la machine administrative de l'État, essentiel dans le processus électoral normal et dans le processus tout aussi normal de fraude électorale. Il arrive cependant que le système gripe, que l'unanimité ne se fasse pas et que surgisse une candidature dissidente. Rui Barbosa par exemple se présente à plusieurs reprises contre le candidat officiel, au cours de campagnes homériques où il mobilise en vain toute sa fougue et toute son éloquence pour dénoncer le fonctionnement perverti des institutions. Dans les années 1920, la «politique des gouverneurs» et l'arrangement oligarchique qu'elle supposait commencent à montrer de sérieux signes d'essoufflement. L'urbanisation, l'organisation du mouvement ouvrier, la vigueur du ténentisme, les réticences de plus en plus vives des États à se sacrifier pour la défense du café, tout cela se conjugue pour peupler la scène politique de nouveaux acteurs et ébranler les pratiques traditionnelles.

La première tentative d'envergure pour secouer dans la légalité l'édifice oligarchique est l'œuvre de la «Réaction républicaine», mouvement qui s'organise pour soutenir en 1922 les candidatures conjointes de Nilo Peçanha (Rio de Janeiro) et de José Joaquim Seabra (Bahia) contre la chapa officielle Artur Bernardes (Minas Gerais)/Urbano dos Santos (Maranhão). La «Réaction républicaine» bénéficie du soutien, outre celui de Bahia et de Rio de Janeiro, des États du Rio Grande do Sul, du Pernambouc et du District fédéral. Les candidats mènent une véritable campagne, parcourant des milliers de kilomètres en train et en bateau à travers le Brésil, tiennent meeting sur meeting et banquètent avec tout ce que les États comptent de notables. Les discours de Nilo Peçanha s'en prennent clairement à la fédération inégale et aux candidatures officielles. Le voici par exemple qui harangue la population d'Amazonie :

«Que vous a donné jusqu'à maintenant cette politique qui monopolise le choix des présidents de la République ? (...) Qu'est-il parvenu au Pará et en Amazonie des nombreux milliers de contos¹ que le Centre a dépensé pour l'immigration étrangère ? (...) l'heure est venue de lutter (...) pour la victoire de la Réaction républicaine, qui sera celle de l'équilibre des intérêts fondamentaux de la Fédération»².

Finalement victorieux, Artur Bernardes proclame l'état de siège et met à profit tout l'arsenal légal pour malmener les positions du nilisme, du seabrisme et des courants qui leur ont prêté main-forte. Le 10 janvier 1923, en vertu de l'article 6 de la Constitution, Bernardes décrète une intervention fédérale dans l'État de Rio et

1. La monnaie l'époque est le mil-réis. Un *conto* (de milréis) = mille milréis.

2. Pecanha, Nilo, *Política, economia e finanças. Campanha presidencial (1921-1922). Conferências*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1922, p. 19-22.

nomme un *interventor* pour l'administrer, en lieu et place du gouvernement fluminense, pendant que les opposants à Seabra prennent leur revanche à Bahia. La Réaction républicaine avait vécu, mais elle avait esquissé un nouvel axe de pouvoir, dont le puissant Rio Grande do Sul était le pivot et qui était capable de se substituer à l'alliance «café-au-lait». Quelques années plus tard, l'«Alliance libérale» allait élargir la brèche.

En 1929, la succession présidentielle est l'occasion d'une brouille entre les Paulistes et les *Mineiros* qui n'acceptent pas les noms retenus par le président Washington Luiz (originaire lui aussi de São Paulo). Une coalition hétéroclite, formée des «situations» du Minas Gerais, du Rio Grande do Sul et de la Paraíba et des oppositions des autres États, oppose aux candidats officiels Júlio Prestes (São Paulo) et Vital Soares (Bahia) les noms de Getúlio Vargas (Rio Grande do Sul) et de João Pessao (Paraíba). La «Vieille République» ne faillit pas à ses traditions. Selon un rituel presque cinquantenaire, Júlio Prestes et Vital Soares sont élus et l'opposition reconnaît sa défaite. Mais l'assassinat de João Pessoa le 26 juillet 1930, immédiatement attribué au gouvernement fédéral¹, fait rebondir la querelle. L'Alliance libérale renait de ses cendres et recourt cette fois-ci à la force armée. En octobre 1930, les troupes rebelles entrent dans Rio de Janeiro. Washington Luiz est déposé tandis qu'un gouvernement provisoire promet une nouvelle constitution.

En 1930, les vieilles recettes éprouvées pendant 45 ans de République n'ont pas suffi à préserver le régime. Le désaccord entre São Paulo et le Minas Gerais a bouleversé les rapports de force à l'intérieur de la fédération. La coalition victorieuse divergeait sur bien des points, mais était fermement décidée à en finir avec l'hégémonie pauliste et la fédération inégale. Sans donner aux Brésiliens la maîtrise complète de leur vie politique, le gouvernement de Getúlio Vargas entrait de plain-pied dans l'ère des masses et modifiait considérablement l'équilibre des pouvoirs. Les oligarchies quittaient le devant de la scène pour la laisser au chef de la Nation. A l'aide d'une propagande intensive et soignée, Getúlio Vargas s'imposait comme le seul médiateur entre un État fort et le Peuple auquel il s'adressait directement et régulièrement. L'heure, dans le Brésil des années 1930, était à la radio et à la mobilisation populaire sous l'autorité du Chef, et non plus au décor désuet d'une République sortie du 19^e siècle européen.

«Mademoiselle República» et Zé Povo

Le livre que José Murilo de Carvalho² vient de consacrer à l'imaginaire républicain repose sur un projet simple : analyser le contenu des symboles utilisés par les républicains brésiliens et évaluer leur succès populaire, et par conséquent leur capacité à légitimer le nouveau régime. Au terme de ce travail, l'historien conclut clairement à l'échec : les républicains au Brésil ont été incapables de créer un imaginaire qui dépasse le cercle des milieux érudits. Les symboles qui ont réussi à «prendre», poursuit José Murilo, ont dû leur succès au fait qu'ils avaient un lien avec la tradition impériale ou avec la culture religieuse.

1. Sans doute à tort. L'attentat dont João Pessoa est la victime a probablement pour origine une rivalité locale.

2. Carvalho, José Murilo de, *A formação das almas*, op. cit.

On ne saurait cependant s'étonner que des symboles, importés tels quels d'Europe ou des États-Unis, ou fabriqués sur place à partir de moules étrangers, aient laissé indifférente une population en laquelle l'idée républicaine, traditionnellement faible en contenu et en troupes, n'avait jamais éveillé grand'chose. Ce n'était certes pas la Vieille République et les pratiques qui viennent d'être décrites qui pouvaient susciter l'adhésion enthousiaste à ses principes et toucher les coeurs. Restée vaine, la débauche d'images à laquelle se livre la république au Brésil n'en présente pas moins un grand intérêt dans une perspective d'histoire culturelle et politique des élites brésiliennes dans la période. Elle illustre une fois de plus l'abîme d'incompréhension qui sépare le Brésil légal du Brésil réel, le Brésil des capitales du Brésil de l'intérieur, «*Mademoiselle República*» de Zé Povo. En nous plaçant dans une problématique d'importation des modèles culturels, on appréciera le rôle que jouent les modèles importés dans la construction de la nation brésilienne au début du 20^e siècle. On s'intéressera donc moins au contenu des images et des modèles importés, qu'à la fonction que ceux-ci remplissent dans le projet politique et culturel ébauché par les élites brésiliennes au tournant du siècle. Après avoir évoqué les rapports fascinés que la bourgeoisie brésilienne entretient avec l'Europe et les États-Unis, on verra comment l'importation de modèles culturels étrangers participe pleinement à une idéologie partagée entre la modernité et la tradition et occupée à construire la nationalité brésilienne.

L'historien américain Jeffrey Needell a joliment décrit la fièvre de modernité qui s'empare de la société carioca à la Belle Époque et comment cette modernité a souvent pour corollaire le mot «France»¹. Cette approche montre combien l'image de la France au Brésil est quelque peu brouillée, dans la mesure où le partage n'est pas facile à faire entre, son incontestable rayonnement culturel et sa réelle influence politique. L'importation de modèles français au Brésil a en effet précédé de beaucoup la république des barons du café. A la fin de l'Empire, un observateur français signale : «*L'étude du français est obligatoire dans les collèges et presque tous les Brésiliens parlent notre langue*»². Dom Pedro II lui-même confie au ministre de France avoir su le français avant le portugais³. La francophilie et l'érudition de l'empereur le poussent à fréquenter le comte de Gobineau, en poste à Rio de Janeiro d'avril 1869 à mai 1870⁴, à rencontrer Victor Hugo en mai 1877 à Paris où il reçoit du grand homme la dédicace suivante : «A celui qui compte Marc-Aurèle parmi ses ancêtres», à correspondre avec Pasteur et avec de nombreuses personnalités du monde intellectuel. Victor Hugo, phare du romantisme brésilien, non seulement fait l'admiration de l'empereur, mais suscite un véritable culte chez les républicains.

Avec la victoire de la République, l'influence française se teinte à nouveau d'une forte couleur politique. Les positivistes, actifs dans la contestation du régime

1. Needell, Jeffrey, «*Rio de Janeiro at the turn of the century : modernization and the Parisian ideal*», dans *Journal of Interamerican studies and world affairs*, vol. 25, févr. 1983, p. 83-103, et *Tropical Belle Époque. Elite culture and society in turn of the century Rio de Janeiro*, Cambridge, University Press, 1987.

2. M.A.E., C.P., Brésil, vol. 52, 26 juin 1887, p. 80.

3. M.A.E., C.P., Brésil, vol. 52, lettre du 12 juillet 1888, Amelot à Floureens.

4. Raeders, Georges, *Le Comte Gobineau au Brésil*, Paris, 1934.

impérial et dans les premières années de gouvernement républicain, font inscrire le 14 juillet dans le programme des fêtes civiques que le gouvernement provisoire établit et qui commence, le 21 avril 1890, avec la commémoration de l'Inconfidence le jour anniversaire de la mort de Tiradentes. Le 13 mai suivant, le gouvernement fête avec encore plus d'éclat l'abolition de l'esclavage. Un manuel scolaire d'inspiration positiviste¹ explique à la jeunesse le sens de ces fêtes légales. Certaines sont purement nationales : le 3 mai, par exemple, consacré à l'arrivée de Cabral au Brésil, le 7 septembre, jour de l'Indépendance, le 15 novembre, fête de la Patrie. D'autres dates ont une portée universelle : le 1^{er} janvier, jour de la Fraternité, le 2 novembre, voué, dans la plus fervente tradition comtiste, à la solidarité entre les générations passées et les vivants, le 12 octobre, jour où Christophe Colomb découvrit l'Amérique et modifia le destin de l'Humanité entière, le 14 juillet, enfin, jour où l'on peut célébrer pêle-mêle la République, la liberté et l'indépendance des peuples d'Amérique. Le 14 juillet s'impose parce qu'il s'agit de la date-symbole d'*«une révolution mémorable qui est passée à l'histoire sous l'appellation de Révolution française, mais qui devrait s'appeler plus proprement la révolution de l'Humanité, la révolution universelle ou simplement la révolution, puisqu'elle fut la révolution par excellence»*². L'universalité de la Révolution française est un thème martelé par la presse et par les discours officiels. Le 15 juillet 1890, la *Gazeta de notícias* explique de la même manière le succès populaire des manifestations de la veille : *«C'est que le peuple brésilien comprend que le 14 juillet lui appartient, comme il appartient à la France, comme il appartient à l'humanité, et le comprenant ainsi, il le fête comme il fêterait une date de son histoire»*³. Il ne s'agit pas d'une déclaration lyrique isolée mais d'un *topos* que l'on peut lire encore dans la presse pendant la Première Guerre mondiale. Le 14 juillet est férié au Brésil au cours de toute la Vieille République.

Le récit du 14 juillet 1890 dans la ville de Rio de Janeiro trahit l'enthousiasme de Camille Blondel, chargé d'affaires français, partisan et artisan, il est vrai, de la reconnaissance anticipée du gouvernement provisoire par la République française, devant des démonstrations d'amitié qui semblent confirmer le bien-fondé de sa politique. *«Dès le matin, relate-t-il, l'aspect de la capitale était tel que l'on eût pu se croire dans une ville française. Les monuments publics, la plupart des maisons particulières, étaient ornées de drapeaux français. (...) Les principales rues étaient enguirlandées, et des anneaux de feuillage, au milieu desquels se balançait des oriflammes français et brésiliens, reliaient entre elles les maisons décorées de drapeaux tricolores»*⁴. Le programme des réjouissances est chargé : représentation de gala, distribution de jouets aux enfants pauvres de la ville, bals publics, illuminations, retraites aux flambeaux, concert et bal officiel au Casino fluminense. Les toasts succèdent aux toasts, les allocutions aux discours, les *Marseillaise* aux œuvres de Bizet ou de Saint Saëns. Un français résidant au Brésil, Lucien Lambert,

1. Rodrigo Octávio, *Festas nacionais*, livre approuvé par le Conseil supérieur d'instruction publique du District fédéral et de divers états de l'Union, 3^e édition, Rio de Janeiro, 1905.

2. *Ibidem*, p. 136.

3. M.A.E., C.P., Brésil, vol. 54, p. 227.

4. *Ibidem*, p. 225.

compose même une *Marseillaise brésilienne*, avec des paroles inspirées de Rouget de Lisle, œuvre dont l'interprétation au Casino fluminense par une cantatrice locale, Rose Méryss, fait l'unanimité : «*Madame Rose Méryss, peut-on lire sous la plume de Camille Blondel, vêtue d'une ample tunique blanche, dans les plis de laquelle couraient les couleurs brésiliennes, une étoile en brillant dans les cheveux et tenant très fermement en mains le drapeau brésilien, entonna l'hymne magistral de M. Lucien Lambert*»¹. La III^e République exporte vers ses petites sœurs sud-américaines son grand attirail de symboles. La communauté française au Brésil délègue un avatar de Marianne pour célébrer les retrouvailles des deux républiques et ne lésine pas sur ses attributs : l'incarnation féminine de la République, le drapeau et les couleurs nationales, l'hymne plagié que le chargé d'affaires français conseille au Brésil d'adopter comme hymne national².

Absente de la constitution que se donnent les États-Unis du Brésil et de la titulature de la nouvelle République, l'inspiration française continue à dominer le domaine symbolique du politique, à fournir le vocabulaire et la grammaire du rituel républicain. L'allégorie féminine à bonnet phrygien s'impose dans le monde entier pour symboliser la République, avec les thématiques différentes qu'a si bien montrées Maurice Agulhon dans le contexte français. Le Brésil décline à son tour, avec l'ostentation d'un nouveau riche, les facettes de la personnalité multiplie de «*Mademoiselle Républica*», tantôt vierge modeste aux yeux baissés, tantôt mégère furibonde, tantôt créature sans vergogne se vendant au plus offrant. La représentation figurée de la République ne parvient pas cependant à se confondre avec la Nation et à se répandre au-delà de l'iconographie officielle ou du dessin de presse. Il faut toutefois plutôt interpréter, à notre avis, le succès de Marianne comme une spécificité française que chercher à expliquer l'échec de «*Maria*» au Brésil. Les caricatures opposent volontiers à «*Mlle Républica*» le personnage de Zé Povo, «*Joseph Peuple*», l'équivalent brésilien de John Bull ou de l'Oncle Sam. Les relations de Zé et de la République sont d'ailleurs fort tumultueuses en raison du caractère ombrageux, possessif et intéressé de la première, du moins selon les artistes qui illustrent la revue satirique *O Malho* (le maillet) au début du siècle.

L'imagerie républicaine au Brésil puise, on le constate, dans un vaste répertoire qui ne s'arrête pas à la *Marseillaise*, mais qui emprunte aussi certains éléments aux États-Unis. L'histoire du drapeau américain inspire plus les artistes brésiliens que les aventures du drapeau tricolore pour célébrer picturalement les couleurs brésiliennes, œuvre du peintre positiviste Décio Vilares. Un tableau de Pedro Bruno, intitulé *A Pátria*³, représente des femmes en train de coudre les différentes parties du drapeau. La composition rappelle évidemment l'origine de la bannière étoilée. L'œcuménisme le plus large préside à l'élaboration des images de la Vieille République qui ne néglige aucun des signes extérieurs de la modernité politique. On sacrifie abondamment à la statuomanie, dans une pédagogie qui articule le grand homme à l'Histoire, à l'aide d'une rhétorique bien répétitive. Les places publiques reçoivent leur contingent de héros de bronze et de poètes exaltés. Les

1. *Ibidem*, p. 232.

2. *Ibidem*, p. 232.

3. Ce tableau se trouve au Musée de la République, Rio de Janeiro, et figure sur la couverture de *A formação das almas*.

capitales des États investissent dans de luxueux palais. Le «Palais de la Liberté» construit en 1897 à Belo Horizonte, ville nouvelle conçue par un urbaniste positiviste, respecte les règles internationales du genre. Le buste de la Liberté, situé au fronton du Palais du même nom, est ceint d'une couronne radiée, conformément au schéma popularisé par Félix Bartholdi en 1886, tandis que, à quelques mètres de là, une République à bonnet phrygien surmonte le secrétariat à l'éducation.

Situé à la périphérie de l'Europe des Révolutions, le Brésil de la Belle Époque cherche à concilier une société traditionnelle, où la possession de la terre est considérée comme la principale, sinon l'unique, source de richesse et de prestige, avec une fascination pour l'Europe, foyer de la Civilisation et image du Progrès en marche.

La formation des élites brésiliennes développe la familiarité de celles-ci avec l'Europe. Le Collège Notre-Dame de Sion, fondé en 1888, éduque exclusivement en français les jeunes filles destinées à se marier dans la meilleure société. Les bonnes familles brésiliennes font des séjours prolongés dans les capitales et les villes d'eaux d'Europe. Rui Barbosa soigne sa pauvre santé à Enghien, Nilo Peçanha passe quelques mois à Nice loin des turbulences de la vie politique *fluminense*, la quasi totalité des hommes politiques de la Vieille République promènent famille et domesticité à travers les hôtels de Paris, d'Évian ou de Baden-Baden, à l'instar de l'aristocratie européenne de la Belle Époque. On importe d'Europe le vocabulaire politique comme on y commande son mobilier ou ses vêtements de laine, si peu adaptés pourtant à la fournaise de l'été brésilien¹.

Le Brésil possède son Panthéon de héros modernes. Il a son Pasteur en la personne d'Osvaldo Cruz, le grand éradicateur de la fièvre jaune, son Gustave Eiffel en Paulo Frontin, qui réalise des prouesses pour améliorer l'approvisionnement en eau de la capitale fédérale, son Haussmann en Pereira Passos, qui élargit les avenues et assèche les cloaques. Il faut ajouter à ces types deux autres héros nécessaires à la construction nationale : le baron de Rio Branco qui modèle les frontières du Brésil à coups de succès diplomatiques, et Cândido Rondon, dont les expéditions humanistes parmi les Indiens d'Amazonie symbolisent l'œuvre de colonisation intérieure. Ce sont cependant les villes qui manifestent le plus explicitement ce désir de modernité.

Rio de Janeiro entend bien ne pas se laisser ravir par Buenos Aires, sa rivale de toujours, le sceptre de capitale la plus avancée d'Amérique latine. Les réformes urbaines visent à en finir avec la ville héritée des Portugais, qu'on juge du plus mauvais goût, indigne en tout cas de la capitale du pays du futur. L'essor urbanistique touche aussi la province, São Paulo, qui a des ambitions de capitale, mais aussi Salvador, qui n'a jamais oublié son passé de capitale et que José Joaquim Seabra perce de grands axes au début du 20^e siècle. Rio accueille les Expositions de 1908 (pour commémorer le centenaire de l'ouverture des ports aux nations amies) et de 1922 (centenaire de l'Indépendance) qui veulent témoigner au monde de l'appartenance du Brésil à la Civilisation. La brochure de 1908 affirmait, par

1. Voir Needell, Jeffrey, *op. cit.*, sur la question du mode de vie «londonien» des Cariocas du début du siècle.

exemple, que le but de l'Exposition était de «présenter, dans un cadre magnifique, l'image du progrès du Brésil, accomplissant en un siècle de marche forcée le parcours nécessaire pour arriver au degré de culture que les nationalités anciennes atteint après des milliers d'années»¹.

La figure emblématique de ce Brésil paradoxal, de «pays du futur» préoccupé de ses racines, pourrait être l'homme politique bahianais Miguel Calmon du Pin e Almeida, qui est à la fois le neveu d'un ministre de l'Empire dont il porte le nom, et le «plus jeune ministre de la république». Lié aux intérêts traditionnels du sucre, propriétaire de plantation et d'*engenhos*, enraciné dans la noblesse du Recôncavo bahianais, Miguel Calmon fait des études d'ingénieur, voyage pour enrichir ses connaissances et devient à 27 ans ministre des Travaux publics. Héritier de l'Empire et constructeur de l'ordre républicain : toute la collection rassemblée par Miguel Calmon et léguée par sa veuve au Musée historique national en 1936 est là pour le proclamer².

Une partie des objets donnés au Musée rappellent la noblesse de Miguel Calmon – qui, d'après son arbre généalogique, descendrait d'un chevalier originaire de Cahors – et tissent de nombreux liens symboliques avec l'aristocratie tant brésilienne qu'européenne. Les portraits et les reliques de la famille impériale cohabitent en effet avec de nombreux souvenirs de la monarchie française, médailles à l'effigie des Bourbons, estampes commémoratives de la mort de Louis XVI. Une des pièces les plus précieuses de la collection est une dague de chasse qui aurait appartenu au roi Louis XVIII et qui serait parvenue à Miguel Calmon grâce au duc de Nemours³ et aux amis brésiliens de celui-ci.

Le second aspect de la collection a trait à la carrière d'ingénieur et d'administrateur progressiste de Miguel Calmon au cours des différentes étapes de sa brillante carrière. On y trouve son diplôme de l'École Polytechnique de Rio de Janeiro, accompagné d'une cinquantaine d'autres parchemins émanant de sociétés savantes et d'associations industrielles du monde entier et de tous les genres. Un important fonds photographique évoque les réalisations de Miguel Calmon pour le développement du Brésil : on peut y admirer des ponts métalliques jetés sur des fleuves tumultueux, des canalisations gigantesques qui trouent la forêt vierge, on peut y voir des postes de télégraphes implantés aux confins du Brésil et sur lesquels flottent désormais le drapeau national et la devise «Ordre et Progrès», les expéditions de Cândido Rondon et les œuvres missionnaires qui tentent de transformer en Brésiliens modernes les Indiens d'Amazonie.

La biographie et la collection de Miguel Calmon aident à comprendre comment les élites brésiliennes élaborent, avec des éléments empruntés à l'extérieur, une grille de lecture qui leur permette de rendre compte de leur propre société

1. Cité par Afonso Arinos dans *Um estadista da República*, Rio de Janeiro, 1976, p. 481, (biographie de l'homme politique mineiro Afrânio de Mello Franco, 1^{re} édition 1955).

2. Abreu, Regina Maria do Rego Monteiro de, *Sangue, nobreza e política no templo dos imortais : um estudo antropológico da coleção Miguel Calmon no Museu histórico nacional*, tese de Mestrado do Museu Nacional, Rio de Janeiro, 1990, 346 p. dact.

3. Rappelons pour mémoire les liens familiaux qui unissent les Bragance aux Orléans.

en formation¹. L'idéal aristocratique et le messianisme de l'ingénieur se rejoignent pour légitimer leur droit à domestiquer la nature brésilienne et à diffuser dans toute la société une civilisation qu'ils ont pour mission d'incarner et d'étendre par leur exemple.

Le mode de vie et les valeurs des élites urbanisées et cosmopolites représentent en effet un certain idéal pour ce qu'on pourrait appeler les «élites secondes», provinciales à la richesse plus récente, et peu cultivées. Dans les romans qu'il a consacrés aux terres du cacao, dont l'expansion dans le sud de l'État de Bahia coïncide avec la Vieille République, Jorge Amado évoque à plusieurs reprises l'attraction qu'exerce sur les nouveaux riches la perspective d'une vie de rentier dans les grandes métropoles. Dans *São Jorge de Ilhéus*, il décrit de la manière suivante la jeune épouse d'un exportateur de cacao et l'atmosphère propre à Ilhéus : «elle vivait les yeux rivés vers les grandes villes, Rio et São Paulo, les casinos, les plages, les théâtres et les cinémas. (...) Ilhéus était une ville d'affaires, de rudes fermiers; de nombreuses habitudes patriarcales lui restaient, la vie des femmes mariées se passaient à l'intérieur des maisons, dans le soin de la cuisine et des enfants. Épouses de «colonels», femmes sans culture et sans raffinement»². La vie de la bourgeoisie locale, du moins telle qu'elle apparaît dans cette page de Jorge Amado, s'oppose point par point à l'étude que Jeffrey Needell³ fait des mœurs de la bonne société carioca et notamment du rôle de la femme qui, débarrassée de ses tâches ménagères, occupe une place primordiale dans la vie mondaine.

Le décalage entre la capitale fédérale, relais européen en terre brésilienne, et la province ou plus exactement ce qu'en portugais on nomme l'«intérieur», est ressenti particulièrement après la guerre de Canudos. C'est à un jeune homme sorti des séraïls de la République, frais émoulu de l'École Polytechnique, lecteur d'Auguste Comte, qu'il appartient de poser le problème en termes nouveaux. Envoyé sur le front comme journaliste, Euclides da Cunha publie un premier article intitulé «Notre Vendée», suivi en 1901 d'un récit qui fera date. Dans *Os Sertões*, traduit en français sous le titre *Les terres de Canudos*, Euclides da Cunha se livre à une approche méticuleuse de ce monde inconnu qu'est le Brésil de l'intérieur. Il passe au crible, avec tour à tour un regard d'anthropologue, de géologue, voire de phrénologue, le milieu *sertanejo* et l'homme *sertanejo* produit par ce milieu. Il rassemble toutes les données possibles sur Antônio Conselheiro, ses prophéties, ses *Jagunços*, puis fait le récit des quatre expéditions fédérales qui sont nécessaires pour écraser la rébellion. Ce travail patient inspire à Euclides da Cunha des conclusions qui méritent une citation un peu longue :

«Vivant depuis quatre cents ans sur un littoral des plus vastes où luttent les réflexes d'une vie civilisée, nous avons reçu à l'improviste un héritage inattendu : la

1. Le sociologue Renato Ortiz insiste sur le processus de choix qui préside à l'importation d'idées au Brésil au 19^e siècle. Prenant l'exemple des théories raciales, il montre que les intellectuels brésiliens font une lecture très sélective de leurs «modèles». Ils doivent répondre en effet à une demande sociale très précise, qui attend d'eux des solutions pour résoudre les problèmes théoriques liés à la construction d'une nation à partir d'une société multiraciale sur laquelle l'esclavage a laissé de fortes marques. Voir Ortiz, Renato, *Cultura brasileira e identidade nacional*, São Paulo, Brasiliense, 1985.

2. Amado, Jorge, *São Jorge de Ilhéus*, 1944 (1^{re} édition).

3. Needell, Jeffrey, *op. cit.*

République. Nous sommes montés brutalement, entraînés par le torrent de l'idéal moderne, laissant au centre du pays, dans la pénombre séculaire où ils gisaient un tiers de nos gens. Illusionnés par une civilisation d'emprunt, moissonnant dans notre travail aveugle de copistes ce qu'il y a de mieux dans les codes organisés par les autres nations, et refusant de transiger, si peu soit-il, avec les exigences de notre propre nationalité, nous avons agi en révolutionnaires; nous avons rendu plus profond le contraste entre notre façon de vivre et celle de nos robustes compatriotes qui se sentent plus étrangers sur ce sol que les immigrants d'Europe.

Et cela parce que ce n'est pas la mer qui nous sépare, mais bien une durée de trois siècles.

Et quand par une imprévoyance indéniable, nous eûmes laissé se former parmi eux un noyau de maniaques, nous ne sûmes pas comprendre le sens supérieur de l'événement; nous en avons réduit l'esprit au concept étroit d'une préoccupation partisane. (...)

Et Canudos était devenu la Vendée»¹.

Canudos révèle brutalement le Brésil de l'intérieur au Brésil du littoral. Le refus violent et déterminé de l'ordre républicain n'est pas cantonné dans des arrière-pays lointains. La population de Rio de Janeiro, capitale de la république, est elle aussi sujette à d'incompréhensibles accès de fièvre, incompréhensibles en tout cas aux yeux des autorités.

Dans le livre qu'il a consacré aux rapports des Cariocas et de la République, José Murilo de Carvalho s'est mis à la recherche de ce peuple introuvable, dont le nom emplit tant la bouche des républicains et qui manifeste tant d'indifférence et d'apathie quand il s'agit de se rendre aux urnes². Le peuple de Rio est bien présent sur la scène politique, mais pas de la manière attendue, ni quand on l'attend, ni où on l'attend. José Murilo de Carvalho en veut pour preuve la révolte populaire qui tient en échec la vaccination obligatoire contre la variole, imposée par la loi du 31 août 1903.

En administrateur moderne et soucieux du bien-être de ses concitoyens, le préfet du District fédéral (maire nommé par le président de la république), Pereira Passos, entreprend d'assainir Rio et, avec le concours d'Osvaldo Cruz, d'en éliminer la fièvre jaune et diverses maladies. Les autorités lancent des brigades sanitaires à travers les taudis pour exterminer rats et puces, font raser les quartiers trop insalubres, bombardent la ville d'insecticide et de règlements contraignants pour en améliorer l'hygiène. Osvaldo Cruz compte éradiquer la variole en rendant obligatoire la vaccination contre le fléau, sans laisser aux récalcitrants beaucoup de possibilités d'échapper à l'injection. L'opposition parlementaire des positivistes, qui hurlent au despotisme sanitaire, est relayée par l'agitation de rue lorsque les décrets d'application précisent la menace. Les manifestations hostiles se succèdent et dégénèrent rapidement. Pendant une semaine, Rio devient le théâtre d'une vaste émeute qui se solde par 23 morts, 67 blessés, 700 arrestations et de nombreux pillages.

José Murilo de Carvalho explique principalement la révolte du vaccin par la défense des valeurs traditionnelles contre ce qui était perçu comme un intolérable

1. Euclides da Cunha, *Les terres de Canudos*, tr. par Sereth Neu, Rio de Janeiro : éd. Caravâla, 1947; p. 140-141.

2. Carvalho, José Murilo de, *Os Bestializados*, *op. cit.*

abus de pouvoir. On acceptait mal, et même pas du tout, qu'une autorité étrangère remette en question la souveraineté du chef de famille sur son foyer, son épouse et ses enfants. Les barricades de novembre 1904 témoignaient d'une volonté populaire, qui démentait la passivité attribuée à Zé Povo depuis la lettre d'Aristides Lobo sur les *bestializados* de 1889. La population de Rio, une quinzaine d'années après l'abolition de l'esclavage, choisit un mode d'expression et un thème qui n'étaient pas prévus par les schémas de la citoyenneté européenne. Les confréries, les associations (on estime que la moitié des Cariocas font partie au moins d'une association vers 1910), les grandes fêtes religieuses de la Penha ou de N.S. da Glória, le carnaval, signalent l'existence d'une face cachée au Brésil des *bacharéis* des ingénieurs et des «madames» dont les *sambas* commencent à parodier le langage châtié et truffé de mots étrangers.

Le paysage urbain exprime de manière insistante cette déchirure originelle du tissu national, entre les Européens et les fils d'esclaves. En 1916, une revue destinée à un public choisi dénonce «*les quartiers parasites des mornes, qui menacent de se propager sur les sites qui dominent la ville, créant avec leurs perspectives barbares un cadre sordide à une ville qui a des titres mérités de splendeur. Il est absurde qu'une capitale qui possède des joyaux comme l'avenue Beira Mar exhibe le campement africain du morne de Santo Antônio sur le trajet merveilleux de la montée de Santa Tereza qui conduit aux forêts du Sylvestre*»¹. On peut difficilement trouver meilleure illustration de l'échec idéologique et social de la Vieille République, désespérément crispée sur les dichotomies qui opposent le littoral à l'intérieur et le citoyen au barbare.

Loin de dénier à la Vieille République son caractère profondément oligarchique, l'historiographie récente tend cependant à réhabiliter le rôle de l'État, tant au niveau fédéral qu'au niveau *estadual*. Les pouvoirs publics ne sont pas simplement le jouet des intérêts privés, fussent-ils, comme le café, la principale source de revenus nationaux. D'après la politiste Elisa Reis², la Première République constitue même un temps fort de la construction de l'État au Brésil, en ce sens qu'elle coïncide avec une politisation accrue de l'économie et avec le renforcement du rôle économique de l'État, rôle qui ne fera que croître et embellir au cours des décennies suivantes. Quant à la persistance du pouvoir local, il faut l'expliquer par le fait que, malgré la décentralisation, l'État républicain conserve, à l'image de l'État impérial, une grosse tête et des petits bras.

C'est peut-être par ses échecs que, paradoxalement, la Vieille République est importante dans l'histoire du Brésil contemporain. Il faut attendre les années 1930 pour que les sociologues Gilberto Freyre et Sérgio Buarque de Hollanda fassent du métissage une sorte de «carte d'identité nationale», selon l'expression

1. Dans *Revista da semana*, n° 51, 29 janvier 1916. Il est à noter que le mot de «*favela*», qui finira par désigner l'habitat sauvage décrit ci-dessus, a pour origine la guerre de Canudos. Démobilisés et sans emploi après leur retour du *sertão* bahianais, une partie des soldats avait colonisé un des mornes de Rio, baptisé peu après «*favela*», du nom d'un épineux caractéristique de la végétation peu riante de Canudos.

2. Reis, Elisa Pereira, «O estado nacional como ideologia : o caso brasileiro», dans *Estudos históricos*, n° 2, 1988, p. 187-204.

heureuse de Renato Ortiz¹. La Vieille République ne trouve pas de langage commun avec le «barbare» dont elle ne sait que faire. Elle a légué en outre aux nombreux régimes qui lui ont succédé un système partisan extrêmement instable et fragmenté. Une belle confusion idéologique continue à caractériser des partis politiques, souvent éphémères, plus connus comme au temps des barons du café par le nom de leur leader que par leur sigle. Lors de l'élection présidentielle de 1989, quatre candidats de poids se disputaient les faveurs de l'électorat de gauche au premier tour (Lula, Brizola, Covas, Freire), tandis que la droite alignait de son côté plusieurs compétiteurs apparemment sérieux (Collor, Maluf, Guimarães, Chaves), sans compter la nébuleuse de candidats pittoresques qui se sont disputés d'infinitésimales fractions des voix. On peut se demander ce qu'il adviendrait du P.D.T. sans le charisme incontestable de Leonel Brizola ou ce que serait le P.R.N., machine électorale de Fernando Collor, sans l'aura du président de la République ?

En guise de commémoration du centenaire de 1889, José Murilo de Carvalho invitait ses compatriotes à proclamer enfin la République au Brésil². Cent ans après, la vie politique brésilienne ne semble pas encore tout à fait guérie de certains maux dont les racines sont à rechercher entre 1889 et 1930.

Armelle ENDERS

1. Ortiz, Renato, *op. cit.*

2. Entretien publié dans le *Jornal do Brasil* le 5 novembre 1989.

La question des «ensanches» (1860-1910) : problème d'histoire et d'historiographie urbaine en Espagne

On pense d'abord à Barcelone lorsqu'on évoque les «ensanches» (= «élargissements» ou «agrandissements» urbains) espagnols de la deuxième moitié du 19^e siècle. L'«Eixample» (en catalan) que les Barcelonais ne répugnent plus maintenant à dénommer «Plan (ou Pla) Cerdá», du nom de son concepteur, est sans doute la réalisation urbanistique espagnole la plus connue à l'étranger. Rien n'est autant visible dans le plan de cette ville, qui fut longtemps la vitrine culturelle du pays, que la régularité absolue du quadrillage d'avenues et de rues, s'intercalant entre la «vieille ville» et les quartiers périphériques, de part et d'autre de Paseo de Gracia, traversé sans fantaisie par l'Avenue Diagonale. La figure A montre, dans les années 30, cet important fait de morphologie urbaine.

Tout cet espace urbain correspond à un vaste plan d'aménagement adopté en 1860 à partir des études et des tracés de l'ingénieur des «Ponts et Chaussées» (littéralement des «Chemins, Canaux et Ports») Ildefonso Cerdá. Malgré la grande valeur intellectuelle de ses travaux, que l'on redécouvre aujourd'hui et qui nous montrent un aspect méconnu et brillant du 19^e siècle espagnol, puisqu'ils sont considérés comme fondateurs de l'urbanisme moderne¹, c'est surtout la polémique

1. Ildefonso Cerdá : *Teoría general de la urbanización y aplicación de sus principios y doctrinas a la reforma y ensanche de Barcelona*, Imprenta española, Madrid, 1867. Cette œuvre monumentale, qui fut longtemps la seule par laquelle on connaissait les travaux de Cerdá, comprend deux tomes. Le premier («La urbanización considerada como un hecho», 820 p.) regroupe des considérations très générales sur l'histoire universelle des villes et les principes d'urbanisation à appliquer. Le deuxième («La urbanización como un hecho concreto. Estadística urbana de Barcelona») est une collection de tableaux statistiques sur la classe ouvrière de Barcelone, réalisés avant 1856 et qui avaient été joints à l'avant-projet de 1859. Un troisième tome de cartes (Atlas) n'a sans doute pas été publié. De manière générale, la pensée de Cerdá possède deux facettes : un caractère très monographique et «appliqué», mais aussi une dimension théorique et globalisante, ce que traduisent ses titres. Enfin, les tomes 1 et 2 furent réédités en fac-similé (en 1968, par l'Instituto de Estudios Fiscales, Madrid, 1968), assortis d'un 3^e tome («Appendice») qui réunit des documents annexes (textes courts de Cerdá, jugements contemporains, travaux historiques). Ces pièces, rassemblées par Fabian Estape ont porté le premier éclairage scientifique sur une œuvre mal connue car totalement éparsillée et partiellement perdue.

Certains passages de la *Théorie générale de l'urbanisation* ont été traduits en français, accompagnés d'une présentation biographique et intellectuelle de leur auteur : A. López de Aberasturi : *Ildefonso Cerdá. La théorie générale de l'urbanisation*, coll. Espacements, le Seuil, Paris, 1976.

déclenchée par cette opération qui en fit la célébrité. Le plan Cerdá a été imposé sans discussion par le pouvoir central à la municipalité de Barcelone en 1859 ; la ville s'en est vengée en refoulant totalement cette page de son histoire, et ce plan ne fut pratiquement pas étudié jusqu'aux années 50. Les architectes modernistes du début du 20^e siècle, souvent catalanistes (Domenech i Montaner, Puig i Cadafalch) vilipendèrent la laideur barbare d'un plan qu'ils vécurent comme une contrainte dans leur exercice professionnel et artistique.

L'«ensanche» de Barcelone ne fut pourtant pas le seul. Madrid a planifié le sien la même année (le plan est de l'ingénieur et architecte José María de Castro), Saint Sébastien en 1864 (architecte Antonio Cortazar Corria), Bilbao le mit en chantier en 1876 (architecte : Severiano de Achucarro, ingénieurs : Pablo de Alzola y Minondo, Ernesto Hoffmeyer), Alicante en 1888 (architecte : José Guardiola Pico), León en 1898, pour donner quelques jalons d'un courant urbanistique qui a finalement concerné la majorité des grandes villes du pays. Nous reproduisons des documents relatifs aux trois «ensanches» qui seront nos principales références (pour bien des raisons se sont les «ensanches» classiques et les mieux connus) dans cet article pour établir un bilan historiographique et développer quelques hypothèses de recherche.

Les présentations globales de la question : les «ensanches» comme une page d'histoire urbaine

Les géographes espagnols, dans les monographies urbaines comme dans les études synthétiques sur les grandes villes, considèrent les «ensanches» comme un élément de structure urbaine, c'est-à-dire ayant des caractères démographiques, morphologiques et fonctionnels originaux et assez constants, au même titre que la «vieille ville» ou les «faubourgs populaires du début du 20^e siècle»¹. L'exposition

1. C'est un point sur lequel la géographie urbaine espagnole insiste. Par exemple :

Horacio Capel Saez, *Capitalismo y morfología urbana en España*, coll. Realidad geográfica, Los Libros de la Frontera, Ed. Amelia Romero, Barcelone, 1975 (réédité en 1983), 143 p.

Manuel Ferrer Regales, Andres Precedo Ledo, «La estructura interna de las ciudades españolas», *Geographica*, 1972, p. 53-59.

Des travaux monographiques plus approfondis parviennent au même constat. Citons :

Andrés Precedo Ledo, *Bilbao y el Bajo Nervión : estudio de un espacio metropolitano*, Publicaciones de la Junta de Cultura de Vizcaya, Bilbao, 1977, 198 p.

Maria Jesus Calvo Sánchez, *Crecimiento y estructura urbana de San Sebastián*, Sociedad Guipuzcoana de Ediciones y Publicaciones, Saint Sébastien, 1983.

Dolores Brandis, *El paisaje residencial de Madrid*, Ministerio de Obras Públicas y Urbanismo, Bilbao, 1983, 342 p.

En fait, le premier article qui a mis en rapport l'élément de morphologie urbaine que sont les «ensanches» et la structure urbaine, du moins pour Madrid, est celui de Manuel de Terán, «El desarrollo espacial de Madrid a partir de 1868», *Estudios Geográficos* n° 84-85, 1961.

Ce constat résulte en partie d'une approche volontiers historiciste et monographique de la réalité urbaine, conduisant à différencier les tissus en fonction des étapes de la croissance urbaine. Certains auteurs vont jusqu'à identifier dans des villes «sans ensanche» un espace urbain aux caractères équivalents. Par exemple Sergio Tome (*Oviedo, la formación de una ciudad burguesa 1850-1950*, Colegio Oficial de Arquitectos de Asturias, Imprenta Industrial, Oviedo, 1988) intitule un chapitre : «La formation d'un espace équivalent aux «ensanches bourgeois» p. 79-139.

Plus globalement, deux articles récents font un point bibliographique sur ces questions : Antonio Bonet Correa, «La historiografía urbana en España», *Cuadernos de historia del arte* n° 7, Université d'Extrémadure, 1987. Et du même auteur : «Veinte años de historiografía urbana en España», *Ciudad y territorio* n° 81-82, 1989.

organisée en 1976 par la mairie de Barcelone à l'occasion du centenaire de la mort de Cerdá, et qui consacrait ses retrouvailles avec l'urbaniste maudit, a tenté de regrouper les plans d'«ensanche» des autres villes catalanes (Tarragone, Tarrasa, Sabadell, Mataro, Granollers...)¹, mais il y en eut bien d'autres, au point que ce type d'urbanisme fut exclusif de tout autre, jusqu'en 1892, date à laquelle le Parlement vota la loi tant attendue sur la «réforme intérieure» des villes (qui permet de réaliser des percées dans les tissus anciens). Ainsi, entre 1876 et 1890, de toutes petites villes (dans le Levant, par exemple, Javea, Utiel, Denia, Cuevas de Vera...) correspondent et argumentent longuement avec le gouvernement par l'intermédiaire de l'administration provinciale, pour obtenir leur «ensanche de población», même s'il ne s'agissait que d'ajouter quelques îlots à un vieux noyau urbain saturé.

C'est donc autour de l'agrandissement urbain que s'est élaboré l'essentiel de la réflexion urbanistique de la deuxième moitié du 19^e siècle, administrateurs, municipalités et techniciens confondus². Nous utiliserons comme source principale dans cet article les textes de présentation des plans d'«ensanche» du 19^e siècle, généralement appelés «memoria descriptiva».

Mais pour trouver un essai de définition des «ensanches», il faut se tourner vers les architectes. Manuel de Sola Morales et Julio Esteban, dans deux articles parus au moment de l'exposition de 1976³, tentèrent une première synthèse en comparant plusieurs «ensanches» catalans, et engagèrent en quelque sorte la «réhabilitation architecturale» de ce type d'aménagement : «Presque cinquante ans avant que les Allemands ne préparent et ne formalisent la rationalisation systématique de la métropole capitaliste, déjà, dans ces villes méridionales, la clarté de jeu du marché foncier et la réglementation pour faire de la ville un négoce spéculatif, avait mis en marche des mécanismes urbanistiques, élémentaires peut-être, mais terriblement efficaces, et qui par leur cohérence culturelle allaient devenir les fondements historiques de la métropole moderne» (2^e article, p. 45). Le deuxième article énonce quatre critères d'identification : les «ensanches» accompagnent la naissance d'un nouveau type de ville (celle du capitalisme libéral), reposent sur une nouvelle méthodologie urbanistique (dissociation de l'étape d'aménagement et de celle de construction), s'appuient sur de nouveaux instruments («ordonnances urbaines») et

-
1. Colegio de Ingenieros de Caminos, Canales y Puertos : *Ildefonso Cerdá. Catálogo de la exposición del centenario de su muerte*, Gráficos de Sirvent, Barcelone, 1976. La célébration de ce centenaire a correspondu avec le début de l'urbanisme post-franquiste, et les années où le «mouvement citadin» fut le plus revendicatif. C'est donc en insistant sur l'égalitarisme et l'hostilité à toute forme de «spéculation» dans la pensée de Cerdá que celle-ci fut redécouverte. Ses aspects centralistes et peut-être autoritaristes furent provisoirement mis entre parenthèse.
 2. Une des synthèses les mieux actualisées sur la question insiste sur le caractère exclusif de cette manière de traiter la ville par les pouvoirs publics espagnols de 1860 à 1890 : il s'agit du chapitre de Manuel Valenzuela Rubio («Des «ensanches» à la Guerre Civile, 1860-1939. La ville espagnole vers la modernité») inclus dans le tome 2 de l'ouvrage collectif coordonné par Vicente Bielza de Ory : *Territorio y sociedad en España* («Geografía humana»), Taurus, Madrid, 1989.
 3. Manuel de Sola Morales, Julio Esteban : «Nuevas ciudades en el siglo 19», *Arquitectura Bis*, n° 8, 1976.
Manuel de Sola Morales : «Los ensanches. Hacia una definición», *Arquitectura Bis*, n° 13-14, 1976. Le dernier article reprend une conférence prononcée à Saint Sébastien en 1974 «Los ensanches y el urbanismo en el siglo 19».

tracés deviennent inséparables). Enfin, ils reposent sur une nouvelle théorie de la ville (celle de Cerdá et de la *Théorie générale de l'urbanisation*). Nous ne souhaitons pas dans le présent article discuter de leur validité, mais apporter quelques éléments de réflexion historique sur la naissance et le développement de cette phase particulière de l'aménagement espagnol. Peut-être aussi réintégrer cette «page à part» de l'histoire contemporaine de l'Espagne dans son contexte politique : comment une période si troublée politiquement (les Six Années Révolutionnaires, de 1868 à 1874), puis si peu aventureuses – le régime de la Restauration à partir de 1876 – a-t-elle pu produire cette continuité dans le domaine de l'aménagement urbain ? A ce titre, une comparaison avec le courant urbanistique français parallèle que fut l'haussmannisation est intéressante.

Une comparaison possible : l'haussmannisation

Au-delà de la convergence de date et de période, leur démarrage en 1860 semble très lié aux circonstances historiques du moment et à des initiatives individuelles (Haussmann et Napoléon III ou Cerdá), auxquelles la tradition historiographique a préféré les renvoyer. Pourtant, les deux se sont poursuivis très tranquillement malgré la disparition du contexte de genèse (le Second Empire ou les Années Progressistes : 1854-1856). Enfin, formellement, ils donnent tous deux une vitrine «anti-industrielle» à la ville de la bourgeoisie ascendante, et véhiculent une évidente tradition classique. Cette dernière finira en opposition avec le renouveau architectural du début du siècle, et conduira à une «mauvaise réputation» au 20^e siècle de chacun de ces deux courants, tout récemment tirés du purgatoire¹.

Ce parallèle pourrait être développé, mais les différences sont aussi très nombreuses. Elles portent par exemple sur chacun des quatre critères identifiés par Sola Morales. L'haussmannisation est un urbanisme de capitale dans un pays qui s'industrialise vraiment, alors que les «ensanches» ont concerné des villes de taille très diverse et ont emprunté – d'après les connaissances actuelles – les voies d'un capitalisme plus foncier qu'immobilier, et très «spéculatif». En ce qui concerne la méthode de l'aménagement, d'un côté, on trouve le mécanisme de l'expropriation,

1. On dispose de deux histoires de l'urbanisme espagnol :

A. García y Bellido, L. Torres Balbas, L. Cervera, F. Chueca, P. Bidagor : *Resumen histórico del urbanismo en España*, Instituto de Estudios de Administración Local, 1954 (réédité en 1968 et 1987). Fernando de Teran : *Planeamiento urbanístico en la España contemporánea (1900-1980)*, Barcelona, Gustavo Gili, 1978 (réédition : Alianza Universidad, 1982).

Le premier est une suite d'articles de plusieurs architectes de renom, ayant une approche classique de l'histoire urbanistique, comparable à celle de Pierre Lavedan en France. Le dernier chapitre, écrit par Pedro Bidagor Lasarte, qui fut aussi le directeur de l'urbanisme madrilène au début du franquisme, se termine par une présentation, d'ailleurs assez admirative, des «ensanches» classiques (Madrid, Barcelone, Bilbao, Saint Sébastien). A l'inverse, le deuxième ouvrage est une «somme» très approfondie, documentée et illustrée, traversée par une thèse forte : les principaux outils de l'aménagement urbain en Espagne auraient été élaborés durant la première moitié du 20^e siècle, pour être bradés par le laisser-faire des années 60-70 au moment où la croissance urbaine était la plus forte et où cet aménagement aurait été le plus nécessaire. Il aborde donc rapidement en début du premier chapitre («Orígenes e iniciación»), l'étape des «ensanches» pour en faire une sorte de préhistoire de l'aménagement urbain contemporain. Ce traitement initial ou final, mais dans les deux cas marginal, par les deux ouvrages classiques, que l'on peut considérer comme idéologiquement opposés, est intéressant à noter.

de l'autre un simple «remembrement» foncier préparatoire à la construction. Plus clairement encore, on peut opposer d'un côté la percée dans les tissus pré-existants, prise souvent comme définition même de l'haussmannisation, et de l'autre l'extension en terrain rural. Enfin, le caractère pragmatique de l'haussmannisation contraste en, apparence, avec l'ambitieuse construction théorique de Cerdá, vu parfois comme un utopiste.

Mais on doit noter que c'est cette différence qui a attiré l'attention de certains contemporains «éclairés», comme Pablo de Alzola, un des auteurs du plan d'«ensanche» de Bilbao, que nous évoquerons plus loin. Son *Histoire des travaux publics en Espagne* (1899)¹ se montre très admirative pour cette politique urbaine : «Les villes françaises ont été embellies grâce à un système contraire d'ouverture de "boulevards" intérieurs moyennant des destructions importantes dans les quartiers anciens avec expropriation des zones riveraines. Ce principe, très bénéfique, n'avait pas été introduit dans notre législation de cession forcée sous le règne d'Isabelle II. Par contre, nous surpassons les autres pays, et particulièrement la France, pour le mécanisme des "ensanches" qu'ils ignorent totalement (...), et nous pouvons faire montre de la magnifique urbanisation de Barcelone, comme véritable modèle pour créer de nouveaux centres de peuplement, mais bien d'autres aussi, plus petits, exemples de moindre importance dans d'autres villes espagnoles». Les «ensanches», pour cet ingénieur, historien et essayiste, sont un motif de fierté : ils sont une des «planches» du salut de la nation.

Mais son admiration pour cette «solution» autochtone est ambiguë, dans la mesure où les «ensanches» furent le recours possible face aux défaillances de la législation : ils sont ainsi une expression de l'ingéniosité des ... ingénieurs des Chemins, Canaux et Ports, en qui il voit une «phalange du progrès» dans un pays où les gouvernants, endormis par une tradition de «mal-gobierno», continuent à baisser les bras. Remarquons aussi qu'au moment où l'élite éclairée espagnole se tourne vers l'«Europe» à la recherche de nouveaux modèles, le constat d'un de ses représentants significatifs est que son pays n'est pas si attardé dans le domaine urbanistique, par rapport au «modèle» parisien, déjà si célèbre. Le présent article souhaite rendre possible la comparaison plutôt que la développer.

L'«ensanche» de Barcelone : classique et polémique à la fois

La première étape de l'«histoire des ensanches» fut la plus discutée. L'ingénieur Cerdá est autorisé en 1854 par le gouvernement à réaliser des études pour l'agrandissement de Barcelone, où il résidait depuis plusieurs années et dont il avait été élu député progressiste en 1851. La commission est également composée d'un ingénieur militaire et d'un architecte de la municipalité. A ce moment, cela signifie surtout que le pouvoir central accepte la destruction des fortifications (Décret Royal de 1854) et que les servitudes militaires perdent leur primauté. L'enceinte

1. Pablo de Alzola : *Historia de obras públicas en España. Estudio histórico*, Madrid, 1899. Cet ouvrage, aussi intéressant par les idées qui le sous-tendent que par les faits qu'il expose, fut réédité, assorti d'une présentation de la vie et de l'œuvre littéraire et d'ingénierie de l'auteur, par Antonio Bonet Correa et le Collège Officiel des Ingénieurs des Chemins Canaux et Ports de Madrid (Éd. Turner, 1979).

construite au lendemain de la Guerre de Succession d'Espagne (Barcelone avait pris le parti autrichien), représentait pour la population, certes, l'ancien régime féodal, mais aussi la victoire du centralisme. Barcelone demandait dans le climat de rébellion des années 50 leur destruction, et les témoins de l'époque en font une grande cause révolutionnaire, comparable à la prise de la Bastille.

Après plusieurs années de travail, d'enquêtes et de réflexion théorique, Cerdá élabora un avant-projet incluant un plan possible et une *Monographie statistique de la classe ouvrière de Barcelone*, extraordinairement détaillée¹. En 1858, la municipalité lance pourtant un concours ayant le même but. Cerdá présente son projet, mais c'est celui de l'architecte Carlos Rovira y Trias qui est retenu. Ceci n'empêche pas en 1859 la Direction Générale des Travaux Publics (du Ministère du «Fomento», c'est-à-dire de l'économie) et le gouvernement de déclarer seul valable celui de Cerdá. Malgré les protestations de la municipalité, ce choix purement politique est maintenu; la «bataille du plan Cerdá» était avant même le début des travaux (voirie) une nouvelle victoire sans partage du centralisme.

Remarquons donc que cet «ensanche», considéré comme le modèle des autres et qui eut valeur de précédent et d'expérience pour l'élaboration de la législation de 1864, ne fut le produit d'aucun automatisme administratif. Cette décision, dont l'autoritarisme peut surprendre de la part d'un régime libéral, dominé par des modérés et plutôt taxé de passivité devant les groupes d'intérêt, doit sans doute beaucoup au contexte d'incertitude institutionnelle et politique : dans les années 50 Barcelone connut de nombreux soulèvements populaires et Cerdá, comme commandant de la Milice Nationale en 1855, dut faire face aux émeutes. Mais les relations personnelles de l'ingénieur dans l'administration provinciale, parfois favorable aux idées progressistes (Cirilo Franquet, Gouverneur Civil de Barcelone), ainsi qu'à la Direction des Travaux Publics eurent leur rôle. Cette Direction était alors contrôlée par le Corps des Ingénieurs des Ponts et Chaussées, tous récemment sortis de l'École du même nom. Crée par Agustín de Betancourt en 1802, cette École incarne le progressisme du premier 19^e siècle espagnol. Elle fut fermée à plusieurs reprises pendant la tentative de restauration absolutiste de Ferdinand VII pour rouvrir définitivement en 1834. Pendant les «Deux Années Progressistes» les ingénieurs civils font affecter l'essentiel des recettes de la deuxième «désamortisation» (dite de Madoz, en 1855, c'était une vente de biens nationaux) aux travaux

1. Cet avant-projet, non publié du vivant de Cerdá, a été récemment découvert aux Archives Centrales de l'Administration d'Alcalá de Henares (section Éducation et Science); on ne le connaît que par l'intermédiaire de la *Théorie générale de l'urbanisation*, dont le deuxième tome était une publication partielle (note 1, page 263). L'avant-projet, qui fut la base du plan de l'«exemple» barcelonais, comporte 7 volumes (caisse 8034), dont les plus importants sont :

Tome I : «Teoría de la construcción de las ciudades aplicada al proyecto de reforma y ensanche de Barcelona, por Ildefonso Cerdá, ingeniero de Caminos, Canales y Puertos» (1859)

Tome III : Plans et dessins

Tome IV : «Ensanche de la ciudad de Barcelona. Memoria descriptiva de los trabajos facultativos y estudios estadísticos hechos de orden del gobierno y consideración que se han tenido presentes en la formación del anteproyecto».

publics¹. Arturo Soria y Puig, principal biographe de Cerdá² insiste sur son réseau d'amitiés et la persuasion qui pouvait émaner d'une personnalité aux convictions si affirmées et d'une telle stature intellectuelle, sur le corps des ingénieurs.

Mais Cerdá a travaillé sans aucune garantie administrative; il ne fut jamais rémunéré pour ses travaux sur Barcelone, sa seule réussite d'urbaniste. Ceci ne l'a pas découragé puisqu'il a poursuivi avec acharnement ses études sur les villes dans les années 1860³. Si la légende veut que, lors d'un de ces voyages à Paris, Haussmann lui-même ait proposé de lui acheter ses travaux, il perd toute influence et s'efface de la scène politique après 1861. Ses études sur Madrid furent «enterrées» par l'administration. Sa triste fin, ruiné (sa fortune a financé son «cabinet d'urbanisme») et oublié de tous, complètent le tableau.

Son œuvre pouvait donc être tout à fait inconnue des concepteurs d'«ensanche» des années 1880 et même 1870. De ses travaux importants, seule la *Théorie générale de l'urbanisation* fut publiée de son vivant. Pourtant, ils sont nombreux à l'évoquer – en introduction des projets – et à insister sur le caractère novateur de ses théories. Par exemple, celui que choisit la municipalité d'Alicante en 1888 : «Nous avons, dans cette optique, les agrandissements projetés à Barcelone et Madrid par les ingénieurs expérimentés Cerdá et Castro : nous nous sommes inspirés de leurs solutions en utilisant tout ce que nous avons trouvé d'acceptable et utilisable dans notre localité»⁴. Mais il est manifeste que cet architecte n'a pas eu accès direct aux textes : il ne cite aucune des statistiques de Cerdá sur Barcelone dans le paragraphe précédent consacré aux densités urbaines, se «limitant» à Bilbao (dont il connaissait sûrement mieux le projet), Paris, Londres et Philadelphie. La postérité de la pensée cerdienne est donc aussi mal connue que les conditions de son émergence. Nous allons voir maintenant que les preuves sont assez nombreuses pour qu'on ne considère plus Cerdá comme l'inventeur de ce mode d'aménagement.

-
1. Carlos de Orduña : *Memoria de la Escuela de Caminos (primera época)*, Ed. Talleres Voluntad, Madrid, 1925. C'est une histoire du corps des ingénieurs des Chemins, Canaux et Ports, qui insiste sur ses représentants les plus remarquables et leur influence politique. Elle tourne vite au panégyrique, et le fait que Cerdá n'y soit même pas cité témoigne de l'outil total dans lequel il était tombé au début du 20^e siècle.
 2. Arturo Soria y Puig est le principal biographe et analyste de Cerdá : *Ildefonso Cerdá, hacia una teoría general de la urbanización* (Colegio Oficial de Ingenieros de C.C.y. P., Ed. Turner, Madrid, 1979) fait une présentation et tente surtout un très utile bilan bibliographique de ses écrits, totalement dispersés et partiellement perdus depuis le siècle dernier. Il doit être complété par les découvertes d'Alcalá.
 3. Outre la *Théorie générale de l'urbanisation*, il faut signaler : *Teoría de la viabilidad urbana; reforma de Madrid*, 1860, non publié (trois tomes et un atlas), également trouvé aux Archives d'Alcalá (caisses 8195 et 8196). Ce projet qui est une sorte d'haussmannisation rationnelle de Madrid, reposant sur une méthodologie étonnante, ainsi que l'avant-projet d'«ensanche» de Barcelone seront publiés en 1991 dans ces deux villes, avec de nombreuses contributions scientifiques sur Cerdá décidément bien «réhabilité».
 4. José Guardiola Pico «Anteproyecto de ensanche de Alicante», 1888, Archives Centrales de l'Administration, caisses 8016 et 8017.

Le Plan Castro de Madrid : antithèse du Plan Cerdá ?

Parallèlement à cette redécouverte, l'éclairage fut porté récemment sur l'autre grand «ensanche» du moment : celui de Madrid, planifié en 1860. S'il est souvent cité conjointement à celui de Barcelone dans la deuxième moitié du 19^e siècle (voir ci-dessus à propos d'Alicante), il s'efface de la littérature urbanistique au 20^e siècle ; on le considère alors important pour Madrid, mais pas pour le reste du pays. On le connaît mieux depuis la publication de recherches géographiques détaillées sur la constitution et l'évolution de cet espace urbain¹.

Le Plan Castro, qui, lui aussi, n'est officiellement qu'un avant projet, repose sur des études beaucoup moins approfondies que celles de Cerdá². Ce dernier s'y trouve d'ailleurs cité longuement en introduction, comme s'il avait formulé la doctrine officielle du pays en termes d'aménagement : «Voyons comment s'explique cet ingénieur à propos des difficultés qui accompagnent l'élaboration d'un projet de cette nature. Il dit ceci : "La constitution du projet d'une nouvelle ville, et plus encore quand il s'agit d'agrandir une ville existante, est une des questions les plus complexes et importantes qui puissent être offertes à un ingénieur. (...)" . Nous n'avons rien à ajouter à ce que dit Monsieur Cerdá». (p. 94-95).

Pourtant, une anecdote classiquement rapportée veut que Cerdá ait vigoureusement critiqué le Plan Castro, comme très éloigné de ses théories urbanistiques. Avant d'entrer dans le détail de la comparaison, il faut signaler que, par ailleurs, on oppose volontiers le génial et misérable Cerdá au fonctionnaire «isabelin», carriériste et couronné de succès que fut Castro, finissant paisiblement sa vie dans son hôtel madrilène. Cette opposition renvoie à l'évidence à l'image contraire des deux métropoles espagnoles : Madrid, ville rentière et aristocratique s'oppose, tant par ses classes possédantes que par leur domesticité, à la capitale catalane, industrielle et ouvrière, dominée par une bourgeoisie entreprenante et novatrice. Ces images furent facilement reprises, ayant de quoi satisfaire, au moins jusqu'aux années 70, les intellectuels espagnols, plutôt hostiles au centralisme de la capitale et volontiers partisans de sa rivale régionaliste. Sans insister davantage sur ces clichés – qui nous rappellent quand même comment se structure l'historiographie urbaine espagnole – on doit remarquer que sur de nombreux points, le plan d'«ensanche» de Madrid prend le contrepied de celui de Barcelone. Les figures A et B ci-jointes peuvent être la base de cette comparaison en ce qui concerne les tracés d'ensemble dans la mesure où ceux-ci furent respectés et sont parfaitement visibles dans la topographie actuelle.

1. Les principales recherches sur l'édification de l'«ensanche» de Madrid sont :

Rafael Mas Hernández : *El barrio de Salamanca. Planeamiento y propiedad inmobiliaria en el ensanche de Madrid*, Instituto de Estudios de Administración Local, Madrid, 1982 (publication de thèse).

Javier Frechilla Comoreras : *La construcción del ensanche de Madrid*, thèse non publiée soutenue à la Escuela Superior Técnica de Arquitectura de Madrid en 1989 (5 tomes).

2. Le Plan Castro ou *Memoria descriptiva del anteproyecto de ensanche de Madrid, formado por el inspector de distrito del cuerpo de ingenieros de Caminos, Canales y Puertos D. Carlos María de Castro* (Imprenta José de la Peña, Madrid, 1860) fut réédité par le Colegio Oficial de Arquitectos de Madrid (Éd. Gráficas Hernández, Madrid, 1978) avec une longue et excellente présentation de Antonio Bonet Correa.

Cette opposition est développée par Antonio Bonet Correa dans sa riche préface à la réédition du Plan Castro : «Alors que son action (celle de Cerdá) fut de décentrer vraiment le plan de la vieille Barcelone, au contraire, à Madrid, (...) la ville qui restait entourée par un fossé, demeurait limitée, enfermée par une ceinture rigide et archaïque (...). Une frontière restait ainsi établie entre la ville et le territoire environnant» (p. 35-36). Cerdá, grand pourfendeur du «monopole urbain» sous toutes ses formes, notamment celles des limites archaïques que sont les murailles, propose un «ensanche» illimité, qui brisera enfin l'inégalité entre propriétaires «de l'intérieur» et «de l'extérieur». La figure A montre comment cette conception «territoriale» de l'espace urbain permit aux urbanistes du début du 20^e siècle de prolonger les tracés de Cerdá : son quadrillage reste identifiable, mais ne contraste pas aussi violemment qu'à Madrid avec les tissus périphériques.

Le Plan Castro entoure Madrid d'une tranchée (symbolique ?), qui sera rapidement transformée en boulevard, comme le montre la figure C. Les nouveaux terrains se distribuent en vaste polygone autour des boulevards intérieurs, sauf dans l'ouest pour des raisons topographiques. La vieille ville, laissée intacte, reste à peu près au centre. Selon la logique cerdienne la critique est facile : ce plan ne fait que repousser les limites héritées, puisque l'«ensanche» est limité par un boulevard «extérieur», comme la ville préexistante l'était par ses murailles ; il «recréé» à une autre échelle l'Ancien Régime et ne l'abolit pas.

Mais Castro va plus loin dans l'élaboration de ce «contre-modèle», en prévoyant d'affecter chaque secteur de l'«ensanche» à un type d'usage (militaire, industriel ou de détente, le grand parc du Retiro étant respecté), mais aussi aux différentes catégories sociales : secteur «aristocratique», des «classes moyennes» (ou «fonctionnaires») et «ouvriers». Voilà de quoi choquer le scrupuleux égalitarisme de Cerdá, pour qui la suppression de toute rente de situation urbaine était la meilleure justification de ses théories. Par exemple, un des arguments de Cerdá pour justifier son choix d'ilôts carrés – et non rectangulaires – était que pour la même distance parcourue, le nombre de carrefours traversés devait être le même dans toutes les directions ! La trame urbaine devait être rigoureusement isotope dans sa forme et homogène dans ses usages, et ne favoriser aucune ségrégation, pour employer une terminologie moderne.

Des deux «ensanches» fondateurs à la législation de 1864

Si l'on considère, comme Javier Frechilla, dans sa thèse sur l'«ensanche» madrilène que «ce n'est pas en vain que ses deux projets assumeront la paternité pratique et théorique de la majorité des développements (urbanistiques) espagnols de la deuxième moitié du 19^e siècle» (p. 34), on comprend comment, écartelée entre deux modèles aussi antagonistes, la législation adoptée en 1864 sur l'«ensanche de población» ne pouvait être très dirigiste. Par ailleurs, Martin Bassols Coma, auteur d'une histoire très complète du droit urbanistique espagnol¹, souligne que cette loi étend plus qu'elle ne renouvelle les dispositions de la «loi d'expropriation forcée»

1. Martin Bassols Coma : *Génesis y evolución del derecho urbanístico español*, Ed. Montecorvo, Madrid, 1973. La publication de cette thèse de droit est tout à fait complémentaire de l'ouvrage de Fernando de Terán pour la connaissance détaillée de l'histoire urbanistique contemporaine espagnole.

de 1836, mais surtout qu'elle appauvrit considérablement le projet de loi de Posada Herrera, déposé en 1861 («pour la réforme, l'assainissement et autres améliorations des villes»). Pour comprendre cette loi, il nous semble, en effet, nécessaire de la replacer dans son contexte d'application.

L'objectif de ce texte, qui à partir de 1864 devient le cadre juridique essentiel des «ensanches», malgré deux aménagements en 1876 et 1892, est double. D'abord, encourager («fomentar») la construction en lui offrant de nouveaux terrains, seule possibilité de résoudre le vieux «problème des loyers» (leur hausse), que l'on attribue à une insuffisance de logements. Ensuite, établir un système cohérent d'expropriation permettant l'agrandissement et l'embellissement de la ville. C'est en somme une nouvelle catégorie juridique qui est créée; celle de sol urbanisable, partiellement soustrait à l'initiative des propriétaires. Le règlement de cette loi (1867) crée les «juntas d'ensanche» chargées de mener les opérations préalables à la construction de ce nouveau type de patrimoine foncier. Elles sont composées de conseillers municipaux, de représentants des propriétaires fonciers et de techniciens. Enfin, le «junte consultative des Chemins, Canaux et Ports» (Ponts et Chaussées) est l'organe de la Direction des Travaux Publics qui approuve ou refuse les projets présentés.

Les modifications de 1876 et 1892 portent sur la démarche administrative, en facilitant, par exemple, les conditions de l'initiative, et en élargissant le rôle de l'administration dans la gestion aux dépens des propriétaires. L'idée de «plan général» (document urbanistique concernant la totalité d'un territoire municipal) était préférée, par les législateurs dès 1867, à celle d'«ensanche strict», ne concernant que les nouveaux terrains à urbaniser; mais malgré sa grande fortune dans l'urbanisme espagnol du 20^e siècle, elle ne connaît pas de véritable application au 19^e siècle. Le divorce entre «ensanche» et «réforme intérieure» ira en s'accentuant, à mesure que celui-là se généralisera et que celle-ci sera abandonnée; nous n'insistons pas davantage sur cette question.

Mais ces deux rectifications eurent un grand rôle dans la diffusion du modèle de planification: La Corogne, Valence Alicante ou Denia planifient leur «ensanche» à la fin des années 70; leur approbation viendra dans les années 80. La vague suivante est représentée par Leon, Cadix, Saragose ou Mataro... Ces derniers, souvent de petite taille, mal délimités et tracés en plusieurs étapes sont moins connus et moins faciles à analyser. Ils sont d'ailleurs traités comme des opérations très techniques par la littérature urbanistique, qui s'est peu attardée sur eux, ayant préféré les grands «ensanches» du début, jugés plus convaincants et analysés comme de vrais «projets urbains».

La principale rupture semble pourtant se situer à la fin des années 1870, sans doute portée par le contexte politique national. Après l'échec de la Première République, la monarchie est restaurée et si Alphonse XII accepte le contrôle parlementaire, le pays s'installe dans un conservatisme durable, avec une démocratie de façade caractérisée par l'alternance concertée de deux partis – libéral et conservateur – dans le cadre constitutionnel de 1876. C'est le «turno político», dans lequel les historiens voient la manifestation d'une collusion des élites, dont les deux «groupes d'intérêt» se pardonnent mutuellement de flagrantes fraudes électorales. Le chef du parti libéral Práxedes Mateo y Sagasta alterne comme premier ministre avec Antonio Cánovas del Castillo, homme fort du régime. Signalons que Sagasta était également ingénieur des «Chemins Canaux et Ports» (Ponts et Chaussées): il

représente bien la réussite sociale et politique du «corps», mais aussi l'abandon des grandes idées progressistes de ses débuts.

L'«ensanche» de Bilbao, sans conteste le troisième «ensanche» classique, est un autre témoignage de ce tournant.

L'«ensanche» de Bilbao : un projet «raisonnable»

Bilbao est une des villes espagnoles les mieux connues pour l'époque contemporaine. Les monographies consacrent généralement de longs développements à l'«ensanche», très vaste par rapport à la ville médiévale et moderne, et planifié pour des raisons topographiques sur l'autre rive de la Ria du Nervión¹. Il est parfois décrit comme une «nouvelle fondation» de la ville et a opposé les partisans du «Bilbao chico» (= petit) à ceux du «Bilbao n^o evo» (= nouveau). Nous reproduisons (D) le tracé adopté en 1876; les modifications intervenues par la suite n'ont pas modifié ses grandes lignes.

Le projet approuvé en 1876 par la Direction des travaux publics a été rédigé en 1873 par deux ingénieurs (Achucarro et Alzola) et un architecte (Hoffmeyer)²; 1876 est aussi l'année de la «pacification», c'est-à-dire de la fin des guerres carlistes, dont la dernière a particulièrement affecté le Pays Basque. Bilbao put donc commencer son démarrage industriel par l'extraction et l'exportation du fer. Il est remarquable que ce nouvel âge économique se soit accompagné d'une véritable «relocalisation» urbaine.

Les trois auteurs de ce projet font référence aux deux précédents barcelonais et madrilène : «deux si bons modèles, grâce auxquels notre chemin était tracé (...) Nous nous acquittons de notre dette de reconnaissance en évoquant les grands services qu'a rendus à notre travail l'étude de ses projets» (p. 76). L'ensemble du texte suit une démarche «cordienne» : étude de la ville, problèmes, propositions. On trouve aussi des préoccupations très hygiénistes, avec l'idée de résoudre le problème de la circulation. Volonté également d'inscrire cette étape de l'aménagement dans le long terme de l'évolution urbaine et du progrès de la civilisation : «nous mériterions la juste censure des générations à venir, si, dans ce dernier tiers du 19^e siècle, après nous être familiarisés avec les nouveaux moyens de locomotion et autres inventions qui ont complètement transformé la société moderne, les avancées dans toutes les branches du savoir humain, nous nous guidions encore par empirisme et routine pour le tracé de nos villes». Bien d'autres citations témoigneraient de cette idéologie du progrès : le temps de l'obscurantisme, du hasard et du «coup par coup» est révolu; celui de la raison et de la technique arrive; il doit se traduire par une autre manière de construire les villes.

1. Outre la référence donnée page 264, il faut signaler : Luis Vicente García Merino : *La formación de una ciudad industrial; el despegue urbano de Bilbao*, Instituto Vasco de Administración Pública, Imp. Boan, Bilbao, 1987.

2. Le projet d'«ensanche» de la métropole basque (Severino de Achucarro, Pablo de Alzola y Minondo, Ernesto Hoffmeyer : *Memoria del proyecto del ensanche de Bilbao*) fut publié dans *Anales de Obras Públicas* (n^o 6, tome V, Madrid, 1876).

Mais un autre type d'argument intervient très fortement : il s'agit du réalisme des options prises, tant en matière de densités urbaines prévues, de hauteur des édifices que de superficie planifiée : «Nous avons la satisfaction qu'au moins il ne nous sera pas reproché d'avoir mené une étude de difficile réalisation ; notre principal objectif a été de réaliser un projet essentiellement pratique, en écartant tout ce qui, même très bon en soi, aurait pu paraître d'un luxe excessif, y compris pour une cité aussi prometteuse que Bilbao». Outre ce nouveau type d'argument, il faut noter que les auteurs sont très sensibles aux potentialités économiques du futur Bilbao. En déplorant le fait que les catégories aisées ne puissent plus se loger en ville, compte tenu de l'entassement, ils craignent surtout que soient compromises pour la ville du Nervión les chances de devenir la métropole de tout le nord de l'Espagne. La comparaison avec Saint Sébastien («La loi ordinaire de croissance d'une ville peut être sensiblement augmentée lorsqu'un entassement excessif d'habitant s'ajoutent d'autres conditions favorables à son extension et et prospérité») est faite dans une perspective assez nouvelle de concurrence entre villes. Ces considérations sur les moyens (on dirait aujourd'hui «prospectives») marquent un décrochement par rapport à la pensée de Cerdá ou au plan Castro, qui certes n'étaient pas des utopies urbaines, mais dissociaient fortement le plan de ses procédures.

La personnalité de celui qui fut à n'en pas douter son principal auteur, Pablo de Alzola y Minondo, permet aussi de stigmatiser ce nouvel état d'esprit. Ce brillant ingénieur des Chemins, Canaux et Ports, lié aux milieux industriels et financiers, fut aussi député et sénateur (conservateur) de Biscaye, un temps maire de Bilbao (1878-1880). Par la suite, il cumula les fonctions et distinctions d'un État dont il fut un des grands serviteurs : Directeur des Travaux Publics en 1900, il fut aussi un essayiste politique de premier plan aux idées très représentatives du «régénérationisme» de la fin du siècle.

Le plan progressiste de 1862 pour Bilbao

On comprend mieux le projet de 1876 depuis que l'on connaît celui qui l'a précédé, présenté en 1862 par la municipalité de Bilbao à la Junta Consultative des Chemins, Canaux et Ports, et aussitôt refusé¹.

On trouve dans son texte de présentation, sous la plume de Amado de Lázaro, certaines des préoccupations des auteurs de 1876, comme l'idée de doter le Pays Basque d'une véritable métropole (alors que les rapports ville-région sont très peu présents dans les projets contemporains de Madrid et Barcelone) : «considérez une province riche en productions naturelles mais n'ayant pas de centre de peuplement notable ; ne doutons pas qu'elle n'existera pas véritablement ; d'autres l'exploiteront ; le progrès qui en résultera ne bénéficiera pas à son agrandissement et à son amélioration, mais à ses exploiteurs, aux autres peuples plus avancés, en un mot plus parfaits» (p. 52-53). Mais les solutions envisagées sont beaucoup plus proches

1. Ce projet, longtemps perdu, fut republié à sa redécouverte, par Paloma Rodríguez Escudero et le Département d'Urbanisme, Logement et Milieu Naturel du Gouvernement Basque : Amado de Lázaro : *Memoria descriptiva sobre el proyecto de ensanche de la Villa de Bilbao, reproducido del texto original del año 1862*, Servicio Central de Publicaciones del Gobierno Vasco, Vitoria, 1988.

de celles de Castro et de Cerdá, auxquels il est fait référence plusieurs fois. Par exemple, Cerdá prévoyait 40 mètres carrés par habitant, Castro 45 à Madrid, Lázaro en prévoit 35,7, et les auteurs du projet de 1873, seulement 27,5 lorsque les nouveaux terrains auront accueilli les 70 000 habitants pour lesquels l'«ensanche» est conçu. Comme Cerdá, il pourfend violemment l'Ancien Régime : «Sous la féodalité, et plus encore avec le despotisme, ce qui équivaut à la domination de l'ignorance la plus profonde, nous voyons la population croître faiblement, alors qu'à l'époque où les lumières de la civilisation commencent à illuminer notre enviable territoire, nous la voyons se développer vigoureusement» (p. 90). Il ne respecte aucun des héritages de ce temps, mais s'avère très attentif aux forces vives et intérêts du moment. Amado de Lázaro appartient également par ses préoccupations scientifiques et encyclopédiques à cette première génération d'urbanistes.

On connaît peu de choses de Lázaro par ailleurs. Il est né à Toulouse en 1831, sans doute d'une famille libérale réfugiée en France. Sa carrière fut longue et très technicienne, puisque son *curriculum* officiel le montre dirigeant des travaux portuaires jusqu'en 1894, mais ne mentionne pas l'«ensanche» de Bilbao, qui fut une commande directe de la municipalité.

Alors, pourquoi un projet paraissant si conforme aux idées du début des années 60 fut-il rejeté par une commission ministérielle, en principe favorable à ce moment au progressisme des ingénieurs ?

Selon le plan d'Alzola et de ses collaborateurs de 1873, qui fut longtemps la seule source, indirecte, par laquelle on connaissait le plan de 1862, la réponse est dans le caractère ambitieux – voire utopique – de ses options : «Nous croyons que les dimensions données à la nouvelle agglomération sont excessives, puisqu'elles placent Bilbao dans des conditions de luxe et de commodité auxquelles sont seulement parvenues à ce jour quelques grandes villes d'Europe et de manière spécifique les très modernes fondées en Amérique». On sait pourtant que les «basses densités urbaines» souhaitées par Cerdá et Castro furent très rapidement et largement dépassées. Lorsque s'urbanisèrent les «ensanches» de Barcelone et de Madrid¹, les choix d'Alzola et ses collaborateurs sont bien des choix «moyens», adaptés au niveau de vie et surtout aux possibilités, très faibles, de contrôle juridique du moment.

La question des limites communales

Mais en définitive, le véritable buttoir institutionnel et politique fut celui des limites communales. Le premier projet – concernant 229 hectares – aurait conduit à l'annexion pure et simple des deux communes voisines (Abando et Begoña), solution qu'envisageait le gouvernement par son décret du 7 avril 1861 donnant le droit à Bilbao d'entreprendre les opérations d'agrandissement. La protestation des petites municipalités voisines fut immédiate, soutenue par leurs consœurs et par la députation provinciale de Biscaye (équivalent d'une préfecture). Celui qui fut retenu 14 ans plus tard, ménageait donc avec ses 150 hectares sinuusement découpés la chatouilleuse identité locale... Mais ses auteurs déplorent qu'une œuvre

1. En plus des références madrilènes données note 1, page 270, il faut citer la thèse de Robert Ferras : *Barcelone, croissance d'une métropole*, Lille, 1976. Elle insiste sur le détournement du projet initial.

aussi nécessaire ait achoppé sur une réalité si «mesquine», tout en affirmant l'obligation de s'y conformer. Ils envient d'ailleurs beaucoup Saint Sébastien, dont l'approbation du projet d'agrandissement en 1865 fut largement facilitée par l'existence dans la commune de vastes terrains sableux incultes et sans valeur foncière reliant la presqu'île sur laquelle est située la vieille ville au reste de la province. Bilbao finira d'ailleurs par obtenir l'annexion des petites communes, mais en 1890, c'est-à-dire lorsque cette ville sera en position de force économique, et peut-être politique, avec des défenseurs comme Alzola.

Faut-il voir dans ce «retard» un épisode anecdotique, une péripétie dans l'«histoire des ensanches», lié à la malchance géographique de cette ville ? Sans doute, car la majorité des communes du nord du pays sont petites; ici la topographie de fond de ria a ajouté une contrainte que ne connaissaient ni Madrid ni Barcelone... Les plans d'«ensanche» sont d'ailleurs restés étonnamment indifférents à la topographie; en témoigne le fait que dans le projet de 1876 pour Bilbao, et problème de la division du territoire municipal en deux par le Nervión n'est abordé qu'à la 77^e page (sur 137 !). Que l'on voie dans cette conception l'influence de Cerdá ou un fait de civilisation ancien importe peu; mais il est clair que les limites juridiques de la «villa» constituent une barrière plus forte à l'extension urbaine que celles de la topographie. Une autre hypothèse pourrait être qu'au Pays Basque, le pouvoir central agit avec grande prudence dans les années 1860, et évite de renforcer l'alliance potentielle entre les représentants locaux et les carlistes, hostiles au centralisme des libéraux. Ce verrou ne sautera qu'en 1876, et malgré le mutisme de la bibliographie consultée sur cette question, on conçoit assez bien que la guerre civile latente, «passait» avant les idées d'agrandissement des villes ...

Mais cet «avatar» basque nous montre aussi que les «ensanches» n'ont pu se généraliser qu'en se juxtaposant à un monde urbain et administratif partiellement hérité de l'Ancien Régime, ici concrétisé par la forte résistance du fait municipal. On ne peut présenter cette politique urbaine simplement comme un éclatement des anciens cadres, sous la pression du changement économique et social... et conserver telle quelle la métaphore très cerdienne de la destruction des murailles. Le «nouvel» ordre urbanistique qui s'élabore n'est peut-être pas si étranger à l'ancien.

«Ensanche» et croissance urbaine dans le projet de 1876.

Restons à Bilbao pour approfondir cette hypothèse. Comment Alzola et ses collaborateurs mettent-ils en rapport la croissance démographique et l'extension territoriale de la capitale biscayenne ? C'est un des points sur lesquels leur étude est la plus instructive. Ils constatent que la population de la commune de Bilbao a augmenté rapidement entre 1821 et 1857, mais que ce rythme ne se maintient pas entre 1857 et 1869, dernier recensement effectué, alors que «son commerce, son industrie et sa richesse continuaient à être à leur apogée». L'explication de cette «contradiction» peut paraître triviale à des lecteurs du 20^e siècle, habitués au processus de «banlieurisation» (= croissance urbaine extracommunale), mais la force avec laquelle les trois auteurs diagnostiquent, et même dénoncent, le mécanisme montre l'importance de l'enjeu : «les communes voisines de Begoña et Abando ont augmenté considérablement le nombre de leurs habitants, ce qui est entièrement dû à leur situation de contact avec Bilbao; on peut assurer que sans cette circonstance, elles n'auraient pas de vie propre puisqu'elles doivent exclusivement leur développement

à la puissante sève communiquée par la capitale. Automatiquement, la majorité des étrangers qui affluent à Bilbao, attirés par les nombreuses ressources de cette ville et par un appétit de lucre et de spéculation, sont obligés de s'établir en dehors de la vieille ville («casco») pour habiter à Abando, où ils trouvent plus d'espace, d'air et profitent de tous les bienfaits d'une bonne situation topographique».

Le rôle de l'urbaniste est donc d'éviter ce qui est ici présenté comme un scandaleux parasitisme municipal... et que l'on commence à désigner tout simplement en France à ce moment la «banlieue». Ce texte est important car il montre que la croissance est admise comme une donnée durable et irréversible du devenir urbain. En jouant sur la traduction, on pourrait dire que pour ces auteurs l'agrandissement se fera de toute manière, mais que seul la procédure de l'«ensanche» permettra de le contrôler. On est encore une fois très loin de Cerdá et de la législation de 1864 qui voyaient dans cette procédure un moyen d'encourager («fomentar») la construction.

Selon le texte de 1876, la conséquence en est simple : «Enfin, et sans risquer de nous tromper, nous pouvons affirmer que (sans Bilbao) les communes d'Abando et Begoña ne seraient que de simples hameaux sans avenir et voués uniquement à la culture de leur sol; c'est la raison pour laquelle nous jugeons très justifiée leur annexion à la cité («villa»), dont elles ont reçu l'être et le bien-être». L'adéquation du maillage communal et du tissu urbain serait la manière de préserver cette intégrité urbaine, jusqu'ici facilement garantie par les murailles en des temps de plus grande stabilité socio-économique; on comprend pourquoi nos trois auteurs déplorent tant leur prévisible défaite sur ce point. L'«ensanche» doit avoir la même fonction, celle d'assurer une unité territoriale et sociale de la ville, de «contenir» sa croissance...

On comprend aussi peut-être pourquoi, parmi les grands «ensanches» espagnols, celui de Bilbao s'apparente le plus à une nouvelle fondation urbaine : la figure D montre à quel point, centré sur une place ovale et possédant un plan radioconcentrique, il s'oppose aux quadrillages acentriques, madrilène ou barcelonais; il laisse de l'autre côté de la ria une vieille ville aux dimensions désormais ridicules. Ne pouvant intégrer ce «casco» anachronique et au site saturé, il le marginalise définitivement dans l'agglomération qui se constitue. Cet abandon n'est-il pas la seule manière de préserver «autant que possible» l'unité de la ville ?

Au risque de sortir un peu du cadre chronologique de cet article, il nous semble que cette hypothèse mérite d'être placée dans le moyen terme de l'histoire urbaine espagnole. A la fin du 19^e siècle, un nouveau type de quartiers prit une extension inédite en Espagne : il s'agit des «faubourgs de l'extrarradio». A Madrid, cet extrarradio (étymologiquement : en dehors du périmètre) devint la grande préoccupation des urbanistes du début du 20^e siècle, précisément parce que situés au-delà de l'«ensanche», c'est-à-dire sans plan d'ensemble préétabli. La figure B les montre à Madrid dans les années 30, organisés le long des voies radiales : Puente de Vallecas, Progreso et surtout Tetuán de las Victorias, le long de la «route de France».

Ce fait, que l'on trouve dans d'autres villes, mais avec moins d'évidence, fut abondamment commenté par les spécialistes de la ville espagnole, par exemple par Manuel de Terán dans son article fondamental «El desarrollo espacial de Madrid a

partir de 1868» (note 1, page 264). Effectivement, cette croissance périphérique peut être analysée soit comme la preuve de l'échec ou de la réussite des «ensanches», selon que l'on pense que ces faubourgs naissent de l'application (ils se développent au-delà de la gigantesque réserve foncière de l'«ensanche» très rapidement inaccessible aux démunis en raison des attentes spéculatives) ou de son abandon (les «ensanches» n'ont pas été prolongés à la mesure de l'expansion urbaine). Le rôle «ségrégationniste» des «ensanches» fut beaucoup évoqué notamment dans les approches marxistes de l'urbanisme, voyant dans les outils de l'aménagement urbain ceux d'une stratégie de classe.

Sans entrer dans ce débat qui nous montre à quel point les «évaluations» de politique urbaine sont délicates, nous soulignerons simplement la clairvoyance de Cerdá pour qui cette politique perdait son sens si les «ensanches» étaient «limités». Dans un système libéral, sans doute aurait-il fallu dépasser largement les projections démographiques dans la délimitation des périmètres.

Cette intégration aux aires centrales des nouveaux quartiers ne s'est effectivement pas faite au-delà du périmètre, alors que les quartiers planifiés s'assimilaient rapidement aux espaces centraux, comme le montrent de nombreux travaux géographiques (Madrid); ils devenaient même parfois le véritable centre (Barcelone ou Bilbao). Leur «urbanité» n'est jamais remise en question; ils semblent avoir contribué à la remarquable extension des «quartiers centraux» (ou «aires centrales») dans de nombreuses villes espagnoles. Qu'il y ait eu intégration à l'ensemble de la ville ou seulement aux quartiers centraux, il semble bien que les «ensanches» aient contribué à repousser, sans que l'on puisse porter un jugement sur ce fait, le processus de «banlieurisation».

Une conclusion provisoire serait donc que la grande rupture de l'histoire urbanistique espagnole aurait correspondu à l'abandon de cette politique au début du 20^e siècle. Même si les constructions des «ensanches» sont aujourd'hui majoritairement du 20^e siècle (la construction ne fut-elle pas postérieure au plan d'«ensanche»? Il y eut de toute manière fréquemment plusieurs générations d'édifices au même emplacement depuis cette époque) ces quartiers urbains seraient bien à rattacher au siècle antérieur par les mécanismes de leur constitution. Ces mécanismes, qui opposaient très fortement l'espace non urbain et l'espace urbain seraient caractéristiques d'une civilisation urbaine unitaire, alors que ceux du 20^e siècle, opposant plutôt les «quartiers centraux» aux périphéries urbaines traduiraient une complexité plus grande de la société urbaine. Les «ensanches» auraient été alors un outil d'aménagement retardant cette évolution, par exemple par rapport à la France, où la banlieue naît vraiment dès le 19^e siècle.

L'Ancien Régime par d'autres moyens ?

Cette hypothèse, sur laquelle nous pensons conclure, ne présuppose rien concernant les effets profonds de la politique d'«ensanche» sur l'évolution postérieure de la ville espagnole. Sans doute certains faits, comme les modalités de l'industrialisation ou de l'accès au marché immobilier, ont-ils pesé beaucoup plus lourd dans leur évolution au 20^e siècle. Mais nous comptons ainsi souligner l'importance du contexte social et culturel dans le lancement des politiques d'aménagement,

dont on fait peut-être trop la «chasse gardée» des élites techniciennes (progressistes dans leurs idées mais conservatrices par les intérêts qu'elles défendent).

Ainsi, on peut remarquer que durant toutes les négociations concernant l'«ensanche» de Bilbao et l'enjeu de l'annexion des communes voisines, la distinction entre la «villa» de Bilbao et les «anteiglesias» (paroisses) de Begoña et Abando est maintenue, ramenant ainsi les secondes à une dignité moindre face à la «villa» qui jouissait dans le système féodal d'une franchise urbaine. De même, en 1873 et 1881, les mairies de Javea et Utiel insistaient lourdement sur la même qualité de «villa» de ces deux localités levantines pour obtenir «leur ensanche de población».

Les législations de 1864 et 1876 ne semblent avoir créé aucun automatisme administratif et chaque «ensanche» fut négocié individuellement, sans qu'aucun critère général n'ait été formulé, et pour ainsi dire «accordé» par le pouvoir central en fin de parcours. La Junta Consultative des Chemins Canaux et Ports ne dépêcha, semble-t-il aucun technicien sur le terrain pour examiner la recevabilité des demandes. On voit se manifester fort bien cette continuité avec les décennies antérieures dans le cas de Santander. L'«ensanche» de 1882 (dit de Maliano) prolonge morphologiquement deux agrandissements, bien antérieurs à la législation de 1864 (1776 et 1825), menées parallèlement aux équipements portuaires. Certaines études¹ y voient la preuve d'une invention très précoce de la formule (les «proto-ensanches»). Le faubourg maritime de Barceloneta (à Barcelone en 1753) et l'agrandissement de Jovellanos pour Madrid (1887) pourraient y être rattachés. Mais ces cas sont encore mal connus, notamment dans leurs procédures juridiques.

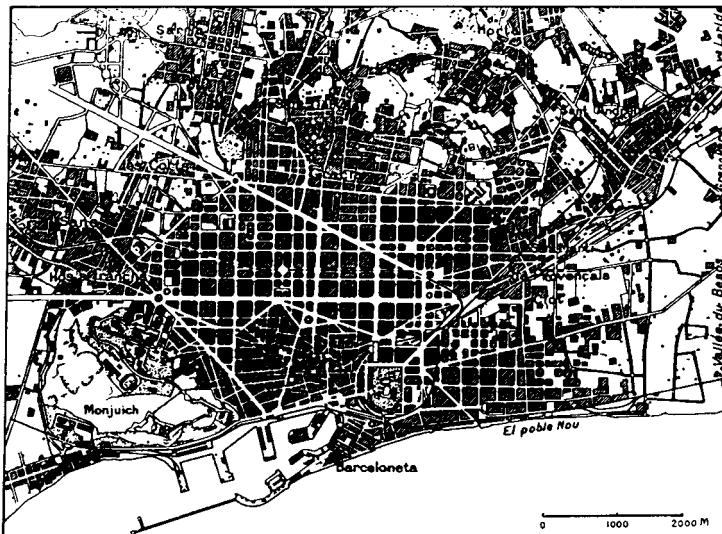
Cette présentation a surtout voulu montrer la diversité des interprétations possibles. Les «ensanches» ont bien sûr été une étape transitoire de l'aménagement urbain en Espagne, même s'ils sont habilement plutôt rattachés à la ville contemporaine. Il nous semble pourtant que la rupture que fut l'abandon de cette politique au début du 20^e siècle fut plus déterminante que celle de son lancement, vers 1860. Cela ne remet pas en question le caractère novateur des théories de Cerdá, mais invite à une analyse plus critique de leur incidence. Sans doute faut-il pour cela se départir d'une lecture purement juridique de l'histoire de cet urbanisme pour examiner davantage sa pratique. Sous ce registre, il nous semble que ce «temps des ensanches» possède une individualité marquée, moment où fut expérimentée une politique urbaine cohérente et continue.

La question de fond porte sur la définition d'une politique urbaine. Si l'on veut dépasser une acceptation simplement juridique (l'«ensanche» comme procédure), on est tout de suite frappé par la diversité des cas d'«application», la différence entre les cas «pionniers» et les autres, le caractère routinier et aléatoire à la fois des initiatives déclenchées... bref, la dissolution rapide du cadre défini par les institutions centrales lorsque l'on suit le processus historique de son application. Il y eut sans aucun doute beaucoup de «coup par coup» dans la diffusion de ce «modèle», ce que le choix privilégié de grands exemples (Madrid, Barcelone) a sans

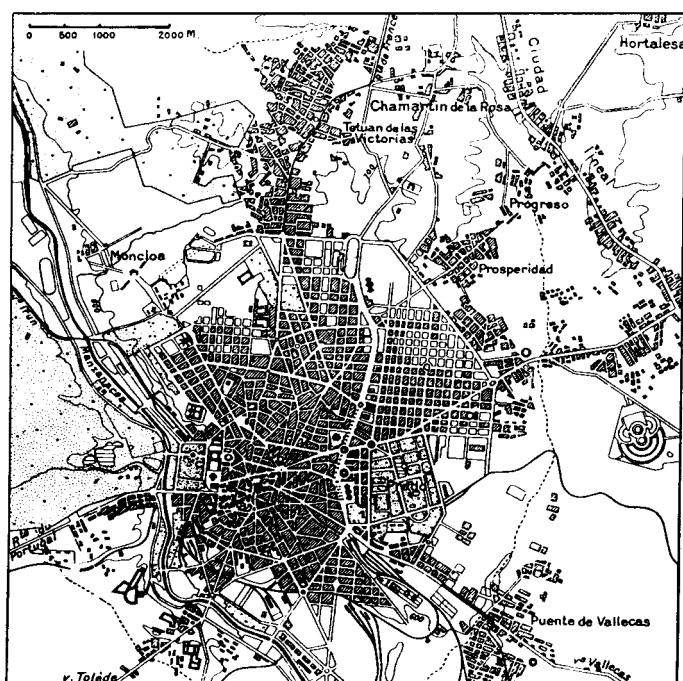
1. Voir par exemple l'article «ensanche» de l'Encyclopédie de Cantabrie (1978).

doute occulté. C'est peut-être également ce qui explique le relatif mépris dans lequel cette politique urbaine a été tenu pendant longtemps. Le régime très libéral (politiquement) de la Restauration pouvait-il agir autrement qu'en servant les intérêts des propriétaires fonciers ou immobiliers, d'ailleurs bien représentés dans la gestion des affaires municipales ? Dans cette optique, ce type d'aménagement n'aurait été qu'un semblant de politique urbaine, un prétexte, facilement identifiable comme instrument d'une stratégie de classe. L'intérêt de définir les «ensanches» comme une politique urbaine nous semble résider dans la manière de poser les rapports entre le pouvoir politique et les «intérêts constitués», pour reprendre une notion tout à fait «erdienne».

Laurent COUDROY DE LILLE

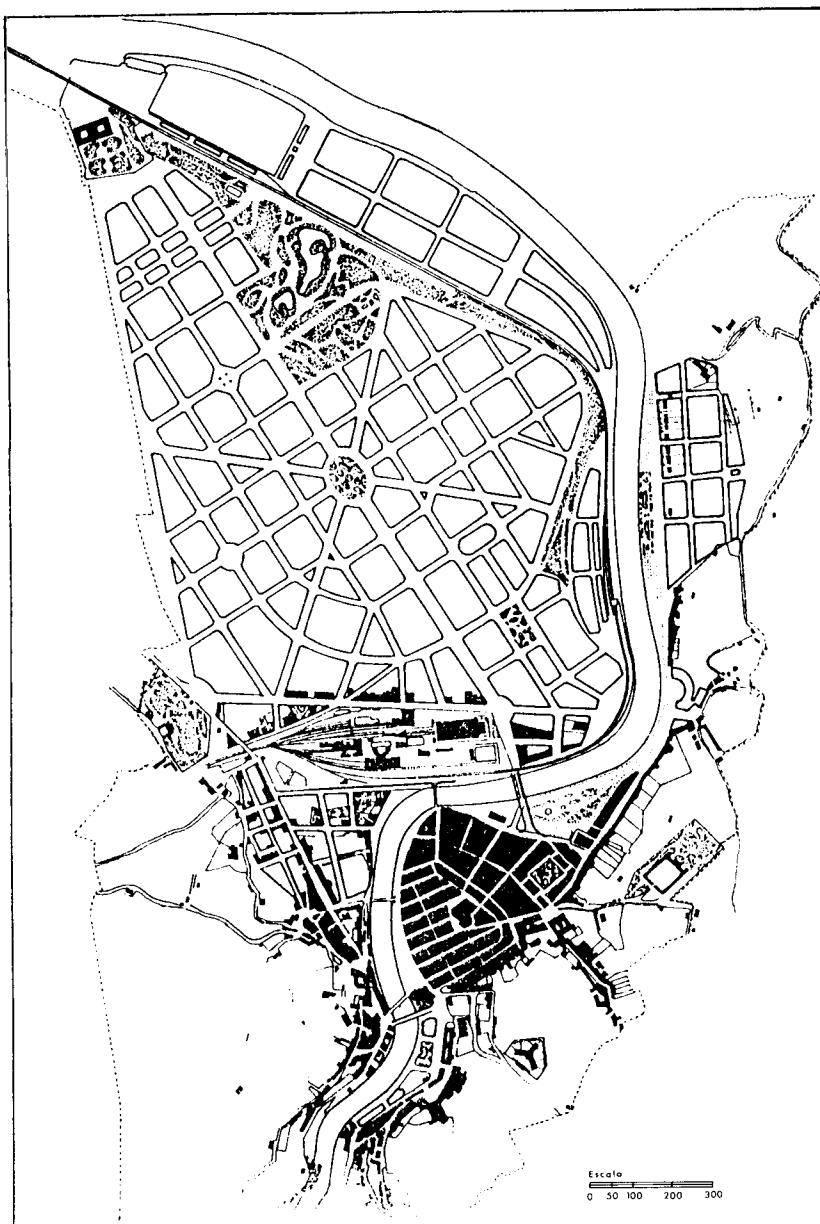


A - Barcelone



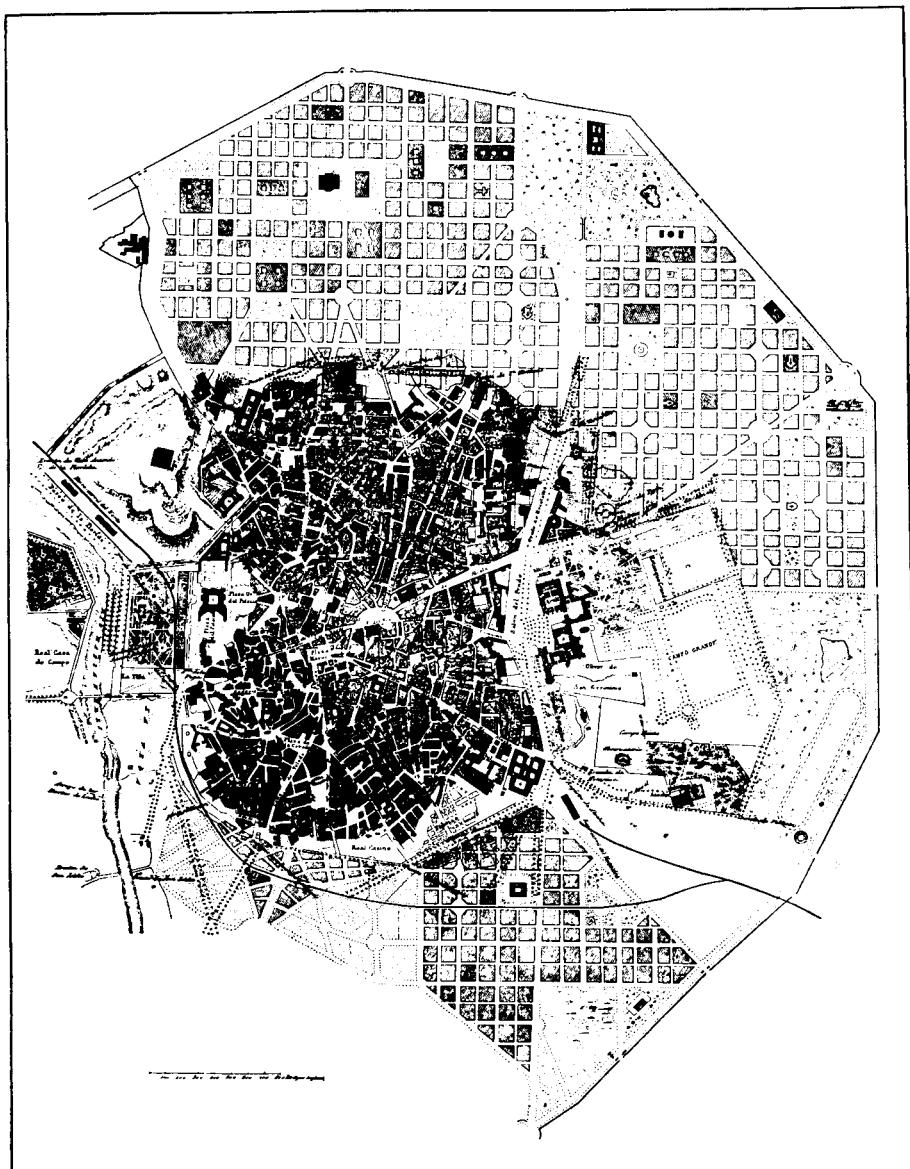
B - Madrid

Ces plans tirés du tome «La Méditerranée» de la *Géographie Universelle* (Max Sorre, 1936) font clairement apparaître les «ensanches» des deux villes planifiées en 1860. Mais, alors qu'à Barcelone, l'Eixample, dont les limites ne sont pas évidentes, est totalement urbanisé et déjà intégré à un espace urbain plus vaste, à Madrid, d'importantes réserves foncières séparent encore les parties urbanisées de l'«ensanche» des premiers faubourgs (appelés l'«extrarradio»).



C - Plan d'«ensanche» de Madrid,
d'après *Guia completa del viajero en Madrid*, 1867.

Ce plan, reproduit par Antonio Bonet Correa (c.f. note 2, page 270), est sans doute très proche de celui proposé par Castro sept ans plus tôt dont on ne possède que le texte de présentation (la «memoria»). Si ces tracés ne furent pas tous suivis (notamment dans les quartiers sud; comparer avec la figure B), il montre bien comment l'«ensanche», nettement délimité, se distribue autour de la vieille ville.



D - Bilbao et le plan d'«ensanche» de Alzola, Achucarro et Hoffmeyer (1876).

Ce plan, élaboré par L.V. García Marino (c.f. note 1, page 273) montre un flagrant contraste entre la vieille ville, petite et dense, et le grandiose projet d'aménagement. Celui-ci est centré sur une place ovale (aujourd'hui Federico Moyua) et traversé par un axe (avenue López de Haro) le reliant à la vieille ville de l'autre côté du Nervión.

Table des matières

Préface par Françoise AUTRAND

I

La construction de la Monarchie hispanique

Bernard VINCENT

Les Rois Catholiques, le Royaume de Grenade et la construction de l'État	3
--	---

Mireille PEYTAVIN

Visites générales à Naples aux 16-17 ^e siècle	11
--	----

Jean-Frédéric SCHAUB

L'État quotidien entre arbitrisme et révolte, la gabelle au temps du comte-duc d'Olivares	21
---	----

Jean-Paul ZUNIGA

<i>Cabildo</i> colonial et formation de l'élite : le cas de Santiago du Chili (1655-1675)	51
---	----

II

Histoire politique et histoire culturelle

António Manuel HESPANHA

Les autres raisons de la politique. L'économie de la grâce	67
--	----

Fernando Jesús BOUZA ALVAREZ

Dissonance dans la monarchie. <i>Une fiction musicale de la politique baroque autour du mouvement portugais de 1640</i>	87
---	----

III

Histoire politique et histoire religieuse

Sophie COUSSEMACKER

- Alonso de Oropesa et Fernando de Talavera. Deux hiéronymites du 15^e siècle au service de l'État 103

Isabelle POUTRIN

- La politique des mystiques : femmes d'Église et pouvoir royal sous Philippe III 129

Charlotte de CASTELNAU

- Les étrangers protestants dans l'Espagne moderne (16^e-17^e siècle).
Raison d'État et tolérance 143

IV

Les nouvelles donnes de l'époque contemporaine

Benoît PELLISTRANDI

- Politique de Donoso Cortés 165

Abel SEPTSAULX

- Discours pour un état corporatiste. Économie, société et politique chez J. Calvo Sotelo, J. Pemartín et V. Pradera (1935-1938) 199

Armelle ENDERS

- Le Brésil de Dom Pedro II à 1930 : à la recherche d'une histoire politique 231

Laurent COUDROY DE LILLE

- La question des «ensanches» (1860-1910) : problème d'histoire et d'historiographie urbaine en Espagne 263

Avec l'expérience ibérique, l'histoire politique voit s'ouvrir devant elle un laboratoire exceptionnel.

L'unité politique de la Péninsule, dessinée pourtant dès la conquête de l'Espagne par l'Islam, demeure un dossier ouvert. Aragon, Portugal et Castille ont bâti des empires dans le Levant, en Afrique, jusqu'à l'Asie et l'Amérique. À l'Âge d'or, la monarchie hispanique s'est construite à l'échelle de la Péninsule, de l'Europe et du Monde, dans l'orthodoxie catholique.

Cette machine formidable fascina ses contemporains. Le chemin parcouru fut sinueux – et amer. Elle ne peut qu'intriguer aujourd'hui.

Pour en démonter les rouages, *Recherche sur l'histoire de l'État dans le monde ibérique* s'est employé à multiplier les méthodes d'approche et les points de vue. Sociologie des acteurs des institutions et sociologie des élites, étude socio-culturelle des appareils intellectuels pour mieux saisir le fonctionnement des Royaumes ibériques. Analyse de la force de l'institution inquisitoriale et de la fonction politique du catholicisme pour mieux comprendre comment travaillèrent les sociétés espagnoles et portugaises, comment, enfin, modernité des Lumières et du libéralisme furent reçus dans la Péninsule.